



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



32101 063571663

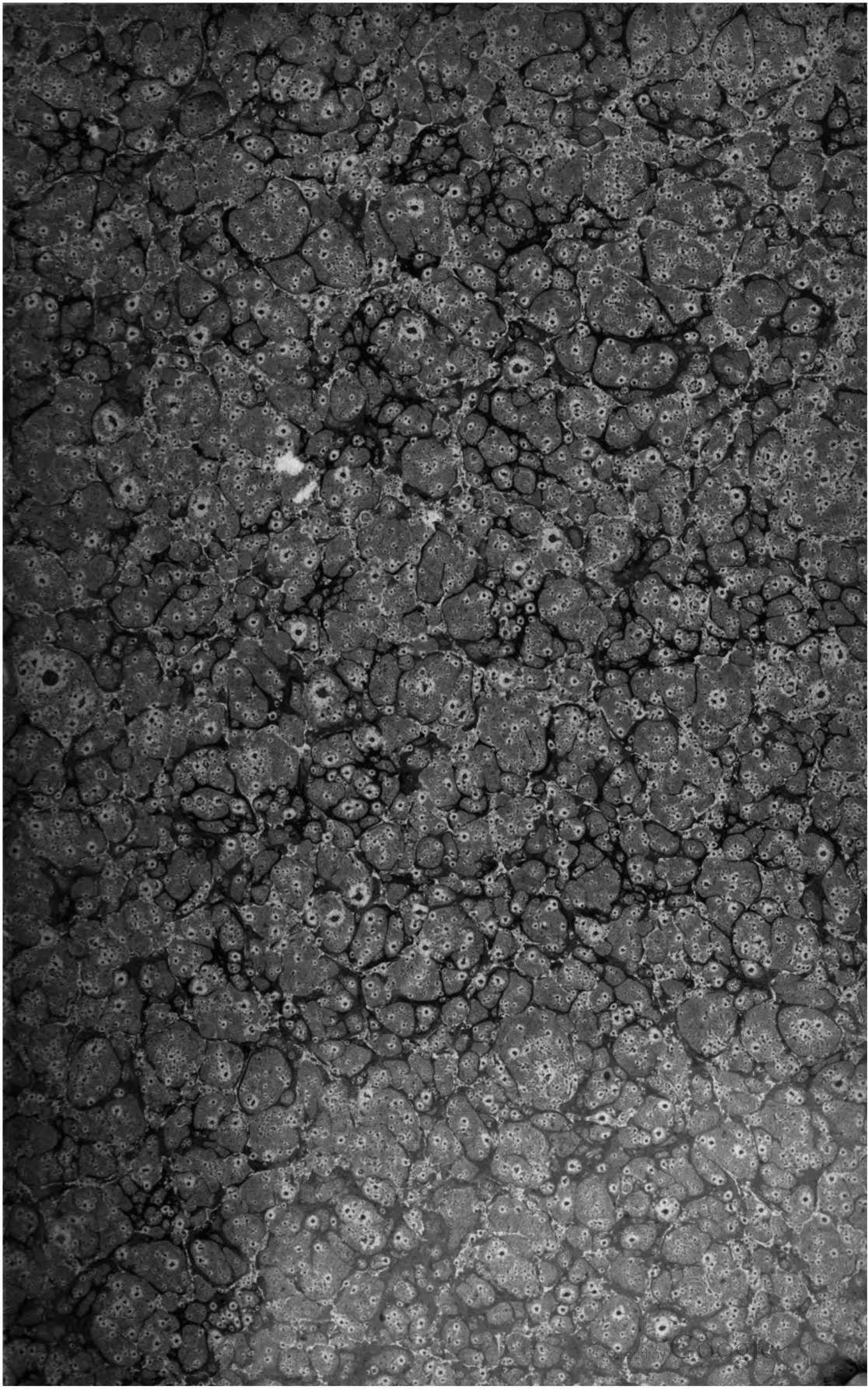


15 15
.932
.86
v. 38

Library of



Princeton University.



BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
SCIENTIFIQUE & LITTÉRAIRE
DU VENDOMOIS

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE
SCIENTIFIQUE ET LITTÉRAIRE
DU
VENDOMOIS

(Reconnue d'utilité publique par décret du 15 mars 1877)

TOME XXXVIII

1899



VENDOME
TYPOGRAPHIE F. EMPAYTAT
1899

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

Scientifique & Littéraire

DU VENDOMOIS

38^e ANNÉE -- 1^{er} TRIMESTRE

JANVIER 1899

La Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendomois s'est réunie en Assemblée générale le jeudi 12 janvier 1899, à deux heures.

Etaient présents :

MM. de Sachy, président ; R. de Saint-Venant, vice-président ; Nouel, secrétaire ; de Trémault, trésorier ; Colas, bibliothécaire-archiviste ; Renault, conservateur du Musée ; L. de Lavau et Jean Martellière, membres du bureau ; et MM. Brize, Buffereau, Duriez, l'abbé Haugou, l'abbé Oger, Rabouin, Royau.

M. le Président déclare la séance ouverte ; il invite M. le Trésorier à présenter les comptes de l'exercice de 1898 et le projet de budget pour 1899.

xxxviii

1

1515
932
86

469630

(RECAP)

COMPTE DES RECETTES ET DES DÉPENSES DE L'ANNÉE 1898

RECETTES

En caisse au 1 ^{er} janvier 1898.	59 27	
7 cotisations arriérées de 1897.	42 »	
253 cotisations de 1898	1.518 »	
10 diplômes	10 »	
Arrérages de rente 3 %/o.	15 »	
<i>Vente de publications de la Société</i>		
4 exemplaires 4 ^e volume du Cartulaire de la		
Trinité	32 »	} 67 50
Autres publications.	20 50	
Picard, solde de son compte de 1897.	15 »	
Recettes accidentelles		34 52
Subvention du Département		200 »
Retrait de la Caisse d'épargne		500 »
		2.446 29

DÉPENSES

Frais d'administration.	273 63	
<i>Bulletin</i> , impression	1.428 35	
Bibliothèque	54 »	
Versement fait à l'abbé Métais	500 »	
		2.255 98

BALANCE

RECETTES	2.446 29
DÉPENSES	2.255 98
EXCÉDENT DE RECETTES.	190 31

A la suite de cette lecture, M. le Président demande si quelqu'un a des observations à faire. L'Assemblée adopte ces comptes et en donne décharge au trésorier.

Celui-ci donne ensuite lecture du projet de budget pour 1899.

BUDGET DES RECETTES ET DÉPENSES POUR L'ANNÉE 1899

AVOIR DE LA SOCIÉTÉ

15 francs de rente 3 %.

Capitaux en dépôt à la Caisse d'Épargne sur le livret

n° 14.417	1.469 79
Intérêts capitalisés au 31 décembre 1898.	49 67
	<u>1.519 46</u>

RECETTES

Solde en caisse au 1 ^{er} janvier 1899	190 31
Reste à recouvrer : 3 cotisations de 1898	19 »
250 cotisations de 1899	1.500 »
Diplômes.	5 »
Rente 3 %	15 »
Vente de <i>Bulletins</i> et recette accidentelle	20 »
Subvention du Département	300 »
	<u>2.049 31</u>

DÉPENSES

Frais d'administration.	250 »
Impression du <i>Bulletin</i>	1.550 »
Planches.	100 »
Bibliothèque	100 »
Dépenses imprévues.	45 »
	<u>2.045 »</u>

BALANCE

RECETTES	2.049 31
DÉPENSES	2.045 »
	<u>4 31</u>

Ce budget est mis aux voix et adopté à l'unanimité.

M. le Président donne la parole à M. Renault, conservateur du Musée.

DESCRIPTION SOMMAIRE

Des Objets entrés au Musée depuis la séance d'octobre 1898

I. — ART ET ANTIQUITÉ

NOUS AVONS REÇU :

ENVOI DE L'ÉTAT :

Un tableau de Trouvé, paysage, représentant « Un moulin à eau », vue prise en Normandie. Cette toile fut exposée au Salon de 1848.

Trouvé (Nicolas-Eugène), né à Paris en 1808, fut élève de Bertin et Picot, entra à l'école des Beaux-Arts en 1827, obtint une médaille de 3^e classe en 1846, et fit admettre ses œuvres à tous les Salons depuis 1835 ; il exposait encore en 1874. Ses sujets sont presque toujours des paysages et le plus souvent animés par une scène champêtre ou populaire.

Toile encadrée de 1 mètre sur 82 centimètres.

Don de Madame Irvoy, veuve du statuaire notre compatriote, l'auteur de notre statue de Ronsard :

Cinq bustes de personnages étrangers au Vendomois, mais qui ne nous offrent pas moins de précieux spécimens du talent de notre habile compatriote.

L'un, le plus grand, en terre cuite, représente le docteur Paul Vidart, fondateur de l'établissement hydrothérapique de Divonne (Ain) ;

Un autre également en terre cuite, est le portrait d'un grand manufacturier ; il a été exposé en marbre au Salon et il avait été tellement remarqué que, contrairement à l'usage qui veut qu'il ne soit pas décerné de premières médailles pour les bustes, il a cependant failli en obtenir une.

Le troisième, en plâtre, qui représente un vieillard, a figuré en marbre à l'exposition universelle de 1878 ; c'était un gros négociant de Grenoble, oncle de Madame Irvoy.

Le quatrième, en plâtre stéariné, est le portrait de Monsieur Charrut, conseiller à la Cour impériale de Grenoble, et père de Madame Irvoy.

Et le cinquième, en plâtre teint, fait il y a longtemps, est le général de Montcla.

Don de M. DANIEL-JOURDAIN, à Vendôme.

Portrait de Mareschal fils, peint par lui-même ; panneau de 24 sur 32.

Mareschal, François-Germain-Charles, fils de Charles Mareschal-Duplessis, l'un des directeurs de notre ancien collège, était né à Vendôme, le 3 mars 1823. Cet artiste dont le talent promettait beaucoup; est mort prématurément à Hyères (Var), le 8 octobre 1844, dans sa vingt-deuxième année.

Le tableau d'autel du Saint-Cœur, terminé par M. Launay est de lui, et nous avons au Musée le croquis d'une tête de vieillard dessinée par ce jeune homme.

Don de M. PARRAIN-RENARD, cultivateur à Rhodon, par l'intermédiaire de M. DEHARGNE, notaire à Selommes :

Une meule en grès de l'époque gallo-romaine, provenant des environs de Rhodon. Celle-ci est la meule tournante de l'appareil à bras usité alors pour moudre le grain. On la rencontre bien plus rarement que la meule dormante.

Don de M. LANTIGNY-RENARD, cultivateur à Rhodon, par l'intermédiaire de M. DEHARGNE, notaire à Selommes :

Une sorte de gouge angulaire, en fer, de l'époque gallo-romaine. Ce curieux instrument dont je ne puis encore préciser l'usage, a été trouvé dans un champ appartenant au donateur et dans le voisinage de l'endroit où il avait déjà ramassé l'armature d'une bouteille en bronze décrite à la dernière séance ; il y a recueilli aussi une nouvelle petite monnaie du Bas-Empire.

Ce cultivateur, en me remettant ces objets, m'a expliqué qu'il existe dans l'endroit de sa trouvaille et dans les champs environnants de nombreuses substructions avec débris de matériaux, du charbon, des cendres, etc. Il y a là une indication certaine pour des fouilles à pratiquer et que la Société ne devra pas perdre de vue.

Don de M. PAUL GIRARD, maréchal au faubourg Chartrain, à Vendôme :

Deux fers de chevaux, anciens, trouvés dans la terre, au niveau des sépultures, dans l'ancien cimetière, sur l'emplacement duquel on a construit le théâtre.

Le plus petit, qu'au premier abord on prendrait pour un fer d'âne ou de mulet, est bien un fer à cheval, au dire du donateur, en raison de sa forme ronde et de certaines particularités techniques qui le feraient remonter à une époque lointaine.

Don de Mademoiselle THILLIER, sur le Mail, à Vendôme :

Deux anciennes serrures, trouvées dans une vieille maison de cette ville.

Don de M. l'abbé DE PRÉVILLE, archiprêtre de la Trinité, notre collègue :

Un douzain à la croisette de François I^{er}.

HISTOIRE NATURELLE

Don de Madame CHARPENTIER-BORDIER d'Amiens :

Une Salamandre noire, conservée dans l'alcool, et provenant de la cascade du Steeg, dans le Tyrol.

Don de M. BONNIGAL, vétérinaire à Vendôme :

Une vertèbre cervicale de mastodonte, provenant des sablières de Sambin (Loir-et-Cher).

Don de Madame la marquise de Rochambeau :

J'ai conservé pour la fin, la description d'un lot important d'objets que Madame la marquise de Rochambeau a bien voulu donner au Musée et qui proviennent des collections recueillies par notre regretté président. Malheureusement, quelques-uns seulement portent l'indication de leur origine ; nous sommes réduits, pour les autres, aux conjectures.

Je suivrai, autant que possible, l'ordre chronologique.

Voici d'abord des silex de l'époque néolithique.

Un nucléus en silex couleur de cire, duquel il a été détaché une grande lame d'environ 25 centimètres ; la partie supérieure a été cassée car le plan de frappe avec le conchoïde de percussion ont disparu. C'est néanmoins une belle pièce analogue à celles du Grand-Pressigny que nous possédons déjà, et qui probablement a la même origine.

Un silex ébauché à grands éclats pour préparer une hache de grande dimension ; il a en effet 25 cent. de longueur sur 12 de largeur et 7 d'épaisseur ; son poids est d'un peu plus de 2 kilog. Il avait été trouvé entre Prépatour et Varennes par M. de Rochambeau qui l'avait rapporté lui-même et non sans peine, au château. Ce silex aurait produit une hache de taille remarquable.

Un autre silex ébauché, semblable au précédent, mais moins grand, semble aussi être du pays.

Une hache en silex toute prête pour le polissage. Elle est finement et régulièrement taillée à petits coups. On a régularisé avec soin les

grandes facettes du dégrossissage présenté par les deux échantillons précédents ; elle présente la suite du travail, forme allongée, long. 17, larg. 6.

Trouvée à Sasnières en 1868.

Une hache polie en silex grisâtre, de forme allongée, trouvée dans les rochers de Rochambeau ; en bel état, long. 16, larg. 6.

Une hache polie en silex veiné gris-bleuâtre, remarquable par son peu d'épaisseur ; bien conservée, trouvée aussi dans les rochers de Rochambeau ; long. 10 sur 4 1/2 de larg.

Une petite hache polie, en roche noir-verdâtre, que je regrette de ne pouvoir dénommer aujourd'hui ; elle est en très bel état, mais malheureusement de provenance inconnue ; dimensions 8 sur 4.

Cinq fragments de haches polies, de natures et de grandeurs variées et sans indication de provenances.

Une très belle Pointe de javelot en silex translucide, avec crans à la base et pédoncule légèrement arrondi ; long. 63 mill. sur 32 de larg.

Provenance étrangère, probablement américaine.

Autre Pointe de javelot, avec crans à la base, mais grossière par rapport à la précédente ; provenance inconnue, long. 57 sur 27 de long.

Une petite hache en bronze, à douille rectangulaire et anneau latéral, face tout unie ; elle rentre dans la catégorie des haches dites votives dont le tranchant n'était pas aiguisé et qui d'ailleurs étaient trop petites et trop légères pour être utilisées comme armes ou comme outils ; je la rapporte à l'époque hallstatiennne, c'est-à-dire à la première du fer où le bronze fut encore longtemps en usage, ou peut-être à l'époque gauloise qui a suivi. — Dimensions, long. 8 cent. sur 26 mill. au tranchant.

Un bracelet en bronze, ouvert, à bourrelet plein, épais, à bouts amoindris, sans ornement ; grand diamètre 6 cent. — Je le considère comme étant de la même époque que la hache.

C'est surtout pour ces deux derniers objets que nous devons regretter de n'en pas connaître l'origine, car s'ils sont vendomois, ils combleraient une lacune de nos collections locales.

Passant maintenant aux objets de l'époque gallo-romaine, nous trouvons huit statuettes en bronze, presque toutes incomplètes, et n'offrant d'ailleurs qu'un médiocre intérêt au point de vue artistique : on y remarque deux Hercule. — Une autre plus grande, d'un art très primitif, représente un personnage très allongé, très maigre, aux bras

et aux jambes écartés, qui pouvait bien être qu'un simple jouet. — Un bras isolé de statuette est d'un beau modèle. Je ne saurais affirmer d'ailleurs que plusieurs de ces statuettes appartiennent bien à l'art romain.

Une Vénus anadyomène, en argile blanche du type qui s'est rencontré si abondamment dans l'Allier.

Une statuette en argile, informe quoiqu'intacte, et dont il me semble impossible de deviner la représentation.

Une jolie clef en bronze, de la forme dite à râteau, à quatre dents égales, à tige forée, à manche ajouré, surmonté d'une sorte de bélière pour la suspension.

Une grande fibule en bronze, qui pourrait peut-être aussi être franque.

Un lot de Poteries dites Samiennes, comme d'habitude brisées ; nous n'y trouvons d'intact qu'une petite et élégante coupe, je ne parle pas de ce vase en entonnoir qui n'est, à mon avis, qu'une mauvaise imitation. Dans les débris j'ai relevé 14 noms de potiers parmi lesquels Secundus, Onicus, Triupus, Scotius, Formosus ; j'espère que ce dernier nom pouvait s'appliquer également aux œuvres sorties de ses mains. Aucune indication sur les origines de ces trouvailles, communes d'ailleurs.

Une série de dix-neuf vases ou bouteilles divers en terre grise, savoir :

3 vases à large ouverture sans anses ni pieds ;

1 vase en forme de petite marmite, à une anse et sur trois petits pieds ;

5 bouteilles à large panse, à goulot étroit, avec une anse ;

1 vase forme grecque, à deux anses d'amphore ;

3 bouteilles à goulot étroit, sans anse ;

1 biberon à anse ;

1 autre biberon, sans anse, de forme surbaissée, en terre fine, très joli ;

1 petit pot ;

1 petite terrine en terre noire dont les trois pieds ont disparu ;

2 petites écuelles, l'une en terre blanche, l'autre en terre grise

Nous n'avons trouvé aucune indication relativement à ces vases dont plusieurs ne sont peut-être pas aussi anciens.

VERRERIE. — *Trois fioles funéraires à parfums dites lacrymatoires ;*

Un grand couvercle d'urne funéraire ;

Un autre moins grand à tige et ornements en bourrelets ;

Une coupe apode, très élégante, intacte, de forme très évasée : probablement un des nombreux verres à boire de cette époque.

Ces verreries sont revêtues de la couche irisée qui leur donne tant de cachet.

Quatre épingles en os.

EPOQUE MÉROVINGIENNE

Une très grande boucle de ceinturon, avec ardillon et plaque, en fer, avec traces de damasquinure ;

Une boucle sans ardillon, avec plaque, aussi en fer autrefois damasquiné, moins grande que la précédente ;

Une boucle avec ardillon, sans plaque, aussi en fer ;

Une boucle en bronze, avec ardillon soudé par l'oxyde, très élégante ;

Une boucle sans ardillon, en bronze contenant une forte proportion d'étain, ce qui lui donne son aspect blanc ;

Une plaque de ceinturon à ornements en creux formé de ronds concentriques, et qui certainement provient du cimetière franc-mérovigien de La Colombe, comme probablement aussi les deux précédentes ;

Une autre petite plaque ajourée ;

Trois autres petits ornements en bronze ;

Un couteau en fer, très oxydé et cassé en deux ; de La Colombe ?

Quatre perles de collier, dont 3 grosses en pâte de verre, moulée ;

OBJETS DIVERS

Un vase franc, en terre noire, provenant du cimetière de Londenières en Normandie, fouillé par M. l'abbé Cochet ;

Deux jolis petits vases d'art mauresque, provenant de Pau ;

Une lampe ancienne, en terre cuite, à anse, avec en-dessus un grénétis de points en relief, provenant de Pau ;

Une statuette en argile grise, représentant un chien couché, provenant de Pau ;

Une autre lampe en terre, sans anse, sans origine ;

Deux clefs en fer, relativement récentes, à râteau de 4 dents, dont une pour serrure à canon tournant.

Enfin, un échantillon de roche porphyrique et un d'agate.

Nous adressons nos sincères remerciements à tous les donateurs que nous venons de nommer.

BIBLIOGRAPHIE

M. Colas, bibliothécaire-archiviste fait connaître les ouvrages entrés à la Bibliothèque de la Société depuis la séance d'octobre 1898.

NOUS AVONS REÇU :

I. — DONNÉES DES AUTEURS ET AUTRES :

1^o Les Légendes de l'Histoire. — *Démosthène était-il bègue ?* par le docteur Chervin, directeur de l'Institut des bégues de Paris.

2^o *Ménélik II, Négus Négusti, roi des rois de l'Ethiopie*, par le M^{is} de Nadaillac, extrait du *Correspondant*.

3^o *L'homme et le singe*, par M. le M^{is} de Nadaillac, extrait de la *Revue des Questions scientifiques*. (Voir à la fin de la Bibliographie le compte-rendu de ce travail).

II. — ENVOI DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :

1^o Comité des travaux historiques et scientifiques. — *Revue des travaux scientifiques* — tome XVIII, nos 8 et 9.

Bulletin historique et philologique 1898, nos 1 et 2. — Missions, Bibliothèques, Archives. — Bibliographie de leurs publications au 31 décembre 1897.

Comptes-rendus du Congrès des Sociétés savantes tenu à la Sorbonne en 1898, section des Sciences.

2^o *Bulletin Archéologique* — 3^e livraison, 1897.

Journal des Savants — septembre, octobre, novembre et décembre 1898.

3^o *Romania* — tome XXVII, octobre 1898.

III. — ENVOI DES SOCIÉTÉS SAVANTES — ÉCHANGES :

1^o *La Province du Maine* — nos d'octobre, novembre, décembre 1898, et janvier 1899.

2^o *Société d'Anthropologie de Paris* — Bulletins de 1898, fascicules 2 et 3. — Mémoires de la Société — tome II (3^e série) 2^e fascicule.

3^o *Bulletin de la Société Archéologique d'Eure-et-Loir* — octobre, novembre 1898, janvier 1899.

4^o *Bulletin de la Société d'Agriculture, Sciences et Arts de la Sarthe* — années 1897-1898, 4^e fascicule.

5^o *Bulletin de la Société de Borda-Dax (Landes)* — année 1898, 3^e et 4^e trimestres.

6^o *Bulletin de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot* — tome 23, 2^e et 3^e fascicules.

7^o *Bulletin de la Société des Antiquaires de l'Ouest* — 2^e et 3^e trimestres de 1898.

8^o *Revue de Saintonge et d'Aunis*. Bulletin des Archives historiques — XIX^e volume, 1^{re} livraison, janvier 1898.

9^o *Annales de la Société Historique et Archéologique du Gâtinais* — 4^e trimestre de 1898.

10^o *Report of the Secretary of Agriculture. Washington* — 1898.

11^o *Bulletin d'Histoire ecclésiastique et d'Archéologie religieuse des diocèses de Valence, Gap, Grenoble et Viviers* — 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e trimestres de 1898.

12^o *Mémoires de la Société Archéologique de l'Orléanais* — tome 27^e.

13^o *Bulletin trimestriel de la Société d'Histoire naturelle de Mâcon* — 1^{er} décembre 1898.

14^o *Bulletin de la Société Archéologique du midi de la France* — série in-8, n^o 22 mars, mars et juillet 1898.

15^o *Bulletin de la Société des Amis des Sciences et Arts de Rochecouart* — tome VIII, n^o 4.

16^o *Mémoires de l'Académie de Nîmes* — année 1897.

17^o *Société Archéologique et Historique de l'Orléanais* — 2^e trimestre de 1898.

18^o *Analecta-Bollandiana* — tomus XVII, fasc. III.

19^o *Revue Historique et Archéologique du Maine* — année 1898, 1^{er} semestre.

20^o *Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne*. Relation des fêtes organisées à l'occasion du cinquantenaire de la Société les 5, 6, 7 et 8 juillet 1897 — année 1897, 51^e volume.

21^o *Bulletin de la Société nationale des Antiquaires de France* — mémoires 1896-1897.

IV. — ABONNEMENTS ET ACQUISITIONS :

1^o *Bulletin monumental* — 7^e série, tome 3^e.

2^o *Archives historiques du diocèse de Chartres* — n^{os} d'octobre, novembre, décembre 1898 et janvier 1899.

3^o *Revue numismatique* — 4^e trimestre 1898, fascicule in-8.

4^o *Revue de Loir-et-Cher* — octobre, novembre et décembre 1898.

Dans le remarquable travail intitulé : « *L'Homme et le Singe* », notre savant collègue réfute, à l'aide d'arguments puisés aux sources les plus autorisées, les hypothèses sur lesquelles s'appuient avec grand tapage les partisans du transformisme pour prétendre que l'homme descend du singe.

Son travail est subdivisé en six parties. Dans les deux premières, il signale les efforts que font ces derniers pour faire ressortir les ressemblances qui existent entre l'homme et les anthropoïdes, en négligeant toujours les différences, au double point de vue anatomique et physiologique : différence dans la structure du bassin et des membres qui permettent à l'homme, seul parmi les êtres vivants, la station verticale dans la marche, différence dans la construction du pied, dans la main surtout, dans le crâne, dans la configuration et le poids du cerveau, etc.

Tandis que l'animal est guidé par ses seuls instincts ayant pour but unique la satisfaction de ses besoins matériels, chez l'homme, au contraire, les instincts sont soumis à la direction de la raison et de l'intelligence, du sentiment de la responsabilité qui lui permet d'accomplir les devoirs si divers et si importants pour lesquels il a été créé.

Le docteur Topinard, un des savants anthropologistes de notre époque, affirme que l'homme est descendu d'un primate ; mais à quelle époque, ajoute-t-il, cette transformation a-t-elle eu lieu ? Quel est l'ancêtre direct de notre race ? nous l'ignorons. Peut-être faut-il le chercher dans des familles de primates qui ont disparu. Et l'auteur de la brochure de réfuter une théorie qui nous représente comme issus d'ancêtres inconnus, descendus eux-mêmes de pères plus inconnus encore, et tout cela à des époques dont nous ne savons rien et dont nous ne pourrions jamais rien savoir.

Si encore on voulait bien nous dire comment se sont opérées ces étranges transformations, par quels procédés certains primates sont devenus des hommes, et pour quelles raisons d'autres sont devenus des singes. Comment expliquer que l'on puisse arriver de l'être matériel à l'être pensant ? de la force mécanique à la puissance intellectuelle ? L'homme, a dit Darwin, est l'être unique qui peut se rappeler ses actions passées, apprécier leurs motifs, approuver les uns, désapprouver les autres. Comment a-t-il pu acquérir ces qualités maîtresses ? On a le mot magique qui répond à tout : *l'Évolution*.

L'auteur fait remarquer que depuis la publication du livre de Darwin, sa doctrine qui admet que la sélection naturelle, la lutte pour la vie, la survivance des plus aptes, l'influence des milieux ont formé des races, des espèces ou des genres, n'a fait aucun progrès sérieux.

Romanes, un de ses disciples, reconnaît qu'on ne peut prouver ainsi la transformation des espèces, et un autre, Gaudry, qu'en suivant les êtres à travers les âges, les paléontologistes ne voient pas, dans ces luttes pour la vie, la victoire rester aux mieux doués, ce sont, au contraire, eux qui disparaissent. Wirchow admet que le climat et les circonstances extérieures agissent sur les organismes, mais aucun fait ne démontre que ces facteurs aient donné naissance, non plus à une espèce nouvelle, mais même à une simple race.

La génération spontanée se place au début de l'évolution; or Pasteur a démontré que la vie ne pouvait provenir que de la vie. Elle se produit par l'union du mâle et de la femelle, union qui produit toujours des êtres semblables à leurs progéniteurs. L'union entre des individus de la même espèce reste féconde et donne naissance à des individus également féconds. Le contraire a lieu entre espèces différentes, et les hybrides sont généralement inféconds. Si la fécondité existe chez ces produits du premier sang, elle ne tarde pas à disparaître, et si exceptionnellement elle persiste, le phénomène du retour aux types primitifs intervient bientôt. L'hybridation est d'ailleurs rendue sinon impossible du moins très difficile par l'instinct puissant qui empêche les animaux de s'appareiller avec les animaux d'une autre espèce, même très voisine. On est obligé pour l'obtenir de recourir à des stratagèmes, à la force même.

Le but visible de la création est de maintenir la continuité de la vie sur le globe, et pour l'assurer, le créateur a doué tous les êtres d'un instinct génésique dont la force et la puissance éclatent dans la nature entière. Si donc toutes les espèces, comme le veulent les évolutionnistes, sortent d'une même souche, comment et pourquoi cet instinct a-t-il disparu ? Pourquoi s'est-il transformé chez les êtres d'espèce différente en une invincible répugnance ? La seule réponse qu'on fait : c'est l'évolution, mot commode et mal défini qui a le don de masquer les lacunes de notre science, et qui n'empêche que dans la nature vivante nous ne voyons jamais de nouvelles espèces sortir de celles que nous connaissons, ni une espèce en voie de formation.

Tout ce que nous savons des temps historiques, continue l'auteur dans les deux parties suivantes, montre que l'organisme des différents êtres n'a subi, pendant ces temps, aucune modification sérieuse, et il le prouve par de nombreux exemples. En vain les Transformistes opposent à l'immuabilité des espèces celle des milieux. Si la sélection naturelle et la lutte pour la vie sont des lois générales elles ont toujours existé et ont dû agir, même en dehors du milieu ambiant, et on

n'en peut supprimer l'effet sans supprimer en même temps la cause. Ils s'appuient aussi sur la longue durée du globe ; la formation des terrains stratifiés, disent-ils, a demandé des milliers de siècles, et pendant une partie au moins de ce temps la vie organique a certainement persisté ; or ces siècles sont indispensables pour que des déviations de types puissent acquérir peu à peu la fixité et devenir finalement le caractère exclusif d'une race ou d'une espèce. Nous sommes donc mal venus à nous appuyer sur les temps relativement courts que l'histoire et l'archéologie embrassent. Mais si courts que soient ces temps, l'effet de l'évolution n'a pas dû s'arrêter et toute trace de son action disparaître, si elle est la loi universelle.

D'ailleurs, si haut que l'on remonte dans la durée des temps, il faudra toujours arriver au moment où des espèces issues d'un ancêtre commun, naturellement fécondes entre elles par conséquent, perdent cette fécondité. Darwin a dû reconnaître l'impossibilité d'expliquer cette séparation physiologique des espèces. Quant à ce qui est relatif à l'homme, nulle part nous ne trouvons de traces d'évolution ou de transformation. Les innombrables squelettes, remontant à tous les âges et provenant de toutes les régions, que renferment nos musées appartiennent tous à une humanité semblable à la nôtre. Ce qui faisait dire au savant Wirchow, en parlant de l'homme au Congrès de Moscou : « Toutes les recherches entreprises dans le but de retrouver la continuité dans ses développements progressifs ont été sans résultat : il n'existe pas d'homme-singe ». Mais répondent les évolutionnistes : s'il est vrai qu'on ne connaît aucun intermédiaire entre l'homme et les anthropoïdes durant les temps relativement courts désignés sous le nom de quaternaires, il n'en est pas de même pour les temps tertiaires, d'une durée autrement longue ; il est facile à cette époque, de montrer l'existence d'êtres déjà très supérieurs à ces derniers et cependant très inférieurs aux hommes.

Les amas de silex, prétendus taillés intentionnellement, découverts à Thénay par l'abbé Bourgeois dans une couche tertiaire non remaniée, ont été le point de départ de ces hypothèses ; mais beaucoup de savants, à l'inspection de ces silex, ont refusé d'admettre l'existence de l'homme à une époque aussi reculée ; il faudrait pour l'admettre des preuves autrement convaincantes que quelques *Nucleus* irrégulièrement craquelés à la surface et entourés vers le long des bords d'une ceinture de petits éclats insignifiants.

Dans les deux dernières parties de sa brochure, l'auteur répond d'abord à un argument mis en avant pour justifier l'origine animale de

l'homme. On cite à cet effet les races encore si nombreuses, Australiens, Cafres, Hottentots, Eskimos, Tinneh, etc., qui croupissent dans une misère et une dégradation dont elles ne cherchent même pas à sortir. Ne forment-elles pas de véritables chaînons qui rattachent par des degrés insensibles l'homme à l'animal ? sans nier l'extrême dégradation de ces races, on peut se demander avec Hale, si la race sémite, la race arienne, les mieux douées, condamnées à vivre durant de longues générations dans le milieu où croupissent les Australiens, ne seraient pas tombées à leur niveau. Leur barbarie, au lieu d'impliquer une infériorité intellectuelle, ne doit-elle pas être attribuée au milieu dans lequel ils végètent sans aucune possibilité d'en sortir ? ce qui le prouve c'est que les enfants, amenés jeunes dans les centres civilisés, ont souvent surpris par leur intelligence, par leur facilité à apprendre les langues, la musique. Une autre preuve est empruntée à ce fait, que la perfection du langage est un signe certain de la supériorité intellectuelle d'une race. Or, on est étonné de la perfection atteinte par certains dialectes australiens qui sortent tous de la même origine. Tout prouve que ces races deshéritées descendent d'une race plus civilisée et que le milieu auquel elles sont condamnées les a conduites à leur barbarie actuelle. En effet, on a suivi les migrations de rameaux sortis des Tinneh à travers la Colombie anglaise, les états de Washington et de l'Oregon, jusqu'aux riches vallées de la Californie du Nord, et là leurs descendants forment la plus belle race de la région.

Il est encore une distinction qui séparera toujours l'animal de l'homme. L'animal acquiert avec une rapidité inouïe toute la science instinctive dont il a besoin ; il marche, il nage, il apprécie les distances aussitôt après sa naissance ; l'homme au contraire doit tout apprendre lentement par une éducation prolongée. Les sociétés animales ont eu, dès le début, toute la perfection dont elles sont susceptibles, nulle part, chez aucune espèce, elles ne témoignent d'un progrès apparent ; l'homme au contraire, est le seul être capable de s'assimiler l'œuvre de ses devanciers, de profiter des connaissances qu'ils ont acquises. Les singes, quelque intelligence qu'on veuille leur supposer, sont restés ce qu'ils étaient dès leur première apparition sur la terre.

Enfin l'auteur, après avoir établi qu'il est impossible de montrer les traces, encore moins le progrès de l'évolution, soit durant les temps historiques, soit durant la partie des temps préhistoriques qu'il nous est possible d'embrasser, qu'à une distance de cinquante siècles, l'habitant du Caire reproduit, trait pour trait, la ressemblance des anciens Pharaons et qu'il en est de même pour les métis Indiens de l'Amérique,

se demande s'il en était de même dans les temps géologiques, dont le passé immense dépasse la compréhension humaine et qui ont vu s'accomplir de si prodigieuses modifications soit dans le système des montagnes, soit dans les limites et l'étendue des océans et des continents, soit dans la flore et la faune.

Ces modifications sont-elles dues à des apparitions où à des disparitions successives, à des créations multipliées, à l'action incessante du créateur ou à des transformations, à des évolutions, comme on les appelle aujourd'hui, dont la science recherche en vain les causes, mais dont le principe est prétend-t-on hors de doute. Assurément, comme le proclame l'éminent paléontologiste Gaudry, la théorie de l'évolution montre mieux que la théorie des créations multiples et indépendantes l'unité et l'harmonie du plan divin; pourtant il convient de ne pas oublier les objections faciles à leur opposer. Incontestablement les faits qui affirment les passages entre des espèces bien dissemblables sont nombreux et importants, mais si l'évolution est la loi qui régit la vie, elle ne peut être qu'une loi générale embrassant tous les êtres qui ont habité ou qui habiteront le globe. Or dans les temps actuels comme dans les temps préhistoriques, nous ne voyons aucune trace de l'évolution, aucune espèce, aucun genre, à fortiori aucun ordre en voie de formation. Dans les temps géologiques eux-mêmes, aussi haut que nous pouvons remonter, combien est-il d'êtres qui échappent à cette loi fondamentale? Les foraminifères secondaires, par exemple, ressemblent à ceux de l'époque actuelle; plusieurs genres actuels de polypes vivaient durant la période jurassique. M. de Lapparent montre dans le monde actuel des types presque identiques à ceux des premiers âges géologiques, vivant à côté d'autres dont les périodes, même les plus voisines de la nôtre, semblent n'avoir connu aucun précurseur. D'autres fois, c'est l'inverse, et certaines couches de terrains offrent, à côté d'espèces dont il est facile de reconnaître aujourd'hui les congénères, des combinaisons organiques dont la nature actuelle n'a gardé aucun souvenir. Il faut bien admettre d'après cela que les espèces géologiques ont paru sur le globe à des époques différentes. Comment sont-elles apparues? est-ce par des créations répétées? est-ce par des transformations successives? Ne peut-on pas supposer qu'au début de son œuvre le créateur a doué quelques-uns des êtres sortis de sa main d'une puissance de modification se développant dans l'immensité des temps sous l'empire de lois que nous ignorons atteignant parfois des limites extrêmes par des changements lents et imperceptibles, et se continuant de génération en génération jusqu'à l'accomplissement d'immuables

dessains qu'il ne nous est pas donné de pénétrer. Mais en admettant cette hypothèse, il faut ajouter que nous sommes dans la plus complète ignorance des lois qui ont dû régir ces transformations. Il faut bien avouer, ajoute comme conclusion l'auteur de cette intéressante brochure, que la science humaine ne peut satisfaire notre curiosité, qu'elle ne peut rien nous apprendre, ni sur la première apparition sur le globe des êtres organisés, ni sur leur succession dans le temps, ni sur leur merveilleuse expansion dans l'espace. Nous ne savons comprendre le mystère de la vie, que nous sentons, que nous voyons en nous. Le redoutable inconnu nous enveloppe de toutes parts ; nous avons rejeté les affirmations de nos devanciers, prenons garde que nos successeurs ne rejettent à leur tour les affirmations acceptées avec un si visible engouement et qui ne reposent presque toujours que sur des hypothèses plus ou moins plausibles qui restent encore à prouver. Et il cite en finissant cette magnifique page de notre illustre astronôme, M. Faye :

« Il y a autre chose que les objets terrestres, autre chose que notre propre corps, autre chose que les astres splendides, il y a l'intelligence et la pensée. Et comme notre intelligence ne s'est pas faite elle-même, il doit exister dans le monde une intelligence supérieure d'où la nôtre dérive. Dès lors, plus l'idée qu'on se fera de cette intelligence suprême sera grande, plus elle approchera de la vérité. Nous ne risquons pas de nous tromper en reportant à elle ces splendeurs des cieux qui ont éveillé notre pensée, en croyant que nous ne lui sommes ni étrangers, ni indifférents, et finalement nous sommes préparés à accepter la formule traditionnelle : « Dieu, père tout puissant, créateur du ciel et de la terre. »

A. C.

Il est procédé à l'installation des membres du Bureau nommés à la séance générale du 13 octobre 1898.

Ce sont :

MM. Nouel, <i>secrétaire</i> ;	
Letessier,	} <i>membres.</i>
L. de Lavau,	
J. Martellière,	

Le bureau pour l'année 1899 est ainsi composé :

MM. de Sachy, *président* ;
R. de Saint-Venant, *vice-président* ;
Nouel, *secrétaire* ;
de Trémault, *trésorier* ;
Colas, *bibliothécaire-archiviste* ;
Renault, *conservateur du Musée* ;
Lemercier,
Thauvin,
l'abbé Lefebvre,
Jean Martelliére.
L. de Lavau,
Letessier,

} *membres.*

LE CARTESIANISME A VENDOME

LE PÈRE
NICOLAS-JOSEPH POISSON

(1637-1710)

SUPÉRIEUR DU COLLÈGE DE L'ORATOIRE

PAR

L'ABBÉ CLÉMENT

Aumônier du Lycée

(Suite)

Dans une préface qui est un modèle de souplesse insinuante et de délicate flatterie, le P. Poisson, après un hommage rendu à la mémoire de Descartes auquel il donne, entre les philosophes et les mathématiciens de son siècle, le rang de Platon et d'Aristote parmi les anciens, s'excuse d'ajouter à ses écrits des remarques destinées à en rendre l'intelligence facile à tout le monde. « Celles que j'ay méditées il y a quelque temps, écrit-il, auroient eu la mesme fortune que les autres que le respect que tout le monde porte à la mémoire de Monsieur Descartes nous a cachées, si la grâce que vous me faites, Monseigneur, de les vouloir honorer de votre protection ne m'avoit rendu insensible aux reproches que me fait ma conscience de mon incapacité, et

ne me faisoit oublier le dessein que j'avois de ne jamais donner prise, soit à la mauvaise humeur de quelques sçavans, à qui rien ne plaist de ce qu'on fait sur cette matière, ou à la hardiesse et à la témérité de certaines personnes qui ne sont connues parmy les Doctes que par leurs calomnies et par leurs injures. »

Il croit néanmoins être à couvert des uns et des autres. Que craindrait-il en effet de ces savants que la seule jalousie a pu animer contre M. Descartes ? N'est-il pas aisé de s'en défendre en leur opposant la gloire et le mérite d'un nom aussi célèbre que celui du Coadjuteur ?

Et ne peut-on répondre que ce prélat, ayant l'esprit si éclairé dans toutes les sciences et autant d'amour pour la vérité qu'il en témoigne en toute occasion, il est assez difficile qu'il ait voulu se rendre le protecteur d'un ouvrage qui lui eût été contraire ?

Quant aux autres qui ne se font connaître qu'aux dépens de leur réputation, qu'ils perdent presque toujours en voulant ruiner celle de tous ceux qu'ils se figurent être leurs ennemis, en quoi les redouterait-il davantage ?

« Car enfin, Monseigneur, on n'ignore pas que si vous estes Sçavant pour satisfaire les Sçavans, vous estes trop Sage pour ne pas mépriser ces foibles esprits, et assez puissant pour les corriger.

« Ces éminentes qualitez qu'on reconnoist en Vous, Monseigneur, et qui m'ont fait perdre la crainte que j'avois de donner quelque chose au public, sont les mesmes qui m'ont tiré de l'admiration où j'estois de tant d'autres, dont tout le monde a pû estre le témoin.

« Vostre modestie, Monseigneur, m'oblige à ne pas m'expliquer plus nettement ; et il suffit pour vostre gloire, que l'on sçache en général que si Vous n'avez pas

encore obtenu toute la récompense qu'on a souvent donnée à des services beaucoup moindres que ceux que Vous rendez à l'Eglise et à l'Estat par Vous-mesme et par vostre illustre Famille, Vous ne laissez pas d'en avoir tout le mérite; et le temps sans doute achevera le reste.

« On a déjà commencé à donner des témoignages de cette estime qu'on a pour Vous, Monseigneur, dans le choix qu'on a fait de vostre personne, pour l'élever à la dignité la plus Sainte et la plus Auguste qui soit dans l'Eglise. Et s'il est vrai que le caractère des véritables Evesques soit la Science et le Zèle selon l'application qu'on leur fait de cette qualité de Saint Jean : *Erat lucerna ardens et lucens* &c. de quelque costé qu'on jettât les yeux on ne pouvait rencontrer personne qui en donnât plus de marques que Vous.

« Ce n'est pas icy, Monseigneur, où ie voudrois faire le détail de vos actions qui justifient ces titres. Je laisse cet ouvrage à ceux qui ont assez de génie pour les faire paroistre dans tout leur éclat; et si je n'ay pas assez d'éloquence pour relever mes paroles, ie me consolerais toujours dans mon impuissance, lors que je sçauray que leur simplicité vous aura fait connoistre avec combien de respect je suis,

« Monseigneur,

« De Vostre Grandeur

« Le très-humble et très-obéissant
Serviteur.

« N. I. POISSON, P. de l'Oratoire. »

Par cette épître dédicatoire on voit quelle puissante protection le P. Poisson estimait nécessaire de se ménager, pour pouvoir philosopher à son aise sans courir de risques trop graves.

Dans un *Avis au lecteur* qui suit cette dédicace, il

rend compte au public « des raisons qui l'ont obligé de travailler sur Monsieur Descartes. »

« Je ne m'y sentois pas fort porté, écrit-il, tant parce que je reconnoissois de bonne foy que je n'avois pas le mérite et les qualitez que j'eusse souhaitées pour cela dans un autre, qu'à cause du temps, dont il n'est pas permis à un chrestien de disposer que selon l'ordre de Dieu qui en est le maistre. Et comme ma profession m'obligeoit à l'employer à des choses plus saintes en elles-mesmes que ne sont celles qui regardent la Philosophie et les Mathématiques, je croyois pouvoir demeurer dans le dessein que je m'estois proposé de n'en rien escrire sans appréhender pour cela de pécher contre l'obligation qu'ont les hommes d'éclaircir la vérité selon leur pouvoir, ny de manquer à la charité qui les engage de s'entr'aider selon leur zèle.

« Cependant je ne sçay comment il est arrivé que ces raisons qui sembloient me mettre à couvert du reproche qu'on me pouvoit faire de ce costé là, ont esté celles-là mesme qu'on a ensuite employées pour me faire changer la résolution que j'avois prise d'estre simple spectateur, et de ne point prendre parti dans les demeslez qui partagent aujourd'huy toutes les Ecoles et les Académies de l'Europe. »

Après avoir énuméré en détail les diverses raisons d'ordre général qu'on opposait à ses scrupules pour le décider à parler « des matières de philosophie », et reconnu qu'il n'avait rien à répondre, le P. Poisson ajoute qu'il en restait une particulière, savoir son peu de mérite, qui lui défendait d'en rien faire. « Et autant que celles-là ont coustume d'entraîner beaucoup de monde par leur apparence, autant aussi estois-je retenu par la force de celle-cy dont j'estois intérieurement convaincu. »

Aussi, avant de se décider à se mettre à l'œuvre lui-même, le P. Poisson crut devoir écrire « dedans et dehors le Royaume, afin de solliciter ceux qu'il croyoit avoir toutes les qualitez nécessaires pour escrire sur les ouvrages de M. Desc. »

Malgré ses instances, tous ceux auprès desquels il les multiplia se récuserent, alléguant « qu'il falloit estre également versé en Théologie, en Philosophie et dans les Mathématiques pour demesler ses raisons et, les mettant dans leur jour, répondre en mesme temps à cent reproches malicieux qu'on lui a faits de les avoir rendues sujettes à de fâcheuses conséquences. »

D'ailleurs, ajoutaient les correspondants du P. Poisson, « comme il estoit difficile de rencontrer quelqu'un qui eût tellement ménagé son temps qu'il en eût trouvé suffisamment pour s'instruire à fonds de ces sciences, ils ne pouvoient pas s'engager dans un dessein si vaste et si estendu. »

A cet égard, le P. Poisson avait déjà fait ses preuves ; on fit donc appel à sa bonne volonté. Il l'avait, nous dit-il, assez bien disposée, et pour être utile au public, s'il s'en trouvoit de plus heureux et de plus capables que lui, (et il y en avait beaucoup, il le confesse avec modestie), il doutait fort qu'il y en eût de mieux intentionnés et qui eussent plus de zèle.

« Je souhaite que pour l'exercer j'aye lieu d'achever jusques au bout le commentaire que je me suis proposé de faire sur tous les ouvrages de Monsieur Descartes. »

Que si, pourtant, il apprenait qu'un autre entreprend un travail du même genre, à la moindre nouvelle qu'on lui en donnera, il ne pensera pas davantage au sien. Ce sera, à la fois, profit pour le public, à qui on épargnera beaucoup de patience, et bénéfice personnel, puisqu'il épargnera sa peine.

Dans quel esprit le P. Poisson a-t-il écrit ses *Remarques* ? A la manière étroite, minutieuse des commentateurs ordinaires ? Non : il s'est donné beaucoup plus de liberté, s'attachant plus au sens qu'aux paroles de son auteur, ne poussant jamais le scrupule jusqu'à vouloir, comme font les grammairiens, compter les syllabes et les lettres de son texte, mais lui donnant le sens le plus probable et passant aux choses plus nécessaires pour s'y arrêter davantage.

C'est dans ce large esprit d'indépendance qu'il a écrit ses *Remarques* ; « car estant plus amy de la vérité que de M. Desc. j'ay osé quelquefois, dit-il, ne pas souscrire à son sentiment et montrer en quoy il péchait contre la vérité. Il est vray que je n'ay pas eu lieu d'en user de la sorte dans le traité de la méthode, mais je ne suis pas à le faire voir dans d'autres remarques que j'ay desja données, et ie suis dans la disposition de faire le mesme, lorsque je le jugeray à propos dans la suite. »

Le P. Poisson n'ignore pas que l'indépendance de son commentaire soulèvera quelques critiques ; il y répond d'avance en assurant que ses *Remarques* « sont pleines de choses assez curieuses, qu'elles ne sont pas seulement nécessaires pour entendre la méthode, mais que leur usage est aussi étendu que la méthode mesme : qu'elles donnent une entrée facile pour entendre les principes de M. Descartes. Et le choix que j'ay fait de quelques difficultez que j'y ay éclaircies, peut leur mériter quelque légère estime ; en sorte que chaque endroit pourra être lu à part, comme seroit une question qui n'auroit point de liaison avec les autres : et quand mesme on n'auroit pas devant les yeux le texte de M. Desc. on ne laissera pas, si l'on veut, de lire avec satisfaction le Commentaire que j'ay fait à son occasion. »

Le P. Poisson passe ensuite à l'indication des « choses

curieuses » que l'on trouvera dans ses *Remarques* et des difficultés qu'il a éclaircies : la supériorité de la méthode cartésienne sur la « logique vulgaire », sur les rêveries de Raymond Lulle, les essais de Laurent Valla, d'Agri-cola, de Vivès, de Ramus ; il rend hommage aux progrès dont la méthode est redevable au chancelier Bacon et considère comme une logique complète, qu'on pourrait appeler le supplément de celle de Descartes, les ouvrages de Clauberg (1) et de l'auteur de l'*Art de penser*.

Il a aussi traité des qualités de l'esprit philosophique et des règles à suivre pour les acquérir ; des causes de l'erreur, des préjugés et des moyens de nous en garan-tir ; d'un problème d'optique alors fort à la mode (2), des propriétés des *larmes bataviques* ; de l'analogie entre nos raisonnements et certaines règles de l'arithmétique ; de l'analyse et de la synthèse ; du fondement du syl-logisme et d'une règle générale pour en apprécier la valeur.

Puis il justifie Descartes du reproche qu'on lui avait fait d'avoir parlé contre les vœux des religieux et de quelques conséquences dangereuses que la malignité de ses adversaires avait voulu tirer de sa morale.

Il parle ensuite de quelques points nécessaires à connaître pour la conduite pratique de la vie et touche, en passant, la question du probabilisme ; il mentionne les démêlés soulevés en Hollande par la métaphysique carté-

(1) Né en 1622 à Solingen, en Westphalie. Il appartient au groupe des cartésiens hollandais. Entre autres ouvrages il publia une logique sous le titre : *Logica vetus et nova vel novantiqua* « l'un des meil-leurs antécédents, dit Bouillier (t. I, p. 279) de l'*Art de penser* de Port-Royal qui l'a mise à profit. »

(2) La solution du P. Poisson, pour ingénieuse qu'elle puisse être, est cependant inexacte, l'existence du *punctum cæcum* étant inconnue de son temps.

sienne; réfute le principe *Nihil est in intellectu quod non prius fuerit in sensu* d'où est venue l'opinion des sacramentaires; discute rapidement la question de la découverte de la circulation du sang (1), et, avec plus de développements celle de l'âme des bêtes. Il justifie l'opinion de Descartes à ce sujet par l'autorité de S^t Augustin et de S^t Thomas; s'il est coupable d'un crime, ces grands docteurs « en sont complices ». Toutefois, il ne va pas lui-même jusqu'à dire que les animaux soient de pures machines « comme seroit une horloge, la colombe d'Archytas et l'aigle de Regiomontanus. » Il leur accorde donc une âme, *quia loquendum ut, multi*, mais non pas une âme qui pense et connaisse comme la nôtre.

Il passe à la question du mouvement de la terre et dit quelques mots pleins de réserve du décret de l'Inquisition portant condamnation de Galilée. L'un des endroits les plus nécessaires de son ouvrage est la 2^{me} observation sur la 6^e partie du *Discours de la méthode*, où il traite de la nature des hypothèses, de leur rôle en physique, des règles pour les vérifier et connaître quand elles peuvent tenir lieu de démonstration. Il montre l'usage qu'en a fait Descartes et signale dans le mauvais emploi de l'hypothèse la source d'un grand nombre d'erreurs d'Aristote.

Enfin, dans sa dernière remarque, il prend le parti de Descartes contre Descartes lui-même, établissant que la modestie seule du grand philosophe a pu lui faire dire qu'il n'était pas l'auteur de tout ce qu'il avait mis dans ses écrits. Il le justifie contre les calomnies dont Henri de Roy (2) avait essayé de ternir sa mémoire.

(1) Le P. Poisson l'attribue non pas à Harvey mais à Fra Paolo Sarpi.

(2) Henri de Roy ou Regius, médecin d'Utrecht, l'un des premiers disciples de Descartes (1598-1679). Il s'éloigna d'assez bonne heure du

On jugera, par cette analyse des principales remarques du P. Poisson sur le *Discours de la méthode*, de la richesse de son commentaire.

Il se termine par une *Réponse à la lettre d'un Amy touchant l'Ame des Bestes*. La table des matières est suivie d'un *Avis* où, pour se mettre en règle avec ses supérieurs, le P. Poisson insiste une fois de plus sur son indépendance de pensée vis-à-vis de Descartes. « Néanmoins, dit-il, comme ceux à qui ma condition m'oblige d'obéir, et aux ordres desquels ie dois toute sorte de respect et de soumission, m'ont donné quel-qu'avis sur ce sujet, je déclare encore que ie ne prétens aucunement défendre non seulement ce que l'Eglise mais mesme les moindres Universitez auroient condamné, et, n'y eût-il que l'amour de la Paix et de l'Union, j'aimerois mieux en certaines rencontres laisser la vérité sans défense que de l'entreprendre aux dépens de la charité qui reçoit toujours quelque atteinte dans la dispute. »

Frappé déjà d'un avertissement par ses supérieurs, le P. Poisson espérait sans doute, par cette déclaration, se concilier leur bienveillance pour lui et pour son ouvrage. L'ouvrage eut moins à souffrir que l'auteur ; les exemplaires imprimés ne furent même pas envoyés à Paris, on se contenta de les enfermer à la bibliothèque de Vendôme. En 1685, un ordre du Conseil exigea que le livre fût mis sous clef et rendit les supérieurs responsables de toute négligence à cet égard.

Dans la pensée du P. Poisson, nous l'avons vu, les *Remarques sur la Méthode* n'étaient que le commencement d'un commentaire général qu'il s'était proposé de

véritable esprit du cartésianisme. Il alla même jusqu'à prétendre que Descartes lui avait emprunté les principes de sa philosophie. Descartes dut protester et le désavouer.

faire de tous les ouvrages de Descartes. Les amis du philosophe, Clerselier surtout, le pressaient vivement de mettre à exécution son projet. Il en fut empêché par les tracasseries qui le mirent dans l'obligation de quitter Vendôme quelque temps après la publication de son livre. Nous savons qu'il était encore supérieur du Collège en 1673. De 1673 à 1677, date de son voyage en Italie, s'ouvre une lacune qu'il nous a été impossible de combler.

A Rome, le P. Poisson fut accueilli avec enthousiasme par la reine Christine de Suède, cette admiratrice passionnée de Descartes, qui l'avait appelé près d'elle à Stockholm pour conférer avec lui sur des matières de philosophie. Conférences trop matinales (1), non pour une reine qui ne prenait que cinq heures de sommeil (2), mais pour un philosophe qui s'en accordait habituellement de dix à douze et travaillait au lit le matin ! Descartes en mourut.

La reine de Suède fit auprès du P. Poisson les plus vives instances pour qu'il se décidât à écrire la vie de Descartes, ni Chanut, ni Clerselier n'ayant consenti à se charger de ce travail. « Ceux qui ont vu, dit Baillet, le commentaire du P. Poisson sur la méthode de M. Descartes, où il se trouve quelques traits de son histoire, et qui savent qu'outre ce qu'il a fait sur sa *Musique* il avait entrepris de faire encore un ample commentaire sur toutes les œuvres de ce Philosophe peuvent juger l'avantage que le public aurait recueilli d'une juste histoire composée par un auteur dont il reconnaît la doctrine et

(1) Elles avaient lieu à cinq heures du matin dans la bibliothèque du palais.

(2) Portrait de la Reine Christine de Suède par Chanut. *Œuvr. phil. de Descartes*, édit. Ad. Garnier. (T. I, p. LXX).

la piété..... Mais quelques obstacles survenus (1), avec le prétexte plausible de s'occuper de choses moins éloignées de la sainteté attachée à sa profession, ont fait tomber toutes nos espérances (2). »

Cette « juste histoire » il était réservé à Baillet de l'écrire, non sans reconnaître tout ce dont il était redevable au P. Poisson (3).

Ce dernier semble avoir craint de compromettre davantage sa Congrégation toujours en butte à l'hostilité des péripatéticiens.

C'était tenir parole et observer scrupuleusement l'engagement pris dans l'*Avis* par lequel se terminent ses *Remarques sur la méthode*.

D'autres préoccupations l'absorbaient, d'ailleurs, qui, en l'éloignant de la philosophie, ne lui firent pas retrouver pour cela le calme et le repos.

Quel était le vrai but de son voyage à Rome, en 1677? Se proposait-il seulement de se soustraire à l'acrimonie des querelles soulevées contre l'Oratoire, et de leur donner, autant qu'il dépendait de lui; le temps de s'apaiser en son absence?

Peut-être; mais ce voyage avait d'autres motifs, des « affaires de conséquence » nous dit Nicole, dans ses

(1) « Il y a toute apparence qu'il eût entrepris avec joie d'écrire cette histoire sans les fâcheuses affaires qu'on lui suscita à l'occasion de son voyage en Italie. Ce voyage l'ayant rendu suspect et odieux à la Cour l'auroit fait chicaner sur tout ce qu'il auroit voulu donner au public sur cette matière alors odieuse. C'est ce que Baillet appelle : quelques obstacles survenus, etc.. » Batterel : *Mémoires domestiques*. M. 220, p. 670.

(2) Baillet. *Vie de Descartes*. (T. I. pp. XII et XIII).

(3) « Je dois aussi au R. P. Poisson de l'Oratoire quelques particularités qu'il avait apprises tant de la bouche de la reine de Suède, étant à Rome en 1677, que d'une lettre que le P. Viogué, aumônier de l'Ambassadeur en Suède lui avait écrite touchant la conduite particulière et l'esprit de M. Descartes. » (T. I, p. XXVI).

Lettres posthumes. Muni d'une simple permission du Conseil du 19 avril 1677, le P. Poisson partait pour Rome, sous le prétexte de satisfaire sa curiosité ou sa dévotion, en réalité, pour y traiter deux affaires bien distinctes (1).

Le Pape Innocent XI semblait témoigner aux Jésuites moins de bienveillance que ses prédécesseurs. Le parti janséniste ne pouvait laisser échapper cette heureuse circonstance.

En 1676, l'archevêque de Malines avait envoyé à Rome un franciscain, le P. Bruno Neusser pour dénoncer au Pape 31 propositions extraites des ouvrages des disciples de Jansénius.

La riposte ne se fit pas attendre.

Les propositions jansénistes étaient encore à l'étude, quand les évêques d'Arras et de St Pons envoyèrent à Innocent XI une lettre latine, composée par Nicole, où ils demandaient au Saint-Siège de condamner 65 propositions attribuées, assez gratuitement d'ailleurs, à quelques casuistes jésuites, et déjà dénoncées par la Faculté de théologie de Louvain. A la lettre était joint un mémoire particulier contenant le détail des propositions incriminées. Le P. Poisson fut chargé de remettre le tout au Pape Innocent XI : c'était sa première mission (2). Elle nous prouve qu'il était aussi janséniste que cartésien.

(1) Le Conseil ne paraît pas avoir été mis dans le secret des négociations confiées au P. Poisson.

(2) En le recevant, lui et les autres députés qui l'accompagnaient, le confesseur d'Innocent XI dit : « Voilà des gens qu'une intrigue pleine de malice amène ici pour rendre suspecte et odieuse la juste plainte des Docteurs orthodoxes. » Grâce à de puissantes influences, les 65 propositions furent condamnées en mars 1679. — Quant aux 31 propositions jansénistes dénoncées en 1676 par l'archevêque de Malines, Innocent XI les soumit à une commission de quatre théologiens chargés, avant tout, de s'assurer de leur origine et de leur authenticité. Il fit produire, à cet effet, les livres et les listes de thèses d'où elles avaient été extraites.

La seconde lui était confiée par Caulet évêque de Pamiers (1). Le P. Poisson était chargé d'agir en sa faveur auprès d'Innocent XI dans la lutte que seul de tous les évêques français, à l'exception de son voisin Pavillon, évêque d'Alet, il soutenait contre le roi dans l'affaire de la régale.

D'abord abbé de Foix, ramené à l'esprit de son état par le P. de Condren, général de l'Oratoire, principal coopérateur de M. Olier dans la fondation du séminaire de St Sulpice, Etienne-François de Caulet avait été désigné, en 1644, par St Vincent de Paul, pour l'évêché de Pamiers. Il y avait beaucoup à faire, de nombreuses réformes à introduire dans ce diocèse ruiné par les guerres civiles, où les calvinistes dominaient, où les mœurs publiques étaient affreusement dépravées. Caulet y fit preuve d'un zèle, d'un désintéressement et d'une charité admirables et justifia amplement le choix que M. Vincent avait fait de lui. Nombre d'ecclésiastiques le venaient consulter de loin, C'est d'après ses conseils que l'abbé de Rancé renonça à tous ses bénéfices pour ne conserver que la seule abbaye de la Trappe. Sa première éducation l'avait mis en garde contre Port-Royal. Ce fut l'évêque d'Alet, Pavillon qui l'entraîna dans le jansénisme.

On sait que par édit de 1673 (édit qui reçut un effet rétroactif à l'égard des évêques déjà nommés) Louis XIV avait étendu à tous les diocèses de France, même à ceux du Languedoc en dépit des privilèges dont ils se réclamaient, l'exercice des droits de régale.

(1) L'un des quatre évêques qui, à l'occasion du formulaire dressé en 1665 par le St Siège et imposé par Louis XIV sous peine de la perte des bénéfices, avaient publié des mandements où ils se prononçaient en faveur du silence respectueux à l'égard des décisions ecclésiastiques dans les questions de fait comme celle des cinq propositions condamnées en 1653 par le Pape Innocent X.

Aux termes de cet édit, devraient-être considérés désormais comme vacants tous les sièges dont les titulaires ne reconnaîtraient pas le nouvel ordre de choses, consistant essentiellement dans le droit que s'attribuait le pouvoir royal de conférer les prébendes dans chaque diocèse. C'est ce qu'on appelait assez improprement la *régale spirituelle* pour la distinguer d'une autre régale supprimée en 1641 : la *régale temporelle*, ou droit que revendiquait le roi, depuis le XII^e siècle, de percevoir les revenus des évêchés vacants et de nommer, pendant la vacance des sièges, à tous les bénéfices dont la collation ordinaire appartenait à l'évêque, sauf les paroisses.

Les évêques d'Alet et de Pamiers furent seuls à protester contre l'édit de 1673. Pavillon mourut trop tôt (en 1677, l'année même du voyage du P. Poisson à Rome) pour voir l'effet de sa protestation. Caulet défendit à tous ses chapitres, sous peine d'excommunication, de recevoir et d'installer les pourvus en régale qu'il qualifiait d'intrus. L'archevêque de Toulouse, son métropolitain, cassa ses ordonnances. Caulet, seul désormais pour soutenir la lutte, résista énergiquement et en appela au St Siège. Ni les lettres de cachet lancées contre ses adhérents, ni la saisie de son temporel ne purent le fléchir dans une cause qu'il considérait justement comme la cause de l'Eglise. Louis XIV eût voulu le faire venir à Paris. « Gardez-vous en bien, Sire, lui dit Bossuet, le peuple qui le regarde comme un saint persécuté, accourrait sur son passage pour l'honorer comme un martyr et lui demander sa bénédiction. » Touché de la détresse de Caulet, un ecclésiastique lui avait fait parvenir une lettre de change de 2.000 écus. En conseil du roi, une voix proposa de faire enfermer cet ecclésiastique à la Bastille, comme soutenant un sujet rebelle. « Lorsque j'ai fait saisir le temporel de M. de Pamiers, répondit Louis XIV

(et cette parole l'honore) je n'ai pas prétendu qu'il mourût de faim ni empêcher qu'on l'assistât. Il ne sera pas dit que sous mon règne on aura puni quelqu'un pour avoir fait un acte de charité. »

Tel était le prélat (1) dont le Père Poisson avait mission de soutenir la cause : tel était aussi, avec la présentation du mémoire des évêques de St Pons et d'Arras le vrai but de son voyage à Rome (1676-1677).

Malheureusement pour lui, le secret de sa double mission fut éventé. On ne va pas à Rome traiter la plus simple affaire auprès des Congrégations sans avoir beaucoup de démarches à entreprendre, beaucoup de visites à faire, de nombreux mémoires à rédiger et à présenter. Les deux missions dont était chargé le P. Poisson étaient particulièrement délicates et demandaient à être entourées du plus grand secret. Les fréquentes visites qu'il dût rendre à plusieurs des membres du Sacré-Collège, ne passèrent pas inaperçues : que venait faire à Rome ce Père de l'Oratoire de France ? Sans doute machiner quelque intrigue contre les Jésuites « qui n'étaient pas alors trop bien dans l'esprit du Pape (2) »

Le P. de Sainte-Marthe se crut obligé d'écrire au P. Honoré Le Blanc, supérieur de la résidence de Saint-Louis, que « si l'on disait à Rome que le P. Poisson était député pour les affaires de la Congrégation, il n'avait qu'à dire que cela était faux ; que si l'on avait des affaires à traiter dans cette Cour, on n'en aurait pas chargé d'autre que le P. Le Blanc lui-même ; mais que le P. Poisson ayant demandé à faire ce voyage pour ses propres affaires, on l'avait seulement chargé que dans les

(1) Cf. G. Doublet : *Un prélat janséniste : Fr. de Caulet*. Paris, Picard, 1896.

(2) Batterel loc. cit.

occasions qu'il pourrait avoir de rendre visite aux cardinaux et aux prélats romains il les assurât que la Congrégation conservait et conserverait, comme elle a toujours fait, un sincère respect pour le Saint-Siège (1). »

Il écrivit aussi au P. Poisson, quand il fut de retour à Lyon après avoir été obligé de quitter Rome : « J'ai pris toute la part possible à ce qu'on vous a fait souffrir injustement, parce que l'on prétend que vous aviez des ordres pour le service de la Congrégation dans des choses de grande importance que je suis très assuré que ni nos RR. PP. assistants ni moi ne vous avons point données. Vous demandâtes par le R. P. de Saillant d'aller à Rome en dévotion comme on vous l'avait déjà accordé il y a quelques années. J'y consentis de très bon cœur et ne vous donnai d'autre commission que de prier Dieu pour notre Congrégation et pour moi au pied des Saints Apôtres.

« Cependant on a empoisonné cela comme on a accoutumé de faire une infinité d'autres choses. Quelques lettres que vous avez écrites sans y penser et quelques discours que vous avez tenus, à ce qu'on prétend, ont réveillé de certains qui n'ont d'autres pensées si ce n'est *ut sagittent in obscuro rectos corde* (2). »

Ce ne fut pas seulement à Rome qu'on prit ombrage de l'assiduité du P. Poisson auprès des membres du Sacré-Collège.

Instruit sans doute par ses émissaires, l'Archevêque de Paris, François de Harlay, le soupçonna aussi de s'être exprimé trop librement sur son compte et d'avoir répondu avec trop de sincérité aux demandes que quelques cardinaux lui avaient faites à son sujet.

(1) Lettre du 18 juin 1677.

(2) Lettre du 10 janvier 1678. (Goujet. *Supplément de Moréri*, t. III).

Un autre accident acheva de gâter les affaires du P. Poisson. Un Espagnol qu'il avait pris comme secrétaire pour rédiger les mémoires qu'il avait à présenter au Pape contre la morale relâchée, trahit sa confiance, et, s'il faut en croire Batterel (1) alla révéler aux Jésuites le secret de sa mission. On ne tarda pas à en être informé à Paris et, sur un ordre de la Cour, le Conseil de la Congrégation dût enjoindre au P. Poisson de quitter Rome sans délai et de se rendre à Lyon (Reg. Cons. 23 juillet 1677). Le P. Le Blanc était chargé de tenir la main à la prompte exécution de cet ordre « en cas que le P. Poisson incidentât, parce que le Roi l'entendait ainsi et que ce Père ne devait s'en prendre qu'à lui pour les bruits qui s'étaient répandus touchant sa députation à Rome (2). »

Innocent XI, reconnaissant le mérite du P. Poisson, chercha à le retenir et à l'attacher à la Cour pontificale. Le P. Poisson ne crut pas pouvoir accepter ces offres si bienveillantes. Il ne voulut exposer ni sa Congrégation ni sa famille aux suites fâcheuses qu'il redoutait pour elles d'une désobéissance aux ordres du roi. Il quitta Rome, laissant son œuvre inachevée, mais cependant en bonne voie. En effet, deux ans plus tard, (2 mars 1679) le Souverain Pontife condamnait les 65 propositions déférées à son jugement. « Cette censure; dit Batterel, ne passa point en France parce qu'alors étant ouvertement brouillé avec le Saint Siège, le Roi la fit supprimer par un arrêt du Parlement de Paris, pour faire dépit à Innocent XI »

Le P. Poisson revint à Lyon, comme il en avait reçu l'ordre de ses supérieurs. On fut bientôt informé à Paris qu'il se rendait incognito dans cette ville soit pour se

(1) Batterel. *Mémoires domestiques*, m. 220, p. 673.

(2) Batterel, loc. cit. p. 674.

justifier soit pour revoir ses amis. Les supérieurs de l'Oratoire lui intimèrent, sous peine de désobéissance (Reg. Cons. 12 nov. 1677) l'ordre de retourner à Lyon et de s'y tenir sans bouger. Ils notifiaient en même temps cet ordre aux Supérieurs des diverses maisons qui se trouvaient sur la route que devait suivre le P. Poisson, les priant de l'en aviser secrètement s'il passait chez eux, et de lui faire bien entendre que sa propre sûreté et le bien de la Congrégation demandaient qu'il s'en retournât sans délai.

Le P. Poisson se soumit et rentra à Lyon. Il y reçut avis (Reg. Cons. 30 nov. 1677) « que l'on ouvrait sûrement les lettres de l'Oratoire sur la route de Lyon; que cela le regardait sans doute, et qu'il prit garde à ce qu'il écrivait et à qui il adresseroit ses lettres. Je ne sais s'il se trouva compromis dans quelque'une, mais Monsieur de Paris le fit peu de temps après reléguer à Nevers (Ordre du 10 Janvier 1678) à cause de certains propos qu'on l'accusa d'avoir tenus avec le Curé de Montoire (1). Il avoit partout des espions secrets à ses trousses » (2).

(1) Le P. Poisson quitta Nevers vers la fin de l'année 1678 pour se rendre à Vendôme, où il ne séjourna d'ailleurs que trop peu de temps, à son gré. C'est à Vendôme, sans doute, qu'il eut occasion de se rencontrer avec le curé de Montoire, le vénérable M. Moreau. On sait que M. l'abbé Moreau avait établi dans sa paroisse une maison de sœurs consacrées au service des pauvres et des malades. Cette maison fournit les premières religieuses de la Congrégation des Filles de la Charité de Nevers, fondée par les soins de Dom Delaveyne, bénédictin, et de M. Bolacre, vicaire général et supérieur du petit séminaire. La règle de M. Moreau ayant paru trop sévère, les communautés de Nevers et de Saint-Saulge furent complètement détachées de la maison de Montoire. L'évêque de Nevers, Edouard Vallot, confia aux Pères de l'Oratoire le soin de rédiger une règle définitive approuvée et promulguée le 6 février 1698. (Cf. Mgr Crosnier : *Annales de la Congrégation des Filles de la Charité de Nevers.*)

(2) Batterel. *Mém. domest.*, p. 675.

De Nevers, son nouveau lieu d'exil, on écrivit encore contre lui des lettres de dénonciation, adressées au P. de La Chaise. Sur ses plaintes, les Supérieurs de l'Oratoire allaient reléguer le P. Poisson à Notre-Dame de Grâce, en Forez, (Ordre du mois d'Avril 1679) (1) quand l'évêque de Nevers, Edouard Vallot, et le Lieutenant Général de la ville intervinrent à Paris en sa faveur, et le justifièrent des griefs intentés contre lui. On l'accusait « d'avoir des sentiments dangereux, de porter M. l'Evêque à faire la guerre aux Réguliers et à les interdire dans son diocèse. »

Le P. Poisson resta donc à Nevers où on l'exhorta à se tenir en repos.

Il crut pourtant devoir écrire au P. de La Chaise pour présenter lui-même sa justification. Le Confesseur du roi lui répondit (9 Mai 1679) « qu'avant qu'il eût reçu sa lettre obligeante il avait déjà prié ses Supérieurs de ne le plus inquiéter sur le passé, que M. de Nevers lui avait rendu témoignage de sa prudente conduite, qu'il lui conseillait de n'avoir plus d'inquiétude sur le passé à quoi on ne pensait plus ». Il ajoutait en finissant : « Les résolutions que nous avons prises de travailler tous de concert feront que l'Oratoire de Jésus et la Compagnie de Jésus n'auront plus désormais qu'un même cœur. »

Ces dispositions étaient trop conciliantes pour ne pas rendre courage au relégué de Nevers. Le P. Poisson s'adressa de nouveau au P. de La Chaise, lui demandant conseil et appui pour obtenir la liberté de se rendre à Paris. Sa Révérence lui répondit à la date du 11 Septembre 1679 : « Quoique je témoigne à tous ceux qui me parlent de vous l'estime que je fais de votre mérite, je

(1) Après informations prises auprès du P. Vallée, supérieur de Vendôme.

n'ai pu néanmoins réussir dans la première tentative que j'ai faite pour vous obtenir la permission que vous désirez. Mais on s'est contenté de me dire que le temps n'était pas encore venu, et qu'il fallait un peu de délai. Cela ne m'empêchera pas de retourner bientôt à la charge et j'espère faire en sorte que le Roi concevra de si bons sentiments de vous qu'il vous rendra la liberté qu'il a accordée à tous vos autres confrères. »

« C'est ainsi, dit Batterel (1), que le Père Confesseur l'amusoit et le repaissoit d'espérances à cause du crédit qu'il savoit bien que le P. Poisson avoit sur l'esprit de M. de Nevers dont il craignoit le ressentiment envers les Jésuites de cette ville. Le P. Poisson, continuant de lui faire sa cour, lui envoya un exemplaire de son édition des *Actes de l'Eglise de Milan* (2). Le P. de La Chaise loua ce travail, lui faisant toujours espérer qu'un peu de patience raccommoderoit ses affaires. Il lui disoit cependant : « On m'avoit fait espérer que vous me communiqueriez ce que vous auriez trouvé de nouveau des écrits de saint Charles avant que de les faire imprimer et je me persuadois qu'il n'auroit pas fallu aisément donner au jour de notre tems ce que des gens très sages n'ont pas jugé à propos de faire imprimer en Italie, étant à présumer qu'ils ont eu quelques bonnes raisons de faire choix parmi les œuvres de ce grand homme de ce qui devoit avoir une approbation universelle. » (3).

Trois ans après, le P. Poisson insistait de nouveau auprès du P. de La Chaise et recevait, à la date du 6 août 1683, cette réponse courtoise, il est vrai, mais assez peu en-

(1) P. 676.

(2) *Acta Ecclesiæ Mediolanensis sub sancto Carolo. — Lugduni-Certe. 1681-1683, 2 vol. in-fº.*

(3) Lettre du P. de La Chaise au P. Poisson, dn 16 Avril 1680.

courageante : « J'ai toute la bonne volonté possible pour votre service ; mais pour le dessein que vous avez de faire un voyage à Paris, je vous conseille de vous adresser à M. l'Archevêque de Paris par l'organe duquel vos affaires ont passé jusqu'à présent (1). Et pour vous montrer que je ne manque pas de bonne volonté pour vous, je vais vous faire une confidence dont vous profiterez, s'il vous plaît, la chose vous regardant de trop près, et peut-être qu'aucun ami ne vous avertit. C'est qu'on reçoit de tems en tems dans ce pays-ci des lettres et des billets, quelques-uns anonymes, d'autres partant de prêtres et ecclésiastiques, que je crois empruntés, qui vous décrivent d'une manière qui ne vous est pas avantageuse (2). La dernière lettre que j'ay vue dit que vous êtes le plus intrigant homme du monde ; que vous vous mêlez de tout ; que vous faites tourmenter tous les ecclésiastiques du diocèse quoiqu'ils vivent fort bien ; que vous avez, à la vérité, un extérieur dévot et que vous prêchez l'abstinence, que néanmoins vous faites bonne chère avec certaine dévotion avec laquelle vous êtes à toute heure ; que vous mettez mille vanités dans la tête d'une abbesse qui est dans votre ville ; que vous êtes grand ami du P. du Brueil ; que vous déplorez continuellement ses malheurs ; que vous vous déclarez assez ouvertement pour le parti des Novateurs et que vous parlez d'une manière horrible de ceux qui contrarient leurs sentiments. Vous pouvez bien croire que si je n'étais de vos amis, je ne vous manderois pas ce

(1) Le conseil a tout l'air d'une ironie : l'archevêque de Paris n'était-il pas, en effet, l'adversaire le plus acharné du P. Poisson !

(2) Un jour que le P. de Roncherole lui demandait de citer les noms des accusateurs de l'Oratoire, le Confesseur du roi répondit « qu'il ne pouvait déclarer nos délateurs ; que, d'ailleurs, ces sortes d'affaires étaient toujours bonnes pour réveiller et faire tenir en attention nos gens. » (P. Lallemand, *Histoire de l'éducation*, p. 152.)

détail. Mais il est bon que vous soyez averti que sous ces prétextes on demande votre éloignement de Nevers et de toute la Province, à quoi j'ai déjà paré quelquefois, M. de Nevers m'en ayant prié et connoissant moi-même que vous êtes tout autre qu'on ne vous a dépeint. Il seroit cependant bon d'ôter par votre conduite extérieure tous les prétextes qu'on pourroit prendre de vous inquiéter à l'avenir. » (1).

Les ennemis du P. Poisson ne devaient pas désarmer cependant. Ils avaient juré d'obtenir par tous les moyens son départ de Nevers, et ils y auraient sans doute promptement réussi sans la bienveillance que lui témoigna l'évêque de cette ville, Edouard Vallot. Le P. Poisson avait gagné dès la première heure sa confiance et son affection. Mgr Vallot ne faisait rien que par ses conseils; il l'emmenait toujours avec lui dans ses visites pastorales et voulait l'avoir constamment près de sa personne (2). Il poussa même l'attachement pour lui jusqu'à se brouiller irrémédiablement avec le P. Vidal, chanoine théologal de la Cathédrale et Grand-Vicaire « sur le soupçon mal fondé que celui-ci avoit écrit au P. de La Chaise contre le P. Poisson (3). Et s'il ne nomma pas le P. Poisson son Grand-Vicaire il lui en fit faire toutes les fonctions et il ne lui en manqua que le titre qui n'auroit fait qu'aigrir davantage la Cour contre un exilé, en sorte que ce qu'elle avoit fait pour le mortifier tourna à sa gloire » (4).

(1) Lettre du P. de La Chaise au P. Poisson, du 6 Août 1683.

(2) Lettre du P. Vidal au P. de Sainte-Marthe, 1679.

(3) Le P. Vidal, fort de son innocence, hésitait à se démettre de ses fonctions de théologal. Le 10 janvier 1680, il recevait du Conseil ordre de donner satisfaction à M. de Nevers avant Pâques « à faute de quoi l'on ne pourra lui donner de chambre dans notre maison de Nevers, à quelque condition que ce puisse être ». MM 582.

(4) (P. Cloyscault). Batterel. *Mén. domest.*, p. 681.)

L'Evêque de Nevers donna une autre marque de faveur au P. Poisson en lui confiant la direction d'un séminaire qu'il avait fait bâtir et où il avait appelé les Pères de l'Oratoire.

Depuis son voyage d'Italie, le P. Poisson avait abandonné les études philosophiques pour se consacrer tout entier aux sciences ecclésiastiques, spécialement à celles de la discipline. C'est aux premières années de son séjour à Nevers qu'il faut rapporter la publication de l'ouvrage que nous avons mentionné plus haut : les *Actes de l'Eglise de Milan*. Comme les *Remarques sur la Méthode de Descartes*, le nouvel ouvrage du P. Poisson était dédié à Letellier, archevêque de Reims. Dans une lettre du 24 septembre 1679 adressée au Conseil de la Congrégation, le P. Poisson dit que « n'y ayant mis ni son nom, ni préface à la teste, et ne s'agissant que d'une simple traduction de plusieurs pièces mêlées, Lettres pastorales, Mandemens, Ordonnances, Mémoires, Directoires, Règlements synodaux dont la plupart étoient en Italie, il n'a pas cru que la permission du P. Général pour imprimer lui fût préalablement nécessaire. Au reste, on peut s'en fier à lui pour la circonspection avec laquelle il lui convient d'en parler; d'autant plus que depuis deux ans qu'on l'épie partout en ses discours et en sa conduite, on n'a pu le surprendre en rien et il n'a encore donné prise à personne. Enfin, il a même évité à dessein certaines expressions un peu dures de l'original, sans intéresser néanmoins l'exactitude du texte. »

Malgré ces protestations, il fut obligé d'envoyer à Paris le premier volume déjà imprimé et la préface du second qui était sous presse, l'Archevêque de Paris ayant exprimé le désir de juger par lui-même de ce qu'était l'ouvrage. Son libraire, Anisson, voulait passer outre et prendre sur lui tous les risques. Le P. Poisson n'osa pas

le suivre dans cette voie : il obéit. Il écrivait le 18 février au P. Bahier (1) : « Je jure devant Dieu que quoi que l'on ait pu dire ou mander à M. l'Archevêque, je n'avois pas même pensé à faire une préface. » Et le 20 février : « Je n'écirai que dans trois semaines ce qui me reste à traduire de tout l'ouvrage que je laisserai reposer jusqu'à ce que M. de Paris agrée qu'on l'achève. On poussera si loin qu'on voudra son indignation contre moi. Qu'on me laisse ici ou ailleurs sans espérance d'être jamais rappelé, j'en serai sans inquiétude, sachant que je ne me suis point attiré cette peine. »

(A suivre).

(1) Auteur d'un poème latin en faveur du surintendant Fouquet : *Fouquetius in vinculis*. Adry : B. N. F. F. : 25681.

NUMISMATIQUE VENDOMOISE

DEUX GRANDES MÉDAILLES DE CÉSAR

DUC DE VENDOME

ET

SCEAU DU CARDINAL LOUIS DE VENDOME

suivis des dessins de deux jetons inédits de César

ET D'UN AUTRE DE

Charles de Bourbon, 1^{er} duc de Vendôme.

PAR

M. J. CHAUTARD

I. — Dans un précédent travail sur les jetons des ducs de la 2^{me} maison de Bourbon-Vendôme (1), j'ai donné la description d'une fort jolie médaille de César de Vendôme que je ne connaissais alors que d'après la mention qui en a été faite, en 1860, dans le catalogue de la collection PÉTÉTIN. Depuis cette époque j'ai pu voir la pièce au Cabinet des médailles, à Paris, et en obtenir une excellente empreinte, grâce au concours obligeant de M. le Conservateur, DE LA TOUR. Il m'a été permis ainsi d'en faire un dessin exact que je me plais à reproduire aujourd'hui (2). Pl. Fig. A.

Cette médaille a été gravée par un nommé LORFELIN (3),

(1) Bulletin de la Soc. Arch. de Vendôme, 1882, p. 116.

(2) Un exemplaire de cette belle et rare pièce a été acquis récemment par le musée de Châteaudun. (Bull. de la Soc. Arch. 1872, p. 9).

(3) JEAN DARMAND ou D'ARMAND, dit L'ORPHELIN ou LORFELIN, fut tailleur général des monnaies de 1630 à 1646. Après avoir acquis l'office qui avait été saisi et mis en vente par les créanciers de NICOLAS

dont elle porte la signature sous le bras, et a dû être frappée vers 1650, époque de la nomination de César à la dignité de grand-maître de la navigation.

II. — A la suite du rappel de cette pièce, nous donnons la description et le dessin d'une seconde grande médaille de César de Vendôme, provenant de la collection du baron JÉRÔME PICHON, et indiquée par MM. ROLLIN et FEUARDENT au catalogue de la vente faite à Paris en avril et mai 1897 (1). PL. Fig. B.

Cette médaille fait aujourd'hui partie de notre Cabinet. Elle est en bronze et ne semble pas être due à l'action du balancier, mais paraît avoir été coulée dans un moule emprunté pour le droit, à la pièce précédente dont elle est loin d'offrir les contours nets et finements ciselés. Son diamètre est de 0,61 m/m de diamètre, légèrement plus faible que celui de la précédente, effet attribuable au retrait après le refroidissement au moment du moulage ; mais, du côté de la tête, elle est identique, pour le dessin et la légende, à la première sans porter toutefois le nom du graveur qui doit présumablement avoir disparu dans le flou du moulage.

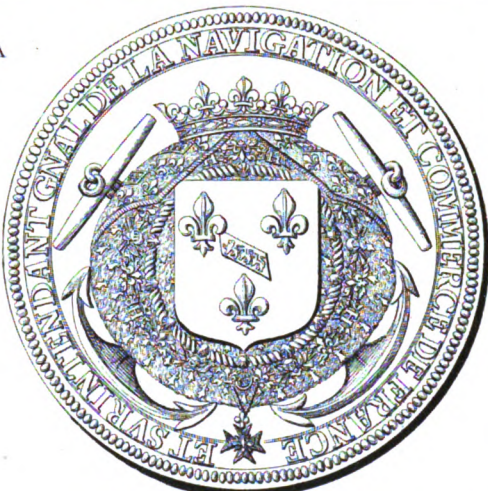
CESAR DVC DE VANDOSME PAIR GRAND MAISTRE, CHEF, buste cuirassé et drapé à droite, *sans nom de graveur sous le bras* ; — R ET SVRINTENDANT

BRIOT, Lorlelin en fit, en 1646, la cession à JEAN VARIN. Deux ans après, il fut chargé de graver pour la reine Christine de Suède, les coins d'une pièce de monnaie de la grandeur d'un écu, portant l'effigie de la reine avec son nom et ses titres. Cet artiste mourut à Paris le vendredi 6 décembre 1669. (*Annuaire de numismatique*, 1867, p. 153 — et *Dictionnaire de Biographie et d'Histoire*, par A. JAL ; chez Henri Plon, Paris, 1867.)

(1) Voir page 71 du Catalogue des Médailles et Jetons du baron J. PICHON. 1 vol. grand in-8, 167 pp. et XVI pl., rédigé par ROLLIN et FEUARDENT. Paris, 1897.



A



B



C



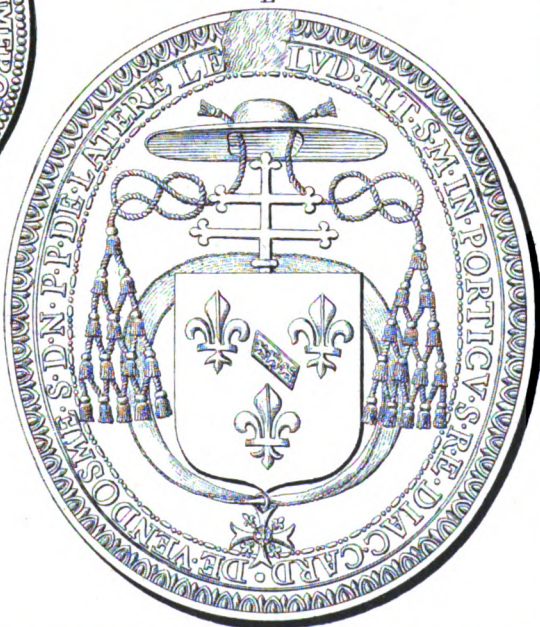
E



D



F



GNAL DE LA NAVIGATION ET COMMERCE DE FRANCE; au lieu des armes de César et des attributs de la navigation que présente la première médaille, le revers de celle-ci porte deux aigles planant dans les airs au milieu des nuages et au-dessus d'un sol gazonné. Dans la partie supérieure du champ, on lit en légende circulaire : PATRIO PAR ALA VIGORI, — *son vol égale en vigueur celui de son père*, — devise qui se trouve, ainsi que la représentation de l'aigle et de l'aiglon, sur l'une des médailles dont le dessin accompagne le portrait de César, gravé par GRIGNON, d'après MIGNARD, avec accessoires dessinés par CHAUVEAU.

Sceau de Louis, duc de Vendôme, cardinal.

III. — Ayant déjà esquissé les principaux traits de la vie de ce personnage dans notre travail sur les jetons des princes de la 2^{me} maison de Vendôme (1), à propos du jeton frappé à ses armes et à celles de sa femme, LAURE MANCINI, nous n'y revenons ici que pour élargir le cadre que nous nous étions tracé et donner le dessin d'un sceau relatif au Cardinal Louis. (Pl. Fig. E).

Ce sceau a déjà été mentionné, sans figure à l'appui, dans le compte-rendu de la session du Congrès archéologique de France, tenu à Vendôme en 1872 et emprunté au travail de M. DROUET D'ARCQ, sur les sceaux du royaume. Le fac-simile que je possède est en soufre et m'a été gracieusement envoyé par M. SERVAIS, conserva-

(1) Bulletin de la Soc. Arch. 1883, p. 47.

teur des archives nationales, d'après l'exemplaire appendu à une bulle du Cardinal, en faveur des filles de la Charité, datée de Paris le 6 des Ides de juin (8 juin) 1668. La pièce est ovale de 0,82 m/m de large, légèrement échan-crée dans le haut. Elle présente, dans le champ, l'écu aux armes de Vendôme (*de France au bâton de gueules, p^{éri} en barre, chargé de trois lionceaux d'argent*) timbré d'une croix patriarchale, entouré du cordon de l'ordre du Saint-Esprit et surmonté d'un chapeau de cardinal dont les glands, au nombre de quinze, pendent de chaque côté. En légende, entre un grenetis intérieur et un filet extérieur lui-même entouré d'une sorte de bordure festonnée : LVD. TIT. S. M. IN. PORTICV. S. R. E. DIAC. CARD. DE. VENDOSME. S. D. N. P. P. DE. LATERE. LE. (G), (LUDOVICUS, TITULI SANCTÆ MARÆ IN PORTICU, SANCTÆ ROMANÆ ECCLESIE DIACONUS CARDINALIS DE VENDOME, SANCTISSIMI DOMINI NOSTRI PATRIS PAPÆ DE LATERE LEGATUS).

Entré dans les ordres après la mort de sa femme, LAURE MANCINI, Louis ne dépassa jamais le diaconat et fut créé Cardinal, sous le titre de Sainte Marie in porticu, le 7 mars 1667, par le pape Alexandre VII. Il assista au Conclave qui eut lieu pour l'élection de Clément IX et fut nommé légat à *latere* par ce pontife pour tenir sur les fonds baptismaux, au nom de ce dernier, le dauphin de France (24 mars 1668). En sa qualité de légat, Louis régularisa, à la même époque, le mariage de sa nièce, Marie-Jeanne de Savoie, avec Charles-Emmanuel, duc de Savoie, cousin de cette dernière, auxquels il accorda dispense (1) de parenté. Il avait été compris antérieure-

(1) *Les trophées et les disgraces de la maison de Vendôme*, par Stuart de Bonair (gentilhomme attaché à la maison des princes de

ment dans la promotion des Chevaliers de l'ordre du Saint-Esprit qui eu lieu en 1661, dans l'Eglise des Augustins de Paris. Retiré à Aix, capitale de son gouvernement de Provence, il y mourut au mois d'août 1669. Son corps ramené à Vendôme, fut inhumé dans le caveau de ses ancêtres, en l'église collégiale de Saint-Georges. Ce fut le dernier Bourbon dont Vendôme posséda les restes, dispersés comme les autres à la Révolution (1).

Deux jetons inédits de César et un autre de Charles, duc de Vendôme.

IV. — Sur la même planche que ces différentes médailles, nous joignons le dessin de deux jetons décrits dans le bulletin de la Société (année 1888, page 82) d'après une communication qui nous en avait été faite par M. MAZEROLLES, archiviste à la monnaie. Ces jetons existent au musée de Cluny où nous avons pu, récemment, nous en procurer d'excellentes empreintes d'après lesquelles ont été dressées les figures C et D de la planche.

Vendôme), manuscrit en double exemplaire faisant partie de la bibliothèque nationale (Extrait publié dans le Bull. de la Soc. Arch. 1882).

(1) On voit un beau portrait de Louis, peint à l'huile, debout en costume de Cardinal, dans la salle servant aujourd'hui de parloir au lycée de Vendôme. A côté existent deux autres portraits, l'un de César, revêtu d'une armure, en pied également; l'autre, de Louis-Joseph, à cheval, en costume de généralissime des armées de Louis XIV. Les élèves de l'ancien collège peuvent se rappeler avoir vu ces portraits distribués dans deux salles distinctes situées, l'une à gauche de l'escalier de pierre et servant de salon aux directeurs de l'établissement, l'autre pièce, à droite, était une salle à manger commune à tous les professeurs non mariés qui, alors, logeaient et étaient nourris dans la maison.

V. — C'est le propre de toutes les publications numismatiques de n'être jamais complètes au moment de leur apparition. Nous avons déjà fait plusieurs fois cette remarque qui montre l'utilité de ces sortes d'études pour provoquer de nouvelles recherches. Que de pièces resteraient ainsi inconnues enfouies dans les coins de tiroirs au détriment de la science sans ces descriptions, même inachevées, qui attirent d'obligeantes communications de la part des amateurs ?

Nous en avons aujourd'hui au nouvel exemple pour un jeton anonyme de Charles, premier duc de Vendôme, révélé par notre ami M. RICHEBÉ auquel nous devons déjà de si nombreux et si savants documents. La pièce en question est une variété de celle qui a été indiquée pl. II, fig. 6, de notre travail sur les jetons de la première maison de Bourbon-Vendôme auquel nous renvoyons le lecteur (1).

La bande de l'écu de Bourbon au lieu de sa largeur habituelle est réduite à l'état de simple cotice, comme sur la pièce suivante (fig. 7 de la même planche) et passe sous la première fleur de lis. De plus l'écu est accosté des lettres F R, en monogramme de chaque côté et n'est pas entouré du collier de l'ordre de St Michel, dignité dont Charles fut revêtu en 1521 (2). Cette remarque permet, sinon d'assigner une date certaine à l'émission de la pièce, du moins de restreindre l'espace de temps pendant lequel elle a pu être frappée.

L'absence de la brisure des trois lionceaux la recule après l'année 1527, date à laquelle Charles devient chef

(1) Voir *Bullet. de la Soc. Arch.* année 1896, pages 286 et suiv., pl. II.

(2) *Recueil historique des Chevaliers de l'ordre de St Michel*, par JEAN-FRANÇOIS D'HOZIER, publié par L. SANDRAT dans la *Revue historique, nobiliaire et biographique*, 1879, page 470.

de la maison de Bourbon par suite de la mort du Connétable. L'absence du collier de St Michel lui assigne une date antérieure à la frappe du jeton fig. 7, sur lequel l'écu est entouré des insignes de l'ordre.

Enfin la légende du revers ne se termine pas par le mot VENDOSME, mais par celui VENDOSMOIS (cons. planche ci-jointe, fig. F.) écrit avec un I, au lieu d'un Y comme on le voit sur les jetons de son fils Antoine, fig. 11 et fig. 12 de la même planche, auxquels il a dû servir de modèle. Par suite l'émission semble avoir eu lieu vers l'année 1530.

BIOGRAPHIE VENDOMOISE

LES ALVERGNIAT DE DROUÉ

PAR

M. E. NOUEL

Tous les savants s'occupant de sciences physiques, chimiques ou naturelles, tous les professeurs des mêmes sciences ont connu M. Alvergniat, constructeur d'instruments de verrerie, souffleur célèbre, artiste dans son genre. Il avait fondé avec son frère une maison spéciale « Maison Alvergniat frères » d'abord passage de la Sorbonne, puis rue de la Sorbonne ; mais ce que presque tout le monde ignorait c'est que les Alvergniat sont enfants du Vendomois étant nés à Droué.

A ce titre je crois à propos de leur consacrer dans notre Bulletin une notice nécrologique dont j'emprunte les premiers éléments au journal « La Nature » numéro du 24 septembre 1898.

Ce numéro renferme un article sur Adrien Alvergniat, né à Droué le 21 septembre 1834 et mort à Paris, le 4 septembre 1898. C'est lui qui a illustré son nom comme souffleur de verre. L'auteur de l'article qui a signé C. V., donne des renseignements intéressants sur les travaux scientifiques du grand Alvergniat, mais la partie biographique restait à faire.

Notre collègue, M. Jean Martellière, s'est adressé à son correspondant M. Poirier, notaire à Droué et a obtenu de lui des renseignements sur la famille Alvergniat, extrait des registres de l'état civil de Droué.

Il restait à suivre les Alvergniat frères allant s'installer à Paris et y fondant leur maison de constructeurs d'instruments de verrerie. Je me suis adressé pour cela à leur successeur M. Chabaud qui, avec une complaisance dont je le remercie a bien voulu me fournir des renseignements précis qui vont me permettre, avec les documents cités précédemment, de reconstituer la biographie des Alvergniat frères.

Charles-Désiré Alvergniat est né à Droué en novembre 1831 ; son frère Auguste-Adrien est né au même lieu le 21 septembre 1834.

Ils étaient fils de Joseph Alvergniat, charpentier à Droué, né lui-même à Droué, le 13 mai 1800 et marié à Droué, le 8 octobre 1821.

Ce Joseph était lui-même fils d'Antoine Alvergniat, charpentier, également né à Droué, le 18 octobre 1751 et décédé au même lieu, le 21 février 1806, et enfin cet Antoine était fils de Jean *l'Alvergniat*, charpentier à Droué.

Là s'arrêtent les renseignements fournis par l'état civil de Droué. Ils me paraissent suffisants pour établir que dans la première moitié du XVIII^e siècle, un Jean, charpentier, est venu d'Auvergne se fixer à Droué, il fut surnommé *l'Alvergniat* et ce surnom de pays est devenu le nom de famille d'une dynastie de charpentier qui s'est éteinte et transformée par un mystère de l'imprévu en souffleurs de verre éminents. C'est le cas de répéter le mot de l'Ecriture : « L'esprit souffle où il veut. »

La transformation des fils du charpentier de Droué en souffleurs de verre se fit à Paris. Les parents des frères

Alvergniat, Charles et Adrien, quittèrent Droué vers 1838 pour aller chercher fortune ou aventure à Paris. Le jeune Adrien avait environ 4 ans.

L'ainé Charles fut mis en apprentissage de souffleur de verre dans la maison Fastré. Ce Fastré était un très habile ouvrier qui travaillait pour V. Regnault, le célèbre physicien du collège de France. Charles fit comme son patron et lorsqu'il se sentit assez habile, il voulut travailler à son compte et se fixa rue Pavée-Saint-André-des-Arts (aujourd'hui rue Séguier).

Quant à Adrien, après avoir travaillé successivement dans une fabrique de teinture de laines, dans la fabrication des boutons et dans la librairie, il se fit donner les premières notions de soufflage de verre par son frère Charles. Il avait environ vingt ans, c'est-à-dire avait de beaucoup passé l'âge de l'apprentissage, mais il avait le génie latent de l'art si délicat de souffler le verre et en peu de temps il dépassait son maître. Nous le retrouvons quelques années après ouvrier de la maison Salleron. Il se maria en 1858 dans cette position.

Peu de temps après, il se mettait à son compte et ouvrait un atelier rue Git-le-Cœur qu'il quittait vers 1862 ou 1863 pour créer la maison du Passage de la Sorbonne. Son extrême habileté dans son art lui avait acquis une réputation méritée et sa maison prospéra.

Quelques années après, il décidait son frère Charles à venir le rejoindre au Passage de la Sorbonne. C'est ainsi que fut fondée la maison « Alvergniat frères. »

La maison du Passage de la Sorbonne trop à l'étroit, fut transférée en avril 1874, rue de la Sorbonne, n° 10.

C'est à l'habileté et à l'intelligence d'Adrien Alvergniat qu'est due la prospérité et la réputation de cette maison. De bonne heure il fut apprécié des hommes de Science ; quelques-uns surent lui éviter les découragements du

début en l'aidant de leurs conseils et même de leur appui.

On peut dire que beaucoup d'appareils scientifiques n'ont pu être réalisés que grâce à l'habileté du souffleur de verre qui disparaît. Il fut le premier à construire en France les tubes de Geissler, qu'avant ses travaux on était obligé de faire venir d'Allemagne. Il consacra une partie de sa carrière à la construction des appareils employés pour faire le vide barométrique ; tout le monde connaît la pompe et les trompes à mercure qui portent son nom, et la trompe à eau, qu'avec l'ingénieur Lasne il sut rendre pratique à ce point qu'il n'existe guère de laboratoires scientifiques ou industriels qui ne l'utilisent.

Alvergnyat s'est beaucoup occupé de la construction des tubes et des radiomètres de Crookes. Il a été le premier à établir sur une base solide, une méthode de jaugeage qu'on apprécie encore aujourd'hui dans les laboratoires scientifiques.

Il serait trop long d'énumérer toutes les modifications qu'il a apportées aux instruments les plus divers ; bien longue serait aussi la liste des appareils qui ont été imaginés par lui. Des notes à l'Académie des Sciences, des présentations aux Sociétés Scientifiques ont marqué les différents étapes de ses travaux. Qu'il suffise de rappeler qu'Adrien Alvergnyat s'est fait remarquer dans toutes les Expositions Universelles pour la précision de ses instruments et par le fini de ses pièces soufflées. Après avoir été récompensé par un grand nombre de médailles il a été enfin décoré de la Légion d'honneur à la suite de l'Exposition Universelle de 1889.

Il avait perdu son frère Charles le 26 octobre 1883, mais par un sentiment de piété fraternelle, il maintint à sa maison le titre « d'Alvergnyat frères. »

En mai 1890, il la cédait à un de ses élèves M. Victor

Chabaud qui la dirige avec succès en lui conservant le titre « d'Alvergnyat frères » si connu du monde savant (1).

Adrien Alvergnyat est décédé à Paris le 4 septembre 1898, âgé de 64 ans. Marié en 1858, il ne laisse pas de postérité. Son frère Charles est resté célibataire de sorte que cette branche des Alvergnyat transplantée à Droué au XVIII^e siècle, est actuellement éteinte, mais non sans gloire, laissant un nom qui persistera sans doute encore longtemps dans le monde savant (2).

(1) En 1897, M. Chabaud a dû quitter la rue de la Sorbonne et a transféré ses ateliers et magasin 58, rue Monsieur-le-Prince.

(2) Il existe encore des Alvergnyat, non plus à Droué, mais dans les communes voisines.

ORAGES D'HIVER A VENDOME

PAR

M. E. NOUEL

La nuit du 1^{er} au 2 janvier 1899 une tempête violente de l'ouest, accompagnée de torrents de pluie a passé sur notre région ; le baromètre était desceudu à 735 le matin.

A 8 h. 1/2 la tempête était dans toute sa force, l'obscurité était presque nocturne, lorsqu'à 8 h. 3/4 on entendit, mêlé aux mugissements du vent, successivement deux roulements bien semblables à ceux du tonnerre. On pouvait hésiter sur la cause de ces roulements lorsqu'à 8 h. 50 un reflet d'éclair, suivi de près d'un fort et très long coup de tonnerre vint faire cesser tous les doutes. La nuée aux flancs noirs était bien orageuse.

A 11 3/4, une nouvelle nuée poussée par une violente bourrasque, donnant une forte averse mêlée de grésil, était encore accompagnée d'un roulement de tonnerre.

Aux environs de Vendôme, quelques accidents sont à signaler.

A Areines, le vent a enlevé une partie de la toiture d'un bâtiment dépendant de la ferme de M. Riverain en bordure du chemin. Cette toiture en zinc a été enlevée sur une longueur d'environ 25 mètres et projetée violemment dans la cour.

A Coulommiers, la foudre est tombée et a mis le feu à une meule de fourrages. Sur la route de Tours, à la

hauteur de St-Amand, un gros peuplier a été foudroyé à 8 heures du matin (renseignement de M. Oger, curé d'Ambloy.)

Cet orage paraît avoir eu une grande extension en France. Je puis citer Châteaudun, d'après M. Rabouin ; Paris d'après la dépêche du bureau central météorologique qui signale tonnerre et grêle vers 2 h. 20 du soir, et Troyes d'après une correspondance. Dans cette ville à 9 heures du matin, ouragan, averse de grêle accompagnée de plusieurs coups de tonnerre.

Tout le monde a pu lire dans les journaux des détails sur la tempête du 2 janvier qui a embrassé une grande partie de la France et a occasionné de nombreux sinistres sur nos côtes.

Cet orage très rare à cette époque de l'année excita l'attention générale et on se demanda s'il y avait des exemples de faits semblables.

Il doit y en avoir ; un phénomène météorologique n'est jamais nouveau, mais il peut être rare. Pour m'en assurer je n'ai eu qu'à parcourir mon journal météorologique tenu complètement depuis 1865 et où tous les phénomènes locaux sont inscrits.

Voici ce que j'ai rencontré comme orages d'hiver, observés dans les trois mois de décembre, janvier et février.

Je remonte le cours des années en partant de l'orage du 2 janvier 1899. Je rencontre d'abord la note suivante : le 20 février 1896, au matin, entre 6 h. 1/2 et 7 h., les laitières venant en ville ont entendu tonner au sud.

J'arrive ensuite à l'hiver météorologique 1895. Le 19 décembre 1894, à 3 h. 1/4 de l'après-midi on a vu éclairer et on a entendu tonner 3 ou 4 coups dans un nimbus venant de l'Ouest. Ce nimbus a donné une averse de grésil suivi d'eau.

Puis janvier 1895. On a vu éclairer le 12 au soir à l'horizon sud ; de même le 15 à 10 h. du soir, à l'horizon sud-ouest. Le 23, à 3 h. $1/4$ nimbus à grêle ; on a entendu tonner plusieurs fois, et il est tombé une averse de grésil.

Enfin le 24, entre 5 h. et 6 h. du soir, de nombreux éclairs sillonnaient un nimbus qui a donné une averse d'eau mêlée de grésil.

Voilà donc un hiver remarquable par ses manifestations orageuses.

Je dois ajouter que cette année 1895 a été remarquable par ses orages ; sauf pour le mois de février de si froide mémoire, il a été observé du tonnerre dans les onze autres mois ; fait sans précédent.

Le 4 décembre 1891, de 7 h. à 9 h. du soir, on a vu éclairer, du Bois-aux-Moines (Naveil) dans les nuées au sud-ouest.

Le 2 janvier 1891, à 10 h. du soir, au Bois-aux-Moines près Vendôme, on voyait à l'horizon sud une bande de nuages sombres où il éclairait.

Le mercredi 29 janvier 1890, à 4 h. du soir, une petite nuée du nord a donné une courte averse de pluie mêlée de grésil. On a entendu un roulement de tonnerre. Le bureau central météorologique de Paris a noté, en même temps, à 4 h. 10 soir du tonnerre avec pluie mêlée de neige.

Le dimanche 12 décembre 1886, à 2 h. de l'après-midi, une nuée très épaisse arrive de l'ouest et donne une grosse averse de pluie et de grêle. A 2 h. 10 on voit un éclair suivi quelques secondes après d'un roulement de tonnerre.

A Paris, à l'observatoire de Montouris, on a également inscrit du tonnerre ce jour-là.

Le 15 du même mois, à 2 h. $3/4$, fort grain du sud-

ouest; courte averse avec quelques grains de grésil. On a vu éclairer et on a entendu tonner.

Le 29 décembre 1885 de 8 h. 1/2 à 9 h. du soir, un témoin digne de foi a vu éclairer plusieurs fois dans une nuée passant au nord.

M. Renou à son observatoire du Parc de St-Maur (Seine) a noté de même des éclairs le 29 à 8 h. 1/2 soir.

L'hiver 1885 a fourni plusieurs manifestations orageuses. Le 11 décembre 1884 on a entendu tonner à Thoré, et le 20 du même mois, à 6 h. 1/2 du matin pendant une bourrasque des plus violentes on a vu éclairer à Villaria.

Le 17 février 1885, au Bois-aux-Moines à 7 h. 1/2 du soir pendant une averse on a vu éclairer et entendu tonner.

L'hiver 1884 a été également signalé par des orages. Pendant la célèbre tempête du 26 janvier, entre 10 h. et 11 h. du soir, on a vu éclairer à Azé; et le lendemain 27 à la même heure, on voyait des éclairs du Bois-aux-Moines.

Le vendredi 1^{er} février 1884, averses et bourrasques dans la journée. Plusieurs coups de tonnerre les ont accompagnées.

A Tours, même jour, fort orage avec chute de foudre dans la ville.

Le même jour un orage a passé à Cormeray (Loir-et-Cher).

Le 24 du même mois, on m'a signalé des éclairs à l'horizon sud, vus de Fréteval.

Le 9 janvier 1883, un peu avant 6 h. du soir, on a vu éclairer au sud et entendu tonner. Les journaux ont signalé de l'orage, ce soir-là, à Blois, Orléans et Tours.

Orage marquant le 9 février 1880; c'est le dégel du grand hiver. A 2 h. 1/2 de l'après-midi une nuée très

sombre monte du sud-ouest, des éclairs vifs la sillonnent et on entend 4 ou 5 coups de tonnerre qui se rapprochent. A 3 h. la foudre est tombée sur une grange, à Autainville (canton de Marchenoir).

Le 30 décembre 1878 au soir, grand vent et pluie ; à 10 h. 1/2 du soir, il éclairait. Dans la nuit, tempête et grande pluie ; il a tonné au dire des jardinières.

Le 21 janvier 1875, dans la soirée, tempête et grandes averses ; on a entendu tonner à la Tuilerie. Le 24, à 5 h. 1/2 soir, pendant une bourrasque furieuse on a vu plusieurs éclairs et on a entendu tonner ; vers minuit, second orage avec tonnerre.

Dans la nuit du 19 au 20 janvier 1873, tempête violente. Entre minuit 1/2 et 1 h. nuée d'eau et de grêle, j'ai vu un éclair et j'ai entendu tonner.

Le 22 suivant, à 3 h. de l'après-midi passe une nuée avec tempête et pluie ; à 3 h. 1/2 un coup de tonnerre a été entendu à la Chappe.

Le 13 février 1872, un orage court et violent passe sur Vendôme le soir de 6 h. à 6 h. 1/2. Une nuée grise s'avance lentement du sud-ouest sur nous. A 6 h., un éclair des plus vifs suivis suivi d'un coup de tonnerre très fort et rapproché. Les coups se succèdent à 10 ou 20 secondes d'intervalle. J'ai évalué à 25 environ le nombre des coups de tonnerre de ce court orage.

Le 8 décembre 1868, à 1 h. après midi passe une nuée avec tonnerre.

Le 15 février 1867, de 6 h. 1/2 soir à 7 h. passe une nuée orageuse avec pluie. J'ai noté 4 coups de tonnerre. Ce mois de février est le plus chaud connu dans nos pays.

Le 9 janvier 1866, jour de tempête ; à 5 h. 10 du soir, pendant une giboulée, je constate un éclair vertical à l'ouest de Vendôme, accompagné d'un fort coup de tonnerre.

Le 1^{er} février suivant, d'après le rapport d'un jardinier on a entendu tonner deux fois à 11 heures du soir.

En février 1865, d'après le registre des observations de M. G. Boutrais, à Vendôme, on a vu des éclairs au Coudray (Villiers) le 16, au commencement du dégel; à Vendôme, on a vu éclairer le 19 au soir; et enfin le 24, au moment d'une tempête accompagnée d'une forte pluie, dans la soirée, il a encore éclairé.

J'arrête là mon enquête locale; mes observations antérieures étant moins complètes.

On peut récapituler ainsi les orages d'hiver pendant les 35 années dernières (1865-1899) :

Décembre, 5 mois donnant 6 jours de tonnerre. En outre 3 jours d'éclairs seulement.

Janvier, 7 mois, avec 9 jours de tonnerre. En outre 6 jours d'éclairs.

Février, 7 mois avec tonnerre. En outre 4 jours d'éclairs.

Il tonnerait donc un mois tous les 7 ans en décembre et un mois tous les 5 ans en janvier et février.

On doit noter que ces phénomènes électriques accompagnent d'ordinaire les bourrasques ou tempêtes qui succèdent aux périodes de gelée et constituent les grands dégels.

Peut-on tirer quelques présages des orages d'hiver pour les saisons suivantes? D'après le long tableau qui précède, on n'en peut tirer aucun. Les années les plus variées ont suivi ces phénomènes exceptionnels d'hiver.

Cependant nos anciens regardaient les orages d'hiver comme de mauvais pronostics ainsi que le témoignent les proverbes suivants que j'ai recueillis ici :

S'il tonne en janvier
On peut mettre les cuves sur le fumier.

et

S'il tonne en février
La truie n'a que faire sous le pommier.

On retrouve ici la préoccupation si fréquente des cultivateurs et du public relativement à la récolte soit du vin soit du cidre, c'est-à-dire à la boisson qui gouverne en partie le monde.

8 janvier 1899.

L'orage du 12 février 1899

Le mois de février n'a pas voulu en céder au mois de janvier pour les anomalies. Après un coup de froid du 1^{er} au 4, qui a atteint — 7°7 le 4, à mon abri, et — 9° ailleurs, nous avons eu du 5 au 11 une période de véritables chaleurs pour le mois de février. Les maxima se sont élevés de 12° à 14,8 le 8 ; à 15,6 le 9, pour atteindre 19,6 le 10. Ce jour là a donné une moyenne de 14,45 qui nous reporterait, comme normale à la mi-mai.

Le maximum de 19,6 dépasse tous les chiffres observés depuis 50 ans à Vendôme en février. Le chiffre le plus élevé était 18,9 lu à mon abri le 26 février 1885. Je dois ajouter qu'*aux Capucins*, chez M. Renault, on a lu le 10 février 21,0, comme maxima sur un thermomètre vérifié et bien abrité du soleil.

Cette température absolument anormale a amené le dimanche 12, un orage violent et très rare pour la saison. Voici les détails que j'ai pu réunir sur notre région. A Vendôme c'est à 10^h53^m du matin, qu'un fort roulement de tonnerre s'est fait entendre dans une nuée très sombre au nord-ouest. Le vent était sud-ouest et violent. J'ai noté quatre coup de tonnerre successifs en cinq minutes, et se rapprochant de nous. Le dernier coup n'était séparé de l'éclair qui l'annonçait, que de sept secondes ; ce qui

suppose une distance d'un peu plus de deux kilomètres seulement.

A 11^h, la nuée accompagnée d'une violente bourrasque, véritable tempête crevait en donnant une forte averse, mêlée de grésil. A 11^h23^m, fin de la tourmente; le bleu reparait à l'ouest.

Le fort de l'orage était au nord-ouest de Vendôme. Voici les détails que m'ont donné des témoins oculaires sur nos environs.

A Villiers, à 11^h, la nuée éclatait accompagnée d'une grêle abondante et d'une tempête furieuse; la foudre est tombée sur un fournil dont il a abattu la cheminée et endommagé le four.

M. de Sachy m'a adressé de l'Epau, des détails très précis sur la nuée du 12, que je résume. Vers 10^h45^m, le ciel est devenu extrêmement sombre; le vent soufflait avec force du sud-ouest, des éclairs ont brillé et le tonnerre s'est fait entendre; une pluie mêlée de grêle est tombée, dont la grosseur, un moment, atteignait celle d'une noisette. Le vent était devenu extrêmement violent et a produit des dégâts importants.

A Haie-de-Champ (C^{ne} de St-Firmin) une maison couverte en ardoise et d'une dizaine de mètres de façade a été entièrement découverte, les portes de la grange ont été jetées hors de leurs gonds. La bourrasque traversant ensuite les bois de l'Epau a déraciné une dizaine de grands pins maritimes; continuant sa marche, elle a atteint une maison sise au *Glos-pâtis* et l'a aux trois quarts découverte. La nuée a pris en écharpe la côte de Pezou, laissant le bourg sur sa droite; plusieurs pommiers ont été arrachés. Près de l'embranchement de la route de Busloup avec la grande route de Paris une maison a beaucoup souffert. Au passage à niveau de la voie ferrée sur la route de Paris, à un kilomètre au nord

de Pezou, un peuplier a été renversé sur la voie et a retardé le passage du train de Paris, qui arrive à Vendôme à 11 h. 45. Le mécanicien a heureusement pu voir l'obstacle à temps pour s'arrêter et permettre de l'enlever.

Ajoutons qu'à la Ville-aux-Clercs, la grêle a été très grosse et très abondante.

On lit dans *le Carillon* du 16 février : Lunay ; ouragan très violent le 12, vers midi (?) (doit être onze heures) ; éclairs et tonnerre ; on signale des arbres abattus et des bâtiments endommagés, notamment à la Champilandière.

Droué, le 12 février, vers 11 h., la foudre est tombée à Boisseleau sur la grange d'une ferme appartenant à M. d'Attainville, et a occasionné des dégâts à la toiture ; un homme a été renversé par la commotion, dans l'étable aux vaches et en a été quitte pour la peur.

Tous les détails qui précèdent paraissent s'appliquer à une même nuée marchant du sud-ouest au nord-est et que nous suivons depuis Lunay, Villiers et Vendôme, jusqu'à Pezou, La Ville-aux-Clercs et Droué. Les renseignements qui suivent doivent s'appliquer à d'autres nuées marchant parallèlement et se rattachant au même orage.

A Couture (canton de Montoire) le tonnerre est tombé pendant la grand'messe, sur le clocher en pierre qu'il n'a pas endommagé pour suivre ensuite la toiture de l'église, au grand émoi des paroissiens.

A Bessé (Sarthe), l'orage du 12 a été très violent.

A Châteaudun, même observation.

Enfin, on m'a cité *Prénouvellon* (Canton d'Ouzouer-le-Marché) où l'orage a été accompagné d'un coup de foudre sur le presbytère.

Voilà donc un nouvel orage d'hiver pour février, et des plus caractérisés, accompagné de grêle et de plusieurs cas de foudre.

23 février.

NOTICE SUR LANDES

PAR

M. RABOUIN

CHAPITRE PREMIER

Histoire générale

(Suite)

Le coup le plus funeste au relèvement de Landes fut porté par M. Dodun, contrôleur général des finances, puis commandeur et grand trésorier des ordres du Roi, lieutenant-général du gouvernement de l'Orléanais.

Il était propriétaire du domaine d'Herbault depuis la fin de 1711, lorsqu'il acquit, le 14 janvier 1720, la seigneurie de Landes, et plus tard, celles de Villée, de la Hocetière et de Pray.

M. Dodun habitait fréquemment le château important qu'il avait fait construire à Herbault en 1723 (1). Pour

(1) D'après la tradition, Dodun fit démolir en partie les fortifications du château de Landes pour construire celui d'Herbault et une ferme y adjoignant. (Voir « la Gabelle et le Grenier à sel à Herbault ». *Société archéologique du Vendomois*, année 1895, page 188). — Le duc de St-Simon, un peu mauvaise langue il est vrai, dit notamment que « Dodun avait de la capacité et autant de probité que la place de contrôleur général en comporte » (Mémoires t. XIX, pages 312, 313, édition Hachette, 1856. Voir aussi Mémoires de Lebarbier et de Mathieu Marais.

augmenter l'importance de cette localité, il obtint du Roi, au mois d'octobre 1723, la création d'un grenier à sel, au préjudice du marché de Landes déjà peu fréquenté et qui bientôt cessa d'exister.

A la même époque, Dodun fit ériger la seigneurie d'Herbault en marquisat-pairie, ce qui eut pour résultat de supprimer la justice de Landes ; toutes les affaires en ressortissant furent jugées à Herbault, siège d'un tribunal d'un degré supérieur à cause de la *pairie* ; les plaideurs durent s'y rendre. Par suite, les offices de bailli, de lieutenant du bailli, de procureur fiscal, de greffier et de sergents de la justice de Landes, devenus inutiles, ne furent plus occupés et leurs titulaires, ainsi que les procureurs postulants (avocats-avoués), quittèrent le pays et quelques uns allèrent à Herbault.

Le seigneur ne résida plus à Landes, la justice cessa d'y être rendue, le commerce local ne profita plus des dépenses faites par les officiers du baillage et par les plaideurs ni de celles provenant du train de maison d'un châtelain riche et opulent.

Toutes ces causes contribuèrent à la diminution de la population, à l'affaiblissement et à l'isolement de Landes qui perdit alors en même temps son marché et sa justice.

Dodun ne fit rien pour nuire directement à Landes, cependant ce fut au détriment de cette localité qu'Herbault prit de l'importance par suite des établissements fondés par son châtelain.

Il mourut sans postérité le 24 juillet 1736, à Paris, en son hôtel, rue de Vaugirard (1), laissant Marie-Anne

(1) Les armes de Dodun étaient : d'azur à la fasce d'or, chargée de lion issant de gueules accompagné de trois grenades d'or fruitées et ouvertes de gueules.

Sachot, sa veuve, donataire de ses biens en usufruit et son exécutrice testamentaire. Après le décès de cette dame arrivé vers 1740, les seigneuries d'Herbault et de Landes furent vendues par les héritiers de M. et de M^{me} Dodun à M. Charles-François-Louis Devezeaux de Rancogne, de Puyraveau et autres lieux, ancien capitaine de cavalerie au régiment de Dauphin-Etranger. Cette vente fut faite par acte sous signatures privées du 11 décembre 1742, déposé pour minute à M^{es} Roger et Brochand, notaires au Châtelet de Paris, le 20 mars 1743. A partir de cette époque, Landes perd son importance et n'a plus d'existence propre; aussi voit-on la seigneurie de Landes et ses dépendances comprises comme annexes dans la vente faite à M. de Rancogne. Les seuls faits désormais intéressants sont les calamités qui affligèrent le pays.

Le jour de la Pentecôte de l'année 1748 (2 juin) ou le lendemain, Landes et les environs eurent à supporter les dégâts occasionnés par une quantité extraordinaire d'eau tombée, pendant un orage, dans la partie supérieure de la vallée de la Cisse (Gombergean, Lancôme); la levée d'un étang important au-dessus du bourg de Lancôme ne put résister et fut rompue; alors, une masse d'eau se précipita dans la vallée, détruisit un moulin appelé Malytourne, placé au bas du village de Rincé ainsi que plusieurs petits étangs et arriva sur le bourg, en renversant le pont de pierres bâti par M. de Bault auprès de l'église de Saint-Martin.

La partie basse du bourg de Landes fut inondée et l'eau pénétra dans les maisons jusqu'à une hauteur de trois pieds; les habitants furent obligés de se réfugier dans les greniers.

Le moulin peu important de Malytourne ne fut point rétabli, c'est à peine si maintenant on reconnaît son emplacement.

Une passerelle sur poteaux en bois remplaça, à titre provisoire, le pont de pierres, ce provisoire dura jusqu'à 1855; les voitures passaient dans un mauvais gué.

Le souvenir de cet événement est encore vivace dans le pays, et les vieillards indiquent les maisons du bourg qui furent inondées.

M. le marquis de Rancougne, Charles-François-Louis sus-nommé, mourut avant 1768 et sa succession revint, par droit d'aînesse, à Charles-François de Rancougne, son fils, à l'exception cependant de la seigneurie de Landes qui fut donnée à M. Charles-Henri de Rancougne, fils puîné. Ce dernier, connu sous le nom de chevalier de Rancougne, prit le titre de vicomte de Landes; il mourut célibataire, alors le vicomté et les domaines et terre en dépendant, revinrent à son frère aîné (1).

Le pays eut encore à supporter les dommages occasionnés par l'hiver de 1788-1789 : un froid extraordinaire commença le 24 novembre 1788 et dura jusqu'au 12 janvier suivant (2); la gelée fut si forte que les noyers, les châtaigniers et la vigne périrent en grande partie; la cime des chênes dans les forêts fut gelée sur une longueur de trois ou quatre mètres et sécha sur l'arbre; quarante ans plus tard, écrit un témoin oculaire, on voyait encore les traces de cet hiver.

Heureusement les blés ne souffrirent pas, ils avaient été protégés par la neige qui les couvrait; cependant on avait craint que la récolte ne fut compromise par la rigueur et la durée du froid; les rivières étaient gelées, les mou-

(1) Les armes de la famille de Rancougne sont : d'azur à la fasce d'argent, surmontée d'une étoile de même, au chef denché d'or (*Etat de la noblesse*, 1873, par Bachelin-Defresne).

(2) Le maximum du froid atteignit à Vendôme, 24 degrés au dessous de zéro et dans le val du Loir 27 degrés (Notes de M. Nouel, de Vendôme).

lins à eau n'avaient pu tourner et les farines étaient rares; toutes ces causes avaient jeté la panique dans la population déjà éprouvée par la disette de l'année précédente. Il en résulta dans notre pays, comme dans toute la France, une certaine effervescence à laquelle les événements politiques ne furent peut-être pas étrangers : on arrêta et on pillra les voitures de blé allant à Blois ; les cultivateurs cessèrent alors d'approvisionner le marché de cette ville ; le prix du pain augmenta et des troubles étaient à craindre. Pour les prévenir, « M. de Maupas, lieutenant du roi à Blois, écrivit, le 31 juillet 1789, aux curés des paroisses de la Beauce pour réclamer le concours de leur influence sur les laboureurs et fermiers ; il est dit dans cette lettre : « Si les détenteurs de grains refusent d'amener au marché, ils s'exposeront à voir le peuple de Blois se porter en foule à leurs domiciles et enlever les gerbes de leurs granges, comme il menace hautement de le faire (1). »

Cette lettre lue au prône des deux paroisses de Landes jeta l'alarme dans la population.

En 1789, les seigneuries d'Herbault et de Landes étaient possédées par M. Charles-François Devezeaux de Rancougne, déjà nommé ; les châteaux, ainsi que les fermes et bois en dépendant, ne furent ni confisqués ni vendus, et après la tourmente révolutionnaire, M. de Rancougne, qui ne paraît pas avoir émigré, retrouva intacts ses biens et ses titres et en reprit possession.

En 1790, lorsqu'on organisa, sur de nouvelles bases, l'administration civile et judiciaire, les doyennés ecclésiastiques servirent généralement à établir les circonscriptions des cantons et des justices de paix ; aussi

(1) *Histoire de Blois*, par MM. Bergevin et Dupré, T. 1^{er}, page 173.

devait-on croire que Landes, où, de temps immémorial, existait un doyenné, serait choisi pour être le chef-lieu du canton ainsi que le siège de la justice de paix ; il n'en fut rien. Sur les démarches de M. de Rancougne, qui avait une grande influence, on réunit les deux doyennés de Landes et d'Onzain pour former un seul canton dont Herbault fut le chef-lieu. On ne pouvait, en effet, trouver une localité plus centrale et un lieu plus convenable et mieux approprié : le bâtiment de la gabelle, vacant depuis quelques mois, avait de grandes salles pour les réunions cantonales, un auditoire, un greffe et autres locaux pour la justice de paix ; c'était un centre administratif tout indiqué, et depuis cinquante ans, les populations étaient habituées à s'y rendre. Ce canton comprenait et comprend encore toutes les communes de l'arrondissement de Blois qui avaient fait partie du ressort du grenier à sel d'Herbault. On fit ainsi une exception à la règle suivie pour l'établissement des nouvelles circonscriptions judiciaires et administratives et Landes, qui pouvait espérer devenir le chef-lieu d'un canton, ne profita pas d'une occasion qui aurait, peut-être, ramené la prospérité d'autrefois.

Landes, remontant à la plus haute antiquité, placé dans un territoire fertile, arrosé par une petite rivière et plusieurs fontaines abondantes, se trouvait dans une situation très favorable pour devenir un centre riche et important ; il le fut en effet pendant de longues années ; cette prospérité dura jusqu'à la guerre de Cent ans contre les Anglais qui incendièrent le bourg et plusieurs villages, saccagèrent et dévastèrent le pays. Plus tard, les guerres de Religion et les troubles de la Fronde ajoutèrent de nouvelles ruines.

Enfin, par une fatalité persistante, à la suite d'influences néfastes, volontaires ou involontaires, Landes fut privé,

au profit de localités voisines, de ce qui aurait contribué au rétablissement de son ancienne importance : marché, création de canton, route et chemin de fer de Blois à Vendôme ; ce qui aurait pu aider à son relèvement lui fit toujours défaut.

CHAPITRE DEUXIÈME

Églises

Il y avait à Landes, ainsi que nous l'avons dit plus haut, deux paroisses et deux églises : Saint-Lubin sur le plateau dominant la rive droite de la Cisse et Saint-Martin sur la rive gauche et presque au bas du coteau. Elles furent construites au commencement du XII^e siècle. Leur existence est constatée dans une charte du 11 mai 1118, déjà relatée.

Saint-Lubin

L'église de Saint-Lubin est orientée et comprend une nef, un chœur et une abside semi-circulaire ; la longueur totale est de 33^m50^c (100 pieds anciens), la largeur de la nef est de 7^m75^c et la hauteur des murs de 7^m60^c ; le chœur est un peu moins large, il n'a que 6^m de largeur sur 5^m40 de profondeur.

Les deux chapelles latérales formant les bras de la croix, sont de construction récente ; elles remontent à une trentaine d'années.

On remarque aux quatre angles des colonnes engagées sur des piliers avec chapiteaux frustes.

La nef, imparfaitement soudée au chœur, était percée de fenêtres romanes étroites dont on voit encore quelques

montants ; elles furent remplacées par de plus grandes.

La porte principale au couchant est bien conservée ; à droite et à gauche se trouvent deux colonnes aux chapiteaux surmontés d'une imposte archivoltée à centre brisé, aux nombreuses moulures en retraite, ornées de feuillages, dents de scie et étoiles, avec corniers saillants au-dessus supportés par des modillons variés.

Une porte latérale de moyenne dimension ouvre au midi.

Une construction en appentis sur poteaux en bois reposant sur un mur d'appui d'une hauteur d'un mètre, régnait au midi et au couchant. Sous cette construction à jour appelée *galerie*, se tenaient les plaids de la justice de Landes, ainsi que les assemblées générales des habitants de la paroisse ; elle fut démolie vers 1865, lorsqu'on enleva les terres de l'ancien cimetière pour y établir une place publique.

Une crypte appelée cave ou chapelle de Saint Jean est placée sous le chœur ; les arcs-doubleaux de la voûte retombent sur des piliers carrés aux assises énormes qui ont fait dire que l'église actuelle avait été construite sur les fondations d'une précédente remontant aux premiers siècles de la chrétienté ou même d'un temple païen ; d'après l'état de dégradation de ces piliers et voûte, on ne peut avoir une opinion bien arrêtée sur ce sujet.

Dans cette crypte, qui servait de chapelle funéraire pour les familles des gentilshommes du pays, on trouve des tombes de seigneurs et dames de la Hocetière, de Villée et de Landes. Sur une pierre funéraire, on lit cette inscription :

Ci-gist

Jehan Le Fuzelier,

*en son vivant escuyer, seigneur de Landes, Rivière,
Villerusche, et Malveaux, qui décéda le II^e de Janvier
1630, Priez Dieu pour le repos de son âme.*

Au bas sont les armes de la famille Le Fuzelier.

On voit encore sur la voûte des traces de peinture et sur les côtés une litre ornée d'écussons à demi effacés et les armes de la famille Le Fuzelier.

Deux escaliers, ayant leurs points de départ dans la nef, permettaient de descendre dans la crypte ; ils furent supprimés lorsqu'on construisit les chapelles latérales ; on y pénètre maintenant par une trappe se trouvant dans le chœur du côté de l'épître. On y allait processionnellement tous les ans, le jour de la Chandeleur. Cet usage cessa vers 1840.

Une chapelle de l'église était sous le vocable de Saint-Jacques ; le seigneur de Villiers y avait un banc.

Le clocher ou tour de forme quadrangulaire a des contreforts énormes à la base, ce qui permet de croire qu'autrefois il était plus élevé ; en effet, la partie supérieure s'écroula en 1670, on procéda à sa refection en 1676 et en 1683, ainsi qu'il est dit plus haut. Il est bien visible qu'alors, par économie probablement, la hauteur du clocher fut réduite et la tour fut couverte par le toit actuel qui n'est pas dans le style de l'église.

En 1770, les curés et marguilliers s'adressèrent au chapitre de Saint-Louis, gros décimateur de la paroisse, pour des réparations à faire au clocher placé au-dessus du chœur ; après visite des lieux et devis dressé en novembre 1770 par Refoulé, architecte à Blois, les travaux nécessaires furent exécutés l'année suivante, aux frais et par les soins du chapitre.

Douze ans plus tard, le même chapitre, dans une séance du 26 janvier 1782, ordonna l'envoi d'ouvriers pour réparer les dégats occasionnés par le vent aux vitres du chœur de l'église de Saint-Lubin (1).

(1) Inventaire des archives départementales de Loir-et-Cher. Clergé

De nouvelles réparations furent encore faites en 1785 par le chapitre de Saint-Louis; ce furent les dernières; quatre ans plus tard, la dime fut abolie.

Pour finir la description de cette église, il nous reste à dire que sur le mur de l'abside, à l'extérieur, se trouve une plaque d'ardoise, à moitié détruite par le temps et surtout par les enfants et sur laquelle on lit l'inscription suivante :

Cy gist par son choir, M^{re} Nicolas Claude Chereau, né à Vendôme, le 16 octobre 1694; — depuis 1720, il gouverna cette paroisse avec zèle, instruisant par ses discours, édifiant par sa conduite. Sa piété fut solide et éclairée, sa charité envers les pauvres n'eut pas de bornes; son amour pour la religion, son attachement à l'église, son juste discernement pour la doctrine, ses vertus éminentes lui méritèrent la confiance de trois évêques et de ses confrères. Il fut doyen rural de ce lieu et décéda le 8 janvier 1773.

Requiescat in pace.

Cette épitre (sic) a été dictée par M^r G. de Termont.

Ainsi qu'on le voit par cette inscription, la cure de Saint-Lubin était le chef-lieu d'un doyenné, circonscription administrative de l'autorité ecclésiastique et dont le ressort s'étendait sur plusieurs paroisses voisines (1). La cure-doyenné était ordinairement une des plus importantes de la région; on voit, en effet, dans un pouillé du

séculier. G, 215, page 6. Chapitre de Saint-Louis. Tome I^{er} du manuscrit, 26 janvier 1782, page 73.

(1) Il existe dans la sacristie de l'église d'Herhault une cruche en étain destinée autrefois à contenir les saintes huiles et sur laquelle sont gravés ces mots : doyenné de Landes. C'est probablement le dernier souvenir de cette circonscription. Le doyenné de Landes comprenait : les deux paroisses de Landes, Francay, Gombergean, Lancé, Jussay-Herbault, Lancôme, Pray, Saint-Lubin, La Chapelle-Vendomoise.

diocèse de Chartres dressé dans la deuxième moitié du XIII^e siècle, qu'il y avait à Saint-Lubin 220 paroissiens, population bien supérieure à celle des localités voisines (1).

L'état établi en 1750 des bénéfices du diocèse de Blois porte qu'il y avait dans cette paroisse 200 communiants, que le revenu de la cure s'élevait à 900 livres et celui de la fabrique à 150 livres; le présentateur à la cure était le seigneur d'Herbault; la dime appartenait au chapitre de la cathédrale, meuse de Saint-Sauveur.

Saint-Martin

La paroisse de Saint-Martin était moins importante que celle de Saint-Lubin. Elle comprenait seulement la partie du bourg située entre le château de Rivière et la rive gauche de la Cisse, où se trouvaient cinq ou six maisons et en outre plusieurs villages; d'après le pouillé du XIII^e siècle, il y avait 80 paroissiens, le revenu de la fabrique était de 80 livres.

L'église orientée remontait au XI^e siècle, autant qu'on peut en juger par quelques pans de murailles qui subsistent encore, et, si on s'en rapporte à la tradition, elle aurait été construite en même temps que celle de Saint-Lubin; son curé est cité comme témoin dans une charte du mois de mai 1118, relatée plus haut.

La construction simultanée des deux églises de Landes n'a rien d'extraordinaire; on sait en effet qu'après les terreur de l'an mil, il y eut une grande recrudescence de foi religieuse qui donna lieu à la construction de nombreuses églises; les deux seigneurs de Landes, à l'envi l'un de l'autre, fondèrent une église chacun sur son territoire.

Avec le temps, la paroisse de Saint-Martin prit de l'importance; nous voyons dans un état des bénéfices

(1) Cartulaire de l'abbaye de Saint-Père de Chartres, par Guérard. Tome I^{er}, introduction.

dressé en 1750, déjà cité, qu'il y avait alors 150 communiants, que le revenu de la cure était de 800 livres et celui de la fabrique de 100 livres ; le présentateur à la cure était le seigneur d'Herbault ; la dime appartenait au chapitre de la cathédrale de Blois (mense St-Sauveur) et au curé (1).

L'église et le presbytère y attenants furent vendus comme biens nationaux au district de Blois, le 16 juillet 1792.

La municipalité de Landes déposa, le 30 octobre 1793, sur le bureau de Guimberteau, représentant du peuple en mission à Blois : deux calices, un ciboire et une boîte aux huiles ci-devant saintes (2).

L'église fut en partie démolie vers 1793, il ne reste plus que des pans de murs qui soutiennent les terres d'un jardin.

Le presbytère subsiste encore, avec des additions qui l'ont transformé en une maison bourgeoise très agréable.

Chapelle

En outre de ces deux églises, il existait une chapelle dédiée à saint Avertin ou Aventin ; son existence est révélée par un jugement du bailli de Landes, en date du 9 août 1650, portant condamnation « à une amende de 17 sols 6 deniers « applicable à un cierge pour la réparation et la décoration de la chapelle de Monsieur Saint-Avertin de ce « lieu (sic) ». Nous n'avons pu avoir de renseignements sur son emplacement.

Serait-ce la chapelle domestique du château qui aurait eu ce vocable ? Elle se trouvait, d'après un vieux planque nous avons vu, dans une tour à droite de l'entrée principale.

(A suivre.)

(1) Dans un bail de ces dîmes consenti par le curé de Saint-Martin suivant acte devant Pétard, notaire à Landes, le 14 juin 1787, on voit quelles étaient, deux ans avant leur abolition, l'importance et la variété de ces redevances en nature si vexatoires et si impopulaires.

(2) Recueil des actes du comité du Salut public, par Aulard. T. VIII, p. 153, impr. nat., 1895.

CHRONIQUE

Un archéologue centenaire

M. Frédéric Moreau, l'archéologue bien connu par ses fouilles de Caranda (Aisne), est mort le 20 octobre 1898. Né à Paris le 1^{er} juillet 1798 il était, par conséquent, âgé de 100 ans, trois mois et 20 jours.

On voit que si le travail use quelquefois, il conserve aussi.

Nous rappellerons que M. F. Moreau avait offert à notre Société son magnifique *album des principaux objets recueillis dans les sépultures de Caranda (Aisne) pendant les années 1873 à 1875*. (V. le Bulletin de 1877, p. 99.

Le buste de Ronsard

A la séance d'octobre 1898 j'ai fait une communication relative à l'origine du moulage du buste de Ronsard, que possède notre Musée (1).

Il résulte des recherches de M. Ch. de Grandmaison, ancien archiviste à Tours, que ce moulage a été fait sur l'original qui ornait le tombeau du poète à Saint-Cosme-lès-Tours. Quant à l'original envoyé au préfet de Blois par son collègue de Tours (août 1802), il a disparu et les moulages seuls sont restés. L'article se terminait par cette question : De quelle matière était l'original, lequel était peint ?

(1) V. Bulletin de 1898, p. 317.

D'après ce détail, M. de Grandmaison opinait pour un buste en terre cuite, et cela malgré l'avis de M. de Montaiglon qui le croyait en bronze, et il ajoutait que le doute était au moins permis jusqu'à la découverte d'un document qui viendrait trancher la question. Ceci était écrit en 1895. Eh bien ce document a été découvert par M. Ch. de Grandmaison et communiqué par lui au Congrès des Sociétés des Beaux-Arts des départements, session de 1897.

Voici la note que m'a adressée à ce sujet M. E. Boué, architecte à Tours et membre de notre Société, note qui lui a été fournie par M. de Grandmaison fils, archiviste à Tours.

« Dans un état des *tableaux, statues, bustes, etc. du Musée de Tours*, dressé en l'an X (1802), on trouve sous le n° 193 un *buste de Ronsard en terre cuite*. M. Charles de Grandmaison, en publiant cet état dans le volume consacré à la 21^e session de la *Réunion des Sociétés des Beaux-Arts des départements*, année 1897, p. 583, fait précéder cette publication de la note suivante (p. 566) : « Ce buste est sans aucun doute celui qui ornait le tombeau du poète à Saint-Cosme, près Tours, et dont il n'existe plus que des moulages, l'original envoyé à Blois étant perdu. On voit que celui-ci était en terre cuite, contrairement à l'opinion du regretté Montaiglon qui le croyait en bronze. »

La question du buste original de Ronsard, en terre cuite, se trouve donc tranchée et cette solution vient confirmer l'opinion que j'avais émise dans la note qui termine l'article du Bulletin de 1898, p. 322. J'avais motivé cette opinion du buste original en terre cuite : 1^o sur le fait que ce buste était peint; 2^o sur sa disparition à Blois, que j'attribue à un *accident* qui ne pouvait atteindre un buste en bronze. J'aurais pu ajouter une

3^e raison, c'est qu'un buste en bronze déposé à Tours dans la salle capitulaire des chanoines de Saint-Martin (p. 319), n'aurait pas échappé aux réquisitions révolutionnaires et aurait été rejoindre les cloches des Eglises pour fondre des canons ou fabriquer des sols, de sorte que c'est à son caractère plus humble, de terre cuite, que ce buste a dû d'échapper au vandalisme de la Terreur; mais par un retour bizarre de la destinée, la fragilité de sa substance a été la cause de sa disparition après 1802, lorsqu'il avait atteint, en apparence, le port de salut à Blois.

E. N.

Le Gérant : F. EMPAYTAZ.

Vendôme. — Imp. F. EMPAYTAZ

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

Scientifique & Littéraire

DU VENDOMOIS

38^E ANNÉE -- 2^{ME} TRIMESTRE

AVRIL 1899

La Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendomois s'est réunie en Assemblée générale le jeudi 13 avril 1899, à deux heures.

Etaient présents :

MM. de Saint-Venant, vice-président ; Nouel, secrétaire ; de Trémault, trésorier ; Renault, conservateur du Musée ; Letessier, membre du bureau ; et MM. Brize, l'abbé Clément, Empaytaz, l'abbé Oger, l'abbé de Préville, l'abbé Roux, Royau-Huet.

M. le Président déclare la séance ouverte.

xxxviii

6

DESCRIPTION SOMMAIRE

Des Objets entrés au Musée depuis la séance d'octobre 1898

Don de Madame Philibert Dessaignes

Notre musée, Messieurs, s'est encore enrichi d'un don important et très intéressant dont j'ai à vous rendre compte aujourd'hui ; je veux parler de celui que vient de nous faire Madame Philibert Dessaignes, veuve du généreux philanthrope dont la mémoire restera vénérée dans ce pays, en raison des grandes œuvres de bienfaisance qu'il y a fondées :

Madame Dessaignes, désirant laisser au musée de Vendôme les monnaies et les médailles qu'elle a rassemblées depuis de longues années, a voulu, au lieu de nous les léguer, se donner la satisfaction de nous les offrir elle-même, et de recueillir, en échange, la gratitude de notre Société et de tous ceux qui s'intéressent à nos collections. C'est dans cette pensée, si louable à tous égards, que Madame Dessaignes nous fit mander à Champigny pour choisir les pièces qui ne feraient pas double emploi avec celles existant d'avance au musée. Heureux de cette bonne nouvelle, nous acceptâmes avec empressement, et le mardi 17 janvier, nous nous rendîmes M. Nouel et M. Letessier, avec M. Peltereau et moi, au château de Champigny.

Je ne saurais entreprendre ici, Messieurs, une narration détaillée de notre journée et de l'accueil à la fois si gracieux et si touchant que nous reçûmes de la digne et vaillante octogénaire et quasi nonagénaire qu'est Madame Philibert. Ce serait sortir de mon rôle. Mais je dois cependant vous expliquer comment il se fit qu'en outre de la récolte de monnaies attendue, nous nous trouvions à la fin, munis des nombreux objets d'archéologie et de curiosité que vous avez sous les yeux.

Avec une exquise urbanité, Madame Philibert ainsi que Madame Juvénal Dessaignes, sa belle-fille, tinrent à nous faire elles-mêmes, les honneurs de leurs collections. Ces dames, voyant le puissant attrait qu'exerçaient sur nous les objets archéologiques prirent plaisir à rechercher tout ce qui pouvait exciter notre intérêt ; et, peut-être notre admiration laissa-t-elle parfois soupçonner une secrète convoitise. — Pourtant, Messieurs, veuillez croire que votre bureau, même avec l'amour de la science pour excuse, était incapable d'une pareille indiscrétion. — Toujours est-il que ces dames, certaines de toucher nos cœurs d'archéologues, et n'écoutant que leur générosité, nous

offrirent les antiquités qui avaient plus particulièrement attiré notre attention ; c'est ainsi que nous recueillîmes ces belles parures, ces armes, ces silex, ces curiosités diverses ; et enfin, au moment de prendre congé, Madame Philibert retirait de son salon cette belle épée pour mettre le comble à ses largesses. Vous comprenez, messieurs, que retarder notre départ eût été abusif.

Aussi je suis certain d'être l'interprète de la Société tout entière en adressant ici, à Madame Philibert et à Madame Juvénal nos remerciements les plus vifs et les plus sincères.

Je vais avoir l'honneur, Messieurs, de vous présenter successivement et par ordre chronologique autant que possible, tous ces objets ; Monsieur Letessier a bien voulu, de son côté, se charger de la partie numismatique :

1^o. — ÉPOQUE SOLUTRÉENNE

Une série de 7 petites pointes en silex et une pointe de javelot en os, provenant des fameuses grottes de Menton :

Ces petits éclats, très abondants dans ces grottes situées, en réalité, sur le territoire italien et dénommées « les Baoussé-Rousés », sont généralement considérés comme des pointes de flèches, mais il semble qu'en raison de leurs formes variées, ils pouvaient bien servir à d'autres usages ; ils sont taillés d'un seul côté, la face inférieure est restée lisse, plusieurs sont finement retouchés, et tous ils témoignent d'une grande habileté de main. — Ils appartiennent à l'époque solutréenne. Quant à l'instrument en os, poinçon ou plutôt pointe de javelot, il n'est pas de la même époque quoique trouvé dans le même lieu. C'est qu'il provient sans doute des sépultures qui, à l'époque robenhausienne, ont été pratiquées dans le dépôt archéologique solutréen où se trouvent les petits silex. — On sait que l'homme dit « de Menton » appartient en effet, à l'époque robenhausienne, c'est à dire la première des temps actuels.

2^o. — ÉPOQUE ROBENHAUSIENNE

Une très belle *Pointe de lance ou de javelot, en silex blond translucide* ; forme ovale, allongée en feuille de saule, longueur 15 centimètres. Elle présente d'un côté la face d'éclatement tout unie, tandis que les bords du côté du dos sont très finement retouchés. L'emmanchement était ménagé du côté du plan de frappe où l'on reconnaît le conchoïde de percussion ; cette partie plus épaisse, est arrondie à l'extrémité par des retouches au pourtour.

C'est, en somme, une fort jolie pièce, intacte, sauf une très légère ébréchure, et qui nous offre d'autant plus d'intérêt qu'elle est de ce pays ; elle a été trouvée à Villegrimont.

La moitié environ d'une *Hache polie massive*, à section quasi

circulaire, en silex gris veiné blanc. Il est vraisemblable que cette belle pièce avait été trouvée entière ; car c'était une arme ou un outil d'une solidité remarquable en raison de sa forme et de sa grosseur ; et vous en serez convaincus comme moi, quand vous saurez qu'elle servait à peser le beurre dans une ferme ; on l'avait réduite à coups de marteau au poids convenable pour cet usage, c'est à dire à la livre comme je m'en suis assuré ; toutefois je dois, pour être exact vous avouer, sans commentaires, qu'elle ne pèse que 492 grammes... et déplorer bien vivement cette application à l'art primitif des besoins de la civilisation moderne.

Une *petite Hache* en calcaire siliceux blanchâtre ; en l'examinant attentivement on reconnaît que c'est simplement un caillou roulé dont le tranchant seul a été obtenu par le polissage ; c'est une particularité intéressante. Provenance inconnue.

Une *petite Hache triangulaire* en roche noirâtre dioritique.

La pointe d'une *hache* en jadéite ; elle offre cette particularité bonne à noter, que ce morceau de hache a été poli du côté de la cassure, pour servir à un nouvel usage, comme molette à broyer, ou pour polir ou affuter de petits instruments...

3^e. — ÉPOQUE HALSTATTIENNE (1^{re} du fer)

Une *petite Hache votive* en bronze, à douille carrée, avec deux filets en relief d'un côté et un seul visible de l'autre ; elle rentre dans la catégorie de celles que j'ai décrites à la dernière séance ; elle ne pouvait pas être affûtée attendu que le vide de la douille se prolonge jusqu'à l'extrémité, ce qui prouve bien que c'était un objet de parade. Provenance inconnue.

4^e. — ÉPOQUE GAULOISE

Notre musée assez pauvre en objets de l'époque gauloise, va se trouver heureusement enrichi d'une *parure de jeune gauloise*, trouvée dans une tombe ouverte en présence de Madame Juvénal-Dessaignes, à Marson-sur-Marne (1). Cette parure se compose :

Un *torque en bronze* de 14 centimètres de diamètre ; il est orné de fines stries circulaires régulièrement entrecoupées de séries de petits ronds en creux avec un point central ; les tampons des fermoirs en sont un peu renflés et plus ornementés.

Deux *bracelets*, du même style.

Une *paire de boucles d'oreilles* en bronze, finement striées en feuilles

(1) Marson-sur-Marne, chef-lieu de canton à 1½ kilom. est de Châlons-sur-Marne.

de fougères; leur forme, en coquille, est assez rare et ne se rencontre guère que dans les sépultures de personnages marquants.

Une *paire de fibules* en bronze, en forme de boutons.

Une *fibule* en bronze à ressort en boudin, caractéristique.

Une *épingle-fibule* à ressort.

Une *fusaïole* en terre cuite, ou peson de fuseau.

Une *coquille de limaçon*. On sait que des coquilles faisaient souvent partie du mobilier funéraire. — Était-ce un symbole de la résurrection comment le pensent certain auteurs ?

Quatre monnaies gauloises des Catalauni; ou autres peuples de l'Est.

A la même époque, je rattache *deux vases en terre noire*, dont un très grossier en forme de gobelet conique, et l'autre de la forme que l'on retrouve plus tard dans les tombes franques.

5^e. — ÉPOQUE GALLO-ROMAINE

Un *Poignard de chef gaulois* en fer. Cette arme est encore dans sa gaine de cuir, très altérée, il est vrai, mais reconnaissable; la lame en est large, courte et pointue, tranchante de deux côtés; elle offre une grande analogie de forme avec les glaives des légionnaires romains.

Une *grande épée en fer*, à deux tranchants, sans garde; longueur 75 centimètres, y compris la soie, largeur 3 à 4 centimètres. C'est une pièce rare. L'abbé Cochet, dans ses fouilles célèbres des cimetières de Normandie semble n'en avoir pas rencontré de semblables; il y a recueilli plutôt de longs sabres à un seul tranchant; et M. Frédéric Moreau qui en a trouvé une douzaine dans le cimetière d'Armentières, laisse entendre que ces épées sont rares et les attribue exclusivement à des chefs gallo-romains. — Provient du cimetière de Marson-sur-Marne.

Un *couteau en fer* à lame courbe, dont un coin du manche, en os, est resté adhérent.

Un *grand vase* en terre cuite, en forme d'urne sans anse; Madame Dessaignes nous l'avait remis en morceaux et malheureusement incomplet. Je l'ai reconstitué à l'aide de plâtre, tant bien que mal, et vous pouvez voir, Messieurs, que ses dimensions et sa forme le rendent remarquable. Il est décoré sur toute sa panse de bandes de hachures gravées et disposées en feuilles de fougères. Le pourtour du col est orné d'un quadrillé en losange et d'un rang d'oves, assez peu visibles aujourd'hui, qui avaient été exécutés après coup à l'aide d'une pâte ou peinture noire offrant un léger relief.

J'ai classé ce vase gaulois dans la période gallo-romaine, mais peut-être est-il antérieur à la conquête; je pense qu'il provient aussi du cimetière de Marson.

6°. — ÉPOQUE MÉROVINGIENNE

Les armes et objets francs-mérovingiens qui suivent proviennent d'un cimetière mis à découvert en 1884, à Marché-le-Pot, département de la Somme.

Une série de *quatre grands couteaux* ou *scramasaxes* en fer ; on voit encore sur l'un d'eux, malgré la rouille, les traces des rainures longitudinales qui, avaient pour but, dit-on, de retenir du poison.

Quatre fers de lances, à douilles, de formes variées ; un *fer de javelot*, et un *fer de flèche*, ce dernier trouvé à Champigny et d'une époque plus récente probablement.

Une sorte de *grand clou* en fer, à base obtuse, de ceux que l'abbé Cochet appelle *fiche-pattes*, dont le sommet était recourbé en anneau et dont l'usage est resté indéterminé.

Un *collier* de 75 perles, en verre et pâte de verre, bariolées de couleurs ; une seule est en ambre.

Une jolie *plaque de ceinturon* avec *boucle* et *ardillon*, en bronze, ornée de dessins en relief et formé de bandes entrelacées qui semblent représenter quelque chose, tête ou animal fantastique ; sur la petite plaque de l'ardillon on distingue une tête humaine d'un dessin grossier et barbare tout à fait inférieur à l'art qui a présidé à la confection de l'objet.

Deux autres plaques en bronze avec *boucles* adhérentes, et une *contre-plaque*.

Une *plaque carrée* en fer avec *boutons* en bronze ; et désignée ordinairement sous le nom d'appendice.

Une *vingtaine* de *boucles* variées en bronze, rondes ou rectangulaires plus ou moins complètes dont la moitié de petites dimensions. Les petites agrafes se rencontrent d'ordinaire sur les jarrets, dans les sépultures.

Un beau *Style*, de 23 centimètres de longueur avec ornement au milieu, et *trois autres* moins grands ; *trois aiguilles*.

Une *terminaison de ceinturon*, ornée de petits cercles.

Quatre petites lames de bronze, dites *terminaisons de bandelettes*, ou *aiguillettes* ou *ferrets*.

Une série d'une quinzaine de petits *boutons* en bronze.

Un objet composé de deux petits *cylindres de bronze* soudés entre eux.

Une *bague en bronze* avec chaton orné de deux petites croix ou swastikas gravées.

Trois anneaux, en bronze, dont un recouvert d'une pâte colorée et gravée.

Enfin plusieurs fragments d'objets d'ornement, et un avec une petite plaque d'os pouvant provenir d'un coffret.

7°. — OBJETS DIVERS

Une sorte d'*applique en terre cuite* provenant des ruines de Babylone et rapportée par M. Octave Dessaignes qui avait jadis offert au musée d'autres souvenirs du même voyage ; un trou de suspension existe dans la partie supérieure, une ouverture carrée est pratiquée par derrière, et la façade bombée représente, dans un cadre à colonnettes une Vénus (?) assise dont les deux bras relevés soutiennent la chevelure.

Quatre charmantes petites têtes en terre cuite, provenant des ruines de Pæstum (1) avec un petit lacrymatoire en même matière.

Le Moulage d'une jolie statuette égyptienne.

Une brique portant l'empreinte du *sceau de l'abbaye de Clairvaux* avec cette note : « Les moines de l'abbaye de Clairvaux plaçaient une brique avec leur sceau sous chacune des bornes limites de leurs terres. »

Fragment d'un mortier en fonte fleurdelysé, trouvé dans une voiture de sable amenée de la Loire.

Une *défense d'hippopotame*, sculptée par les indigènes du Gabon, travail moderne. Les sculptures, très curieuses, représentent des personnages européens et américains plus ou moins « chargés ».

Don de M. DARDENNE, régisseur au château du Fresne, notre collègue.

Un *mors ancien*, complet, provenant des ruines de l'ancien manoir du Fresne détruit vers la fin du XV^e siècle, et qui était situé près de la Charterie, commune de Saint-Arnoult ; ce mors est muni d'une gourmette plate, cintrée et rigide qui me permettra j'espère, de fixer l'époque à laquelle il appartient.

Un *pavé vernissé uni*, provenant des ruines de la chapelle du prieuré de la Hubaudière, commune de Sasnières.

Un *bloc de scories de fer*, ramassé sur l'emplacement d'une ancienne forge, près des bois de Clairmarchais, commune d'Authon ; l'existence de cette forge au centre de l'ancienne forêt de Gastines est un fait notable, ignoré jusqu'ici, et dont nous devons remercier notre zélé collègue qui s'occupe avec soin de recueillir dans sa contrée tout ce que peut intéresser la Société.

(1) Pæstum, sur le golfe de Salerne, à 40 kilom. S. E. de Naples, autrefois colonie doricienne fondée au VIII^e siècle avant J. C. détruite par les Sarrasins en 915 de l'ère chrétienne.

Par acquisition :

Deux photographies relatives aux combats de Vendôme en 1870 :
Ce sont les photographies de deux tableaux allemands rappelant deux épisodes de cette époque néfaste ; l'une représente la batterie Thomae prenant position à l'Ouest de Broche-Poisson et ouvrant le feu sur les batteries françaises du Temple, le 15 décembre 1870 ; et l'autre figure l'attaque de la batterie Devrez par les troupes allemandes près de la ferme de La Fosse, au bas du Tertre de la Tuilerie, le 16 décembre.

On peut voir que l'artiste allemand ne s'est pas piqué d'exactitude.

NUMISMATIQUE

Par acquisition, nous nous sommes encore enrichis des trois pièces suivantes intéressant Vendôme tout particulièrement.

Un denier de Foulques Nerra ou Foulques III d'Anjou (987-1040) + GRACIA DI COMES. Monogramme. Au revers + ANDECAVIS CIVIT. Croix. Foulques Nerra avait épousé en premières noces, Elisabeth, fille de Bouchard-le-Vieux, comte de Vendôme ; et, en second lieu Hildegarde dont il eut Geoffroy qui fut Geoffroy II d'Anjou, surnommé Martel.

Une obole de Geoffroy II d'Anjou (1040-1060) ; elle est au monogramme de Foulques ; Geoffroy II, surnommé Martel, devint comte de Vendôme par suite de la cession que lui fit de ce comté, sa sœur Adèle. On aime toujours à se souvenir que c'est à lui ou plutôt à Agnès de Poitiers, sa femme, que nous devons notre belle église de la Trinité.

Une obole de Jean III, comte de Vendôme (1207-1218) : IEHA. Type chinonais. Au revers, ✚ VEDOME CASTR. Croix cantonnée d'une rosette. Pièce très rare et en très bon état. Jean III de Vendôme était fils de Bouchard IV, dit Bouchard de Lavardin, dit aussi l'Ecclésiastique ; il donna le droit de foire à l'abbaye de la Trinité.

Pièces offertes par M^{me} Dessaignes

1^{re} Monnaies anciennes

- 1 pièce bronze d'Athènes, avec la chouette au revers.
- 4 autres pièces grecques en bronze, à déterminer.
- 3 pièces bronze de l'époque des Ptolémées, malheureusement frustes.
- 5 pièces bronze de Carthage, au revers du cheval dans différentes attitudes. — Ces pièces ont été trouvées à Carthage et aux environs.

2 pièces gauloises en potin, probablement des Catalaunii.

2 autres pièces dont une en billon, à déterminer.

2^e Monnaies romaines

Octave-Auguste. — 2 pièces argent dont une très-belle.

Tibère. — 1 pièce bronze, fruste.

Néron. — 2 moyens bronzes en très bel état ; l'un au revers *Genio augusti* ; l'autre, au revers *Securitas augusti*, a été trouvé à Champigny.

Vespasien. — 2 pièces argent, l'une *Pont. Max.*, l'autre *Tr. pot.....* ; la première est très belle, la seconde fruste. 1 très beau moyen bronze, revers *Fides publica*.

Nerva. — 1 grand bronze fruste, revers *Libertas publica*.

Trajan. — 2 pièces argent *s. p. q. r. Optimo principi et clem ; p. m. tr. p. cos III* ; 1 petit bronze *s. p. q. r. Optimo principi*, (trophée).

Hadrien. — 1 pièce coloniale, fruste, en billon.

Antonin. — 1 pièce argent, *Vota suscep. decennali*. 1 pièce grand bronze fruste, *Opi aug.*

Faustine mère. — 1 pièce argent, *Æternitas*.

Marc-Aurèle. — 1 pièce argent, revers *Liberal aug. V cos III*.

Julia Mæsa. — 1 pièce argent, revers *Pietas augg.*

Elagabale. — 1 pièce argent, revers *Fides exercitus*.

Maximin. — 1 pièce grand bronze, *Victoria aug.*, fruste.

Gordien le Pieux. — 1 grand bronze *p. m. tr. p. VI*. Cette pièce offre cette particularité qu'à une époque éloignée on y a pratiqué quatre entailles lui donnant la forme d'une croix à branches égales. — D'après une note de M. Dessaignes, elle a été trouvée à l'emplacement d'Hippone, près du tombeau de saint Augustin.

Philippe père. — 1 grand bronze, *Felicitas temp.*

Otacilie. — 1 pièce billon, *Pudicitia*.

Philippe fils. — 1 très belle pièce billon, revers *Sæculares aug.* ; 1 grand bronze au même revers.

Trajan-Dèce. — 2 pièces billon, *Genius exerci illyrianus et Pannoniæ*. — 1 pièce bronze, revers *Pannoniæ*.

Tribonien Galle. — 2 pièces billon, *Apoll. salutari et Pietas aug.*

Volusien. — 1 pièce billon, *Æquitas augg.*

Valérien père. — 1 pièce bronze, *Virtus augg.*

Gallien. — 1 pièce bronze, *Diana felix*, et 1 pièce coloniale en bronze.

Salonine. — 1 pièce billon, *Vesta*.

Valérien jeune. — 1 pièce billon, *Spes publica*.

Quintillus. — 2 petits bronzes, *Marti paci et Securitas*.

Probus. — 2 petits bronzes, *Romanæ eternæ et Fides militum*.

Dioclétien. — 2 petits bronzes, *Jovi aug.* et *Vot. XXX.*

Maximien Hercule. — 3 pièces billon, *Felicit. publ., Pax aug., Salus augg.*

Licinius père. — 1 petit bronze, *Votis V.*

Constantin-le-Grand. — 1 petit bronze, revers *Genio augusti.*

Valentinien II. — 1 petit bronze un peu fruste. Trouvé en 1853, à Champigny.

Gratien. — 1 petit bronze, *Vot. mult. XV... ?*

1 pièce byzantine en bronze à l'effigie de deux empereurs non encore déterminés.

D'après les renseignements que nous a fourni *M^{me} Dessaignes*, la plupart de ces pièces ont été trouvées à Champigny ou aux environs. En plus des vides qu'elles comblent dans notre médailler, elles en retirent un nouvel intérêt.

3^o Pièces françaises

Jean-le-Bon. — 1 grand blanc aux fleurs de lys, fruste.

do 1 franc à cheval en or, venant de la célèbre trouvaille de la rue Vieille-du-Temple, en 1882.

Charles V. — 1 franc à pied en or, trouvé avec la pièce précédente.

do 1 franc à cheval en or, trouvé à Landes.

Henri II. — Teston frappé à la Rochelle.

Charles IX. — Demi-teston, dit *morveux*, malheureusement très usé. Frappé, dit-on, à Orléans par les Huguenots qui y auraient ajouté par dérision l'appendice dont il est pourvu et qui a donné son nom à cette monnaie.

Henri IV. — Demi-franc frappé à Troyes.

Louis XV. — Sol de Béarn. Revers *Produit des mines de France.*

Louis XVI. — Magnifique exemplaire de l'écu dit de Calonne, qui ne fut frappé que comme essai. Le revers de cette pièce porte deux L entrelacées, l'une en palmes, l'autre en feuilles de laurier.

Louis XVIII. — Pièce de 5 francs de 1814.

Henri V. — Pièce de 5 francs de 1831, frappée dans un atelier clandestin.

4^o Monnaies féodales

12 deniers à étudier. Nous avons reconnu parmi ces pièces des monnaies de Blois, Châteaudun, Le Mans, etc., et une pièce de Vendôme anonyme.

1 douzain de Henri II de Navarre (Henri IV de France).

1 franc du même, frappé au moulin, malheureusement fruste.

5^o Jetons

4 pièces cuivre, jetons banaux, dont l'un, du type dit au banquier, offre un revers différent par les détails de ceux que nous possédons déjà.

Charles IX. — 1 pièce cuivre, *Dux leges in una*.

Henri III. — 1 jeton de la cours des Monnaies, 1580; 1 de la ville de Pontoise, 1580, cuivre.

Henri IV. — 1 jeton de 1598, cuivre.

Louis XIII. — 2 jetons du conseil privé, cuivre.

Louis XIV. — 1 jeton cuivre extraordinaire des guerres.

do 1 do argent, trésor royal, 1707.

do 1 do cuivre, secrétaires du roy, 1673.

do 1 do cuivre, aliénation des domaines, 1677.

do 1 do cuivre, hybride composé d'un revers de l'ordinaire des guerres et d'un revers des revenus casuels.

Louis XIV. — 1 jeton cuivre, ordinaire des guerres, 1643.

do 1 do cuivre, mariage du roi.

do 6 jetons cuivre se rapportant à divers événements du règne.

Louis XVI. — 2 jetons argent très beaux, l'un de l'ordre du Saint-Esprit, l'autre au revers *Consociare amat*.

Anne d'Autriche. — 1 jeton cuivre de 1657.

François de Vendôme, duc de Beaufort. — 1 jeton cuivre de l'année 1667. Ce jeton manquait à notre série vendomoise. Il est malheureusement en très mauvais état.

Comte de Flandre. — Jeton de 1582.

Henri-Jacques de Caumont de la Force. — Jeton cuivre de l'Académie de Bordeaux.

Divers. — 1 jeton cuivre de la ville de Nantes;

2 jetons cuivre des états de Bourgogne;

1 jeton argent de la communauté des marchands merciers-drapiers de Versailles sous Louis XVI;

1 jeton argent, *Conventus cleri gallicani*, 1700;

1 do communauté des maitres menuisiers et ébénistes;

1 do de présence de la Société des forges et chantiers de la Méditerranée;

1 médaille bronze coulé à l'effigie de Louis XIV jeune. Mauvais état;

11 jetons en cuivre de Nuremberg.

6^e Pièces étrangères

1 pièce en or des Pays-Bas, 1776.

1 pièce en billon de Philibert de Savoie, vers 1472.

1 très belle monnaie en argent de la république de Lucques, 1754.

1 baiocco de la république romaine, 1847.

1 pièce billon de la république de Genève, 1641.

1 pièce cuivre de la province de Guyane (Ferdinand VII d'Espagne, 1815).

1 pièce de Guillaume et Marie d'Angleterre pour l'Irlande, 1694.

Nous avons reçu de M. Jules Chautard les moulages des sceaux qui ont servi à l'établissement de la planche jointe à son travail inséré dans le bulletin du premier trimestre 1899, sur deux médailles de César de Vendôme et sceau du cardinal de Vendôme.

BIBLIOGRAPHIE

M. Colas, bibliothécaire-archiviste fait connaître les ouvrages entrés à la Bibliothèque de la Société depuis la séance de janvier 1899.

NOUS AVONS REÇU :

I. — DONNÉS DES AUTEURS ET AUTRES :

1^o *La cuillère à travers les âges*, par M. J. de Saint-Venant, correspondant du ministère de l'Instruction publique.

2^o *Etudes d'Ethnographie préhistorique*. Fouilles à Brassempouy en 1897, par E. Piette et J. de Laporterie.

3^o *De l'importance de certains noms de lieux pour la recherche des antiquités*, par Adrien Blanchet, bibliothécaire honoraire à la Bibliothèque nationale.

4^o *Deux médailles de César, duc de Vendôme, et sceau du cardinal Louis de Vendôme, suivis des dessins de deux jetons inédits de César et d'un autre de Charles de Bourbon, premier duc de Vendôme*, par J. Chautard, doyen honoraire de Facultés.

5^o *Lettre à M. Chauvet*, président de la Société historique et anthropologique de la Charente, par A. Thieullen.

6^o *Guide historique sur le clocher et les cloches de la cathédrale de Blois*, par J. Rotier, membre des Sociétés archéologiques Vendomoise et Dunoise.

7^o *Hildebert de Lavardin, évêque du Mans, archevêque de Tours*. Sa vie, ses lettres, par A. Dieudonné, attaché au département des médailles antiques de la Bibliothèque nationale.

L'évêque Hildebert, dont la vie a inspiré à M. Dieudonné le livre remarquable qui fait l'objet de cette analyse, n'est pas un étranger pour nous, étant né, vers 1056, au château de Lavardin, dans le bas Vendomois. Il n'appartient pas, comme le pourrait faire supposer le nom d'*Hildebert de Lavardin*, sous lequel il est connu dans l'histoire, à la Maison qui portait ce nom. Les *Gesta* lui attribuent une origine

plus modeste, « *mediocribus quidem, sed honestis exortus parentibus* ». Son père, Hildebert, était l'homme de confiance du seigneur Salomon, l'intendant de sa Seigneurie. Une charte, publiée par Beluse, nous apprend que ce même Hildebert ayant offert à Dieu un de ses fils, Geoffroy, frère du futur évêque, pour être consacré à la vie régulière, à Marmoutier, fit don à Saint-Martin, entr'autres choses, d'une terre d'une charrue située dans la Varenne de Vendôme, et d'un arpent de terre arable à Melche. On ignore absolument sous quel maître étudia le jeune Hildebert. Une tradition veut qu'il ait suivi les leçons du célèbre Bérenger de Tours, archidiacre et écolâtre d'Angers, mais le savant auteur de sa vie, M. Dieudonné, pense qu'il n'a jamais quitté l'école cathédrale du Mans, non moins célèbre que celle d'Angers. Ce qui est hors de doute, c'est que l'évêque Hoel, son prédécesseur au siège du Mans, le choisit pour diriger son école (*scolarum magister*), et le nomma plus tard archidiacre.

À la mort de ce prélat, en 1096, une lutte acharnée s'engagea entre l'archidiacre Hildebert et le doyen Geoffroy, tous les deux candidats à sa succession. Le premier ayant été élu, malgré l'hostilité du comte Hélié, celle du roi et d'une grande partie des chanoines, les partisans de Geoffroy, pour s'opposer à l'intronisation du concurrent victorieux, eurent recours aux insinuations les plus perfides sur ses prétendus désordres de jeunesse. Ils en écrivirent à Yves de Chartres, comme au prélat de France le plus autorisé pour parler au nom de la discipline ecclésiastique ; mais celui-ci, sans se prononcer sur la question de culpabilité, renvoya purement et simplement la lettre anonyme à l'accusé, en l'invitant à faire son examen de conscience. Quoi qu'il en soit des jugements contradictoires émis sur la jeunesse d'Hildebert, du jour où il eut accepté le poids des hautes responsabilités, il mérita d'être appelé le vénérable.

Son épiscopat n'échappa pas aux vicissitudes et aux agitations trop fréquentes aux temps troublés dans lesquels il vécut. Dès son intronisation, au milieu de la lutte engagée entre les ducs de Normandie, rois d'Angleterre, et les comtes d'Anjou, pour la possession du Maine, la ville du Mans et son prélat eurent fort à souffrir des déprédations commises par les bandes armées de l'un et l'autre parti, jusqu'à ce que le comte Hélié, rentré enfin en possession de son comté, y eut ramené le calme et aidé à la réparation des désastres accumulés par la guerre, prêtant jusqu'à sa mort, arrivée en 1110, à notre évêque le plus loyal et constant appui.

Quelques années plus tard, Hildebert ayant consenti à se charger, de la part de Rotrou, comte du Perche, alors prisonnier de guerre dans la grosse tour du Mans, d'une mission auprès de sa mère, à Nogent, à peine arrivé se vit saisi comme otage par le *dapifer* du comte, jeté en prison, pendant qu'on se partageait ses vêtements et ses chevaux, et ne recouvra sa liberté qu'après plusieurs mois, par suite d'un échange de prisonniers. Il connut bientôt après des ennuis d'un autre genre. Prêt à entreprendre un voyage à Rome, il avait autorisé, un peu légèrement peut être, à prêcher le carême dans son diocèse, un prédicateur venant de Suisse et qui n'était autre qu'un fougueux

hérésiarque, dont les sermons violents contre les grands et en particulier contre les chanoines suscitérent de graves désordres à la suite desquels le prédicateur fut excommunié par le chapitre. Hildebert rappelé en hâte, reçut dans sa ville épiscopale un singulier accueil des habitants, qui refusaient sa bénédiction, et il ne recouvra son influence que grâce au prestige de saint Julien si cher aux Manceaux.

Les possessions nombreuses de la Trinité de Vendôme dans le diocèse du Mans donnèrent lieu, entre l'abbé Geoffroy et l'évêque Hildebert, à une correspondance qui met en évidence la violence de caractère de l'abbé et, d'autre part, l'habileté et la souplesse de l'évêque, qu'on a bien pu accuser d'être mondain, mais auquel on n'a jamais contesté sa douceur et son extrême amabilité. Dans une de ses lettres, le premier se plaint amèrement d'avoir perdu, dans le seul diocèse du Mans, par la faute d'Hildebert, plus de deux cents mesures de terre ; mais la vérité est que ce dernier, qui avait eu un instant l'intention de faire don de ces terres à la Trinité, ne donna pas de suite à son projet à cause des mauvais procédés de l'abbé à son égard. Dans une autre circonstance, la comtesse de Vendôme, Euphrosine ayant repris violemment aux moines de la Trinité la terre de Savigny-sur-Braye, qu'elle avait été obligée de leur céder, Geoffroy en appela à Hildebert, sous l'obédience duquel la terre se trouvait. Celui-ci voulant entendre la comtesse avant de la condamner, les cita tous les deux à sa cour ; mais Geoffroy, qui réclamait impérieusement une sentence immédiate et sans phrases, refusa de se rendre au Mans, prétextant que les routes n'étaient pas sûres, *l'autorité de l'évêque étant partout méconnue*, accusa celui-ci de complicité avec la comtesse, et alla jusqu'à se permettre une malicieuse exhortation pour que « *sa simplicité fût en garde contre des séductions trompeuses* », faisant ainsi allusion aux accusations portées autrefois contre le prélat de n'avoir pas été jadis insensible aux charmes des femmes.

À la fin, la comtesse fut condamnée et même excommuniée par le prélat, ce qui ne l'empêcha pas d'être à tout propos tourmenté par le vindicatif abbé qui ne cessait de railler son autorité, tout en y ayant recours pour mettre à la raison ses nombreux compétiteurs..

Une nouvelle querelle éclata entr'eux lorsque Hildebert entreprit de réparer sa cathédrale, incendiée par les Anglo-Normands. Geoffroy lui ayant prêté un maître maçon ou plutôt un architecte fort habile, le moine Jean de la Trinité, l'évêque fut si satisfait des services du moine qu'il le garda auprès de lui au-delà du temps convenu ; de son côté, Jean refusait de rentrer au couvent, trop heureux d'avoir échangé la rude discipline de l'abbé contre l'existence heureuse qu'il trouvait auprès de l'aimable Hildebert. De là, plaintes amères de Geoffroy ; malgré l'excommunication lancée par lui contre son moine récalcitrant, l'évêque continua de le couvrir de sa protection. La levée par Hildebert d'une autre excommunication encourue par Hamelin de Montoire fournit encore à l'irascible abbé l'occasion de tourner l'évêque en ridicule pour la faiblesse qu'il apportait dans l'administration de son diocèse.

Hildebert, promu en 1125 au siège archiepiscopal de Tours, n'était pas au terme des déboires qui ne lui avaient pas manqué sur le siège

du Mans. Le comte d'Anjou, le roi de France et ses palatins, les riches abbayes de Saint-Martin et de Marmoutier, telles étaient les puissances rivales au milieu desquelles tombait notre archevêque, dans un âge fort avancé. Un an après son arrivée à Tours, comme les charges de doyen et d'archidiacre étaient devenues vacantes, Hildebert refusa de recevoir deux des palatins de Louis VI, en faveur desquels celui-ci en avait disposé, et s'attira ainsi le ressentiment du puissant monarque qui ne cessa de le poursuivre jusqu'à la fin de sa carrière ; c'est ainsi qu'il se vit dépouillé des revenus de toutes les possessions de l'Eglise de Tours placées sous l'autorité royale. Cette saisie ne fut levée que vers 1130, grâce à l'intervention du roi d'Angleterre, Henri I^{er}.

Un peu plus tard, des mesures disciplinaires prises contre certains chanoines par le doyen qu'avait choisi Hildebert devinrent l'occasion de désordres qui troublèrent et ensanglantèrent la ville de Tours, empoisonnant la fin d'une vie si bien remplie, arrivée en 1133.

Mais au milieu des agitations qui ne lui furent pas épargnées pendant sa belle et longue carrière, notre grand évêque ne cessa jamais de s'adonner à la culture des Belles-Lettres. Grâce aux fortes études de sa jeunesse, embrassant les Lettres profanes aussi bien que les Lettres sacrées, il laissa, outre sa nombreuse correspondance, des écrits en prose comme en vers qui établirent au loin sa renommée littéraire et faisaient écrire de lui, en 1169, par le chroniqueur de Saint-Mérian d'Auxerre : « *Florebat hoc tempore Hildebertus, vir sciencia perspicuus et tam versificando quam in dictando (en prose) gratiam peculiarem adeptus.* »

Ajoutons, en finissant, que si les évêques de nos jours ne possèdent plus les *droits féodaux* attachés autrefois à la dignité épiscopale, ils trouvent, en se renfermant dans les attributions de leur ministère apostolique, une considération auprès des pouvoirs publics et un respect chez les fidèles qui les dédommagent avantageusement de la perte de prétendus droits, qui n'étaient trop souvent qu'une occasion de mauvais traitements de la part de leurs grossiers suzerains du moyen-âge.

A. C.

II. — ENVOI DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :

- 1^o *Journal des Savants* — janvier, février, mars et avril 1899.
- 2^o *Comité des travaux historiques et scientifiques.* — *Revue des travaux scientifiques* — tome XVIII, n^o 10 et 11.
- 3^o *Bulletin archéologique* — année 1898, 1^{re} livraison.
- 4^o *Bulletin historique et philologique* — année 1897, nos 3 et 4.
- 5^o *Romania* — tome XXVIII, 1899.
- 6^o *Revue de la Société des Etudes historiques* — 64^e année, 1893.

III. — ENVOI DES SOCIÉTÉS SAVANTES — ÉCHANGES :

- 1^o *Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir* — février 1899.
- 2^o *Bulletin de l'Académie des Sciences, Inscriptions et Belles-*

Lettres de Toulouse — tome I, 1897-98, n° 1, décembre, janvier, février. Mars et avril. Mai, juin, juillet.

3° *Mémoires et documents publiés par la Société des Antiquaires de France*. Cartulaire de l'abbaye de Gorze, publié par d'Herbomez.

4° *Bulletin trimestriel de la Société archéologique de Touraine* — tome XI, 1^{er}, 2^e, 3^e et 4^e trimestres de 1898, janvier-avril 1899.

5° *Bulletin de la Société Polymathique du Morbihan* — années 1895-96-97.

6° *Bulletin de la Société archéologique de Nantes et du département de la Loire-Inférieure* — tome XXXVIII, année 1897, 2^e semestre, tome XXXIX, 1898, 1^{er} et 2^e semestres.

7° *Bulletin de la Société des Etudes littéraires, scientifiques et artistiques du Lot* — tome XXIV, 1^{er} fascicule.

8° *Société d'Archéologie de Bruxelles* — annuaire 1899, tome x.

9° *Revue historique et archéologique du Maine* — tome XLIV, année 1898, 2^e semestre.

10° *Société d'Emulation et des Beaux-Arts du Bourbonnais*. Bulletin revue — tome VI.

11° *La Province du Maine* — février, mars 1899.

12° *Analecta Bollandiana* — tome XVII, fascicule IV.

13° *Bulletin de la Société des Archives historiques*. Revue de la Saintonge et de l'Aunis — XVIII.

14° *Comité archéologique de Senlis*. Comptes-rendus et mémoires — 4^e série, tome II, années 1897-1898.

15° *Bulletin de la Société archéologique et historique du Limousin* — tome XLVII.

16° *Bulletin de la Société des Amis des Sciences et Arts de Rochecouart* — tome VIII, nos 5 et 6.

17° *Bulletin de la Société d'Horticulture de l'arrondissement de Meaux* — 61^e année, n° 1.

18° *Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes* — 18^e année, 2^e série, n° 27, 3^e trimestre 1898 ; n° 28, 4^e trimestre 1898 ; n° 29, 1^{er} trimestre 1899.

19° *Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire de Béziers* — 3^e série, tome II, 2^e livraison.

20° *Bulletin de la Société d'Anthropologie de Paris* — tome IX (4^e série), 1898, fascicules 4 et 5.

21° *Annales de la Société d'Archéologie de Bruxelles*. Mémoires, rapports et documents — tome XIII, livraison 1^{re}, janvier 1899.

22° *Smithsonian Institution* — (Annual Report of the Board of Regents of the), 1896.

23° *United States Department of agriculture*. Division of Biological Survey — bulletins nos 9, 10, 11, 1898.

IV. — ABONNEMENTS ET ACQUISITIONS :

1° *Bulletin monumental* — 7^e série, tome III, nos 3 et 4 (1898).

2° *Archives historiques du diocèse de Chartres* — nos de février et mars 1899.

3° *Revue de Loir-et-Cher* — février 1899.

NOTICE

SUR

LA ROCHE-TURPIN

COMMUNE D'ARTINS (L.-&-G.)

PAR

M. CLÉMENT,

Instituteur à Artins.

La Roche-Turpin, bien qu'un des fiefs les plus considérables du comté de Vendôme, tant par son ancienneté que par ses dépendances et ses nombreux privilèges, est peu connue des historiens. M. de Pétigny dans son histoire n'en dit presque rien. C'est pour combler cette lacune que nous allons essayer d'en faire la notice d'après les nombreux documents qui existent aux archives départementales de Loir-et-Cher (série E, du n° 91 au n° 152 inclusivement), documents que nous avons longuement étudiés grâce à l'obligeance de M. le Préfet et de celle de M. Bourgeois, archiviste départemental.

Aujourd'hui transformé en ferme et en plusieurs maisons d'habitation, le château de la Roche-Turpin conserve de son ancienne splendeur des débris assez importants. Bâti sur la rive gauche du Loir, il domine toute la riante vallée du Loir.

De la terrasse principale du château on jouit d'une vue magnifique : devant soi on a Sougè, tout à droite Troô; à l'extrême gauche, on aperçoit l'église de Poncé et Ruillé.

Seigneurs de la Roche-Turpin

Le premier seigneur de la Roche-Turpin dont l'histoire fasse mention est « Ottrad ou Otradus », qualifié seigneur d'Artins et fidèle de Bouchard II le Chauve, comte de Vendôme. Fût-il aussi seigneur de la Roche-Turpin ? c'est très probable puisque son petit-fils Fromond, comme on va le voir plus loin, est surnommé Turpin ou appelé simplement Turpin.

Ottrad faisait guet et garde au château de Vendôme pendant le mois de septembre comme le témoigne la charte II du Cartulaire de la Trinité, 2^e vol. de M. l'abbé Métais (*september faciebat Otradus pater Salomonis de qua tenebat septo et Artins*).

Bouchard II, dit le Chauve (1025-1030) avait organisé le service de garde de son château de Vendôme et assigné à ses vassaux le temps où ils devront faire le guet à tour de rôle dans l'une des cinq portes de la forteresse et concède des revenus correspondants, sauf réserve de ses droits.

Otredus eut trois fils : 1^o SALOMON (voir ch. 2, 85, 151, 217, du cartulaire de la Trinité et ch. 25 et 32 du cartulaire vendômois de Marm.); 2^o VIVIEN (ch. 85 et 151 du cartulaire de la Trinité); 3^o HUBERT (ch. 85 du cartulaire de la Trinité).

Salomon avait sa demeure dans l'enceinte du château de Vendôme près la porte (ch. 2 cart. Tr.), aussi fut-il appelé le portier « portarius » (ch. 94 et 152 cart. Tr. et 82 cart. v. de Marm.). Il fut aussi vicaire ou viguiier des comtes Foulques l'Oison et de Bouchard III son frère et

peut-être aussi forestier (ch. 7 cart. Tr.). Il vendit à la comtesse Agnès un jardin ou pré pour l'abbaye de la Trinité (ch. 85 cart. Tr.) vente qui soulève plus tard les protestations de son frère Vivien (ch. 151 cart. Tr.). Celui-ci pourtant se désista de ses réclamations et reçut pour cela dix sous.

Il possédait un certain droit sur un moulin à la Chappe (1), près Vendôme, car il prouva à Guismand (2) son vassal (ch. 32 et 85 du cart. v.), qu'il faisait partie de son fief. Cependant il se désista de sa réclamation moyennant 7 livres deniers.

Salomon eut plusieurs enfants : 1^o SALOMON « filius Salomonis postarii » (ch. 94, 152 du cart. Tr. et 82 cart. v.), qui fut aussi viguier « vicarius » (ch. 185, 268, 296 du cart. Tr. et ch. 20, 104, 122 cart. v.). 2^o HUGUES LE CHAUVE (ch. 152, 268, 295 et 329 cart. Tr.); 3^o FROMOND dit Turpin (ch. 322, 327, 425, 426 du cart. Fr.). On l'appelle aussi simplement Turpin (ch. 398 du cart. Tr.), et ce fut lui sans doute qui donna son nom à la seigneurie de la Roche-Turpin; 4^o GUILLAUME TURPIN (ch. 327, 446 du cart. Tr.); 5^o ALBÉRIC (ch. 327, 427 du cart. Tr.); 6^o BOUCHARD (ch. 390 cart. Tr.); 7^o et GUY TURPIN, qui fut croisé (ch. 327, 391, 425, 426, 452 du cart. de la Tr.).

Fromond Turpin eut des démêlés avec l'abbaye de la Trinité au sujet d'une de ses serves, nommée Marie, qui épousa un serf, cordonnier de son état nommé Gauthier et appartenant par droit d'héritage à un moine de l'abbaye

(1) Voir dans cartulaire vendomois de Marmoutier. Notes sur les moulins de la Chappe, préface, page XX.

(2) Guismand de Vendôme, personnage considérable du Vendômois, avait épousé Emeline, fille de Hugues Doubleau, fondateur du château de Mondoubleau, et de Adèle, fille de Foucher II le Riche, puissant seigneur du Vendômois.

de la Trinité de Vendôme, Geoffroy fils de Frodon. Celui-ci, ami de Fromond, le pria pendant longtemps de lui donner la serve afin qu'il pardonnât la faute du serf. A la fin Fromond et deux de ses frères, Albéric et Guillaume, donnèrent leur consentement et leur mère Cécile promet de faire ratifier ce même don par le comte Bouchard qui était leur suzerain.

Turpin donna également à la Trinité en 1086 l'église de Villemardy qu'il possédait par droit héréditaire, moyennant 300 livres et un cheval.

Mais son frère Guy Turpin éleva des prétentions sur cette donation et revendiqua sa part de quatre livres qu'il avait en dimes sur Villemardy. Cependant il se soumit et l'an 1100, étant croisé et se disposant à aller à Jérusalem, il fit don de la 3^e partie de sa dime, sur le grand autel de la Trinité en y plaçant en témoignage un « certain petit couteau. » Aussi l'abbé lui donna 50 livres de deniers blésois et 40 sous vendômois.

Plus tard ses fils, Salomon et Herbert, tentèrent de reprendre cette dime, mais ils reconnurent leur tort et accordèrent l'offrande de leur père.

Fromond eut pour fils Guillaume Turpin (ch. 446 cart. Tr.) qui chicana aussi les moines de Vendôme au sujet de la terre de Taillatoire; comme les autres il se soumit et reconnut son injustice en 1124. Il abandonna aussi en 1133 ses prétentions sur la terre de *Bolomeio* en considération de l'abbé Fromond.

Un Simon Turpin de Faye (2) donna à l'abbaye de Vendôme une roche (cave) près de Saint-Bienheure (1). Ses deux neveux approuvent ce don (ch. 538 cart. Tr.) (1150-1152).

(1) Faye, commune du canton de Selommes.

(2) Saint-Bienheure, faubourg de Vendôme.

A partir du XIII^e siècle, on ne suit plus la généalogie des Turpin. Cependant ils portent surtout le prénom de Guillaume et il en est question dans plusieurs chartes.

Dans les archives départementales de la Vienne (série H. 158) nous avons trouvé la traduction, d'après un original en parchemin qui y est attaché, d'un curieux arbitrage au sujet d'un droit de chasse contesté entre le commandeur d'Artins d'une part et Guillaume Turpin, d'autre part :

« A tous ceux que ces présentes lettres verront, Nicolas, chantre de Tours, choisi par compromis à l'amiable, pour arbitre par le frère Henri de Carnaut procureur du frère Thomas Bac, lieutenant au prieuré de France, pour ledit Maître et frères de la maison hospitalière de Jérusalem, d'une part et de l'autre par Guillaume Turpin chevalier, sur les différents et débats meus entre les mêmes parties comme il paraît ci-dessous plus amplement, salut éternel dans le Seigneur afin qu'il soit retenu à perpétuelle mémoire par le témoignage des présentes.

« Nous faisons savoir à tous que s'étant élevé un différent entre les religieux Maître et frères dans un point et de l'autre entre ledit Guillaume Turpin chevalier, ledit chevalier disant avoir droit de chasse possédant une garenne sur les terres et vignes desdits religieux proches l'hôpital d'Artins et que de tout temps immémorial il était et ses prédécesseurs en possession.

« Les susdits religieux le niant ont dit que de certaines terres incultes situées dans les... (*in exemplis*) de Gâtines leur appartenaient autant qu'elles s'étendent depuis le chemin des Essarts jusqu'au chemin de Lavardin et de là jusqu'au chemin tendant de l'hôpital d'Artins.

« Ledit Guillaume assurant le contraire en disant que ces terres lui appartiennent et après que le compromis nous a paru et de quelle manière touchant ces mêmes

différents, le frère Henri de Carnaut sous le nom de procureur commun, il a été dit et ledit Guillaume se sont promis fidélité une fois et plusieurs tant jour de fêtes qu'autres, tant sur peine corporelle que sur celle de payer 100 livres, nous croyons que ces dites parties observeront inviolablement ce qui suit :

« Le susdit Guillaume ne pourra chasser, ni autre de sa part dans tout le clos situé proche ledit hôpital, vis-à-vis le susdit chemin de Lavardin entre la ruelle de défunt Mandré d'un côté et de l'autre du chemin droit par où on vient à la maison de l'hôpital et jusqu'au devant de ladite maison. Il pourra cependant chasser au-delà du clos et des bornes susdites mêmes dans le fief dudit hôpital au moyen que ce sera sans filets, collet et furet, que s'il arrive que ses chiens ou les chiens de ses gens entrent dans le susdit clos, le chasseur appellera ses chiens autant qu'il pourra sans entrer lui-même dans le clos. Quant à ce que lesdits religieux veulent chasser sur les terres et vignes qu'on appelle à la Macone c'est un autre différend, mais sur les terres incultes de Gâtines nous avons vu qu'il fallait s'en arrêter à l'avis des experts, que ledit Guillaume n'a point prouvé comment elles devaient être adjudgées à Dieu et à la sainte maison de l'Hôpital, nous adjugeons auxdits religieux lesdites terres que ledit Guillaume a dit avoir labouré ou fait labourer jusqu'au chemin de Lavardin, du chemin droit qui est proche les terres de Geoffroy Rollière jusqu'au chemin droit par où on vient à la maison dudit hôpital, soutenant que ledit Guillaume n'a point de droit sur elles, etc., etc...

« Fait à l'hôpital d'Artins, le samedi qui suit le dimanche où l'on chante la messe *Oculi mei* (3^e dimanche de carême), en l'an 1281. »

Le fils aîné de Guillaume, Herbert Turpin (voir le

chapitre forêt, bois) vendit les bois de Monfénais, situés communes de Ternay et de Saint-Martin, au couvent de Saint-Georges-du-Bois le 8 septembre 1318, (série E. 98).

Après lui on trouve seulement (E. 93) en 1363 le jour de Saint-Etienne d'août (3) date d'une foy hommage faite à « dame Jehanne Turpine » seule descendante probablement des Turpin.

Jehanne Turpin se maria sans doute vers 1373 à Jean de Courtremblay, sieur de Connerré, car nous voyons de 1374 à 1377 de nombreuses « foy hommage » (1) à son nom où il est qualifié ainsi : « Jean de Coutremblay seigneur de Ponssay et la Roche-Turpin à cause de Madame Jehanne Turpine sa femme ».

Leur fille Jeanne de Courtremblay épousa Jean d'Angennes chevalier, chambellan du roy et du duc de Guyennes à qui elle apporta en dot Poncé et la Roche-Turpin.

A la mort de Jean d'Angennes arrivée vers 1445, la Roche-Turpin passa aux mains de Jean de Chambray. Comment? est-ce par achat ou par héritage, on l'ignore. Toujours est-il qu'il était marié à dame Gillette Cholet, dame d'Urbois de Leureville et de Bretoncelles, fille du seigneur de la Choletière. Il mourut en 1459 laissant, paraît-il, six enfants.

L'aîné Jean II de Chambray, chevalier, qualifié dans les actes de seigneur de Chambray, de Varennes, Blandé, Chicon, Thevray et Menilles, baron de Poncé et de la Roche-Turpin, épouse dame Françoise de Tillay et mourut en 1528 laissant plusieurs enfants, entre autres une fille, Charlotte, mariée en 1503 à Pierre Filhet de la Curée à qui elle apporta en dot la moitié de la Roche-Turpin.

(1) Voir ces foy hommages à propos des aveux de la Roche-Turpin.

Le 20 mars 1525 par devant Devezen, notaire à Lavardin, Jean II et son épouse, stipulant par M^e Nicolas de Chambray leur fondé de procuration, vendaient à M^{re} Pierre de la Curée et à Charlotte de Chambray son épouse, le domaine, fief et seigneurie de la Roche-Turpin (la 2^e moitié) détaillée audit contrat (E. 143) moyennant 6500 livres et six vingts écus et dix livres de vin de marché. En outre du domaine il lui concédait le droit de conduire la haquenée du comte de Vendôme.

C'est avec Pierre de la Curée que la famille de Filhet de la Curée fait son apparition dans le Vendômois. Antérieurement nous la rencontrons dans le midi de la France. Jean de Filhet fut évêque d'Apt de 1390 à 1410 et vers 1450, Louis de Filhet de la Curée, pannetier du roi (probablement père de Pierre de la Curée), dans un procès (à propos d'héritage, qu'il eut avec un Jean Dodin dit l'Espinasse) est qualifié de seigneur de la Curée et de et de Terrières, au pays de Forez.

De son mariage avec Charlotte de Chambray, Pierre de la Curée eut sept fils :

1^o JEAN l'ainé, se retira dans la seigneurie de la (*Petite*) Fosse, paroisse de Tréhet. Il avait eu cette seigneurie par suite d'un testament passé devant Imbert et Arragon, notaires à Paris, le 9 février 1558, fait par noble homme Louis de Vort (*Voré* plutôt), seigneur de la Fosse en Vendômois, étant alors prisonnier au Châtelet de Paris et par lequel celui-ci donna à Jean de la Curée la seigneurie de la Petite Fosse.

Jean fut lui-même prisonnier à Paris avec Joachim le Vasseur, gouverneur de Vendôme, sans doute après le meurtre de Gilbert de la Curée, son frère ; peut-être, comme lui, était-il protestant. Voici une pièce qui en fait foi : « Extrait des registres du greffe de la Conciergerie du Palais de Paris ? Du mardy dix-neuvième jour

de febvrier 1565 ce jour d'huy, par Pierre de l'Aulnay, huissier en la cour du Parlement, Jehan de la Curée escuyer, seigneur de la Petite Fosse ici-présent, prisonnier des prisons de céans, etc... »

Voici son élargissement avec celui de le Vasseur :

En marge : Elargissement de défunct Monseigneur Jehan de la Curée d'une prison de Paris.

Du lundy premier jour de décembre 1565, Joachim le Vasseur seigneur de Congniers, natif dudit lieu de Congniers et y demeurant et Jehan de la Curée escuyer, seigneur de la Fosse, natif de la Roche-Turpin, paroisse d'Artins, pays du Vendômois, etc...

2^o JEAN *puisé*, étudiant, demeurant à Poitiers et à Paris, possédait des revenus sur la Roche-Turpin comme le témoignent les reçus suivants :

« Je Jehan de la Curée, *puisé* de ce nom, cognoys et confesse avoir eu et receu des sieurs Ragueneau et Gilles Lucquet, marchand, demeurant à Sougé, la somme de 111 livres tournois pour raison de la somme à moy due pour la ferme et seigneurie de la Roche-Turpin. »

« Je soubz signé cognoys et confesse avoir eu et receu de Mathurin Denyau fermier de la Roche-Turpin la somme de dix livres pour ung terme de la penssion que me donne Monseigneur Jehan de la Curée *puisé* de ce nom led. terme escheu dès la fête de la Nativité Monseigneur saint Jean-Baptiste dernier an passé de laquelle somme de dix livres je tiens quite ledit Denyau et tous aultres tesmoins mon seing manuel ey mys le deryer jour d'aoust l'an mil cinq cent cinquante et six.

« Pierre Bougreau. »

3^o FRANÇOIS, abbé commandataire de l'abbé de Cormeilles, diocèse de Lisieux, donne à Gilbert de la Curée,

son frère, une rente de 800 livres tournois à prélever tous les ans sur les revenus de son abbaye tant qu'il sera abbé. En contre échange Gilbert donne à François de la Curée, son frère, les terres de Turières, de la Salle, de la Curée, de Lignières de la Borde (propriétés situées dans le Forez).

4^o CADET qui signe plusieurs quittances.

5^o MARTIN dont il est mention dans des titres de 1554 à 1561 qualifié seigneur de Thurières. Le 29 septembre 1561, Jehan de la Curée faisait à Martin de la Curée une donation importante de revenus pris sur la Roche-Turpin.

6^o GILBERT le plus célèbre de tous les seigneurs de la Roche-Turpin. Il succèdera à son père Pierre de la Curée.

7^o ANTOINE dont le nom se trouve en 1554 au bas d'une transaction entre Jean et Gilbert ses frères.

Pierre de la Curée devait être au mieux avec son suzerain Charles de Bourbon, duc de Vendôme, qui avait en lui toute confiance, car nous voyons que le 12 juin 1534, Charles de Vendôme et Françoise d'Alençon, sa femme, donnent procuration à Pierre de la Curée, seigneur dudit lieu et de la Roche-Turpin, de pouvoir affermer et arrenter leurs terres, d'en recevoir les déclarations et d'en percevoir les droits seigneuriaux. Charles de Vendôme réitère cette procuration le 17 janvier 1536.

Le 15 septembre 1540 il obtint de Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, la permission de faire « élever une tombe dans le chœur et chancel (1) de l'église d'Arthins, sur le

(1) Chancel. Partie du chœur d'une église qui est entre le maître-hôtel et la balustrade qui le ferme ; c'est où se mettent les ministres servant la messe. C'est un droit honorifique d'avoir droit de banc et de sépulture dans le chancel d'une église.

lieu de sa sépulture et de celles de sa femme et enfants » ; lesquelles lettres il présente au bailli de Vendôme pour être enregistrées et publiées ; mais Jean des Loges, seigneur d'Arthins et patron de l'église en ayant eu avis, forme opposition à la publication et à l'enregistrement desdites lettres.

Il y a toute une liasse de pièces de procédures au sujet de cette question qui a l'air de se terminer à l'avantage de Pierre de la Curée, puisque le 11 novembre 1542, Antoine de Bourbon, duc de Vendôme, lui accorde permission de faire « élever dans le chœur de l'église d'Arthins une tombe pour lui servir de sépulture à lui et à ses enfants comme fondateur de ladite église. »

Le 8 septembre 1544 Pierre de la Curée faisait donation à son fils Jean (l'ainé probablement) de plusieurs terres mentionnées audit contrat et entre autres de la Roche-Turpin et des meubles étant au château.

Le 28 avril 1545 il vendait à Tours à N. H. messire Charles Mesnager notaire et secrétaire du roi, au nom et comme tuteur de Charles Mesnager, son fils, la métairie et seigneurie de la Berthoisière, maisons, granges, étables, bois, futaies, terres comprenant 60 arpents en un tenant, proche la Roche-Turpin avec rétion de 3 deniers de service à Notre-Dame de septembre moyennant 1600 livres et faculté de réméré « toute et quante fois le vendeur voudra ». La prolongation de ce réméré fut faite 2 fois : le 6 mars 1548 et le 5 mars 1553.

Pierre de la Curée mourut en 1553 après avoir fait son testament le 12 juillet 1552.

GILBERT 1^{er} de la Curée. Ainsi que nous l'avons dit plus haut Jehan l'ainé, qui aurait dû avoir la Roche-Turpin, se contenta de sa seigneurie de la Petite Fosse. A la mort de son père probablement (dans une pièce en date du 6 avril 1553, Gilbert est qualifié nouveau seigneur de la

Roche-Turpin) il cède à son frère Gilbert, non sans plusieurs procès, le fief principal de la Roche-Turpin moyennant la somme principale de 4000 livres, réduite plus tard à 3700 livres.

Gilbert sut comme son père se concilier les bonnes grâces de son suzerain Antoine de Bourbon, le père de Henri IV. Doué d'un caractère aventureux et ambitieux il n'hésita pas à suivre la fortune des chefs du parti protestant, alors à cette époque Antoine de Bourbon, et son frère le prince de Condé. En 1562, Condé qui faisait le siège d'Orléans lui confia une importante mission pour son frère alors au siège de Rouen, ainsi que le témoigne le sauf conduit suivant :

« De par la Royne,

« A tous lieutenants généraux du roy notre cher seigneur et fils, gouverneurs, maréchaux, amiraux, vis-amiraux, baillifs, sénéchaux et aultres? juges ou leurs lieutenants, chefs et conducteurs de gens de guerre tant de cheval que de pied, maires, eschevins, consuls et gardes de villes, citez, chasteaux, forteresses, ponts, ports, péaiges, passaiges, jurischons (juridiction?) et destroicts (1) maistres de postes et autres justiciers, officiers et subjects, à qui ces présentes seront montrées, salut et dilection (2).

« Nous vous mandons et expressément enjoignons que vous souffrez et laissez séurement et sans contredit passer par chemins de vos pouvoirs destroicts et juridictions le

(1) Destroicts (détroit) signifie ressort, étendue du pays soumise à la juridiction temporelle ou spirituelle d'un ou de plusieurs juges. Un juge ne peut instrumenter hors son détroit. Cette paroisse est dans le détroit de ce parlement, de cette généralité. (Dict^{re} de Trév.).

(2) Dilection. Ce mot s'employait dans l'adresse des rescrits apostoliques et royaux. A tous les fidèles chrétiens, salut et dilection. A notre fidèle vassal, salut et dilection.

sieur de la Curée que notre très cher et très ames cousin le prince de Condé envoie devers notre très cher et très amé frère le roy de Navarre sans qu'il puisse être fouillé ni qu'il luy soit fait mie (aucunement) ou donné aucun trouble arrest ni empeschement soit en venant ou en sen retournant. Lequel si fait (mie) on donne luy estoit mectre incontinant et sans délai aplanis et entier dévouement et au premier estat et deu luy faisant bailler et administrer chevaulx de poste et tout ce qu'il lui sera nécessaire pour son voyage. En payant raisonnablement car tel est notre plaisir. Donné au camp de Rouen sous notre seing et armes le 29^e jour d'octobre 1562.

« **Catherine.** »

Après avoir accompli cette mission, Gilbert fut presque aussitôt nommé gouverneur général du pays du Vendômois, charge importante et dans laquelle il déploya un zèle ardent pour les partisans de la réforme. Il fit peser même sur le Bas-Vendômois une telle oppression que dès 1563 une association de catholiques se forma dans le but de se défendre contre les fureurs des protestants. Ils obtinrent la protection royale et Catherine de Médicis envoya à Vendôme un conseiller du Parlement de Paris, Gabriel Myron, avec le titre de commissaire général.

Gilbert essaya tout d'abord de l'indisposer contre les catholiques, mais ceux-ci se défendirent vivement et Gabriel Myron ordonna des informations. Il chargea de ce soin Joachim le Vasseur seigneur de Congniers, gouverneur de Vendôme, et Gilbert tous deux partisans enragés de la Réforme. Ils déployèrent tant de zèle dans leur mission qu'ils déchainèrent contre eux l'indignation publique et surtout celle de Myron. Celui-ci dépêcha contre Gilbert, le plus à craindre, des émissaires avec ordre de le « prendre et tailler en pièces ». C'est ce

qu'ils firent : il fut tué dans la plaine de Couture, en allant à Tréhet voir son frère, le 16 août 1564 par un nommé le Poudrier, assassin aux gages des seigneurs voisins de la Poissonnière, la Flotte, de Bénéhart. (Voir le récit du meurtre d'après les mémoires de Condé, au bulletin XI de la société archéologique du Vendômois, p. 280).

Sa veuve Charlotte Errault, fille de François Errault seigneur de Chemans (près Durtal) et de Marie de Loynes (elle était veuve en première nocces de Jean des Loges, seigneur d'Arthins qu'elle avait épousé le 25 février 1538) s'adressa inutilement aux tribunaux ; un simulacre d'information qui fut fait à Vendôme fut tout ce qu'elle obtint. Pourtant l'en-tête de cet acte, en date du 8 juin 1565, est ainsi libellé : « Jugement contre des particuliers qui ravageaient le Vendosmoys et massacraient tous ceux qui leur résistaient et entre autres choses pour avoir tué Gilbert de la Curée, lesquels particuliers sont condamnés à être rompus et les gentilshommes à être décapités. »

Néanmoins un peu plus tard, elle obtenait, le 28 février 1569, des lettres patentes du roy Charles IX l'exemptant « de la contribution au ban et arrière ban du duché de Vendôme pour l'année dernière et advenir, attendu que son mary était gentilhomme ordinaire de la chambre du roy », entérinées à Vendôme le 26 mars 1569 par le baillly Montigny.

Au moment de son mariage, Gilbert faisait à Charles Mesnager la curieuse reconnaissance dont voici la teneur :

« Je Gilbert de la Curée, seigneur dudit lieu, de la Roche-Turpin et de la Salle, cognoys et confesse debvoir à Charles Mesnager eschevin de Tours la somme de 70 escus d'or au soleil pour ung dizain d'agathes garnies d'or, deux emerauldes dont l'une est orientale et l'autre du Pérou, de cinq rubi raborzan, de ung diamant

enchassé en quatre endroits, d'une médaille d'or qu'il m'a ce jourd'hui baillé et vendu... laquelle somme de 70 escus le luy promets payer dan ung ang que l'on dira l'an mil cinq cent quarante-et-quatre (1) ou six jours après que je serai marié si plus tôt que lui je me marie. Tesmoing notre seing manuel j'y mis le 18^e jour d'avril mil cinq cent cinquante-trois. Mon frère Jehan de la Curée puisné de ce nom présent. »

Gilbert de la Curée résida uu certain temps à la Flèche comme le prouvent nombre de lettres faisant partie du « Miscellanea de la Roche-Turpin ». En voici notamment deux :

N^o 1 art. 15-quatre. — « La Curée j'ay entendu que en vacquant par vous aux affaires de feu monseigneur en vicomté de Beaumont et baronnie de Sonnoys vous avez trouvé qu'il y a quelques deniers esquels madame ma mère a partie et moy lon (ne comptait ?) plus et qu'ils se montent à deux mil tant de livres. Vous savez les affaires que jay et le voyage qui soit présentement. A cette cause après que vous aurez faict veoir avec ma dame ce qui luy en peut appartenir je vous ordonne que vous ayez audedans la feste de Pasques prochain mectre entre les mains du trésorier du Vendosmois ce qui nous appartient desdits deniers pour le nous faire tenir ou que soyons au plus tost que faire ce pourra. En la fin de la présente priant Dieu, la Curée, il vous aiet en sa garde. A Borssay ce XXIII^e de mars.

« Le duc de Vendosmois,

« per de France,

« **Antoine.** »

Au dos est l'adresse suivante : *Au sr de la Curée à la Flèche.*

(1) Gilbert a voulu dire mil cinq cent cinquante-quatre.

N^o 1 art. 15-huit — « La Curée jay receu vos lettres et vous celles que vous ont escript mes officiers de Sonnoys. Par ou jen disons que leur coustume est de bailler et terminer le temps de la signification des hommages et que l'on admet est que ceulx de Beaumont et Fresnay se doivent tenir au lundy du reste de la sepmaine. Ledit lundy commençant au 13^e jour de janvier présente année et ceux de Sonnoys après au mercredy, jeudy, vendredy 23^e, 24^e, 25^e jour de janvier... suis bien de l'advys desdits officiers et à ceste fin... mais pour ce que vous dites que ne pourroyt avoir le temps soutenu du cens? desdites lettres pour tenir ces dits hommages et qui ferrays tort à mes subjects si vous voyez que ainsi je ne doive faire vous en advertirez ces dits officiers et me renvoyez mes lettres et sur ce ferez pour le mieux selon et ainsi que vous l'entendrez. J'espère estre jeudy prochain à la Flèche... La Curée je suis bien aise de l'ordre que vous avez mis et mettez à ma maison.

« A Tours le dimanche 24 décembre.

« La duchesse du Vendosmois,
« Comtesse de Beaumont,

« **Françoysse.** »

En marge : La Curée faites diligence il fait nettei (nettoyé) ma chambre.

On lit au dos : *Au sr de la Curée gouverneur du duché de Vendosmois et vicomté de Beaumont. — A la Flèche.*

Charlotte Errault vivait encore en 1582 car elle fait cette année le 18 may, à la Roche-Turpin devant M^e Jacques Bouju notaire d'icelle et demeurant à Artins, avec N. H. Nicolas du Pessan escuyer seigneur des Landes, un arrangement par lequel ils ont accepté ensemble « de ce qui

était dû par ladite haute et puissante dame à Isac fils de défunct Martin de la Curée vivant escuyer seigneur de Thurières tant pour ses droits des terres de la Curée et de la Roche-Turpin ensemble pour le douaire que ledit seigneur des Landes a droit d'avoir à prendre sur lesdits lieux à cause de demoiselle Marguerite des Croix son épouse, veuve en premières noces dudit défunt seigneur de Thurières. »

De son mariage avec Gilbert de la Curée, Charlotte Errault (1) laissait deux fils : Gilbert et Pierre et deux filles Esther et Judith.

GILBERT II^e du nom, né en 1555, hérita la Roche-Turpin. Il fut successivement conseiller d'Etat, capitaine lieutenant des cheveau-légers de la garde et de 500 hommes d'armes, chevalier des ordres du roi le 31 décembre 1619 et maréchal de camp en ses armées.

Le 13 septembre 1608 il présente à M. le duc de Vendôme une requête par laquelle il expose « qu'à cause de la Roche-Turpin il est fondé en titre par les aveux de ses auteurs à avoir et prétendre le cheval sur lequel est monté le duc de Vendôme lors de sa première entrée à Vendôme ; que néanmoins ce droit lui était contesté par le seigneur Daguiet vicomte de Vendôme, en conséquence il requiert que le cheval sur lequel ledit seigneur duc de Vendôme était monté le jour de son entrée lui fut délivré ». (Ch. V, art. 7, E 93).

Au bas de cette requête est une ordonnance de César de Vendôme qui renvoie la contestation devant les officiers du siège de Vendôme.

Elle était présentée au bailli de Vendôme le 11 novem-

(1) Charlotte Errault. Nous n'avons pu jusqu'ici trouver sa mort qui doit avoir lieu vers 1597 à Artins ?

bre 1608 et celui-ci rendait dès le lendemain 12 novembre sa sentence par laquelle Gilbert de la Curée était tenu de produire les titres en vertu desquels il prétendait avoir le cheval sur lequel est monté le duc de Vendôme lors de sa première entrée à Vendôme.

Le seigneur Daguiet étant absent ou probablement mort car dans la suite il n'en est plus question, mais bien le seigneur Nicolas de Lestrugnant (il y a ailleurs Lestranguant et Lestringuant) stipulant pour les enfants de messire Claude Daguiet, vicomte de Vendôme, Gilbert présente le 28 novembre 1608 à M. le bailli de Tours (Vendôme plutôt) une requête « tendant à ce que le seigneur Lestrugnant fut assigné à comparoir dans la maison dudit bailli et être présent aux extraits qui seraient faits des aveux fournis par les seigneurs de la Roche-Turpin aux comtes et ducs de Vendôme et à la collation d'iceux qui justifient le droit du seigneur de la Roche-Turpin d'avoir le cheval du duc. »

Le lendemain 29 novembre, dans un procès-verbal fait en la maison du bailli de Vendôme, en présence du seigneur de la Curée, suivant l'assignation du jour précédent donnée au seigneur de Lestringant, qui n'a comparu, ce dit procès-verbal contenant la vérification et collation des titres qui prouvent que le cheval des ducs de Vendôme appartient au seigneur de la Roche-Turpin.

Enfin, un inventaire de production produit au greffe du baillage de Vendôme, le 3 décembre 1608, par Gilbert de la Curée, contient les pièces justificatives du droit immémorial qu'avaient toujours eu les seigneurs de la Roche-Turpin de posséder ledit cheval.

En 1620 il eut l'occasion de faire valoir ce droit singulier à la première entrée de la femme de César duc de Vendôme, Françoise de Lorraine, duchesse de Mercœur.
« Le 11 juin 1620 M. Gilbert de Filhet de la Curée, sei-

gneur de la Roche-Turpin s'étant trouvé à l'entrée de M^{me} la duchesse de Vendôme, il s'était offert de conduire le cheval de limon, ce que ladite dame refusa par politesse, en conséquence il se présenta à M. le duc de Vendôme pour avoir ledit cheval et la ceinture de la duchesse, suivant le droit qu'il en avait par les aveux de la Roche-Turpin rendus au duché de Vendôme par ses auteurs, de laquelle réquisition il lui a été donné acte par les juges de Vendôme ». (E 93, ch. V, n° 21).

Gilbert II fait encore valoir un autre droit qu'avaient les seigneurs de la Roche-Turpin, « d'avoir un huissier ou sergent qui avait le pouvoir de contraindre les nobles du Vendômois, par exécution à payer les amendes par eux encourues faute de devoirs faits à la Roche-Turpin. Le 8 novembre 1608 il présentait une requête au bailli de Vendôme « tendant à ce que le nommé Jean de Lanoy fut reçu audit office ».

Enfin continuant à augmenter les prérogatives et l'importance de la Roche-Turpin il obtenait « lettres patentes en parchemin données à Paris au mois de mars 1609 par Henri IV portant réunion de plusieurs fiefs (Artins, le Fresne, Richeborde, etc.) à la seigneurie de la Roche-Turpin et érection de ladite seigneurie et fiefs en chastellenie ».

Ces lettres furent enregistrées au Parlement de Paris le 14 avril 1609 -- par le bailli de Vendôme, le 20 may 1609 — par le juge de la Roche-Turpin le 27 du même mois et enfin par le juge de Montoire (pour le fief de la Mardelle), le 5 juin 1609 (E. 93).

D'après un acte passé le 31 mars 1609 devant le Seme-lier et le Cat, notaires à Paris, N. H. Denis Lesueur tuteur comptable de M. le duc de Vendôme et de Beaufort, consentait à l'érection de la Roche-Turpin en châtellerie et à la réunion desdits fiefs.

En outre, au mois de mars 1609 probablement en même temps que l'érection susdite, Gilbert II obtenait également « l'érection des foires et marchés audit lieu d'Artins ».

D'après un acte daté du 8 novembre 1609 il avait la permission de faire dire la messe à la chapelle du château de la Roche-Turpin.

Gilbert avait agrandi considérablement la seigneurie de la Roche-Turpin en achetant les fiefs d'Artins, la Mardelle, le Fresne, Richeborde et autres fiefs dépendants. Il devenait réellement seigneur d'Artins par suite de cette acquisition faite sur Jacques des Loges seigneur d'Artins, le 23 septembre 1605, son frère utérin.

Cependant il n'habite guère la Roche-Turpin. Il résidait le plus souvent à Paris pour les affaires de sa charge de conseiller d'Etat. Il épousa en premières noces Marie Spifame (1) et en seconde noces Jehanne Hennequin (2) veuve de Georges Babou (3) seigneur de la Bourdoisière.

Il mourut à Paris le 3 septembre 1633 à l'âge de 78 ans, sans laisser de postérité.

Treize jours après, le 20 septembre, Claude Lemaistre bailly de la Roche-Turpin fit l'inventaire du château.

(1) Spifame. Famille du Parlement de Paris venue d'Italie dont un évêque de Nevers, Jacques-Paul Spifame qui renonça à son évêché pour adopter la doctrine de Calvin. Il se retira à Genève, joua un rôle important dans les affaires du calvinisme et soupçonné de trahison il eut la tête tranchée à Genève le 23 mars 1565. (Voir dictionnaire de Bayle).

(2) Jehanne Hennequin, fille de Nicolas H. seigneur du Perray, président au grand Conseil, épousa Gilbert de la Curée et en troisième noces Gabriel d'Arcmberg, colonel des suisses de Gaston, duc d'Orléans.

(3) Babou II^e du nom, seigneur de la Bourdoisière, comte de Sagonne, capitaine de cent gentilshommes de la maison du roi, après son père et tué en duel en 1615 à Bordeaux par le comte de Barrault lors du mariage de Louis XIII.

N'étant pas habité il ne contient rien de bien remarquable. (Voir cet inventaire à la monographie).

Gilbert de la Curée n'ayant pas d'enfant, la Roche-Turpin passa alors aux mains de sa nièce Elisabeth du Faure de la Roderie, fille de François du Faure de la Roderie, gentilhomme périgourdin, lequel avait épousé en premières noces Judith de la Curée, puis en secondes noces Anne de Givès.

Elisabeth se maria par contrat du 18 mars 1646 à Nicolas-Alexandre de Gouffière, chevalier, marquis de Crèvecœur, baron d'Engoudessen dans le Boulonnais et depuis lors seigneur de la Roche-Turpin et d'Artins. Il mourut le 17 mars 1705 à l'âge de 85 ans et fut enterré dans l'église Saint-Benoist à Paris.

Il n'habita pas la Roche-Turpin et se contenta d'en faire valoir les terres par un intendant. Mais dès le 27 octobre 1653 et le 5 juin 1655 par suite d'obligations de 2000 et de 6029 livres non payées par le seigneur de Crèvecœur, la Roche-Turpin, saisie réellement, était vendue à Paris le 31 août 1673 à messire Jacques le Coigneux, président au Parlement, lequel seigneur a déclaré par acte que cette adjudication était pour François le Coigneux, son frère, seigneur de Baéchaumont, conseiller d'Etat, pour la somme de 41000 livres. (Voir détails de la vente à monogr.).

Le château de la Roche-Turpin étant peu ou point habité depuis presque cent ans par ses seigneurs devait s'en ressentir au point de vue de la beauté et peut être de la solidité. Témoin un procès-verbal des réparations à faire à la Roche-Turpin à la date du 13 novembre 1673. (Le lire à monogr.).

François le Coigneux son nouveau propriétaire fit faire les réparations nécessaires. Il agrandit le domaine de la Roche-Turpin en achetant la seigneurie de Fains, paroisse

de Ternay, le 13 août 1683 moyennant 20000 livres. Voici ce que sa femme Monique Passart écrivait à un conseiller du roi à Paris.

« De la Roche-Turpin, ce 23 septembre 1693.

« Monsieur,

« En l'absence de M. le Coigneux j'ai ouvert une lettre signée Chaulme qui lui donne avis que la terre de fins lui a été adjugée pour 20000 livres mende moi ce qui en est et ci la chous est assurée et ce qui faut faire sur les lieux car jappran que M. de la Morière il me semble est venu dans les fermes pour faire paier les fermiers et pour faire batre les grins et cependant la letre porte que les fruicts nou sont adjugés mende moi ce que il dois faires et me crois Monsier

« Votre très affectionnée servente,

« M. Passart le Coigneux. »

De Fains dépendaient les fiefs, terres et seigneuries de Ferrières qui devait 10 sols de service annuel au jour de Saint-Christophe, d'Asse qui devait 10 sols de service annuel au jeudi absolu, la Fosse, Petit Fains et Vaublusson également 10 sols, Saint-Rimay 5 sols dus à la Saint-Rimay. Lesquels cens étaient dus à la seigneurie des Hayes.

François le Coigneux ne les ayant pas payés, Jacques Lemoine, licencié es-lois, bailli et juge des Hayes rendait une sentence dans la maison de M^e Jean Laudereau, notaire à Ternay le 6 novembre 1684 laquelle sentence ordonnait que les fiefs de Ferrières, Vaublusson, Asse, métairie de la Fosse et Saint-Rimay seront saisis féodalement à la requête de messire François du Bellay seigneur des Hayes et de Ternay, faute de devoirs rendus, droits

non payés. Puis une autre saisie féodale faite par M. de Ternay (Joseph Renoux sergent en la haute justice des Hayes demeurant au bourg des Hayes) desdits fiefs le 14 novembre 1684.

Les seigneurs de la Roche-Turpin et de Ternay entrèrent alors en procès et leur différend durera longtemps, 12 ans environ, avec beaucoup de procédures. Mais François le Coigneux sera définitivement « débouté » de ses demandes par arrêt du Parlement déclarant les fiefs susdits mouvoir de la seigneurie des Hayes. Les 2 liasses 91 et 92 série E des archives départementales de Loir-et-Cher (14 pièces de parchemin, 197 pièces de papier) ne contiennent que les procédures, arrêts et autres pièces relatives à ce procès.

Dans une de ces requêtes François le Coigneux à la date du 18 décembre 1684 demande à « faire replacer les grilles du château de Fains dans lequel on a fait plusieurs ravages en arrachant les pavés et rompant plusieurs autres choses dans lesdites chambres ».

Autre requête de François le Coigneux :

« A Nosseigneurs du Parlement en 4^e chambre des enquêtes.

« Supplie humblement François le Coigneux, chevalier seigneur de la Roche-Turpin, Fains, Saint-Rimay et autres lieux. Disant que sitôt qu'il a eu acquis ladite terre et seigneurie de la Roche-Turpin le seigneur de Drouilly s'est attaché sans aucun sujet à lui faire tous les procès imaginables tant pour les limites de ladite terre avec celle de Ternay à laquelle elle est contiguë que pour les droits qui en dépendent, ayant même avec la dernière violence fait arracher un poteau que le suppliant avait fait planter en la rivière d'Artins pour en marquer les limites. De quoi le suppliant ayant fait informer par

arrêt contradictoire de la cour, le seigneur de Drouilly avait été condamné à faire rétablir ledit poteau et aux dépens. De quoi ledit seigneur de Drouilly et toute sa famille on conseau une telle haine et une telle animosité contre ledit suppliant qu'il cherche avec soing toutes les occasions pour lui faire de la peine et des procès. Cela il est véritable qu'au mois d'août 1684 ladite terre et seigneurie de Fains, Saint-Rimay fut adjudgée au suppliant moyennant 20000 livres et parce que la sentence n'en purgeait aucune hipotèque par autre sentence contradictoire du 21 aoust 1648 rendue avec les seigneurs et dame de Jussac sur lesquelles la terre avait été saisie réellement et leurs créanciers et même le poursuivant crieée. Il fut ordonné que le suppliant jouirait des fruits de la terre et seigneurie à commencer du jour de saint Martin audit an duquel jour il paiera les intérêts des 20000 livres et ferait faire un décret volontaire dans 6 mois et quoique le suppliant eut 6 mois pour le faire faire, néanmoins François du Bellay fils du seigneur de Drouilly avec lequel le suppliant a plusieurs procès pour raison de quelques mouvances et fiefs de la Roche-Turpin n'a pu attendre ce temps pour marquer qu'il ne veut pas eschaper la moindre occasion de faire des procez audit suppliant pour cet effet le 14 novembre sous le nom de son procureur fiscal en justice des Hayes, fait saisir les fiefs de Ferrières, Nasse, Vaublusson, la Fosse, comme le domaine entier de Fains, prétendant qu'ils composent la principale partie de la terre de Fains lesquels fiefs le suppliant ne possède et ne connaît point quoique compris dans le contrat de vente et dans la sentence d'adjudication lesquels ledit seigneur de Ternay prétend relever de lui et *sous prétexte de faire saisir lesdits fiefs il a fait saisir tous les revenus de la terre et seigneurie de Fains* qu'il convient lui-même ne point relever de lui à laquelle

saisie il a établi commissaire. De laquelle le suppliant a interjeté appel en la cour par arrêt contradictoire du 20 décembre 1685. Le suppliant a été reçu appelant et sur ledit appel les parties ont été appointées au Conseil et a été donné acte audit suppliant de la déclaration qu'il n'est point en possession des fiefs de Ferrières, Nasse, etc., et audit seigneur de Ternay de ce qu'il prend le fait et cause de son procureur fiscal et de son bailliy. Néanmoins au préjudice des appointements il est arrivé que le lundy 8 juillet François du Bellay seigneur de Ternay accompagné de son père le seigneur de Drouilly, du seigneur abbé de Drouilly, son frère, du reste de sa famille, de 8 fuseliers et de 40 à 50 paysans, avait été dans la ferme du château de Fains et autres fermes dépendantes; ont fait sciez tous les blés qui n'étaient pas encore mûrs, les auraient battus et engrenés dans les champs, auraient emporté les grains chez eux n'ayant point laissé la part afférente aux métayers qui tenaient lesdits lieux à moitié, les auraient menacés et menaceraient journellement de venir faucher leurs prés au premier jour et faire un pareil dégât ont fait manger une partie des foin sur pied par plusieurs chevaux et bestiaux qu'ils avaient emmenés exprès dans les prés pour faire ces désordres, etc., etc. ont menacé de faire tous les ans pareils désordres et dégâts en telle sorte que les fermiers n'ont aucune paille ni grains pour leur subsistance ny pour leur fourrage lesquels ont été contraints d'abandonner lesdites fermes. Ce qui est un procédé violent qui ne peut être souffert ce qui oblige le suppliant de se pourvoir, etc... »

(du 17 juillet 1686).

Arrêt rendu en la 4^e chambre des enquêtes le 30 août 1686 qui ordonne que les fruits et revenus des fiefs de Ferrières, Vaublusson, Nasse, la Fosse et Saint-Rimay

seront régis par Daniel Arnoult que la Cour nomme pour séquestre à la caution du seigneur du Bellay. Ordonne que par le plus prochain juge des lieux il sera dressé procès-verbal de la qualité et quantité des terres dépouillées par le seigneur du Bellay.

Le 23 septembre 1686 Jacques Guillot, conseiller du roi, président et lieutenant général en la sénéchaussée et siège royal de Château-du-Loir étant à l'hôtellerie du Plat d'Etain, paroisse d'Artins, arrivé du jour d'hier, distant de six lieues du Château-du-Loir avec Pierre Serpin greffier, visita les terres ravagées par M. de Ternay.

Du 30 avril 1688 requête de François le Coigneux en dénonciation de M. du Bellay, aux enfants et héritiers du seigneur de Ranay ou au seigneur de Préaux, leur curateur à ce qu'ils aient à faire cesser la demande du seigneur de Bellay.

Quittance du 6 juillet 1689 donnée par François du Bellay de la somme de 900 livres par lui reçue de Nicolas Bellamy et de Georges Loyau fermiers de la Jarretièrre et qu'il disait avoir droit de prendre, à cause de la saisie féodale par lui faite sur le Coigneux faute d'homme et devoirs faits.

Quittance du 8 octobre 1690 de 345 livres et 10 sous reçus de Marin Fleuriau, fermier du moulin de l'Aunay pour pareille cause.

Copie signifiée le 12 août 1694 à la requête de M. du Bellay à M. le Coigneux :

1^o De l'arrêt du 15 janvier 1694 qui ordonne qu'avant faire droit sur les demandes il sera procédé par devant le plus prochain juge des lieux à la ventilation des fiefs appartenant à chaque seigneur dans l'étendue de Fains ;

2^o De la requête présentée par M. du Bellay au lieutenant général du Château-du-Loir, tendante à ce qu'il lui soit permis de faire assigner M. le Coigneux pour parvenir à l'exécution de l'arrêt ;

3^o L'ordonnance du lieutenant général du 2 mars 1694 portant que ledit arrêt sera exécuté, que M. le Coigneux et autres seigneurs seront assignés pour assister à ladite ventilation.

Plus une assignation donnée le 11 septembre 1694 à la requête de M. le Coigneux à M. de Ranay tuteur des enfants de feu M. de Préaux pour être présent à ladite ventilation.

Plus une autre réquisition de M. le Coigneux à monseigneur le duc de Vendôme le 10 et 14 septembre 1694 pour faire trouver une personne de sa part à ladite ventilation et stipuler ses droits, etc., etc.

Enfin dans ces pièces classées sans ordre nous avons encore remarqué :

« Sentence du 10 et 17 may 1684 du juge de Montoire pour attribuer la mouvance en arrière fief (des Hayes ?), du fief de la Petite-Salle, quoiqu'il soit mouvant de Bois freslong.

« Sentence rendue le 7 mars 1668 contre Claude Pillet notaire et fermier de la Petite-Salle pour le forcer à moudre au moulin des Hayes, ce qui a été exécuté.

« Julien Matrat qui lui succéda fut également forcé d'y moudre.

« Les métairies de Plante-chou, Nasse, Glandas, Chaise dépendaient aussi de Bois-Freslon.

« Aveu du 25 mars 1583 à Charles de Sourches, seigneur des Hayes par Jean de Gonzolles escuyer seigneur de Bois freslon et de Chaise, d'un aistre et ses apparte-

nances vulgairement appelé la Petite Salle (1) situé paroisse d'Artins et consistant en maison manable, grange, étable, cour issues, jardin et terres labourables.

« Foy hommage en 1497 rendue par Louis de Gonzolles seigneur de Bois freslon à Charles des Sourches, seigneur des Hayes à cause de partie de ladite terre de Bois freslon relevant des Hayes.

« Foy hommage du 21 août 1587 par Jean de Sourches seigneur de Bremian, chevalier seigneur de Boisfrelon à messire Charles du Plessis de Liancourt seigneur des Hayes.

« Offre de foy hommage du 19 novembre 1602 par Magdeleine de Courches (Sourches) dame de Boisfreslon et de Bellegarde au seigneur des Hayes.

« Foy hommage du 9 janvier 1613 par Gédéon de Thianges seigneur de Boisfrelon et de la Beuvrière mari de M. de Sourches.

« Foy hommage du 7 may 1618 par de Thianges au seigneur de Liancourt.

« Foy hommage du 6 juillet 1647 par Jean de Vieux pont de Sonnille (plutôt Dozonville comme c'est écrit en plusieurs endroits) et de Boisfrelon à Claude du Bellay, chevalier seigneur des Hayes père du seigneur de Ternay. »

Foy hommage regardant la Roche-Turpin

« Foy hommage du 31 may 1513 par Louis de Gonzolles au seigneur de Chambray pour Bois freslon — à remarquer la mention — sans aucune exception.

« Offre de foy hommage du 14 juin 1526 par Gauvin de Chourches (sans doute Germain de Sourches qui

(1) Métairie détruite entre 1780 et 1790. Les dépendances sont aujourd'hui en herbages et appartiennent à M. Chauvin de Poncé, propriétaire de la Salle.

épousa Anne de Gonzolles) seigneur de Bremain et de Bois freslon au seigneur de la Roche-Turpin.

(Bois freslon avait une contenance de 80 arpents et 2 étangs avec maison, aistre, touche de bois. Il devait 12 sols et 6 deniers mailles de cens et rentes).

« Du 9 novembre 1677 aveu présenté par Nicolas Pré-jean procureur de Jean de Vieux-pont seigneur de Dozonville et Bois freslon. Cet aveu est refusé et blâmé par M. le Coigneux.

François le Coigneux vendait le 31 avril 1701, à son frère Gabriel le Coigneux les terres et seigneuries de la Roche-Turpin, Fains, Saint-Rimay, etc., moyennant 45000 livres.

Gabriel le Coigneux, marquis de Bellabre, était marié à Magdeleine Pollart. Bien qu'il habitât la Roche-Turpin, qu'il restaura et embellit beaucoup, rien de remarquable ne vint troubler sa vie probablement calme. Il décéda à Bellabre, en Berry, le 16 mars 1709.

De Magdeleine Pollart, Gabriel le Coigneux eut 3 fils. L'ainé Jacques le Coigneux eut, avec son plus jeune frère Gabriel-Louis, la terre de Bellabre et ses nombreuses dépendances; le cadet Gabriel le Coigneux II^e du nom eut la Roche-Turpin et ses dépendances.

Il est qualifié dans les titres Gabriel le Coigneux, marquis de Bellabre, baron de la Flotte, de la Roche-Turpin et seigneur d'Artins, brigadier des armées du roi, maître de camp d'un régiment de dragons, chevalier de l'ordre militaire de sa Majesté.

Il épousa en premières noces Marie-Anne-Thérèse d'Armagnac dont il eut un fils, Joseph-Gabriel le Coigneux qui devint cornette des cheveau-légers de la garde du roi et qui fut tué à la bataille de Dettingen le 27 juin 1743.

Il épousa ensuite Marie-Elisabeth Frottier de la Messe-lière et eut une fille, Gabrielle-Elisabeth, mariée le

27 mai 1758 dans l'église d'Artins à Emmanuel-Joseph de Bermondet, (1) chevalier, seigneur marquis de Crosmières, la Fougeraie et autres lieux et capitaine au régiment royal de dragons.

Le marquis de Crosmières étant probablement venu à mourir (à moins de divorce, car elle est qualifiée dans plusieurs actes séparée d'habitation d'avec son mari) Gabrielle-Elisabeth le Coigneux épousa en seconde noces François-Louis-Marie de Fesques, marquis de la Rochebousseau, né le 13 juin 1720 dans la paroisse de Nueil près Passavant (Maine-et-Loire). Par son mariage en 1764, il devint baron de la Flotte, seigneur des Essarts de Sougé-sur-Braye de Lavenay, de la Roche-Turpin et d'Artins.

Il eut deux garçons : Gabriel-François-Alexandre et Jacques-Marie et deux filles : Madeleine-Gabrielle et Adélaïde-Louise.

Gabrielle-Elisabeth le Coigneux, marquise de la Rochebousseau mourut à Ecquilly en 1776.

L'ainé des enfants Gabriel-François-Alexandre eut en partage la Roche-Turpin qu'il habita jusqu'à la fin de 1791, époque de son émigration car le 20 janvier 1792 le maire d'Artins (plutôt l'adjoint) écrivait au président du directeur du district de Vendôme la lettre suivante :

« D'Artins ce 20 janvier 1792.

« Cher citoyen,

« J'ai l'honneur de vous écrire pour vous marquer que je vous envoie les fusils et vieux canons de fusils et serrures et verrouil et autres effets provenant du cy devant

(1) Fils de Armand-Charles de Bermondet, marquis de Crosmières et de Marie-Anne de Vivonne et demeurait avec cette dernière (son père étant mort) au château de la Fougeraie, paroisse de Peroux, en Poitou.

château de la Roche-Turpin par la voiture publique. Outre les quatre tableaux que j'avais mis au citoyen Garanger pour vous les remaire et je pence qu'il vous les remaitera je suis avec fraternité votre serviteur Rotier cy devant maire. »

La Roche-Turpin et ses dépendances furent déclarées bien nationaux et vendues en détail.

Le lieu seigneurial de la Roche-Turpin fut vendu le 12 vendémiaire de l'an III, moyennant 92200 livres et à condition de descendre ledit lieu d'un étage.

Les meubles du château furent vendus le 16 novembre 1792.

A propos de cette vente, le vieux marquis de la Roche-bousseau qui, lui, n'avait pas émigré, prétendit avoir des droits sur lesdits meubles et voulut s'opposer à cette vente. Il envoya au ministre la supplique suivante :

« Citoyen Ministre,

« Par mon contrat de mariage avec demoiselle Gabrielle Elisabeth le Coigneux de la Roche-Turpin, veuve de Bermondet de Crosnières, passé devant Baulard et son confrère notaires à Paris, le 31 juillet 1764 il est dit que la terre de la Roche-Turpin appartient à mon épouse.

« De plus par le même contrat nous nous sommes fait donation entre vifs mutuelle et réciproque l'un à l'autre et au survivant de nous : de tous les biens meubles, meublant, deniers comptant, vaisselle d'argent, diamants, etc., et autres effets mobiliers, sans exception, qui, au jour du décès du premier mourant, se trouveraient lui être dus et appartenir, pour par ledit survivant en jouir faire et disposer en pleine propriété et comme de choses à lui appartenante, soit qu'il y ait des enfants, soit qu'il n'y en ait pas.

« Il fut stipulé qu'il n'y aurait pas de communauté entre nous. Mon épouse est décédée. La propriété de la terre de la Roche-Turpin a passé à mon fils aîné qui est présumé avoir émigré. D'après la donation mutuelle portée en mon contrat de mariage, je suis devenu propriétaire de la totalité des effets mobiliers qui garnissaient le château de la Roche-Turpin. Cette terre est située dans l'étendue du district de Vendôme département de Loir-et-Cher.

« Aussitôt que le décret sur le mode de sequestre des biens des émigrés, a été rendu, je m'y suis conformé en faisant remettre aux administrateurs du district de Vendôme : 1^o un extrait de mon contrat de mariage sus daté ; 2^o un certificat de ma résidence à Paris.

« Mais ils n'ont pas voulu voir dans mon titre la vérité du fait que j'étais réellement le propriétaire des meubles qui garnissaient le château de la Roche-Turpin. Par un procès-verbal du 20 septembre dernier, ils ont inventorié ces mêmes meubles comme appartenant à mon fils et de plus ils (les) ont compris dans un affiche imprimée et placardée à Artins.

« Nouvelle réclamation de ma part.

« Elle a donné lieu à une délibération par laquelle il a été arrêté que lesdits meubles compris en ladite affiche seraient vendus et adjugés le 16 octobre dernier jour indiqué par ladite affiche.

« Alors et par exploit du 8 dudit mois d'octobre j'ai déclaré aux administrateurs et au procureur syndic du département de Vendôme, parlant à la personne du citoyen Morin secrétaire, que je m'opposais formellement à la vente et adjudication desdits meubles et effets.

« J'ai même envoyé un nouveau certificat de résidence.

« Alors la connaissance de cette affaire a été portée au

département de Loir-et-Cher qui a renvoyé le tout au district de Vendôme.

« Mes réclamations et mon opposition n'ont produit aucun effet, mes meubles ont été vendus et adjugés. Il y a plus : je suis propriétaire d'une terre appelée Marcilly, les titres de cette terre se trouvaient à la Roche-Turpin ; les administrateurs du district les ont enlevés et n'ont jamais voulu me les rendre quelques instances que j'aie pu faire.

« Je n'avance rien que de vrai.

« Ainsi vous le voyez, Citoyen Ministre, que les administrateurs du district de Vendôme ont prévariqué dans leurs fonctions, en faisant vendre sur mon fils, des biens qui m'appartenaient incontestablement. C'est en connaissance de cause qu'ils se sont comportés ainsi, puisque d'après la remise qui leur a été faite de l'extrait de mon contrat de mariage et d'après mon opposition du 8 dudit mois d'octobre, ils ne pouvaient avoir aucun doute sur la sincérité de ma propriété.

« J'ai rempli le vœu de la loi en joignant à la copie de mon titre un certificat de résidence. J'en ai envoyé un second lorsque j'ai fait former mon opposition. Tout est donc en ma faveur.

« Ainsi je suis fondé à demander :

« 1^o Une indemnité dans le prix de la vente de mes meubles et effets qui garnissaient la Roche-Turpin ;

« 2^o Une indemnité proportionnée à la perte que cette même vente m'a fait éprouver ;

« 3^o La remise de mes titres de propriété de la terre de Marcilly.

« Et comme la notoriété publique annonce que la totalité desdits meubles garnissant le château de la Roche-Turpin n'a pas été comprise dans ladite affiche, de sorte

qu'il paraît qu'une partie des meubles reste à vendre. Je demande que vous fassiez défense aux administrateurs du district de procéder à la vente de cette partie des meubles et que vous leur ordonniez de me les rendre pour en disposer ainsi que de tous les autres meubles qui pourraient se trouver à moi appartenant en quelque lieu qu'ils puissent être, aux offres de donner aux administrateurs soit par moi, soit par mon fondé de procuration bonne et valable décharge et de laquelle remise desdits meubles procès-verbal avec description sera dressé par telle personne qu'il vous plaira commettre.

« Votre concitoyen,

« La Rochebousseau ancien maréchal des camps,
« rue Minime, au Marais. »

Voici la réponse du Ministre :

ÉMIGRÉ
—
1^{re} DIVISION
—
37
—
Renvoyé au district de Vendôme,
pour avoir son avis.
Le 29 germinal.
PÉAN.
—

« Paris, le 4 février 1793, l'an II de
la République Française.

« Le ministre de la justice faisant
par intérim les fonctions de ministre
de l'Intérieur.

« Aux citoyens administrateurs du
département de Loir-et-Cher.

« La Rochebousseau ancien maréchal de camp a adressé à mon prédécesseur le mémoire que vous trouverez ci-joint par lequel il réclame contre la vente que le district de Vendôme a faite des meubles qui garnissaient le ci-devant château de la Roche-Turpin quoiqu'il ait justifié par son contrat de mariage qu'il en était propriétaire et non son fils.

« Il demande en conséquence : 1^o (comme dans le mémoire précédent).

« Je vous prie de vérifier les faits avancés par ledit la Rochebousseau et me faire part des renseignements que vous vous serez procurés. Vous voudrez bien y joindre votre avis sur chacun de ces chefs de demande.

« GARAT. »

Le district de Vendôme prenait à ce sujet la délibération suivante extraite du registre des délibérations du Directoire de Vendôme.

« Séance publique du 4 octobre 1792, l'an 1^{er} de la République Française.

« Ce jourd'hui... Le Directoire de Vendôme assemblé au lieu ordinaire de ses séances publiques es personnes des citoyens Girodon, Bordier, Mereaux des Baucherries et Bazin.

« Vu l'extrait du contrat de mariage du citoyen François L. M. Fesques de la Rochebousseau et de Gabrielle-Elisabeth Le Coigneux, veuve de Emmanuel J. de Bermondet, sa femme, duquel il résulte que le survivant d'entre eux devait avoir en propriété par donation mutuelle tous leurs meubles et effets sans distinction soit qu'il y ait des enfants soit qu'il n'y en ait pas et en outre qu'il reprendrait de gain de survie sur les biens du prédécédé la somme de 25000 livres de meubles suivant la prisée de l'inventaire qui en sera fait et sans crue ou deniers comptant à son choix.

« Le certificat de résidence donné audit Fesques le 24 mars dernier par la municipalité de Saint-Avit et visé par le district le 23 may dernier.

« Vu en outre l'article 4 de la loi du 8 avril dernier qui prescrit aux Directoires du dictict de nommer un

commissaire à l'effet de faire l'inventaire des meubles et effets qui pourront se trouver dans les maisons des émigrés et ce en présence de 2 membres de la municipalité du lieu. L'inventaire qui a été dressé le 26 septembre dernier par un commissaire du Directoire des meubles et effets restants dans la maison du seigneur Fesques fils lui appartenant à titre de propre du côté de sa mère en présence de 2 membres de la municipalité d'Artins et ce après l'avertissement qu'elle a donné au Directoire de son émigration l'assurance que ladite maison ainsi que les meubles et effets lui appartenaient.

« La loi du 14 août dernier qui porte que les meubles et effets des émigrés seront vendus.

« Les affiches faites en conséquence et qui indiquent la vente des meubles et effets restants dans la maison au 16 dudit mois, ensemble l'article 3 de la loi du 10 février dernier qui porte que les certificats de résidence ne seront valables que pendant 2 mois à compter de la date d'avis au Directoire du district. Et oui le procureur syndic :

« Le Directoire considérant : 1^o Que l'expédition du contrat de mariage du seigneur Fesque père, ne mérite aucune foy pour deux raisons, la première qu'elle n'est nullement conforme puisqu'elle n'est point légalisée et la deuxième qu'elle contient une contradiction manifeste qu'on ne peut attribuer qu'à une cupidité répréhensible en ce que ce contrat paraît d'abord exprimer que le survivant jouira en propriété de la totalité des meubles des 2 conjoints et plus loing qu'il prélèvera 25000 livres à prendre sur les meubles du prédécédé (c'est absolument incompatible).

« 2^o Que le certificat de résidence rapporté par le sieur Fesques est nul aujourd'hui puisque 4 mois et plus se sont écoulés depuis le visa du Directoire daté du 23 mai dernier et qu'aux termes de la loi sus datée il ne

pourrait être valable que 2 mois, qu'il en résulte que dans tous les cas il ne se serait pas mis en règle.

« 3^o Qu'il est de notoriété publique que la maison en question appartenant audit Fesques fils qui l'occupait avant son émigration, que conséquemment les meubles et effets qui s'y trouveront sont censés lui appartenir, par une suite naturelle vendables, puisqu'il est émigré, qu'il est contre toute vraisemblance que s'ils eussent appartenu au sieur Fesques père il ne sy en serait pas mis en possession d'une manière ni d'autre.

« Considérant que l'intérêt public exige de la part du corps administratif qu'il ne s'arrêtait aux oppositions formées aux ventes des meubles et effets des émigrés que lorsqu'elles sont évidemment fondées et qu'il y soit procédé le plus tôt possible et à l'effet de pourvoir d'autant aux besoins d'Etat sous la réserve des droits que des étrangers peuvent avoir à exercer contre eux.

« Est d'avis d'après les considérations ci-dessus exposées qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur la pétition du sieur Fesques père dit la Rochebousseau et que les meubles et effets appartenant au sieur Fesques son fils et restant dans sa maison de la Roche-Turpin à Artins doivent être vendus en la manière accoutumée mardy 16 de ce mois, conformément aux affiches sous les réserves des droits du sieur Fesques père, ce dont il sera tenu de justifier.

« En Directoire, à Vendôme, ledit jour, etc... ». (Voir la suite et les pièces y relatives à monogr.).

Gabriel-François-Alexandre Fesques de la Rochebousseau fut donc le dernier des nombreux seigneurs de la Roche-Turpin.

NOTICE SUR LANDES

PAR

M. RABOUIN

(Suite)

CHAPITRE TROISIÈME

Administration

1^o Municipale

Landes fut administré jusqu'au XVII^e siècle par les représentants du seigneur-châtelain; au commencement du XI^e siècle, Bouchard, comte de Vendôme et ses successeurs, avaient un lieutenant ou vicaire; au XIV^e siècle, le comte de Blois avait établi un prévost; plus tard, le bailli fut chargé des pouvoirs judiciaires et administratifs et rendit les ordonnances de police qui sont actuellement de la compétence des maires.

Les habitants prenaient une part sérieuse et active à l'administration des biens et deniers de la *Communauté*; leur action s'exerçait, publiquement et directement en assemblée générale, sur bien des sujets qui maintenant sont du ressort du pouvoir central; ainsi, la répartition des impôts entre les manants de la paroisse et leur recouvrement étaient faits par des collecteurs élus en assemblée générale des habitants et choisis parmi eux. Cette fonction était toujours désagréable et difficile, aussi chacun usait de tous les moyens pour s'y soustraire; elle était très souvent onéreuse, car les collecteurs répondaient personnellement du paiement de la taille; maintenant,

ils sont remplacés par des agents aux ordres du gouvernement qui les nomme et leur indique, dans des circulaires inconnues du public, la conduite à suivre dans l'intérêt unique de l'administration.

On ne trouve point l'influence ni l'ingérence du pouvoir seigneurial dans les assemblées des habitants, qui parfois eurent à lutter contre les exigences du châtelain.

Les affaires importantes étaient discutées et arrêtées dans les assemblées générales, réunies sur la convocation et sous la présidence du bailli en présence du procureur fiscal de la seigneurie, qui prenait toutes conclusions utiles dans l'intérêt du châtelain, de ses droits et prérogatives.

Souvent aussi des assemblées générales étaient convoquées sur la demande des habitants; ainsi, « le 14 novembre 1614, sur la remontrance du jugement des assises tenues par les plus notables laboureurs, manants et habitants de ce bourg (1), paroisses de Saint-Lubin et de Saint-Martin, et encore du procureur des seigneurie et justice de Rivière et Landes, et sur la requête de ce dernier, le bailli enjoignit aux debtenteurs de prés proches, contigus et joignant la rivière dud. Landes, de faire curer, chacun en droit soy, ladite rivière, sous peine d'amende. »

Dans les affaires d'une importance exceptionnelle, les habitants nommaient, en assemblée générale, un mandataire ou procureur spécialement chargé de soutenir leurs intérêts; nous avons vu, en août 1679, un sieur Guinebault recevoir mission de s'opposer à la demande du curé de Saint-Lubin, réclamant la reconstruction de son presbytère (voir page 224, année 1898).

Il arrivait aussi parfois que les habitants des deux

(1) Il s'agit probablement d'une pétition des intéressés.

paroisses se réunissaient pour soutenir un procès engagé dans un intérêt commun ; ainsi, dans une assemblée générale du 9 mars 1780, dont procès-verbal fut dressé par Me Lebeau, notaire à Tourailles, les habitants des paroisses de Saint-Lubin et de Saint-Martin convinrent de poursuivre en commun le sieur Lecorneur, curé de Saint-Lubin, qui refusait de payer la taille de biens dont il était simplement fermier. A la suite de ce procès, lorsqu'il fallut en payer les frais, les habitants se réunirent à nouveau et décidèrent, en une assemblée générale du 21 juillet 1784, devant Pétard, notaire à Landes, qu'il serait levé sur les deux paroisses, une somme de six cents livres, pour rembourser les syndics des avances qu'ils avaient faites.

A l'occasion, les habitants et manants de Landes résistaient à leurs seigneurs et engageaient des procès contre eux ; ainsi, les habitants de la paroisse de Saint-Lubin plaidèrent contre messire de Sainte-Frique, qui, prétendaient-ils, leur avait fait indûment déclarer tenir de lui, à cher prix (1), des héritages grevés seulement de pur cens et de double cens à chaque mutation. Ils obtinrent des lettres de rescision le 20 novembre 1655 ; mais ces lettres n'ayant été ni vérifiées ni entérinées au baillage de Blois, un nouveau procès allait s'engager lorsqu'on convint, à titre de transaction, que les paroissiens de Saint-Lubin tiendraient à cher prix les terres situées dans le censif de Rivière, non sujettes à terrage, et seulement à deux deniers de cens par arpent les terres situées dans les censifs de Landes, de Glatigny, du Nuisement et de Malvau. Ils en passèrent déclaration devant Lubin Volant, notaire-tabellion à Landes, le 5 juin 1667.

(1) Le cens à cher prix était du douzième sur les successions des biens roturiers. (Art. 109 de la coutume de Blois de 1523).

Ce ne fut qu'à la suite de l'édit royal de 1717 que l'administration locale fut confiée à des syndics élus par les habitants ; ils étaient placés sous la surveillance du subdélégué et leurs comptes étaient soumis au contrôle de l'intendant, qui, dans le procès avec le curé de Saint-Lubin dont il a été parlé à la page précédente, exigea une délibération des habitants pour autoriser le remboursement des frais avancés par les syndics ; on voit que ce contrôle était sérieux.

Les syndics étaient dispensés de la taille et du logement militaire ; ils jouissaient de quelques petits avantages qui ne compensaient pas les charges. Les assemblées générales se tenaient ordinairement le dimanche, issue de la grand'messe, sous la galerie et devant la principale porte de l'église, après trois publications faites au prône. Nous avons cependant trouvé une réunion au banc de la marelle, c'était, il est vrai, le 27 décembre. Le tabellion dressait le procès-verbal de la séance.

2^o *Ecclésiastique. — Fabrique*

Nos pères très religieux ne croyaient pas faire acte d'impiété ou de défiance en surveillant les intérêts matériels de leur église. L'administration des biens des fabriques et des confréries ou boîtes, qui souvent se confondaient avec ceux de la *communauté* des habitants, était confiée à des marguilliers élus pour trois ans, dans l'église même, à l'issue de la messe. Ils étaient chargés de toucher les fermages et autres produits en deniers et de recevoir et vendre les redevances en nature ; ils avaient aussi mission de veiller au service exact des fondations, de payer les frais du culte, les gages des serviteurs de l'église ainsi que certaines dépenses s'y rattachant.

Les habitants, réunis en assemblées générales, après

trois publications au prône, ordonnaient les réparations à faire, examinaient les comptes qui leur étaient soumis chaque année par les marguilliers au banc de fabrique ou de marelle, et, s'il y avait lieu, prescrivaient des poursuites pour le recouvrement des diverses créances. Ils acceptaient les donations ou legs à charge de fondations perpétuelles et affermaient les biens de la fabrique ou des confréries ; pour les habitants, la paroisse était une seconde forme de *communauté* plus restreinte. Ainsi, dans une assemblée générale du 15 février 1576, les curés, procureurs, marguilliers et habitants des deux paroisses de Landes, louent séparément des terres données par Jehan Viau et dont le revenu était affecté aux réparations des églises de Saint-Lubin et de Saint-Martin.

Voici encore un exemple des objets soumis à la délibération des habitants : « Le 27^e jour de décembre de l'an
« 1661, au banq de la marelle de l'église de Saint-Lubin,
« pardevant M^e Lubin Vollant, notaire et tabellion royal à
« Landes, Marguerite Foucher, veuve de defunct honneste
« homme Mathurin Requille, vivant laboureur à la
« Hoctière, donna à perpétuité à la confrérie du Rosaire,
« cinq boisselées de terre au Nuisement, paroisse de
« Saint-Lubin. Elle faisait cette donation pour satisfaire
« à la volonté de son mari, qui était de participer aux
« prières qui se font dans lad. église, et en considération
« particulière qu'il avait à la confrairie du Rosaire nouvel-
« lement érigée ; à la charge par le receveur et le procu-
« reur de ladite boeste de faire dire et célébrer à perpé-
« tuité en ladite église, chacun an, le jour de Saint-Michel,
« une messe de jour à haute voix et, à la fin d'icelle, un
« *libera*, le psalme de *profundis* et l'oraison sur la fosse
« dudit defunct Mathurin Requille, comme aussi à faire
« dire, les jours de la feste de l'Assomption et de la
« Nativité de la sainte Vierge, avec le verset du même

« jour, un respons de la Vierge et l'oraison à haute voix
« pour le repos de l'âme du défunct et de celle de la
« donatrice et de leurs enfants, après leurs décès, et de
« faire insérer la présente donation dans le martyrologe.

« Ce qui fut accepté et stipulé par Pierre Michelin,
« receveur et procureur de ladite confrairie, de l'avis de
« vénérable et discrète personne messire André Corbi-
« nelly, prêtre recteur de ladite église, de messire Michel
« Champion, son vicaire, et de... tous habitants de cette
« paroisse, etc., etc... »

De nombreuses dispositions étaient faites, soit au profit de l'église, soit en faveur des confréries ou boites qui en dépendaient; elles se ressemblent presque toutes; nous relaterons seulement celles qui sont intéressantes à un titre quelconque :

Une donation provenait de « discrète personne Messire
« Jehan Potier, presbtre, demeurant à Landes, qui, par
« testament reçu le 2 août 1510, par Jehan Gallier, clerc
« commis juré par justice pour Pierre Muneil, clerc
« tabellion-juré du scel aux contractz de la chastellenie
« de Bury, donna à Mathurin Potier, son nepveu,
« demeurant à Landes, un quartier de vigne et un verger,
« à la charge de fournir par chascun an et à toujours-
« mais, du vin à l'église de Saint-Lubin de Landes à
« toutes personnes qui recepvront le corps de Jésus-
« Christ le jour de Pasques, avecque cinq deniers tour-
« nois qu'il sera tenu de ses mains, à cause de lui, payer
« en chacun an, le jour de Pasques, aux procureurs et
« marelliers de ladite église pour faire faire la commu-
« nion pour l'asme de lui et de ses amis trespassés (1). »

(1) D'après les renseignements qui nous ont été donnés par M. l'abbé de Préville, archiprêtre de la Trinité de Vendôme, ces agapes auraient été supprimées, il y a longues années, à la suite d'abus; cependant,

La piété des fidèles revêtait parfois des formes qui maintenant nous paraissent bien singulières ; ainsi, « par
« acte devant Souchay, notaire à Landes, du 14 décembre
« 1681, Charles et Nicolas les Roberdeaux, vignerons à
« Landes, se reconnaissent possesseurs d'une pièce de
« vigne sujette et redevable envers la boîte de N. D. de
« la quantité d'huile nécessaire pour l'entretienement
« d'une lampe qui estoit *autrefois* devant l'autel de la
« Vierge de l'église de Saint-Lubin. » Cette fondation
paraît remonter à longues années, mais non sans
interruption, s'il faut en croire certains termes des actes.
Le service de cette rente en nature et sans fixation de la
quantité d'huile à fournir, donna sans doute lieu à des
difficultés, car, par acte devant le même notaire, le
20 juillet 1697, elle fut convertie en une rente de trois
livres, affectée à l'achat de l'huile. Pareille fondation
avait été faite au profit de l'église de Saint-Martin.

Pour assurer et faciliter le service exact des fondations, comme aussi pour rappeler les bienfaiteurs de l'église au souvenir et aux prières des habitants, les conciles et les évêques avaient ordonné la rédaction et la mise au courant d'un tableau sur lequel seraient inscrits les charges et services de la fabrique et des confréries envers les fondateurs et leurs familles (1). Un tableau, remontant au 4 avril 1483, avait été dressé, selon ces prescriptions, pour l'église de Saint-Lubin, par Gallier, notaire au comté de Bury.

dans certaines cérémonies pontificales, notamment dans les ordinations, il reste des traces de cet ancien usage.

Nous avons trouvé à Vendôme une semblable fondation remontant à 1425, pour la paroisse de Saint-Martin.

(1) Louis Guilliard, évêque de Chartres, renouvela cette prescription dans un synode, en 1526. Aux archives, il existe plusieurs de ces tableaux à diverses dates.

Parmi les titres de la fabrique de Saint-Lubin de Landes, nous avons trouvé un de ces tableaux écrit sur une belle feuille de parchemin (0^m60 sur 0^m62) encadrée de larmes noires; il contient, sur deux colonnes, trente-et-une notices dont nous ne donnerons qu'une comme spécimen; il est intitulé :

Martyrologe ou Cathalogue des bienfaiteurs de cette Eglise. S'en suit en bref les legs, messes, service et prières pour les trespasés fondés en l'église tant par testament que aultrement.

In memoria æternâ erunt justî.

« 7^o Jehan Chamberlin et Jehanne Henriou, sa femme,
« ont délaissé à toujours-mais, à la boueste des trespas-
« sés, dix-huit boisselées de terre assises à Villemême,
« au censif de Molins, à la charge de faire dire, chacun
« an, et à chacun, un *subvenite* sur leurs fosses, sçavoir
« est : deux messes, l'une à l'intention et pour le remède
« de l'âme dudit Chamberlin, le jour de la commémor-
« ration des trespasés et l'autre messe pour sadite
« femme, le mardi des fêtes de Pentecoste, avec prières
« au dimanche précédent; 8^o etc., etc. »

Au bas est écrit : *Memoria eorum non peribit in finem.*

Ce présent Martyrologe fait et extrait des titres par Messire André Scot, presbtre, curé dudit Saint-Lubin de Lande, soussigné, l'an 1614, dernier décembre.

Beati, qui justiciam diligunt, quoniam filii Dei vocabuntur.

Omnia judicia Ecclesiæ jubere memento.

Ce tableau paraît avoir été affiché; d'après les ordonnances des évêques, il devait, en effet, être apposé sur les murs de la sacristie ou de l'église.

Pareil tableau existait pour la paroisse de Saint-Martin

de Landes; il est à peu près dans les mêmes termes, mais il ne contient que le détail des biens et rentes de la fabrique sans l'énonciation des fondations, services et charges; il est ainsi libellé :

Cy enssuit le Martilloge (sic), déclarations, nombre et quantité des terres, cens, rentes, revenus et debvoirs appartenant à la fabrique de Saint Martin de Lande ou diocèse de Chartres.

Il est divisé en trois chapitres :

Le premier chapitre contient « les rentes, pièces de terre qui sont et appartiennent par moitié et par indivis à la fabrique de Saint-Martin et à la fabrique de Saint-Lubin de Lande. »

Au deuxième chapitre se trouvent « rentes, terres et debvoirs et choses qui singulièrement appartiennent à la fabrique de Saint-Martin. »

Sous le troisième chapitre est le détail des « charges, devoirs dont ladite fabrique de Saint-Martin est tenue chacun an à toujours-mais envers les *seigneurs* dont les choses sont tenues chacun en leur droit (1). »

Lequel Martilloge a esté faict et escrit et entesmoiney de vérité, signé et grossoié par Jehan Gallier, clerc tabellion juré, substitut et commis pour les tabellions jurez du scel aux contraulx de la chastellenie de Blois, à la requeste de Jehan Loreau, Philippe de Baynes, procureurs et marelliers de laditte fabrique, Mathurin Lesplaigne, Mullot, André Guillot... et plusieurs aultres paroissiens de laditte paroisse. Desquels marelliers laditte déclaration s'en suit.

(1) Ces seigneurs sont ceux de : Rivière, Fontaines-les-Blanches, Molins (Moulins), Glatigny, Villiers, Villeruche, la Hoctière.

Sur ce martyrologe sont des notices à peu près semblables à celle relatée plus haut pour l'église Saint-Lubin ; il est ainsi clos :

Par Je Jehan Gallier, tabellion juré, comme dessus, a esté faict, escrit des lieux et placés ainsi qu'ilz sont déclairées par chacun article, pourquoi, à la requeste desdittes parties, ai signé ce présent martyllloge de mon seing manuel. L'an de Nostre Seigneur mil quatre cens quatre vings et trois, après Pasques, le 14^e jour d'avril.

(Signé) Gallier (avec paraphe) et N. Pourviennne.

Le soin apporté au service des fondations religieuses existait également pour la bonne gestion des biens des confréries, ainsi qu'on le voit par un compte de la boîte des Trépassés que nous avons eu la bonne fortune de découvrir aux archives départementales.

Ce compte est présenté et rendu aux curé, manants et habitants de la paroisse de Saint-Lubin, par un marguillier de cette boîte sortant de charge ; il contient le détail des biens et revenus encaissés pendant trois années commençant à la Toussaint 1674 et finissant à la Toussaint 1677.

Les recettes consistent en : produits de quêtes (1), luminaires et ouvertures de fosses, rentes, fermages en blé, méteil et avoine livrés en nature d'après la mesure de Châteaurenault, rarement celle de Blois, et vendus par le marguillier, et encore dans le montant des amendes prononcées par le bailli.

Le chapitre des dépenses est plus intéressant et donne des renseignements curieux sur l'administration intérieure et sur quelques usages des habitants :

(1) En trois ans, il a été donné aux quêtes 15 livres 10 sols, soit moins de 2 sols par semaine.

Ainsi, cette boîte contribuait à l'entretien de l'église (1), payait au curé (2) ce qui était dû pour l'acquit des fondations, aux serviteurs et employés divers, leurs gages et fournitures.

On y voit aussi que les habitants de la paroisse de Saint-Lubin allaient tous les ans en procession à Vendôme et que les dépenses faites à cette occasion, ainsi que celles d'un diner au premier mai, étaient à la charge de la boîte. Le compte ne fait connaître ni à quelle date ni à quelle occasion avaient lieu ces processions; M. de Pétigny dit (3) qu'elles allaient le jour de la Trinité à l'abbaye de Vendôme et le lundi de la Pentecôte à l'église de Vienne-lès-Blois (4).

En sus des fermages et redevances annuels, les différentes boîtes recevaient des dons et legs de sommes d'argent et même de grains en nature; alors les marguilliers, administrateurs soigneux et vigilants, plaçaient en rentes foncières les sommes disponibles provenant de recettes extraordinaires ou d'économies ainsi réalisées. Par contrat devant Lebeau, notaire à Landes, du 23 janvier 1727, Messire Charles de Lescoux, seigneur de Saint-Bohaire, et damoiselle Louise de Croisilles, son épouse, dame de Moulins, constituèrent, au profit des boîtes de N. D., des Trépassés et de la Charité, une rente

(1) Payé 3 livres 10 sols pour deux milliers de tuiles fournis par Paul Raymond, pour l'entretien de l'église.

(2) Payé 89 livres au sieur curé de Saint-Lubin, pour trois ans des services qu'il a faits à la décharge de ladite boueste des Trépassés.

(3) Histoire du Vendomois, page 306, 1^{re} édition.

(4) Payé la somme de 3 livres 10 sols pour la deppanse faite à Vandosme au retour de la procession. — Ce mot *retour* fait supposer qu'on était allé *au-delà* de Vendôme.

Payé 3 livres 8 sols pour le diner du 1^{er} jour de mai.

Payé à Vandosme 30 sols le jour de la procession.

Payé 110 sols pour la procession de l'année dernière.

Payé à M. l'archidiacre 25 sols (sans indication de la cause).

foncière annuelle de 60 livres, hypothéquée sur le moulin de la fontaine de Saint-Bohaire, moyennant 1200 livres fournies par les boîtes indiquées plus haut.

Dans chaque église, il existait plusieurs confréries ayant chacune à sa tête un marguillier ou procureur, élu pour trois ans en assemblée générale des paroissiens.

Dans l'église de Saint-Lubin, il y avait cinq confréries ou boîtes, savoir :

- 1^o La confrérie du Rosaire ou de Notre-Dame ;
- 2^o Celle du Saint-Sacrement ;
- 3^o Celle de Saint-Lubin, patron de la paroisse ;
- 4^o Celle de la Charité, fondée par M^{re} Morillon, curé de la paroisse, ainsi qu'il est expliqué ci-après ; elle était destinée spécialement à l'instruction des enfants pauvres ;
- 5^o Et celle des Trépassés qui était la plus riche et la plus importante.

Nous n'avons trouvé que deux confréries dans l'église de Saint-Martin :

La confrérie des Trépassés et celle de N. D..

Chacune de ces boîtes avait une existence propre et possédait des rentes et biens distincts, provenant de fondations faites à la charge de messes et prières pour le repos des âmes des bienfaiteurs, de leurs familles et même de leurs amis.

Pendant longues années, chaque confrérie était administrée, ainsi qu'on l'a dit plus haut, par un marguillier élu pour trois ans, mais le retard apporté dans les paiements par les débiteurs de rentes ou de fermages et les pertes qui en furent la suite, firent modifier le mode de gestion suivi jusqu'alors et « dans une assemblée générale « des paroissiens tenue, le 26 novembre 1752, sous la « galerie de l'église de Saint-Lubin, après avis donné au

« prosne par le curé et au son de la grosse cloche, issue
« de la messe, il fut résolu et arrêté ;

« Qu'il seroit passé, sans délai, des obligations par les
« redevables en retard et que tous les trois mois, en
« assemblée générale, on conviendrait ce qu'il y auroit
« lieu de faire pour faire acquitter, par les débiteurs,
« tout ou partie des obligations ;

« Que, pour faciliter pour l'avenir les recouvrements et
« paiements des moisons (*sic*, pour fermages) et des
« sommes de deniers qui seront dues et écherront, lesdits
« assemblés et délibérants, ayant remarqué que la gestion
« de chaque marguillier continuée pendant l'espace de
« trois ans, était occasion à la plus part des redevables
« de refuser de payer qu'au bout desdites années révo-
« lues et en accumulant ainsi moisons, ou sommes de
« deniers, le payement en devenoit plus difficile à raison
« de l'amas et de la multiplication de trois ans de dubs
« accumulés et les marguilliers comme destitués d'autorité
« pour en faire faire le paiement chaque année ; il a été
« résolu : 1^o de nommer trois marguilliers qui auroient
« séance dans le banc de la marelle ensemble trois ans,
« afin de se suppléer et prendre conseil les uns des
« autres ;

« 2^o De réunir dans une seule masse le revenu des
« boîtes de ladite église pour être administrées par un
« seul des marguilliers pendant le cours d'une année, de
« Toussaint à Toussaint, à la charge par les marguilliers
« de rendre compte dans les trois mois suivant leur
« gestion. »

Procès-verbal de cette assemblée générale fut dressé
par Pétard, notaire à Landes.

On ne saurait trop louer l'esprit sage et pratique de
cette délibération ; les habitants prenaient des mesures
pour empêcher le renouvellement d'abus et recouvrer,

s'il était possible, les fermages et créances arriérés ; en outre, ils simplifiaient la gestion et organisaient un conseil d'administration pour les confréries.

Que les temps sont changés ! Autrefois les marguilliers étaient élus par les habitants directement ; ils sont maintenant, sous le régime du suffrage universel, nommés par l'administration supérieure ; les paroissiens ne sont, aujourd'hui, appelés dans les réunions publiques que pour... donner à la quête ! C'est actuellement le seul moyen d'intervenir dans la gestion des deniers de la fabrique !

Ordinairement, les droits et prérogatives honorifiques dans les églises appartenaient à ceux qui en avaient été fondateurs ou bienfaiteurs et à leurs successeurs ; cependant, il arrivait parfois que le seigneur, ayant son château dans une paroisse, obtenait la concession de la totalité ou de partie de ces privilèges honorifiques. C'est ce qui arriva à Landes : l'église de Saint-Lubin, en vertu d'une sentence rendue le 18 juin 1506, était tenue, envers la seigneurie de Villiers, à deux deniers de cens par arpent et à un sol d'or soleil à chaque mutation. Ce cens ne fut point payé pendant longues années ; aussi, en 1664, des poursuites, suivies de saisie, furent exercées contre la fabrique ; le curé réunit les marguilliers et habitants de de la paroisse et leur exposa la situation précaire de la fabrique ainsi que les propositions conciliantes du seigneur de Villiers, Messire François d'Herbelin :

« Les boêtes de l'église étoient redevables, envers
« ledit seigneur, de plusieurs devoirs en deffaut et en
« retard, le procureur fiscal dudit seigneur avoit fait
« saisir les héritages pour lesquels lesdites boêtes étoient
« redevables ; l'instance commencée de la part du seigneur
« étoit de conséquence et les boêtes étoient hors d'état
« de satisfaire à ces demandes et se trouvoient redevables
« de plus de 120 livres.

« Qu'icelui seigneur offroit la remise entière de tout
« ce qui pouvoit lui être dû et la mainlevée des saisies,
« à la condition qu'on lui accorderoit le droit de banc
« dans la chapelle Saint-Jacques de cette église, pour lui,
« pour dame Françoise Pathault, son épouse, leurs hoirs
« et ayant cause; ce qui est accordé audit seigneur par
« les sieurs curé, marguilliers et habitants, avec tous
« autres droits et prérogatives que les Saints Canons per-
« mettent d'accorder aux bienfaiteurs des églises, sans
« aucune charge de réparations de la part dudit seigneur,
« sauf en faveur du curé et autres prêtres, le droit et
« commodité d'y dire la Sainte Messe.

« Et moyennant cette concession du droit de banc à
« perpétuité faite audit seigneur, icelui donne mainlevée
« des saisies et fait remise de la somme de 120 livres à
« lui due par ladite église, à la condition néanmoins de
« lui donner un homme vivant et mourant pour *vicaire* (1),
« au décès duquel il luy sera payé la somme de 15 livres
« pour les héritages dépendant de ladite église. »

Ces conventions furent discutées et acceptées par le curé et son vicaire, les marguilliers et paroissiens réunis en assemblée générale sous la galerie de l'église et procès-verbal en fut dressé par Lucien Volant, notaire royal et tabellion, le 16 octobre 1664.

Cette transaction, qui paraît avoir été négociée par le curé, était avantageuse pour tous; en effet, d'une part, elle libérait la fabrique, sans bourse délier, d'une somme qu'elle ne pouvait payer, et d'autre part, en échange d'une

(1) Les églises, propriétaires de bénéfices et de terres, ne pouvant en remplir les obligations féodales, devaient fournir un représentant réel et effectif; c'est ce qu'on appelait donner ou bailler vicaire. Cet homme servait aussi, lors de son décès, à donner occasion de payer les droits de mutation au seigneur, ou rachat au profit du fief. Le vicaire devait être séculier.

créance irrécouvrable, le seigneur de Villiers recevait un droit honorifique qui flattait son amour-propre ; il est probable qu'au-dessus de son banc seigneurial, il s'empessa de faire peindre ou graver ses armes.

Le même jour, le seigneur de Villiers, en veine de générosité, fonda, au profit des boîtes de N. D. et des Trépassés, une rente annuelle de quatre livres, pour l'acquit de deux messes basses à dire à perpétuité, le jour de son décès et de celui de la dame son épouse, dans la chapelle de Saint-Jacques. Ces messes devaient être annoncées au prône le dimanche précédant leur célébration et sonnées par 25 ou 30 coups consécutifs de la grosse cloche.

Quelques années plus tard, la même fabrique eut une difficulté au sujet d'un usage qui est bien éloigné de nos habitudes actuelles.

Les églises, autrefois, n'étaient pas comme maintenant garnies de bancs et de chaises et parfois même chauffées ; nos pères, ignorant le confortable, s'asseyaient ou s'agenouillaient sur la terre ; aussi, il était d'usage de faire, dans les églises, des jonchées de paille en hiver et de foin ou herbes en été. Pour la commodité des fidèles et pour les garantir de l'humidité du sol, on répandait dans l'église de Saint-Lubin de Landes, la veille de Noël, un demi-cent de fagots de paille ; elle était enlevée le lendemain de l'Epiphanie et ensuite vendue au profit de la fabrique, après publications au prône.

Cet usage ayant cessé, par suite d'actes indécents commis dans l'église et du danger d'incendie (1), les marguilliers durent plusieurs fois poursuivre les décimateurs qui refusaient, ainsi qu'ils y étaient tenus, de livrer la paille servant autrefois à la jonchée.

(1) On lit dans l'inventaire des biens de Saint-Lubin, dressé en 1733 et complété en 1760 : « il a été jugé à propos de ne plus faire usage de la paille comme ayant son indécence et son danger à cause du feu ».

CHAPITRE IV

Justice

Un des bienfaits de la Révolution a été de supprimer les justices seigneuriales et d'établir une loi unique pour toute la France. Nous avons ici un exemple curieux de la multiplicité des juridictions et de l'existence des lois et coutumes différentes dans le même bourg. Sur le territoire de Landes, cinq seigneurs et une communauté religieuse avaient droit de justice et le pays était régi par deux coutumes ayant des dispositions contraires sur plusieurs points importants.

Les deux paroisses ne formaient qu'un seul bourg, ayant à sa tête un bailli chargé du pouvoir judiciaire et de la police municipale.

Pour l'administration de la justice, chacune des paroisses avait une juridiction, des lois et des coutumes bien distinctes : la paroisse de Saint-Lubin relevait du comté de Blois et était soumise à sa coutume générale et à son Election ; les appels allaient au siège présidial de Blois.

La paroisse de Saint-Martin, au contraire, relevait du comté de Vendôme et de son Election ; elle était régie par la coutume générale d'Anjou, modifiée par la coutume locale du Vendomois ; les appels étaient portés devant le lieutenant du sénéchal d'Anjou, à Baugé (1).

Le bailli de Landes, à la même audience, selon que le justiciable habitait la rive droite ou la rive gauche de la Cisse, appliquait, soit la coutume de Blois, soit celle de Vendôme dont les dispositions différaient en ce

(1) *La coutume de Vendôme*, par M. G. d'Espinay, imp. Lachise à Angers, 1892, page 23.

qui concernait notamment les droits des enfants et des veuves.

Ajoutons à toutes ces causes de difficultés que plusieurs villages et une portion du territoire étaient en *tournée*, c'est-à-dire dépendaient une année de la paroisse de Saint-Martin et l'année suivante de celle de Saint-Lubin.

Que de complications ! Que de sujets de chicanes pour les procureurs si retors et si tenaces de cette époque !

La justice était rendue, pour la seigneurie de Landes, par le baillage composé de :

1^o Un bailli, qui était presque toujours un avocat du siège présidial de Blois, ne résidant pas à Landes et ordinairement remplacé par un lieutenant ; en l'absence de ces derniers, les affaires étaient *expédiées* par un des procureurs du siège ;

2^o Le procureur fiscal (ministère public) des seigneurie et vicomté ;

3^o Le greffier, qui était ordinairement notaire ;

4^o Plusieurs procureurs postulants ;

5^o Un ou deux huissiers.

Tous étaient à la nomination du seigneur-vicomte qui leur remettait des lettres de provision.

Les séances du baillage ou plaids eurent lieu d'abord dans une des salles du château, puis dans une partie close de la galerie de l'église Saint-Lubin (1), enfin au-dessus des halles où fut construit, en 1681, un auditoire ou palais (2). Elles se tenaient autrefois le mardi, à midi,

(1) Par un jugement du 17 juillet 1651, le bailli condamne un calomniateur à « 10 livres d'amende applicable : moitié à la paroisse « de l'église Saint-Lubin et moitié à la réparation de notre auditoire de « Landes... »

(2) Dans un compte présenté à M. de Bault, le 1^{er} novembre 1682, sur son régisseur, il est dit : « Le 6 octobre 1681, j'ai fait marché, sur

de quinzaine en quinzaine; le 26 février 1654, le marquis de Sainte-Frique, seigneur de Landes, dans le but de favoriser le marché qu'il voulait relever, fit annoncer que les séances du baillage auraient lieu dorénavant, le jeudi, de huitaine en huitaine, à dix heures du matin; mais dès 1664, les audiences des plaids furent remises au mardi, puis en 1679, de nouveau au jeudi.

En outre des audiences ou plaids ordinaires, il existait les *assises* de la seigneurie; elles eurent lieu d'abord à des époques indéterminées, puis elles furent fixées au premier jeudi après la Saint-Martin d'été (5 juillet) et au premier jeudi après la Saint-Martin d'hiver (11 novembre). Elles étaient solennellement présidées par le bailli des justice, terres et seigneuries de Landes et Rivière, assisté de son lieutenant, du procureur fiscal, du greffier, des procureurs postulants et des huissiers-sergents du siège ainsi que du prévot des foires et marchés appartenant au seigneur (1).

En convoquant ainsi ses vassaux et arrière-vassaux, le seigneur de Landes établissait son droit de haute, moyenne et basse justice; c'était en effet un des privilèges qui flattaient le plus son amour-propre.

Les réunions se tenaient sous la galerie de l'église

« l'ordre de Monseigneur, avecq Jean Formion, de construire un
« palais (*sic*) au-dessus des halles de ce lieu, moyennant 13 livres
« 15 sols pour son travail ».

Un arrêt du Parlement de Paris du 28 avril 1673, avait défendu de rendre la justice sous les porches des églises, dans les cimetières et cabarets (Recueil d'édits et ordonnances. T. II, p. 770; Montallant, à Paris, éditeur, 1720).

(1) Le prévot, bien déchu de sa puissance d'autrefois, n'était plus chargé que de la police des foires et marchés, de la recette de certains revenus seigneuriaux, de la surveillance des chemins, de la constatation des délits ruraux; c'était le garde-champêtre du pays.

Saint-Lubin, et avis en était donné au prône par les curés des deux paroisses.

A ces assises devaient se présenter tous les chefs de famille, y compris les veuves (1) ; les absents étaient condamnés à une amende de cinq sols, sauf huitaine, c'est-à-dire que, dans ce délai, ils pouvaient présenter leurs excuses au juge qui levait l'amende.

Sur les procès-verbaux de ces assemblées, figurent les noms de tous les habitants, ce qui permet de suivre le mouvement de la population des deux paroisses : on y voit ainsi que Villeroix et Cholet où il n'existe plus qu'une ferme et un moulin, étaient, au cours du XVII^e siècle, des villages assez importants.

Le bailli faisait publier à ces assises des prescriptions relatives à la justice correctionnelle locale ; quelques-unes de ces dispositions visaient les délits ruraux, d'autres rappelaient les devoirs des manants envers leurs seigneurs.

Ces diverses prescriptions indiquent bien l'état politique des habitants des campagnes à cette époque ; aussi nous avons cru utile et intéressant de reproduire ici le procès-verbal des assises solennelles que M. le marquis de Sainte-Frique fit tenir quelques mois après son acquisition de la seigneurie de Landes.

« **Assises** tenues par nous, Philippe Bigot, licencié ès-lois, avocat au parlement et au siège présidial de Bloys, Bailly des justice, terre et seigneuryes de Landes et Rivière, appartenant à Messire Henry de Bault, chevalier, baron (2) de Sainte-Frique, seigneur de Romainville et desdits Landes et Rivière, conseiller du Roy en ses conseils, mareschal des camps et armées de

(1) Aux assises du 11 mars 1644, onze veuves sont présentes.

(2) Dans d'autres procès-verbaux, il est qualifié marquis de Sainte-Frique.

« sa Majesté et premier Chambellan de son Altesse
« Royale, Monseigneur le duc d'Orléans, suivant les
« publications faites d'icelles assises ès paroisses de Saint-
« Lubin et de Saint-Martin dudit Landes, Saint-Bohaire,
« Adverdon, la Chapelle, Champigny, Lancosme, Gom-
« berjean, Villefrancœur, Villemardy, Tourailles, Pray,
« Françay, Jussay, Orchaie, Saint-Secondin, Prunay,
« Saint-Lubin en Vergonnois, Villerbon, Villebarou,
« Fossé, ainsi qu'il nous est apparu par les certificats des
« curés et vicquaires desdites paroisses, du dimanche
« 20 janvier dernier et du dimanche suivant et aussi sui-
« vant les exploits donnés aux sujets justiciables de
« cette justice et seigneurie de Landes et Rivière, par
« Dorion et Lepleige, sergents desdites justices.

« A la requête du procureur fiscal d'icelles,

« Lesquelles assises ont été tenues devant l'église de
« Saint-Lubin de Landes, lieu ordinaire où se tiennent
« les plaids. Après avoir fait, par les sergents, appeler à
« haute et intelligible voix, lesdits justiciables, suivant le
« rôle ci-après, avons procédé auxdites assises, ainsi qu'il
« suit :

« Sont présents : (le lieutenant du bailly, le procureur
« fiscal, le greffier, les procureurs postulants, les sergents,
« le prevost et les habitants).

« Auxquels habitants comparants avons enjoint de
« porter l'honneur, respect et révérence deus à Monsieur
« leur seigneur et aux officiers de cette justice.

« Leur faisons déffanse de plaider ailleurs que céans.

« Leur faisons aussi deffanse de jurer et blasphémer
« le saint nom de Dieu en quelque sorte et manière que
« ce soit, sous les peines de l'ordonnance.

« Comme aussi leur deffandons, sous les mêmes peines,
« de jouer et fréquenter les cabarets, les festes et diman-
« ches, pendant le divin service.

« Deffandons aussi aux cabarettiers de donner à boire
« et à manger aux dessus dits et autres personnes, sauf
« pour les passants, pendant le divin service, aux festes
« et dimanches, à peine de 10 livres d'amende.

« Enjoignons à tous lesdits justiciables et autres qui
« auront des héritages proches la rivière de Landaison,
« de curer et nettoyer la rivière afin que l'eau puisse y
« avoir cours.

« Comme aussi leur faisons deffanse d'entreprendre
« aucune chose sur les chemins et où il y aurait des
« entreprises, de les remettre en leur ancien estat, même
« de venir déclarer au procureur fiscal, les personnes qui
« pourroient avoir fait quelque entreprise sur lesdits che-
« mins, le tout sous les mesmes peines que dessus.

« Faisons deffanse auxdicts sujets de mener et faire
« champayer leurs bestiaux, tant à pied rond qu'à pied
« fourchu, aux bois taillis, garennes, prés et pastoureux
« et héritages deffensables au dedans de cette seigneu-
« rye et mesme ès vignes.

« Deffandons également aux susdicts subjects de porter
« fusils, pistolets et autres armes à feu, ne tendre collets,
« panneaux, pochettes et autres choses pour raison de
« chasse ; ne tendre dans la rivière aucun engin à prendre
« poisson, le tout à peine d'amende arbitraire et de puni-
« tion corporelle.

« Enjoignons à ceux qui trouveront toutes personnes à
« la chasse et à la pêche ou qui blasphèmeront le saint
« nom de Dieu, de les dénoncer au procureur fiscal sous
« la mesme peine.

« Faisons également deffanse à tous les justiciables
« subjects au four banal de cette terre, de n'aller cuire
« ou faire cuire leur pain ailleurs qu'audit four banal, à
« peine de 60 livres d'amende.

« Enjoignons pareillement à tous nos susdits justiciables

« de bailler, par aveu et déclarations censuels, les héritages qu'ils possèdent et relevant des seigneuries de
« Landes, Rivière, Malvaux, le Petit Villeruche, le Nuisemont, Glatigny et le Colombier, à cause des foy, hommage ou censive ; payer les profits féodaux et censuels, cens, quint et requint, rachapt, chevaux de service, profits ou loz, arrérages, reliefs, delfauts et amendes ; ensemble de passer déclarations nouvelles des rentes
« fontcières, hostises, avenages, tailles, terrages, dixmes, pain de paille (1) et autres droits seigneuriaux, le tout
« dans la quinzaine, à peine de 60 livres d'amende et d'exhiber dans le même temps leurs contrats d'acquêts, titres, partages et autres renseignements concernant
« les maisons et héritages dépendant et relevant desdits fiefs et seigneuries ci-dessus, tant en fiefs, qu'en roture ; et pour icelles faire, s'adresseront lesdits subjects par
« devant le notaire de ce lieu pour la passation desdites nouvelles reconnaissances et non devers d'autres.

« Enjoignons auxdits habitans et justiciables de cette seigneurie de vendre aucuns grains ou vin en détail, à autre mesure que celle de Landes ; pourquoy faire ils auront chacun en leur maison, un boisseau et mesme les cabarettiers des pintes, le tout à l'estalon et mesure de Landes et mesme aux cabarettiers sous peine d'amende et confiscation.

« Déclarons auxdits justiciables que ces assises se tiendront doresnavant une fois l'an, le premier jour plaidoyable d'après la Saint-Martin d'hiver ; enjoignons auxdits habitants de s'y trouver sous peine d'amende,

(1) Redevance due par chaque maison tenue de cuire au four banal. Cette redevance était de 6 sols par an ; jugement du baillage de Landes du 14 juin 1663.

« comme aussi que les plaids se tiendront au jour de jeudi
« de huitaine en huitaine, heure de dix du matin.

« Faisons deffanse à toutes personnes qui ont des
« vignes au-dedans de cette justice, de commencer à
« vendanger ou faire vendanger icelles plus tôt que les
« fruits soient en maturité et que publication n'en ait été
« faite aux prosnes des paroisses de Saint-Martin et de
« Saint-Lubin, à la diligence du procureur fiscal, à peine
« de 60 sols d'amende.

« Semblablement faisons deffance aux habitants justi-
« ciables de céans, de laditte terre et seigneurie, de
« faire charroi et voiturer les jours de feste et dimanche
« à peine de 60 sols d'amende et la confiscation de leurs
« chevaux.

« Fait le jeudi vingt-sixième jour de février de l'an
« mil six cent cinquante-quatre. »

A la suite de ces assises, le procureur fiscal du siège fit appeler les nombreux possesseurs de petits fiefs à rendre aveu et hommage au seigneur de Landes; ainsi furent appelés : l'abbé de Fontaine-lès-Blanches, le chapitre de Saint-Sauveur de Blois, les curés et fabriques de Landes, le seigneur de Villée et de la Hocetière, la dame de Moulins, etc., etc.

Dans d'autres assises, nous trouvons les prescriptions suivantes :

Injonction aux habitants d'assister au divin service les jours de fête et dimanche (1);

(1) Avant 1689, au cours d'une année, on chômaît 82 fêtes, dimanches compris. Aussi le savetier de la fable se plaignait et disait :

.....On nous ruine en fêtes :

L'une fait tort à l'autre ; et Monsieur le curé

De quelque nouveau saint charge toujours son prône.

(Lafontaine. Livre VIII, 2).

Défense de faire rouir du chambre (*sic*, pour chanvre) dans la rivière, à peine de 10 livres d'amende et de confiscation ;

Ordre de publier ces prescriptions au prône de la grand'messe pour que nul n'en ignore.

A ces assises, ainsi qu'on le voit par les citations ci-dessus, il n'est pas traité de questions se rattachant à l'administration communale ; elles étaient discutées dans les assemblées générales des habitants.

Le seigneur de Landes avait aussi le droit de haute justice qu'il n'exerça pas souvent. Dans le dépouillement des registres du greffe, pendant cent cinquante ans, nous n'avons trouvé qu'une poursuite criminelle pour un cas d'infanticide ; ce qui prouve en faveur de l'honnêteté des mœurs des habitants et de leur caractère pacifique.

Cependant, pour marquer son importance et ses privilèges et pour ne pas laisser prescrire ses droits de haut justicier le seigneur avait fait dresser un poteau ou pilori sur la place du marché auprès de l'église Saint-Lubin et des fourches patibulaires ou gibet, au nord du bourg sur un chemin appelé encore au siècle dernier *chemin de la justice*. (1).

Certains avantages pécuniaires revenaient au seigneur haut justicier : il recueillait les successions en deshérence et les biens délaissés par le bâtard décédé sans héritier, droits qui à l'occasion pouvaient avoir leur importance.

(A suivre.)

(1) Actes reçus par les notaires de Landes le 11 février 1726 et le 21 mai 1779. Ce chemin part de la Picaudière, près la ferme de la Motte, sert de limite aux communes de Landes et de Lancosme et passe entre les villages du grand et du petit Beyne.

LE CARTESIANISME A VENDOME

LE PÈRE NICOLAS-JOSEPH POISSON (1637-1710)

SUPÉRIEUR DU COLLÈGE DE L'ORATOIRE

PAR

L'ABBÉ CLÉMENT

Aumônier du Lycée

(Fin)

Le P. Poisson avait raison de s'armer de courage et de résignation chrétienne : son exil à Nevers devait durer vingt ans (1678-1698). La bienveillance dont ne cessa de l'entourer Mgr Vallot contribua, sans doute, à lui faire trouver moins amère sa disgrâce. Nous avons dit quelle situation considérable les éminentes qualités du P. Poisson lui avaient faite à Nevers dès son arrivée dans cette ville. Il y était depuis sept ans quand la révocation de l'édit de Nantes suggéra à ses supérieurs la pensée de l'envoyer dans le diocèse de Périgueux travailler à la conversion des protestants. Mgr Vallot ne voulut pas consentir à se priver des services d'un aussi précieux auxiliaire. Dans une lettre au P. de Sainte-Marthe (1) il rap-

(1) 17 octobre 1685.

pelait que le P. Poisson « travailloit à la conversion des huguenots avec assez de succès ; qu'il devoit se servir de luy dans la visite qu'il alloit faire de quelques paroisses de son diocèse où il y avoit quelques huguenots ramassés ensemble ; qu'ainsi il n'avoit jamais eu plus besoin de luy ».

Le P. Poisson, dit Batterel, « gagna si bien la confiance des habitants de Château-Chinon que les nouveaux réunis qui y séjournoient offrirent à M. de Nevers de joindre à la cure un fonds de 10.000 livres si le P. Poisson vouloit accepter la démission que le curé lui en vouloit faire (1) ».

Peut-être le P. Poisson n'eût-il pas mieux demandé : mais il eût fallu pour cela, en outre du consentement de Mgr Vallot, l'autorisation de ses supérieurs. Or, il ne pouvait oublier qu'ayant accepté précédemment, sans l'agrément du Conseil de la Congrégation, une cure au diocèse d'Evreux, il avait dû la résigner parce qu'on ne pouvait lui permettre « de sortir de Nevers où il était par ordre du Roi (2) ».

Le zèle du P. Poisson ne s'exerça pas seulement dans le diocèse de Nevers ; l'évêque d'Autun eut aussi recours à lui et l'appliqua avec succès à l'œuvre des missions. Parmi les conversions les plus notables qu'il eut le bonheur d'obtenir, on cite celles de M. de Montbrun et de Madame de Saint-André. « Il réussit à ramener l'un et l'autre, quoique la dame fût d'une opiniâtreté qui ne cédoit en rien à celle avec laquelle feu son mari avoit défendu Candie. »

L'évêque de Nevers, malgré ou peut-être en raison même de l'affection qu'il ressentait pour le P. Poisson, se faisait scrupule de retenir près de lui un homme que ses

(1) Batterel, *Mém. domest.*, p. 682.

(2) Reg. du Conseil. Juin 1685. — Cette cure était celle de Creuilly.

mérites semblaient appeler à briller sur un plus vaste théâtre. D'ailleurs, tout résigné qu'il fût à son exil, le P. Poisson en trouvait le fardeau bien lourd et nourrissait toujours l'espoir et le désir de revenir à Paris.

En vain Mgr Vallot multiplia-t-il les démarches auprès du P. de La Chaise pour obtenir la liberté du P. Poisson : Sa Révérence lui répondit qu'elle l'avait déjà tenté inutilement auprès du roi (1).

Tout espoir de rentrer en grâce paraissait donc bien définitivement perdu. Suspecté à Paris par le pouvoir royal, le P. Poisson voyait en même temps se former contre lui à Nevers des intrigues qui, longtemps contenues par le bienveillant appui que lui prêtait Mgr Vallot, réussirent enfin à le séparer de ce prélat et à reculer encore le lieu de son exil.

Ce nouveau coup fut d'autant plus sensible au P. Poisson qu'il lui venait précisément d'où il était le moins en droit de l'attendre.

Au cours des visites pastorales où il accompagnait Mgr Vallot dans les diverses paroisses de son diocèse, le P. Poisson avait remarqué un jeune ecclésiastique, M. Edouard Bargedé, curé d'un modeste village. « Sur le témoignage avantageux qu'avoit rendu de luy le P. Poisson à Mgr Vallot, il avoit été pourvu d'une des principales cures de Nevers, et avoit ensuite longtemps cultivé l'amitié de ce Père, jusqu'à ce que celui-ci l'eût aidé à devenir grand-vicaire. Quand il le fut et assez bien dans l'esprit du prélat pour se passer du P. Poisson, il ne songea qu'à l'écarter comme un témoin incommode, et, se livrant aux jésuites, fit réussir par leur crédit l'intrigue concertée avec eux pour succéder à Mgr Vallot et, pour récompense de leurs services, nous chassa du séminaire qu'il leur donna.

(1) Batterel, *Mém. domest.*, p. 683.

Il chassa aussi le P. Poisson de Nevers. La *Gazette de Hollande* en fit mention dans ces termes : « Le fameux P. Poisson de l'Oratoire vient d'être envoyé par ordre de la Cour, de Nevers à Vienne en Dauphiné après avoir gouverné le diocèse de Nevers pendant vingt ans. » Il étoit venu à Nevers comme relégué en 1678. Il en avoit été nommé supérieur au mois de septembre 1695 et au mois de janvier 1698, il eut ordre d'aller résider à Vienne. Cela fait les vingt années dont parle le gazetier de Hollande (1). »

Relégué à Vienne par lettre de cachet, le P. Poisson eut encore une fois recours au P. de La Chaise, son refuge ordinaire, dit naïvement ou ironiquement Batterel. Le 22 septembre 1697, le confesseur du roi lui écrivait : « Je vous prie de ne me nullement imputer votre nouvelle disgrâce, ni aux Jésuites de Nevers qui se sont toujours loués de votre conduite à leur égard et des bons offices que vous leur avez rendus. Je viens de parler au Roi et je n'ai rien oublié pour le persuader de vous accorder une entière liberté. S. M. dit qu'elle a des raisons pour ne pas vous permettre de retourner à Nevers ni d'approcher de Paris plus près de 40 à 50 lieues. Il permet à votre P. général de disposer de vous partout ailleurs ».

Un mois après, le P. de la Chaise envoyait au P.

(1) Batterel : *Mem. domest.*, p. 684. Le P. de La Chaise ne paraît pas avoir été complètement étranger à cette intrigue. Le protégé du P. Poisson, l'abbé Bargedé, une fois devenu vicaire général, crut de son intérêt de se ménager de plus puissants protecteurs. Il entra en relations avec le P. confesseur et, grâce à son influence, recueillit la succession de Mgr Vallot, mort en 1705. Tout cela est bieu peu chrétien, mais, par contre, tristement humain ! (Cf. P. J. Savelon ; *Essai historique sur l'Oratoire de Nevers*, p. 308. *Bulletin de la Société Nivernaise*, 2^e fascicule 1893. Nevers. Mazeron).

général de l'Oratoire un mémoire qu'il disait avoir reçu contre le P. Poisson. « C'est, mon Révérend Père, écrivait-il, pour tenir la parole que je vous ai donnée de vous communiquer tout ce qui me reviendrait des Pères de votre congrégation. L'empressement qu'ont eu quelques amis du P. Poisson d'avoir des certificats de sa bonne et vertueuse conduite (2) en a attiré de fort opposés dont je vous envoie des extraits que j'ai bien voulu, dans l'embarras de mes affaires, faire de ma propre main sans les communiquer à personne.

Or dans ces mémoires il est dit que le diocèse de Nevers a été exempt de la contagion des nouveautés, jusqu'à ce que le P. Poisson s'en est vu le maître, au lieu qu'il en est maintenant étrangement infesté par les maximes et intrigues de ce Père; qu'il fut autrefois député à Rome par ceux du parti vers Innocent XI, comme il paroît par les lettres originales de Dorat qui furent interceptées et envoyées à S. M.; qu'il y intriguait si fort même contre le service du Roy qu'on fut obligé de le chasser de Rome, ce que le P. Poisson attribue au P. Fabri, Jésuite; qu'il s'est souvent vanté du grand pouvoir qu'il y avoit et qu'on lui a ouï dire que sans les Jésuites il seroit maintenant cardinal; qu'il a fait ôter à Nevers le séminaire aux PP. de Sainte-Geneviève pour en avoir la direction; qu'il promettoit des bénéfices à tout le monde, comme s'il eût disposé de tout; qu'il disoit : « Monsieur, je vous ferai donner un tel canonicat pour votre fils »; qu'il mettoit tout à prix d'argent; que

(2) « Nous en avons, en effet, de ce tems-là, dit Batterel, signés par les Chanoines réguliers, par les Capucins et les Carmes déchaussés de Nevers. » (*Mem. domest.*, p. 679). Les adversaires du P. Poisson, craignant de voir la Cour fléchir multiplièrent après son départ les libelles anonymes.

dans la nouvelle édition du Rituel, il avoit supprimé les antiennes et les litanies de la sainte Vierge, celles du Saint-Sacrement, le *Salve Regina* par l'envie d'ôter à la Vierge le titre de mère de miséricorde; qu'il donne communément à lire aux séminaristes les *Provinciales*; que les prêtres qui lui sont dévoués diffèrent longtemps l'absolution et la communion pour des bagatelles; qu'il a voulu introduire la pénitence publique même pour des péchés secrets, et qu'il l'eût fait si Mgr l'évêque ne s'y fût opposé; que les religieuses qu'il dirige ont les livres du parti, disputent au parloir sur la grâce, affectant de soutenir que Jésus-Christ n'est pas mort pour les pécheurs; que les cinq propositions n'ont pas été condamnées au sens de Jansenius; qu'on ne pouvoit exprimer tout le mal qu'il faisoit dans le diocèse par la mauvaise doctrine et les mauvais livres qu'il répandoit, par lui et par ses émissaires, ayant la confiance du Prélat et la meilleure part au gouvernement du diocèse; qu'on y avoit été fort allarmé parce qu'on assûroit que le P. de La Chaize prenoit à cœur le rappel de ce Père dont le retour auroit tout gâté, mais qu'on étoit revenu de cette frayeur depuis que l'on avoit su que le P. confesseur n'avoit pu obtenir un rappel absolu. »

Tout ce qu'avait pu obtenir, en effet le P. de La Chaise pour le P. Poisson c'étoit une permission du Roi l'autorisant à retourner à Paris en mars 1698 « mais seulement pour terminer en six semaines les affaires qu'il pourroit encore y avoir » (1).

Après une courte résidence à Vienne le P. Poisson fut autorisé à se retirer dans la maison de Lyon. C'est là qu'il passa, entre la prière et le travail, les dernières

(1) Batterel : *Mem. domest.*, p. 680.

années d'une vie si agitée. Depuis longtemps déjà, il avait renoncé aux études philosophiques pour s'adonner exclusivement, nous l'avons dit, aux questions de discipline ecclésiastique. En 1706 il fit paraître un *Abrégé des Conciles* dont la bibliothèque de Vendôme possède un exemplaire avec mention : *Ex dono auctoris* (1).

Le P. Poisson était-il bien réellement le janséniste militant dénoncé dans les libelles adressés au P. de La Chaise? Nous ne saurions l'affirmer. Ce qui n'est pas douteux c'est qu'à Lyon il se montra ouvertement partisan des idées nouvelles. En 1705, l'archevêque de cette ville, Mgr de Saint-Georges tint un grand synode à la suite duquel il ordonna la signature du formulaire à tous ses curés et à toutes les communautés du diocèse. Seul de tous les Pères de l'Oratoire, le P. Poisson refusa de signer et fut frappé d'interdit (2). « On croit, dit Fouillou (3), que sa trop grande application à son ouvrage sur les Conciles abrégéa ses jours. Car quoiqu'il eût alors 70 ans, il était plein de vigueur et de feu. C'étoit un vieillard vénérable qui avoit la physionomie d'un homme d'esprit, homme de bon conseil et très réglé dans ses mœurs. »

Le P. Poisson mourut à Lyon le 3 mai 1710. « Les jugements ont été bien partagés à son sujet. Tout le monde admet sa grande intelligence, sa sincère piété; malheureusement il était très imprudent dans ses paroles, ses allures étaient quelquefois un peu brusques, son ton trop autoritaire. » (4) Nous nous en tiendrons à cette

(1) *Delectus actorum Ecclesiae universalis*. Sumptibus Joann. Certe Bibliopolæ in vico mercatorio sub signo sanctissimæ Trinitatis. MDCCVI cum approbat. et privilegio Regis.

(2) Fouillou : *Histoire du cas de conscience*, t. VII, p. 288.

(3) Loc. cit.

(4) P. J. Savelon, prêtre de l'Oratoire : *Essai historique sur l'Oratoire de Nevers*, p. 296.

appréciation du P. Savelon sur l'un des maîtres les plus distingués de l'ancien collège de l'Oratoire de Vendôme.

ADDITIONS (1)

J'ay recouvré quelques lettres et papiers de ce Père qui m'apprennent quelques faits de luy que je suis obligé de mettre icy sur les marges, manquant de place ailleurs.

Avant que d'être Supérieur de Vandosme, il y fut chargé de l'éducation d'un des fils de M. de Montmorency, je ne sais pas de quelle branche de cette maison. Le peu d'ouvrages qu'il fit paroître de là le mit en réputation et en grandes relations avec plusieurs cartésiens des diverses provinces du Royaume. Je le vois par un grand nombre de lettres et de consultations sur divers points de Physique et autres Phénomènes qu'on luy exposoit et dont il leur donnoit l'explication.

Divers Professeurs des Académies que les Protestants avoient à Saumur et à Sedan le consultoient et paroisoient fort l'estimer (2).

1^o *Dissertation contre le sentiment de Descartes sur la manière dont J. C. est dans l'Eucharistie, sentiment contraire à l'Ecriture sainte, aux SS. PP. et surtout au Concile de Trente.* Il combat aussi fortement l'opinion de dom Robert Desgabets, Bénédictin de Saint-Vanne, sur ce mystère. Ce P. étoit en grand commerce de lettres avec luy, le consultoit souvent, et en faisoit beaucoup de

(1) Extrait, sous ce titre, du manuscrit de Batterel (Archives nationales, M. 220, liasse B.), p. 687 et suivantes.

(2) Suit l'énumération des écrits inédits du P. Poisson.

cas. Comme il étoit très bien venu auprès du Cal de Retz, retiré alors en Lorraine dans sa terre de Commercey il avoit fait connoître à ce cardinal le mérite du P. Poisson, et ses lumières sur la nouvelle Philosophie.

MM. Rohault et Clerselier luy écrivoient aussi fort souvent, et celui-ci le considéroit comme l'homme le plus capable de faire un excellent commentaire sur les œuvres de leur commun maître. Un Bénédictin et un Récollet, l'un et l'autre bons cartésiens, avoient le même dessein.

Mais, sur le bruit que le P. Poisson entreprenoit ce dessein, ils n'y pensèrent plus pour luy en laisser tout l'honneur, persuadés que ce projet ne pouvoit être en meilleures mains que les siennes.

Son voyage en Italie le mit en relations avec plusieurs sçavans célèbres, en particulier Ciampino avec lequel il conserva un commerce assidu de lettres où ils se rendoient compte mutuellement de diverses curiosités naturelles et observations de physique qu'ils découvroient.

2^o *Dissertation adressée à l'intendant d'Orléans* pour luy prouver que les armes et machines de guerre des anciens Romains, comme leurs épées, leurs flèches et béliers, auroient plus d'effet et seroient moins incommodes que l'usage de nos longues épées, de nos mousquets et de nos canons. Il en raisonna selon les principes des mécaniques et d'une manière plausible et ingénieuse.

3^o *Autre, adressée à l'intendant de Moulins* au sujet d'une intempérie de l'air dans un tems de mortalité.

4^o *Plusieurs autres pour défendre le sentiment de Descartes sur la divisibilité de la matière, sur la définition du corps, sur les expériences du vif argent par rapport à la pesanteur de l'air.*

On sait qu'il ne faisoit pas son capital de la Philosophie qu'il lisoit les Pères, surtout saint Augustin, qu'il avoit l'esprit facile et orné, qu'il regardoit la science ecclésiast-

tique comme l'objet principal de ses études, et que sa qualité de prêtre lui donnoit quelques scrupules du trop d'application qu'il paroissoit donner aux connaissances naturelles.

5^e *Longue lettre à M. Fouquet président à Rennes pour prouver en 11 Réflexions les inconvénients de la défense vague et générale faite par le Roi d'enseigner la philosophie de Descartes.* Ecrite avec adresse ; l'érudition y est bien ménagée.

6^e *Vie de Charlotte de Harlay-Sancy.* Fille de Nicolas de Sancy et sœur de nos deux PP. de Harlay. Après avoir été mariée au marquis de Bréauté et l'avoir perdu peu de temps après, se fit carmélite au grand couvent de Paris et y fut une des premières reçues. S'y distingua par sa piété, sa prudence, sa bonne conduite et y mourut saintement, le 22 novembre 1652, âgée de 73 ans. Son nom de religion était la mère Marie de Jésus.

Cet ouvrage est écrit d'une manière judicieuse, plein de réflexions chrétiennes sur la vie religieuse, dégagé de certains petits détails et de minuties dont ces sortes de vies sont souvent défigurées. Il est manuscrit parmi les papiers de ce Père qui me sont venus de Nevers et n'ont jamais été imprimés.

NOTE

De la liste du personnel du collège de Vendôme donnée dans l'acte de visite de l'année 1667 nous extrayons les lignes suivantes consacrées au P. Poisson :

« Le P. N. J. Poisson de Paris âgé de 28 ans. Reçu le 29 novembre 1659, prêtre à la Pentecôte 1663, préfet des pensionnaires depuis 6 mois. »

En 1667 le P. Poisson était âgé non pas de 28 mais de

30 ans. Son *Traité de la mécanique de M. Descartes, suivi de l'abrégé de musique du même philosophe, traduit du latin en français avec des éclaircissements et des notes*, ayant paru à Paris en 1668, c'est donc bien à Vendôme que le P. Poisson l'a composé comme les *Remarques sur le Discours de la méthode*.

Le Père Nicolas-Joseph Poisson (1)

Étoit Parisien. Il avoit de l'esprit et beaucoup de facilité pour la Philosophie et pour les Mathématiques. Il fit imprimer les premières années de sa vie un livre sur le système de Descartes, qui luy acquit beaucoup de réputation parmi les sçavants. Il donna depuis au public les actes de l'Eglise de Milan où il ajouta en latin plusieurs ouvrages de saint Charles qui n'avoient pas encore paru en France. Il a fait imprimer les Conciles en deux tomes avec des notes qui sont estimées de plusieurs personnes. L'on croit que ses trop grandes veilles pour travailler à ce dernier voyage luy ont causé la mort. Pendant qu'il étoit supérieur du collège de Vendôme, il fit bâtir les classes avec un corps de logis pour les pensionnaires qui sont commodés et magnifiques. Une pieuse curiosité le porta à entreprendre avec la permission du R. P. général le voyage de Rome, il y visita tous les lieux saints et plusieurs riches Bibliothèques; il eut même plusieurs conférences avec tout ce qu'il y avoit de gens sçavans dans cette première ville du monde chrétien, ce qui le fit bientôt connaître des Cardinaux les plus distingués du sacré collège, avec qui il eut quelques entretiens. On le soupçonna d'avoir parlé avec trop de sincérité sur les demandes que quelques Cardinaux luy avoient faites touchant François de Harlay, Archevêque de Paris, c'est pourquoi à son retour de Rome en France, ce Prélat tout puissant auprès du Roy luy fit donner une lettre de cachet pour Nevers avec deffence d'aller à Paris. Il n'y demeura pas longtems sans gagner l'Estime et l'affection de l'Evêque Edoüard Vallot. Il mit toute sa confiance en luy; et le mena toujours avec luy dans ses visites et n'entreprenoit presque rien sans le consulter. Il fit

(1) Nous devons communication de cette notice inédite ainsi que d'autres indications bibliographiques à la bienveillante obligeance du R. P. Bonnardet, prêtre de l'Oratoire, censeur au Collège de Julliy. Qu'il veuille bien accepter l'expression de notre respectueuse reconnaissance.

bâtir un séminaire et une Eglise dont il lui donna la conduite. Enfin il se reposoit tellement sur ses veilles et sur ses lumières que luy ayant parlé très avantageusement d'un curé de village qu'il avoit rencontré pendant qu'il l'accompagnoit dans ses visites ; il lui donna la principale Cure de la ville de Nevers. Cet ecclésiastique ayant reconnu par là le crédit du Père Poisson, eut grand soin de cultiver son amitié jusqu'à ce qu'il devint grand Vicaire. Pour lors voulant se pousser encore plus loin, il en cultiva d'autres d'un plus grand crédit que le Père Poisson par les moyens desquels il devint Evêque de Nevers après la mort de Mr Vallot, d'une Manière qu'il n'est pas permis de rapporter icy quoiqu'il dût principalement sa fortune au Père Poisson, si on peut dire que ce soit une fortune d'être Evêque, cependant il l'obligea de sortir de Nevers. Il eut ordre pour la Maison de Lyon. Pendant qu'il y demeurait, il fit quelques voyages à Vienne. Et l'archevêque de cette ville qui demeurait dans Notre séminaire ayant reconnu en luy un homme qui possédoit en perfection, la science Ecclésiastique Il l'y retint pendant plusieurs Mois ; à la fin il revint à Lyon ; où après toutes ces révolutions, Il mourut le trois May de l'année 1710.

P. CLOYSEAUT : *Ménologe du 1^{er} siècle de l'Oratoire, page 347 et suiv., aux archives de l'Oratoire.*

PIGANIOL DE LA FORCE

(Complément de biographie)

Le journal *Le Carillon de Vendôme*, numéro du 2 mars 1899, a publié, sous le titre général « Lettres percheronnes », un article fort intéressant sur Piganiol de la Force.

L'auteur de cet article, qui signe modestement J. A. (1), rectifie une erreur accréditée par tous les biographes qui font mourir ce savant géographe à Paris, en 1753, tandis qu'il est mort aux Rouaudières, commune de Cormenon, et enterré au cimetière de cette paroisse le 17 janvier 1753.

Je crois intéressant d'insérer dans notre bulletin la découverte de notre collègue avec quelques notes que j'ai pu y ajouter moi-même.

Piganiol de la Force (Jean-Aymar) (1673-1753) est l'auteur bien connu de plusieurs ouvrages descriptifs de la France qui eurent beaucoup de succès de son temps et qui sont encore consultés aujourd'hui comme établissant l'état de la France dans la première moitié du XVIII^e siècle. Le plus important de ces ouvrages est intitulé : *Nouvelle description de la France*, par Piganiol de la Force. La première édition est de 1714, en cinq volumes in-12. La Bibliothèque de Vendôme possède la deuxième édition (1722) en sept volumes in-12.

Il est né en Auvergne en 1673, d'après toutes les biographies ; quelques unes précisent davantage ; ainsi, le *Dictionnaire d'histoire et de géographie* de N. Bouillet porte : Piganiol, ... né à Aurillac en 1673, ... mort en 1753.

(1) J. Alexandre, juge de paix à Mondoubleau, membre de notre Société et chercheur érudit.

Vapereau, *Dictionnaire des littératures*, inscrit de même Piganiol né à Aurillac en 1673, et enfin le *Dictionnaire géographique de la France* de Joanne, en cours de publication chez Hachette, à l'article *Aurillac* dit que cette ville a vu naître l'historien Piganiol de la Force (1673-1753).

Ainsi notre auteur est né à Aurillac en 1673. Aucune des nombreuses biographies que j'ai consultées ne donne d'ailleurs la date précise de sa naissance.

Ces mêmes biographies sont unanimes pour le faire mourir à *Paris* en 1753. Quelques-unes précisent d'avantage; ainsi Quérard, dans son dictionnaire bibliographique intitulé « La France littéraire », inscrit : Piganiol « né en Auvergne en 1673, mort en *février* 1753, âgé de quatre-vingts ans ». La *Biographie universelle* de Michaud porte : Piganiol... né en 1673 dans la province d'Auvergne, « mourut à Paris au mois de *février* 1753 ». Ce renseignement est reproduit dans la *Nouvelle biographie générale* publiée par la maison Didot sous la direction d'Hœfer.

Ainsi, jusqu'à la découverte de M. J. Alexandre, il était acquis que Piganiol était mort à Paris en février 1753. Ce renseignement comporte une double erreur de lieu et de date.

M. Alexandre, en compulsant les anciens registres des paroisses du canton de Mondoubleau, a découvert, en effet, l'acte d'enterrement du sieur Piganiol dont voici la copie qu'il a insérée au *Carillon*, numéro du 2 mars 1899. « L'an mil sept cent cinquante-trois, le dix-septième jour du mois de janvier, a été par nous, prêtre curé de Boursay, doyen de Mondoubleau, soussigné, inhumé dans le cimetière de céans (Cormenon), le corps de feu Messire Jean-Aimar Piganiol, écuyer, seigneur de la Force, en Auvergne, contrôleur des guerres à la suite du régiment des gardes, cy-devant gouverneur de son Altesse Sérénissime le comte de Toulouse; lequel était

« âgé d'environ quatre-vingt-cinq ans et n'a pu recevoir
« que le sacrement d'Extrême-Onction et ce, en présence
« de... » (suivent les noms de sept prêtres curés des
environs, sans compter Louis Faussabry, curé de Corme-
non, et de plusieurs notables).

L'enterrement ayant eu lieu le 17 janvier 1753, on peut
reporter le décès au 15 du même mois. Le détail que le
moribond n'a pu recevoir que l'Extrême-Onction fait
supposer qu'il a dû mourir presque subitement aux
Rouaudières.

L'acte porte d'ailleurs une erreur, tant il est difficile
d'y échapper, lorsqu'il dit : « lequel était âgé d'environ
quatre-vingt-cinq ans ». Piganiol, né en 1673, n'avait que
quatre-vingts ans en 1753.

Piganiol a passé les dernières années de sa vie aux
Rouaudières, ainsi qu'il résulte d'un acte de baptême
relevé par M. Alexandre aux mêmes registres à la date
du 21 novembre 1750 et où notre géographe figure comme
parrain. En voici la copie : « Le vingt-unième jour de
« novembre (1750), a été par nous, prêtre curé de cette
« paroisse (Cormenon), soussigné, baptisé en la chapelle
« du château des *Raudières*, par permission obtenue de
« Monseigneur l'évêque de Blois, en date du 29 octobre
« de la présente année, Jean-Aymar, né du jour d'hier
« du légitime mariage de Messire René-Jean Edme, avo-
« cat au parlement, seigneur des *Raudières*, et de dame
« Anne-Nicole Piquenot, ses père et mère. Le parrain a
« été Messire Jean-Aymar Piganiol, écuyer, seigneur de
« la Force, en Auvergne, contrôleur des guerres à la
« suite du régiment des gardes suisses, ci-devant gouver-
« neur des pages de feu son Altesse Sérénissime mon-
« seigneur le comte de Toulouse; la marraine a été
« damoiselle Henriette-Marie-Françoise Edme, tante dudit
« enfant, qui ont signé avec nous. »

Cet acte est d'autant plus intéressant qu'il nous fait connaître les hôtes du célèbre Piganiol en 1750. Dans *l'Essai sur le canton et la ville de Mondoubleau*, par Beauvais de Saint-Paul, 1840, in-8°, page 321, on voit qu'en 1758 les Rouaudières ont changé de main et passé à la marraine de 1750, sœur du propriétaire d'alors, mariée à M. de Vanssay, comme l'atteste l'aveu rendu le 30 avril 1758 au roi et qui commence ainsi : « Nous, « Louis-Joseph de Vanssay de Marans, chevalier, seigneur « des Rouaudières et autres lieux, et Henriette-Marie- « Françoise Edme, mon épouse de moi autorisée, et dame « propriétaire de la dite terre des Rouaudières, demeurant en notre château des Rouaudières, paroisse de « Cormenon, près Mondoubleau... »

En résumé, il résulte de la découverte de M. J. Alexandre que Piganiol, que tous ses biographes ont cru avoir vécu à Paris jusqu'à sa mort, est venu passer les dernières années de sa vie aux Rouaudières où il est mort le 15 janvier 1753 et a été enterré le 17 au cimetière de Cormenon.

La date erronée de février 1753, donnée par quelques biographes comme date de sa mort, doit résulter de la difficulté des communications à cette époque ; on aura su seulement en février à Paris que Piganiol était mort, sans connaître le lieu si bien caché de sa retraite.

E. NOUEL.

CHRONIQUE

A la séance de clôture de la session du Congrès des Sociétés savantes, tenue à Toulouse et présidée par M. le Ministre de l'Instruction publique, le samedi 8 avril dernier, **M. A. de Trémault**, trésorier de la Société Archéologique du Vendomois, a été proclamé *officier de l'Instruction publique*.

Nos compliments à notre savant collègue pour cette marque de distinction si bien méritée et dont une partie de l'honneur rejaillit sur notre société.

E. N.

Il a été trouvé à la Houghaise, commune de La Chapelle-Enchérie, un statère d'or pâle des Cénomans ; nous possédons des pièces analogues au musée, mais nous avons cru devoir signaler celle-ci en raison de son origine.

De même, il nous a été signalé la découverte, à Sougé, d'un denier de Louis-le-Débonnaire, du type le plus commun.

LETESSIER.

Le Gérant : F. EMPAYTAZ.

Vendôme. — Imp. F. EMPAYTAZ

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

Scientifique & Littéraire

DU VENDOMOIS

38^e ANNÉE -- 3^{me} TRIMESTRE

JUILLET 1899

La Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendomois s'est réunie en Assemblée générale le jeudi 6 juillet 1899, à deux heures.

Etaient présents :

MM. de Sachy, président ; de Saint-Venant, vice-président ; Nouel, secrétaire ; Colas, bibliothécaire-archiviste ; Renault, conservateur du Musée ; Letessier, l'abbé Lefebvre, L. de Lavau, membres du bureau ; et MM. Brize, Empaytaz, Granger, de la Serre, l'abbé de Préville, Ph. de Rochambeau, l'abbé Roux.

La séance était publique et plusieurs dames y assistaient.

M. le Président déclare la séance ouverte.

M. le Secrétaire fait connaître les noms des nouveaux membres admis par le Bureau depuis la séance d'avril 1899.

Un membre a été admis : M. Charles Jeanpierre, propriétaire aux Charmois, près Nancy.

M. le Président donne la parole à M. Renault, conservateur du Musée.

DESCRIPTION SOMMAIRE

Des Objets entrés au Musée depuis la séance d'avril 1899

NOUS AVONS REÇU :

Don de Madame IRVOY, veuve du **statuaire** notre compatriote, l'auteur de notre **statue de Ronsard** :

Le **médailillon en bronze d'Aimé Irvoy**, son mari ; ce très beau portrait est l'œuvre de M. I. Thomas, statuaire, membre de l'Institut, grand ami de notre regretté collègue ; il a été fondu par MM. Thiébaud de Paris. On se souvient qu'Aimé Irvoy est décédé l'an dernier, le 18 mars, à Grenoble, et que M. Nouel a publié sur lui une notice biographique (1). La ville de Vendôme, qui se montra jadis si généreuse et sut encourager avec tant de clairvoyance les débuts artistiques d'Aimé Irvoy, doit être heureuse et fière de conserver le portrait d'un de ses enfants qui lui fait honneur et lui a prouvé maintes fois sa reconnaissance.

Madame Irvoy, à qui nous adressons nos plus vifs remerciements, nous a donné en outre :

Une **gravure en creux** sur bloc d'acier et représentant Neptune ; exécutée en 1851 pour le concours du prix de Rome.

Une **étude gravée en relief** sur bloc d'acier et représentant Hercule portant un taureau.

Par acquisition :

Une **plaque de cheminée en fonte** ; elle provient d'une maison du Gué-du-Loir que la tradition désigne comme ayant été celle du pêcheur de Henri IV. Elle représente une scène entre personnages vêtus à l'antique : un roi sur son trône semble recevoir la soumission d'un guerrier qui lui présente son épée ; nous avouons n'avoir pas su encore reconnaître le fait historique reproduit sur cette plaque.

Don de M. JULES CHAUTARD, doyen honoraire de faculté, notre collègue :

Une **grande médaille de César de Vendôme** ; cette rare et belle pièce a été décrite par le donateur dans notre bulletin du premier

(1) Voir le bulletin de 1898, p. 88.

trimestre de cette année (1), ainsi que la suivante que nous devons aussi à la libéralité de ce savant numismate, notre compatriote ; c'est

Un jeton inédit de Charles, premier duc de Vendôme, et dont les particularités ont été décrites minutieusement dans le susdit travail.

Je ne saurais, Messieurs, appeler assez votre attention sur ces deux pièces, fort importantes pour notre collection numismatique locale, et aussi sur la générosité de M. Jules Chautard qui peut, en échange, être assuré de toute notre reconnaissance.

Dons de M. PAUL MARTELLIÈRE, de Pithiviers, notre collègue :

1^o **Deux poésies de Pierre Ronsard** : *l'Epicurium* et *l'Aubepin*, chants d'autrefois mis en musique par Victor Massé.

2^o **Portrait du maréchal de Rochambeau**, gravé par Contenau.

3^o **Portrait de M. Crosnier**, ancien député de Loir-et-Cher. Photographie.

4^o **Une petite gravure** représentant un tableau de M. Ch. Busson : *Avant la pluie* (Plaine de Montoire, Loir-et-Cher).

5^o **Une autre petite gravure** : *le Château de Lierville*, habitation de M. le comte de Courtavel, canton d'Orgères.

Un jeton cuivre trouvé aux fouilles de l'égoût de Saint-Lubin.

Ce jeton, dont les types de la face et du revers sont semblables, est anépigraphé. Il paraît se rapporter au type esterlin, mais il ne figure pas dans l'ouvrage de M. Chautard.

Les deux côtés représentent une croix coupant le grénétis et cantonnée de groupes de 5 besants formant une petite rosace.

Peut-être ce jeton pourrait-il être attribué à la fabrique de Tournai.

M. le Président donne ensuite la parole à M. Letessier :

NUMISMATIQUE

Nous avons l'honneur de vous présenter aujourd'hui une nouvelle partie du legs de M. Maître, comprenant les médailles artistiques françaises jusqu'à nos jours.

• Cette branche de la numismatique était devenue l'objet de la prédi-

(1) Voir Bulletin de la Société. 1899, 1^{er} trim., p. 47.

lection du savant donateur, et il avait recueilli des raretés de premier ordre, en même temps que des médailles d'un art remarquable.

En y comprenant les petites médailles populaires modernes, la série comprend environ 750 pièces ; pour les décrire et en présenter les caractères détaillés il faudrait plus d'un volume du bulletin.

Nous nous contenterons donc ici de vous indiquer les médailles les plus remarquables. A partir de Louis XIV, elles forment un véritable cours d'histoire, les principaux événements étant souvent l'occasion de la frappe d'une pièce nouvelle.

Nous avons, du règne de *Henri II*, 3 médailles, dont une, fort belle, en argent présente au revers le buste de Catherine de Médicis.

François II est représenté par une magnifique médaille d'argent datée de 1560, et en parfait état.

Henri III. — 1 petite médaille de bronze dont le revers offre le buste de sa mère Catherine.

Du roi de la Ligue, *Charles X*, nous avons une grande médaille coulée se rapportant au couronnement de ce pseudo-souverain.

De *Henri IV* et *Marie de Médicis*, une des plus belles pièces de la collection, très belle médaille coulée signée Guillaume Dupré, 1603. — Ce médailleur avait atteint un haut degré de perfection et ses productions dépassent les pièces les mieux ciselées.

Louis XIII. — 3 médailles dont 1 argent avec bélière.

Louis XIV. — Plus de 80 pièces, dont une grande partie provient de la série frappée par le graveur Mauger ; ces médailles, d'un diamètre uniforme, composent une véritable histoire métallique du règne. Elles embrassent la période de 1643 à 1691. — Plusieurs médailles de grand module sont très-remarquables, entre autres celle qui représente la reddition de Tournai et Courtrai en 1667.

Louis XV. — 44 médailles dont 5 en argent, le reste en bronze, pour la plupart sur les coins de Du Vivier. — Nous signalons particulièrement celle de 1724, qui offre au revers la vue du pont de Blois.

Quelques autres pièces de modules variés se rapportant à différents événements du règne.

Louis XVI. 1^{re} période. — Une vingtaine de médailles parmi lesquelles une plaque uniface en étain se rapportant aux fêtes de la naissance du Dauphin. — Médailles de l'inauguration du canal du Centre, de la construction de la digue de Cherbourg, etc.

Louis XVI. 2^e période. — 1 plaquette uniface représentant la réunion des Etats généraux.

8 médailles en bronze rappelant les événements du début de la Révolution. Celle qui représente la nuit du 4 août est plus particulièrement belle.

3 médailles d'argent frappées à la mémoire du roi.

Révolution française. — Nombreux monnerons et pièces de confiance, communs, mais très bien conservés.

Une série de 7 pièces ou plaquettes frappées par le patriote Palloy avec des métaux venant de la Bastille et d'autres prisons. — La plus curieuse est la grande médaille uniface en plomb représentant la prise de la Bastille.

5 médailles et insignes se rapportant à cet événement et aux différentes fédérations, jusqu'en 1792.

3 insignes elliptiques unifaces.

1 très bel exemplaire de la pièce d'essai du décime dit *de Robespierre*.

1 essai en argent de 2 décimes de l'an VIII.

1 médaille formée d'une mince feuille de métal enchassée dans un cercle : *Robespierre et Cécile Renault*.

9 autres médailles diverses dont une commémorative de l'application de la virole brisée à la frappe des monnaies par Brezin.

1 curieux calendrier républicain en forme de médaille.

8 médailles ou insignes de différentes administrations.

Consulat. — 4 médailles dont l'une en argent se rapportant aux trois consuls : Bonaparte, Cambacérès et Lebrun.

Bonaparte Ier consul. — 22 médailles dont 2 en argent, le reste en bronze, de 1798 à 1803, frappées par différents graveurs : Denon, Gayrard, Andrieu, etc.

Napoléon Ier, empereur. — 6 médailles du sacre dont 1 en or, 1 en argent et 4 en bronze.

90 médailles environ se rapportant à différents événements du règne. — Beaucoup sont d'une très-grande valeur artistique. — Elles embrassent toute la période de l'empire et plusieurs d'entre elles même sont relatives au décès de Napoléon à Saint-Hélène, à ses funérailles et au transfert de son corps aux Invalides.

Louis XVIII. — 11 médailles dont 4 en argent.

Charles X. — 12 médailles dont 4 en argent. Parmi celles-ci, une très belle médaille du sacre à Reims.

Henri V. — 2 petites médailles frappées par Gayrard. 2 autres bronze, 1 argent.

Louis-Philippe. — 34 médailles : 6 en argent, 28 en bronze dont plusieurs de très grand module. L'une de ces dernières offre cette particularité que, frappée à l'occasion de la mise en circulation de la pièce de 5 francs de 1831, elle porte l'effigie en argent de celle-ci enchassée en son milieu.

République de 1848. — M. Maître avait commencé cette série dans les derniers temps de sa vie et il avait déjà recueilli une quantité de pièces intéressantes.

Quoique composée de médailles peu artistiques, la numismatique de 1848 offre beaucoup d'intérêt, en suivant pas à pas les événements de cette époque.

M. Maitre avait recueilli plus de 70 pièces, petites médailles, plaquettes en plomb, etc. relatives aux journées de février, de juin, à la mort de Mgr Affre, etc. Quelques unes de ces pièces portent des légendes humoristiques et même gouailleuses à l'adresse du gouvernement. On y voit figurer le père Duchêne, les gamins de Paris, etc.

De plus, M. Maitre a pu se procurer la série presque complète des essais monétaires en étain présentés au concours de 1848.

Il n'y manque que trois essais de la pièce de 20 francs. La série de 5 francs est complète, et il ne manque qu'une pièce à celle de 10 centimes.

On y trouve les effigies et les types les plus bizarres. A signaler particulièrement l'essai de 10 centimes de Rogat, à la fois poids, monnaie et mesure.

Napoléon, président de la République. — 22 petites médailles populaires relatives à ses différentes élections et à son élévation à l'Empire.

Napoléon III. — 11 médailles en bronze grand module relatives à divers événements, et 4 de module plus petit.

1 magnifique médaille d'argent, relative à l'offrande par la Ville de Paris du berceau du prince impérial.

1 autre médaille d'argent très grand module, relative à la réception des ambassadeurs de Siam.

3 médailles argent diverses.

1 médaille de l'expédition du Mexique.

31 médailles populaires en cuivre et métal blanc.

REINES DE FRANCE

Marie de Médicis. — Magnifique médaille de Guillaume Dupré en parfait état. — Revers : un vaisseau avec Cybèle au gouvernail.

Autre médaille de 1631.

Anne d'Autriche. — Grande médaille uniface, coulée, représentant la reine tenant son fils Louis XIV dans ses bras.

Marie-Antoinette. — 1 médaille argent et 1 bronze.

Marie-Louise. — Médaille bronze pour le duché de Parme.

PERSONNAGES DE FAMILLE ROYALE

L. Alexandre de Bourbon, comte de Toulouse. — Médaille étain, 1704.

Le régent Philippe d'Orléans. — 1 médaille bronze.

Henri de Bourbon. — Belle médaille bronze par Duvivier, 1724.

La duchesse d'Orléans. — Médaille bronze.

Louis XVII. — Médaille bronze.

Madame Elisabeth. — 2 médailles argent.

Le duc d'Angoulême. — Boite en forme de médaille renfermant sur des petits feuillets circulaires l'histoire de l'expédition d'Espagne. 1823.

La duchesse d'Angoulême. — 2 médailles bronze ; 1 médaille argent de son passage à Vendôme.

Le duc de Berry. — 1 médaille bronze.

La duchesse de Berry. — 1 médaille bronze, 1 argent avec son fils Henri V.

Le duc d'Orléans, fils de Louis-Philippe. — 6 médailles bronze relatives à différents événements et plus spécialement à sa mort prématurée pour laquelle nous avons en plus une quinzaine de médailles populaires.

La princesse Marie d'Orléans. — Médaille bronze avec la statue de Jeanne d'Arc au revers.

Murat, roi de Naples. — 1 pièce bronze.

Le prince Jérôme Napoléon. — 1 pièce bronze.

PERSONNAGES FRANÇAIS DIVERS

Thomas Bohier, général de Normandie. — Belle médaille d'argent de 1503 ; une des plus anciennes de la série française, très probablement faite par un artiste italien.

Diane de Poitiers, duchesse de Valentinois. — Très belle médaille d'argent.

Le duc d'Epéron. — Superbe médaille de Guillaume Dupré, 1607.

Pierre Séguier, chancelier de France. — Médaille coulée de 1633, très belle.

Nicolas Poussin. — Médaille argent.

Molière. — 2 médailles bronze modernes.

Colbert. — Grande médaille de 1683, par Besnard.

Michel Le Tellier, chancelier de France. — Médaille bronze de 1684.

Maximilien Titon. — Médaille bronze de 1705.

Evrard Titon du Tilliet, auteur du Parnasse français. — Bronze, 1717.

Jean Racine. — Médaille bronze moderne, frappée en 1817.

De Launay. — Médaille bronze de 1719.

Le cardinal de Fleury. — Médaille bronze de 1736 et une autre sans date.

J.-Fr. Secousse, curé de Saint-Eustache. — Médaille bronze aux armes de Bourbon.

Montesquieu. — Bronze de Dassier, 1733.

Voltaire. — Médaille d'après nature, à Ferney, 1770, par Wechter. — Autre médaille bronze par Domard.

- D'Alembert.* — Bronze par Gatteaux, 1785.
Le bailli de Suffren. — Médaille bronze décernée par les Etats de Provence.
J.-B. de Galois de la Tour, premier président au Parlement de Provence. — bronze doré, 1788.
Necker. — 1 médaille argent, 1 bronze.
Mirabeau. — Médaille en métal de cloche.
L'abbé Barthélemy, auteur du Jeune Anacharsis et savant numismate. — Bronze de Duvivier.
L'abbé de l'Epée, par Duvivier, 1801.
Rouget de l'Isle. — Médaille de Rogat portant au revers la *Marseille, paroles et musique.*
Le poète Ducis, 1828.
Desaix. — Médaille argent, de Brenet.
David Leroy. — Offerte par les architectes ses élèves.
Le médecin Portal, — Argent, 1818.
Nicolas Girardin. — Médaille bronze offerte par la ville d'Orléans pour la conservation de la maison de Jeanne d'Arc.
Louis David, le peintre, 1822.
Mazois, architecte. — Médaille par l'Académie de Bordeaux.
Le général Foy. — Bronze, 1825.
De Sèze, défenseur de Louis XVI. — Bronze. 1829.
Le général de Bourmont. — Bronze, 1830.
Mgr de Quélen. — Bronze, 1832.
De Sussy, fondateur du Musée monétaire. — Bronze, 1833.
Mortier et les victimes de l'attentat de Fieschi. 1835.
Boulay, de la Meurthe. — Bronze d'après David, 1841.
Silvestre de Sacy. — Bronze frappé par ordre de l'Académie.
Comte de Lobau. — Bronze frappé à sa mémoire par la garde nationale de la Seine.
Cormenin. — 2 médailles bronze.
Dombasle. — Bronze : *Les agriculteurs reconnaissants.*
Dumont d'Urville. — Bronze à sa mémoire, par Oudiné, 1844.
Jacquart. — Bronze, 1843.
Guizot. — Bronze doré, 1844.
Mgr Belmas, évêque de Cambrai. — Bronze, 1844.
Jacques Laffitte. — Bronze, 1844.
Emile de Girardin. — *La Presse reconnaissante*, bronze, 1849.
Lamartine. — Bronze grand module, 1848.
Ledru-Rollin. — Bronze petit module, 1848.
J.-J. Barre, graveur en monnaies. — Bronze par ses fils, 1855.
Béranger. — Bronze, 1856.
Vicomte de Rouville, directeur de la compagnie du Palais de l'Industrie. — Bronze, 1866.

Pierre Magné, ministre. — Bronze, 1855.
Ingres. — Hommage de ses élèves, 1862.
Billault, ministre. — Bronze, 1863.
Ferdinand de Lesseps. — Etain : *l'Isthme de Suez.*
M^{gr} Dupanloup. — Bronze.
14 médailles populaires diverses.

MÉDAILLES DIVERSES

2 médailles unfaces, concours de gravure par Brandt, 1812 et 1813, étain.

Grande médaille de Du Vivier : *la Chute des mauvais anges*, bronze.
Restauration de Notre-Dame de Paris, bronze par Oudiné, 1864.
A l'héroïque Pologne, bronze, 1881.

Almanach métallique de 1779. Curieuse pièce cuivre.

Jeton octogone en argent de la Banque de France, an VIII.

La Banque de France, 1871. — Au revers, l'inscription : *Pasteur.*

Au cultivateur laborieux. Argent, 1747.

Médaille argent de Mercié, à Lyon : *Lege duce, comité justitia.*

Aux combattants de Juillet 1830, argent ; médaille avec bélière.

Tribunal de 1^{re} instance, sous le 2^e empire. Insigne en cuivre doré.

Fête des bonnes gens, à la seigneurie de Canon, instituée par Elie de Beaumont. — Bronze.

A Pétrarque, hommage de l'Académie de Vaucluse, argent.

Commission des bibliothèques académiques, médaille argent.

Clémence Isaure. Jeton de l'Académie de Toulouse.

Institut national. — Médaille au nom gravé de Chalgrin.

4 médailles de comice agricole, vermeil, argent et bronze.

Médaille des *Noces d'or de François Delessert et Sophie Gauthier*, 1862.

Grande médaille en bronze du Comité d'organisation de la fête fédérale de gymnastique, juin 1878.

Médaille bronze, *la République*, de Jacques France, frappée avec le métal provenant des ruines des Tuileries.

Médaille d'argent de Degeorge, 1870 : *Les communications aériennes.*

Siège de Paris. Bronze, jeton de présence.

Médaille cuivre doré avec bélière, gravée au nom de M. de Lavalette, maire de Neuillé-Pont-Pierre, 1886.

Quelques médailles populaires et jetons de magasins.

BIBLIOGRAPHIE

M. le Bibliothécaire-Archiviste fait connaître les ouvrages entrés à la bibliothèque depuis la séance d'avril 1899.

NOUS AVONS REÇU :

II. — ENVOI DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :

- 1^o *Journal des Savants* — cahiers de mai et juin 1899.
- 2^o *Romania*. Tome XXVIII — avril 1899.

III. — ENVOI DES SOCIÉTÉS SAVANTES — ÉCHANGES :

- 1^o *Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir*. Mai 1899.
- 2^o *La Province du Maine*. N^{os} de mai, juin et juillet 1899.
- 3^o *Analecta Bollandiana*. Tomus XVIII — fasc. I.
- 4^o *Bulletin monumental*. 7^e série, tome 3^e.
- 5^o *Bulletin de la Société philomathique de Paris*. 1897-1898.
- 6^o *Bulletin de la Société de Borda* — Dax (Landes). 1^{er} trimestre 1899.
- 7^o *Revue de Saintonge et d'Aunis* — XIX^e vol. — 3^e livraison, 1^{er} mai 1899 — 4^e livraison, juillet 1899.
- 8^o *Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne* — 2^e série, tome XV^e, 1899.
- 9^o *Bulletins de la Société des Antiquaires de l'Ouest*. 2^e série — tome XX. 4^e trimestre de 1898 — 1^{er} trimestre 1899.
- 10^o *Bulletin de la Société d'Etudes des Hautes-Alpes*. 2^e série — 2^e trimestre 1899.
- 11^o *Bulletin de l'Académie du Var* — Tome XXI. 1898.
- 12^o *Bulletin de la Société Dunoise*. N^o 116, octobre 1898 — n^{os} 117 et 118, janvier et avril 1899.
- 13^o *Société d'Histoire naturelle d'Autun*. Procès-verbaux des séances de 1897 et comptes-rendus des excursions de 1893-1897. 10^e bulletin. 11^e bulletin (1^{re} partie).
- 14^o *Mémoires de l'Académie de Nîmes*. VII^e série — tome XXI — 1898.
- 15^o *Report of the U. S. National Museum, under the direction of the Smithsonian Institution for the Year Ending june 30, 1896*.

IV. — ABONNEMENTS ET ACQUISITIONS :

- 1^o *Revue de Loir-et-Cher* — mars, avril, mai et juin 1899.
- 2^o Archives historiques du Diocèse du Chartres. N^{os} d'avril, mai, juin et juillet 1899.

NOMINATION

D'UN

MEMBRE CORRESPONDANT

DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Par arrêté du 1^{er} août 1899, vu l'avis du Comité des travaux historiques et scientifiques, sur la proposition de la Commission centrale de ce comité, M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts a nommé CORRESPONDANT DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, M. NOUEL, professeur honoraire, de l'Université, secrétaire de la Société archéologique du Vendomois.

Nous croyons être l'interprète des sentiments unanimes des membres de cette Société, et en particulier des membres du Bureau, en adressant à notre sympathique collègue nos plus cordiales félicitations à l'occasion de la distinction si bien méritée dont il vient d'être l'objet.

L'enseignement si justement goûté que M. Nouel a prodigué pendant près de quarante ans dans notre Lycée à tant de générations d'élèves, dont le plus grand nombre sont devenus ses amis, et surtout les services de tout ordre qu'il a rendus à notre Société Archéologique depuis sa fondation, le désignent tout naturellement au choix de M. le Ministre.

En effet, M. Nouel, l'un des fondateurs de cette Société, en janvier 1862, n'a pas cessé d'occuper depuis cette époque une place au Bureau à des titres divers :

1^o Conservateur du Musée (fondé en même temps que la Société) de 1862 à 1874 ;

2^o Vice-président en 1874 ;

3^o Président pendant l'année 1875 (ce n'est qu'à partir de 1876 que les présidents furent nommés pour trois ans) ;

4^o Bibliothécaire-archiviste de 1876 à 1887 ;

5^o Secrétaire depuis 1887 jusqu'à ce jour.

C'est dans ce dernier poste qu'il nous a été particulièrement donné d'apprécier son zèle et sa compétence dans l'exercice de ses fonctions.

Parmi les membres qui ont siégé au bureau pendant ces douze dernières années, qui n'a admiré avec quel art disparaît sous sa plume alerte la monotonie inhérente aux procès-verbaux de ses réunions mensuelles, jusqu'à dérider plus d'une fois le grave aréopage par quelque trait d'une plaisanterie de bon aloi décoché avec ce ton de fine bonhomie qui lui est familier.

Chevalier de la Légion d'honneur du 1^{er} janvier 1886 et bibliothécaire de la ville depuis 1888, M. Nouel, toujours doué d'une activité juvénile n'hésite pas à consacrer les loisirs que lui laissait sa retraite de professeur prise en 1894 à un travail des plus considérables, et devant le quel avaient reculé les bibliothécaires ses prédécesseurs : la confection du catalogue de la bibliothèque.

Il a rédigé depuis cette époque dans un nombre de fiches qui n'est pas inférieur à 6000, une notice documentée sur chacun des 20000 volumes dont se compose cette bibliothèque, et ce ne sera pas un mince honneur pour lui d'avoir mené à bonne fin une aussi grosse entreprise dans un délai aussi court.

Au milieu des labeurs incessants du professorat, M. Nouel a encore trouvé le temps de faire depuis 1865, avec un soin et une ponctualité qui ne peuvent être surpassés dans les meilleurs observatoires, des observations météorologiques quotidiennes et ininterrompues dont il a publié le résumé au Bulletin de la Société, observations qui seront plus tard

du plus grand intérêt pour la détermination du climat de Vendôme. De plus, poussé par son goût prononcé, j'allais dire sa passion pour la Botanique, il a, depuis son arrivée à Vendôme en 1857, exploré toutes les communes de l'arrondissement et dressé un catalogue manuscrit de toutes les plantes spontanées de la région, catalogue que désireraient voir publier un jour ceux qui s'intéressent à cette science. Tous ces travaux ne l'ont pas empêché d'enrichir nombre des Bulletins de la Société d'une foule d'articles embrassant les genres les plus variés : Sciences physiques, Météorologie, Biographies, Nécrologies, etc, etc.

Cette courte notice établit suffisamment les titres incontestables de notre cher collègue et ami à la distinction par laquelle M. le Ministre vient de couronner une carrière si bien remplie ; aussi ne craindrai-je pas d'affirmer que, parmi tous les membres de la Société Archéologique du Vendomois, il ne s'en trouvera aucun qui n'applaudisse de tout cœur à cette nomination.

A.-G.

NOTA. — Le Vendomois a eu l'honneur de posséder, antérieurement à M. Nouel, trois membres correspondants du Ministère de l'Instruction publique.

Le premier en date est le docteur Arsène Gendron, médecin de l'Hospice et du Lycée, membre correspondant de l'Académie de Médecine, Chevalier de la Légion d'honneur du 3 mars 1841, correspondant du Ministère vers 1845, auteur d'une notice historique sur la chapelle Saint-Jacques, l'église et le Collège de Vendôme (in-8, Vendôme, 1847). Mort le 13 novembre 1854.

M. de Pétigny dans la préface de l'*Histoire du Vendomois* le cite comme lui ayant fourni beaucoup de documents précieux.

Le second est M. Gervais Launay, notre regretté collègue, qui a légué à la Bibliothèque de Vendôme tant de documents remarquables et de dessins, introuvables autre part,

des principaux monuments de notre arrondissement ; nommé membre correspondant du Comité des Arts et Monuments par arrêté du 13 février 1843. — Mort le 27 février 1891, dans sa 87^e année.

Le troisième M. A.-L. de Rochambeau, l'un des fondateurs de la Société Archéologique du Vendomois, dont il a été plusieurs fois président, auteur d'un grand nombre de publications du plus grand intérêt pour le pays. — Nommé membre correspondant du Ministère pour les travaux historiques en 1866. — Mort le 2 septembre 1897.

A.-C.

NOTES

SUR LES

ANCIENNES CHAPELLES ET ÉGLISES

DU CANTON DE MONTTOIRE

Passées à l'état de ruines,
ou disparues, ou ne servant plus au culte.

PAR

M. MALARDIER

Ancien juge de paix à Monttoire (1).

I. COMMUNE D'ARTINS.

Chapelle de la Commanderie.

Le Commanderie d'Artins, située à un kilomètre sud du bourg, possédait une chapelle décorée de belles peintures murales, dont la disparition constitue une perte bien regrettable au point de vue de l'art et de l'histoire.

Après la suppression de la Commanderie, les bâtiments qui en dépendaient ont été modifiés et transformés en habitation rurale. Quant à la chapelle, les nouveaux propriétaires, sans respect pour les richesses artistiques qu'elle contenait, l'on convertie en grange.

M. de Pétigny, (histoire du Vendomois, p. 459 nouv. éd^{on}) et M. Launay, (question 59 du congrès archéolo-

(1) Les chapelles sont classées par communes qui elles-mêmes sont rangées par ordre alphabétique.

gique de Vendôme de 1872) ont laissé de cette chapelle et de ses peintures une description très complète à laquelle nous renvoyons.

Chapelle dite des Essarts.

Non loin du bourg des Essarts, mais commune d'Artins, il existait une petite chapelle rurale placée sous le vocable de Notre-Dame. Le bénéfice de cette chapelle formait une annexe du Prieuré de Saint Etienne de Pautrolle, ordre de Saint Benoit, diocèse de Chartres, qui, en 1453 appartenait à l'abbaye de Bourgueil.

Le 2 décembre 1720, par acte devant Lemaitre, notaire à Montoire, le mandataire de Guillaume François de Guillonier, chanoine à Chartres, consentait bail des dépendances de cette chapelle, consistant en terres, prés et vignes. Il en était le prieur.

Le 30 juin 1772 suivant acte dressé par Michel Huet, notaire à Montoire, il fut procédé à la nomination de deux experts entre le mandataire des héritiers de François Delorme, prêtre docteur en Sorbonne, prieur du prieuré de Saint Etienne de Pautrolle, diocèse de Chartres et de l'annexe inséparable de ce prieuré, la chapelle de Notre-Dame des Essarts, et le mandataire de Claude-Pierre Maurize, prêtre, prieur de ce prieuré et de son annexe, à l'effet d'estimer les réparations qu'il y avait à faire à la chapelle des Essarts.

Et le 2 juillet même année, un procès-verbal dressé par le même notaire constata la visite de la chapelle et l'état des réparations qu'elle réclamait. Il n'y avait pas de porte fermante, pas de vitrage, pas de devant d'autel ni de gradins, pas d'ornements et pas de cloche. Suivant la déclaration des voisins elle était chez le curé des Essarts qui l'avait fait enlever dans la crainte qu'elle

ne fut volée. La couverture était à refaire et les réparations à faire ont été totalisées à 558 livres.

Chapelle des Pineaux.

Les Pineaux, habitation rurale, autrefois seigneurie. Une chapelle dépendait de ce fief, et François, fils de Benjamin-Emmanuel Levasseur, seigneur des Pineaux et des Essarts, et de Marie Lhermite y fut ondoyé le 13 janvier 1664.

L'ancienne église d'Artins

Il existe, dans la commune d'Artins deux églises, l'ancienne et la nouvelle.

L'ancienne, actuellement convertie en grange, est située dans l'ancien bourg. Elle était sous le vocable de saint Pierre avec le chapitre de la cathédrale du Mans pour présentateur. On en trouvera la description dans la monographie archéologique de M. Launay, (page 32).

D'après la tradition, Artins possédait autrefois un temple païen dédié à Jupiter. Saint Julien, évêque du Mans qui vivait au IV^e siècle renversa ce temple, éleva sur son emplacement une église qui fut remplacée vers le XII^e siècle par une autre. Cette dernière est l'église ancienne dont nous nous occupons.

La destruction du temple de Jupiter et la fondation de l'église qui en prit la place, ont fait l'objet de curieuses et naïves légendes qui se sont perpétuées jusqu'à nous. Parmi les auteurs qui les ont reproduites et auxquels nous renvoyons nous citerons :

a). Dom Piolin (hist^{re} de l'église du Mans, t. 1^{er}, p. 21, vie de Saint Julien).

b). M. de Pétigny (hist^{re} du Vendomois, p. 103).

c). Et l'abbé Bourgeois (congrès archéologique de 1872 à Vendôme, séance du 18 juin).

II. COMMUNE DE COUTURE.

Chapelle de la Poissonnière.

La chapelle de la Poissonnière, placée sous l'invocation de Sainte Croix, était un édifice fort simple qui existait à l'un des côtés de la cour du château et que M. de la Haye, l'un de ses propriétaires fit supprimer il y a quelques années. Elle avait pour présentateur le seigneur de la Poissonnière et pour collateur l'évêque du Mans.

Louis Ronsard, l'un des seigneurs de la Poissonnière la fit édifier, puis par acte du 7 janvier 1535, reproduit par la revue du Maine, (t. 15, notice de M. Froger), il y fonda deux messes à dire par chaque semaine.

On trouve comme ayant été chapelains de cette chapelle :

Guillaume Preteseille, en 1535.

Julien Turquois, décédé à Couture en 1631.

René Buscher, en 1634.

III. COMMUNE DES HAYES.

Chapelle de Notre-Dame de Lorette.

A un kilomètre au sud du bourg des Hayes se trouve une petite chapelle dite vulgairement de Sainte Lorette, ou de Notre-Dame de Lorette. Elle constituait un prieuré régulier, bénéfice ecclésiastique qui dépendait de l'abbaye de l'Etoile et qui relevait du fief de la Roche Perdriau, paroisse des Hayes.

Tombée en ruines, M. Haubois, prieur curé des Hayes la fit rebâtir en 1726, ce qui lui occasionna une dépense de 300 livres. Cette reconstruction terminée, il fut procédé à sa bénédiction le 17 octobre 1726, cérémonie dont

l'un des registres paroissiaux rend compte dans les termes suivants :

« Nous Laurent Audebert, prêtre curé d'Artins, en
« vertu de la commission à nous adressée de la part de
« M^{rs} les vicaires généraux en date du 27 du passé
« (septembre), après avoir considéré la chapelle Notre-
« Dame de Lorette, paroisse des Hayes, doyenné de
« Troô et n'y ayant trouvé aucun sujet qui en dut retar-
« der la bénédiction, y avons procédé en observant,
« autant qu'il a été en nous, les cérémonies prescrites
« par les ordonnances, ensuite célébré la sainte messe en
« présence de M^e Jean Haubois, prêtre prieur des Hayes,
« de M^e Pierre Fredureau, prêtre ancien curé d'Artins,
« et M^{re} François-Louis du Bellay, seigneur de Drouilly,
« de cette paroisse des Hayes et autres lieux. »

La ferme des Bruyères située paroisse d'Authon, faisait partie de ses dépendances. Devant Gobert, notaire à Montoire, le 27 septembre 1769, un bail en fut consenti moyennant 115 livres par François Pin, prieur curé de Saint Germain de la Blancheherbe, paroisse de Bayeux, comme chapelain de N. D. de Lorette, paroisse des Hayes.

En 1668, son chapelain était Louis Lucas.

Dans le voisinage il existe quelques ruines qui pourraient bien être les restes des bâtimens d'habitation du prieuré. On y trouve aussi une fontaine.

IV. COMMUNE DE LAVARDIN.

Chapelle de Saint-Eloi.

Du prieuré de Fosse-Poudreuse ou Fosse-Poudrière, situé commune de Lavardin dans un massif boisé, au-dessus du coteau des Reclusages, il dépendait une cha-

pelle consacrée à saint Eloi (*capella S. Eligii de Fovea pulverulosa*) dont il ne reste plus que quelques vestiges et un puits à côté à peu près comblé.

Les malades, particulièrement ceux atteints de furoncles, venaient en pèlerinage à cette chapelle. Ils devaient apporter comme offrande une poignée de clous et les jeter dans le puits en ayant bien soin d'y tourner le dos.

Le prieuré, actuellement ferme rurale, et sa chapelle doivent remonter à une assez haute antiquité. On ignore le nom du fondateur ainsi que l'époque de sa fondation. On trouve dans *Le Courvoisier de Courteilles*, cité par l'abbé Simon, (t. 3, p. 284) que Geoffroy-Martel fit don à l'abbaye de Saint Georges du Bois des domaines et seigneuries de... Fosse-Poudreuse.

L'emplacement de la chapelle et le terrain qui l'entourent forment une petite clairière au milieu du bois. C'est un salon de verdure curieux à visiter pendant la belle saison. Les vacances y attirent quelquefois des réunions de famille en parties de plaisir. Nous y avons vu jouer des charades en action par de joyeux écoliers. Acteurs et spectateurs paraissaient y prendre beaucoup de plaisir. Le théâtre avait pour cadre et pour décors les bois voisins ; un beau soleil remplaçait avec avantage le lustre de rigueur et de petits accidents de terrain garnis d'un gazon touffu tenaient lieu de fauteuils de velours.

Un procès-verbal dressé par Rignon, notaire à Montoire, le 17 septembre 1739, à la requête de François Jallon, prieur de Saint-Eloi, constate que les réparations à faire à la chapelle consistaient en 2 toises de maçonnerie estimées 15 livres, à la basse goutte du côté solaire ; à la réfection des portes estimée 30 livres, aux réparations du lambris, estimées 15 livres, et à celles de la couverture estimées 8 livres.

Les dépendances du prieuré ont été vendues comme

biens nationaux à la suite de la Révolution. Quant à la chapelle, le *Guide du Touriste dans le Vendomois* dit, (page 372), qu'elle a été détruite en 1807.

Les prieurs-chapelains de Saint-Eloi n'ont été appelés à jouer qu'un rôle des plus modeste et leurs noms sont tombés dans l'oubli. Nous n'avons retrouvé la trace que des suivants :

1. En 1696, d'Aligre Jean, chanoine de Saint-Georges.
2. En 1704, Prégent Augustin, religieux de la même abbaye.
3. En 1739, Jallon François, prêtre, demeurant à Blois.
4. En 1770, Delanoue. Le 3 janvier 1770, devant Gobert, notaire à Montoire, il passait bail de la métairie de Fosse-Poudreuse.
5. Et en 1783, Pinel Jules-Barthélemy, chanoine et chancelier du chapitre de Saint-Georges de Vendôme. Par acte devant Gobert, notaire à Montoire, le 26 mars 1783, il passait bail de tout ce qui dépendait de la chapelle Saint Eloi dont il était titulaire.

Chapelle du grand Cimetière ou de Saint Marc.

Lavardin possédait entre Lavardin et Montoire une maladrerie ou léproserie dite de Saint-Marc, dont la création remontait à une époque fort ancienne. En effet, les archives de l'hospice de Montoire, relatent un titre de rente la concernant, daté de 1282.

Une chapelle dépendait de cet établissement, édiflée sans doute à la même époque. Mais depuis longtemps les bâtiments de la Maladrerie et sa chapelle n'existent plus et c'est avec peine que l'on en découvre encore quelques vestiges.

A la suite de leur disparition, un cimetière, dit le grand cimetière de Lavardin, est venu occuper leur emplace-

ment et une nouvelle chapelle y fut édiflée en 1559, fondée par un prêtre de Lavardin, nommé Jean Laurent, suivant son testament olographe en date du 25 juillet 1559, reconnu et confirmé le lendemain devant Joubert, notaire.

Il la dota d'une rente de deux setiers de méteil à lui due sur le lieu de la Godellerie proche les Epineaux, paroisse de Fontaine, et d'une vigne à champ Poussin, paroisse de Lavardin.

Le donateur imposa la condition de la célébration d'une messe à dire en cette chapelle le mercredi de chaque semaine pour le repos de son âme et celle de ses parents.

Il désigna comme présentateur du chapelain le prieur curé de Lavardin.

La fondation de cette chapelle est rappelée dans un procès-verbal d'assemblée des habitants de Lavardin, dressé par Gobert, notaire à Montoire le 3 septembre 1714.

Elle disparut à son tour ; quand au cimetière, désaffecté depuis un assez grand nombre d'années, des traces encore visibles font reconnaître son assiette.

Par bail passé devant Huet, notaire à Montoire, le 26 décembre 1733, l'hospice de Montoire devenu propriétaire de la Maladrerie afferma à François Tergas, chirurgien, les mesures de la chapelle et de ses bâtiments.

Chapelle du Prieuré de Saint-Martin.

Le prieuré de Saint-Martin, remplacé aujourd'hui par une maison de campagne de construction récente et qui contient englobés dans le nouvel œuvre quelques restes des anciens murs, fut connu d'abord sous le nom de prieuré de Saint-Gildéric et fut fondé au XI^e siècle par

Salomon I^{er}, seigneur de Lavardin, et Adèle, sa femme, qui avaient acquis des chanoines de Saint-Georges le terrain sur lequel ils l'établirent. Après y avoir bâti une église ils en firent don à l'abbaye de Marmoutier.

Cette église, ou chapelle, affectait la forme d'une tour carrée, tombée en ruine de temps immémorial, disent les documents ci-après cités.

Une autre chapelle vint la remplacer, mais mal entretenue et laissée à l'abandon, elle ne tarda pas à subir de graves mutilations et à voir son existence compromise.

Des procès-verbaux de visites d'experts font connaître l'état dans lequel elle se trouvait à des époques différentes.

Par le 1^{er}, en date des 24 et 26 avril 1694, il fallait réparer sa place, réparer les piliers de chasse, repousser et approprier une des corniches de l'autel, faire une table sur l'autel, avec gradin et marchepied, le garnir d'ornements, crucifix, chandeliers ; un tableau de quatre pieds quatre pouces de long sur trois pieds de hauteur manquait, ainsi que le linge, chasubles, aube, calice et un dais était nécessaire au-dessus de l'autel, parce que la chapelle n'avait plus de voûte, celle qui avait existé était écroulée ; il n'y avait même pas lieu de la rétablir, par suite de la faiblesse des murs de soutènement. Le clocher a été trouvé sans cloche ; la pointe du pignon était écroulée depuis longtemps. Au bout de la chapelle, en y entrant, était une grosse tour carrée, partie écroulée et en ruine depuis un temps immémorial, sans charpente, et paraissant avoir été autrefois l'ancienne chapelle du prieuré. Nécessité d'abattre le reste de cette tour de laquelle il tombait journellement des pierres et du mortier. Des mesures paraissant de même date qu'elle, existaient des deux côtés de celle-ci. Nécessité de réparer la croix du clocher.

Le 31 juillet 1727, nouvelle visite d'experts. Ils cons-

talent l'existence d'un commencement de voûte qui n'avait jamais été fini, et à la sortie de la chapelle et la joignant, un commencement de tour carré qui, également n'avait jamais été terminée ; une vieille mesure ayant très peu de muraille était auprès.

Enfin, le 14 juin 1734, autre procès-verbal de visite d'experts, dont nous extrayons les passages suivants :

« ...Nous avons vu et visité la chapelle du prieuré de Saint-Martin de Lavardin... Et étant entrés dans ladite chapelle qui se trouve estre de 40 pieds de longueur sur 30 de largeur, y avons remarqué que la voûte d'icelle est tombée en entier par vétusté depuis plus de deux cents ans et au-delà de toute mémoire d'homme à dix pieds du carré des deux costés. Pourquoi il convient de rétablir... Faire à neuf la pointe du pignon au-dessus de la porte... Rétablir les murs des deux costés de la chapelle, etc,

V. COMMUNE DE MONTTOIRE

Eglise du couvent des Augustins.

Monttoire possédait autrefois un couvent de religieux Augustins avec église, situé à l'angle S. O. de la Grande place, fondé par Louis de Bourbon, comte de Vendôme en mars 1427, supprimé à la Révolution et transformé en quartier de cavalerie.

En 1713, les Augustins firent refaire le clocher de leur église par René Augu, entrepreneur à Monttoire. L'année précédente ils avaient fait réparer leur buffet d'orgues par Pio, facteur à Tours, à la sollicitation du P. Roy, organiste, et à l'aide de quêtes.

C'est dans cette église qu'était placé le fameux Galimart, nom donné à un masque en bois peint, grimaçant, barbu, avec mâchoire inférieure mobile qui se trouvait à l'orgue

ou à la porte, et auquel on faisait claquer les mâchoires à chaque morceau de chant. On en menaçait les enfants ; il servait d'épouvantail.

Une bénédiction de cloche se fit le 22 août 1678 ; elle fut nommée Marguerite. Elle eut pour parrain et marraine Pierre de Gargan, écuyer, sieur de Sudron et de Bezanne, et Marguerite de Chanvallon de Harlay, abbesse de la Virginité.

À la suite de la Révolution, le 26 novembre 1791, les citoyens Girodon et Barbier, administrateurs au district de Vendôme, se firent remettre les ornements et les deux cloches de l'église des Augustins.

Et le couvent et ses dépendances étant devenus biens nationaux, l'adjudication en fut prononcée le 14 août 1792 au district de Vendôme, au profit de Louis-François-Toussaint Pothée, maire de Montoire, Louis Roulleau, officier municipal, et Pierre Pillette-Charlotterie. Ceux-ci en remirent une certaine partie en vente, et le 4^e lot, composé de la charpente et de la couverture de l'église, fut acquis par Louis Thierry, fils, tonnelier, Urbain Haguenier, propriétaire, Louis-Daniel Haguenier, fabricant, et Jean Baptiste Helle, moyennant 7,150 livres.

Ce qui reste de l'église se réduit à peu près à un bas côté ; la nef a été détruite ; son emplacement sert actuellement de passage au quartier de cavalerie..

Chapelle des Sœurs de la Charité.

La communauté des sœurs de la Charité à Montoire fut fondée en 1662 par M. Moreau, curé de la paroisse Saint-Laurent à Montoire, qui la dota d'une grande maison située en cette ville, rue Saint-Laurent, destinée à être le siège de la communauté, et qui y édifia une chapelle pour le service du culte. Cette chapelle n'offrait rien d'inté-

ressant à signaler ; les religieux Augustins étaient chargés de sa desserte et M. Moreau, décédé le 25 mars 1702, y fut inhumé au milieu de la nef ; il en fut enlevé plus tard.

Les registres de l'état-civil de Montoire constatent plusieurs bénédictions de cloches pour la communauté.

L'une le 7 novembre 1684 sous le nom d'Andrée-Angélique, par le doyen rural de Troô. Elle eut pour parrain André Neilz, lieutenant au siège de Montoire, et pour marraine, Angélique Lemaigre, de Paris.

Une autre, le 14 décembre 1765, dans le chœur de la chapelle de la Charité, sous l'invocation de sainte Catherine et de saint Antoine : parrain Antoine Derume, curé de Montoire ; marraine, Catherine Doussineau, supérieure générale.

Enfin, une autre, le 8 août 1780, dans la même chapelle, sous l'invocation de saint René et de sainte Constance, Anne et Madeleine, en présence de sœur Constance de Constantin, supérieure générale, et de Charles Musnier, religieux Augustin, confesseur ordinaire.

A la suite de la Révolution, la communauté fut dissoute, mais elle se réinstalla à Bourges, où elle existe encore. Tous les biens qui lui avaient appartenu furent attribués au bureau de bienfaisance de Montoire, en vertu de la loi du 23 messidor an II, et d'un arrêté préfectoral du 26 vendémiaire an X. A cette époque l'hospice de Montoire était situé rue Saint-Denis. Par suite d'échange, par une décision du 17 pluviôse an XIII, le bureau de bienfaisance céda à l'hospice, les bâtiments de la communauté des sœurs de la Charité et l'hospice y établit sa résidence. Il les occupe encore ; et, conformément à une délibération de sa commission administrative du 12 mai 1826, la chapelle fut louée à la ville qui y établit le prétoire actuel de la justice de paix.

Chapelle de l'Hermitage ou Ermitage.

Dans l'ancienne paroisse de Saint-Oustrille (commune de Montoire), sur la pente du coteau, à 300 mètres environ du vieux château, au N. O. il existait un hermitage qui a laissé son nom aux terrains et caves l'avoisinant.

Une petite chapelle y avait été édiflée sous l'invocation de saint Antoine. Elle est disparue depuis longtemps.

C'était un lieu de pèlerinage.

Le 25 septembre 1656, une petite cloche nommée Jacques, destinée à son service, fut bénite par M. Moreau, curé de Montoire.

Le 8 octobre 1657, disent les registres de l'état-civil, un prêtre nommé Jacques Lemarchand, résidant à l'Hermitage de Montoire, y mourut âgé d'environ 75 ans. C'était un homme craignant Dieu et d'un rare exemple. Sa grande simplicité lui a fait trouver place ici entre les petits enfants.

Ce petit-établissement religieux, y compris sa chapelle, fut donné par César, duc de Vendôme, au couvent des Augustins de Montoire, le 14 octobre 1659.

Chapelle de la Madeleine.

La Madeleine, actuellement ferme rurale, située commune de Montoire et ci-devant paroisse de Saint-Oustrille était autrefois une Maladrerie ayant chapelle sous le vocable de sainte Marie-Madeleine, encore en partie debout et utilisée comme grange. Sa fondation de date fort ancienne, ne nous est pas connue, et un aveu de 1602 est le document la concernant le plus ancien qui nous est passé sous les yeux.

Cet aveu passé devant Harouard, notaire à Montoire, le 7 décembre 1602, a été rendu par Martin Riant, administrateur de la Madeleine, à César, duc de Vendôme.

Nous y relevons les passages suivants :

« C'est la déclaration des choses héritaulx que je Martin Riant, prestre, maistre et administrateur de la Maladrerie et Chapel Sainte Marie Magdeleine de cette ville de Montoyre tiens et advoue tenir de vous très haut... prince César... duc de Vendosmois... au regard de votre châtel de Montoyre. C'est assavoir : le lieu auquel est édifié la Chapelle de la Madeleine... Pour raison desquelles choses... suis tenu de dire ou faire dire et célébrer pour chacun dimanche, une messe à voix basse à laquelle assiste grand nombre de peuple circonvoisin en ladite chapelle ; faire prières et oraisons pour vous et vos prédécesseurs, fondateurs et bien-fauteurs de ladite maladrerie, et encore le jour et feste de Sainte Marie-Madeleine, premières vespres, matines, grande messe et encore vespres. »

L'évêque du Mans ayant jugé à propos par mandement du 8 mai 1729 de mettre en interdit plusieurs chapelles, celle de la Madeleine fut comprise dans cette mesure et les cérémonies religieuses qui y avaient lieu furent interrompues.

Le 7 novembre 1731, les administrateurs de l'hospice de Montoire sollicitèrent sa réouverture et demandèrent à l'évêque qu'à l'avenir « la sainte messe serait comme par le passé, dite et célébrée en ladite chapelle et que toutes processions et dévotions y seraient pareillement continuées. » Faisant droit à cette demande, l'évêque releva l'interdit et autorisa la célébration de la messe et les processions, comme par le passé. Le 20 janvier 1749 il fit remise de toutes les messes qui devaient y être dites en ordonnant qu'elles le seraient à l'avenir dans l'église Saint-Oustrille jusqu'à ce que l'Hôtel-Dieu ait une chapelle.

Par lettres patentes données en 1700, Louis XIV, en

réorganisant l'Hôtel-Dieu de Montoire, y avait réuni la Maladrerie de la Madeleine.

L'ancienne église de Saint-Laurent.

L'ancienne église paroissiale de Saint-Laurent de Montoire était située auprès du cimetière actuel de la commune, et il n'en reste plus que quelques vestiges. Il est probable qu'elle ne présentait rien de bien intéressant.

Par suite d'un déplacement de la population qui eut lieu au XV^e siècle, cet édifice se trouva presque isolé dans les champs, comme disent les vieux titres, et il devenait nécessaire d'en bâtir un autre plus rapproché du nouveau centre (1).

Elle ne fut pas supprimée immédiatement ; elle existait encore à la Révolution, et même on y faisait l'office chaque année le 10 août, jour de la fête patronale.

A la suite de la Révolution, elle devint la propriété de l'Etat et tomba en ruine.

Par une délibération du 5 juin 1803, le Conseil municipal demanda pour la commune l'autorisation d'en faire l'acquisition afin d'en utiliser les matériaux.

Eglise de Sainte-Oustrille.

Elle est située au pied du château de Montoire : elle affecte la forme ogivale : Plusieurs auteurs la font remonter au XI^e siècle.

Depuis la suppression de la paroisse de Sainte-Oustrille réunie à celle de Saint-Laurent de Montoire, elle cessa de servir au culte ; en 1794, un atelier de fabrication de salpêtre y fut établi, et elle sert maintenant de magasin à fourrages.

(1) M. Dupré, documents sur l'église de Saint Laurent de Montoire. *Bulletin de la Société archéologique du Vendomois*, 1875.

Le charpentier nommé Delanoue, mort en 1622, qui avait fait la charpente de l'église de Montoire, fit aussi celle de l'église de Saint-Oustrille.

En 1652, Claude Vinet, maître-maçon sculpteur à Tours, entreprit la sculpture des figures et statues destinées à orner l'église de Sainte-Oustrille (1).

VI. COMMUNE DES ROCHES.

Chapelle de Saint-Gervais.

Dans l'une des grottes creusées à une certaine hauteur dans le rocher au bourg des Roches, il existe en majeure partie les restes d'une ancienne et curieuse chapelle, placée sous le vocable de saint Gervais, et dont le surplus a été détruit par des éboulements.

On y remarque un autel taillé dans le roc, des vestiges de peinture à fresque, et des bancs circulaires taillés aussi dans la pierre. D'après les notes manuscrites laissées par M. Raison, ancien curé des Roches, il y existait deux autels actuellement disparus (2).

Deux escaliers fort étroits y conduisent, dont l'un, d'après M. G. Launay, donne accès dans une partie du rocher que l'on peut considérer comme la nef terminée par une abside demi circulaire. Deux chapelles perpendiculaires à la nef, s'enfoncent assez profondément dans le rocher ; le second aboutit à une portion demi circulaire parallèle à la nef (3).

On remarque à la facade extérieure du rocher et y attenant, une statue en bois peint de saint Gervais.

(1) Notice sur les artistes tourangeaux, par le docteur Giraudet. *Mémoires de la Société archéologique de Touraine*, t. 33, pages lxxvi et 392.

(2) Cf. de Pétigny, *Histoire du Vendomois*, p. 231, nouvelle édition.

(3) G. Launay, *Congrès de Vendôme de 1872*, p. 436.

M. de Salies qui a visité et décrit la chapelle de Saint Gervais en s'occupant de ses peintures à fresque, a cherché à démêler le sujet qui les a inspirées. Elles représentent, dit cet auteur, des personnages de demi grandeur que les injures du temps et peut-être aussi celles des hommes ont fort mutilés. Nous distinguons un seigneur monté sur un palefroi, il porte un faucon sur son poing. Près de lui se montre une dame sur sa haquenée. Puis des fragments de jambes, de bras, de têtes ayant appartenu à d'autres personnages ou à leurs montures. Et il ajoute : Quant au sujet représenté ? Est-ce une légende de saint ? Est-ce un souvenir de la vie seigneurale ? Impossible de le dire (1).

VII. COMMUNE DE SAINT-ARNOULT.

Chapelle de Saint-Marc ou de la Madeleine du Fresne.

Sur le territoire de la paroisse de Saint-Arnoult, était édiflée une chapelle dite de Saint-Marc ou de la Madeleine du Fresne, qui n'existe plus. La métairie de la Madeleine en dépendait.

Plusieurs baux de cette métairie, consentis par les titulaires de la chapelle, donnent les noms de quelques-uns d'entre eux, entre autres :

a) François Baudeau, prieur de Saint Denis de Fouloy, 7 septembre 1675.

b) Bertrand Baillou, chanoine de Saint-Georges du Bois, le 7 avril 1712, bail devant Rochebouet, notaire à Montoire.

c) Jallon François, curé de la paroisse de Talcy, prieur de Saint-Eloi, de Fausse-Poudrière, de la Made-

(1) de Salies, *De Vendôme à Troô*, p. 12, brochure.

leine en Saint-Arnoult, le 25 juin 1747, bail devant Rignon, notaire à Montoire.

d/ de la Noue Jacques, chanoine à Saint-Georges du Bois, le 6 janvier 1770, devant Gobert, notaire à Montoire.

Par acte passé devant Rignon, notaire à Montoire, le 13 septembre 1739, le titulaire de la chapelle, M. François Jallon, fit constater les réparations qu'il y avait à faire à la chapelle ainsi qu'à la métairie : Pour la chapelle il fallait refaire à neuf les deux pignons, la basse goutte et la couverture, réparer la porte, recarreler à neuf la chapelle, réparer l'autel, le garnir de retable et d'ornements, et réparer les vitraux.

VIII. COMMUNE DE SAINT-MARTIN-DES-BOIS.

Chapelle de Ranay.

Il a existé, dans la cour de Ranay, une chapelle avec fondation de deux messes par semaine, tous les dimanches et vendredis.

Cette chapelle est mentionnée dans le contrat de vente de la terre de Ranay, consenti par M. Vernage au marquis de Lancôme, passé devant Bellanger, notaire à Paris le 18 juin 1739.

C'est le seul renseignement que nous possédons sur elle.

Chapelle de Saint-Etienne

Le bas bourg de Saint-Martin s'appelait autrefois Saint-Etienne et une chapelle de ce nom s'y trouvait. Détruite depuis longtemps il n'en reste plus que quelques vestiges. — Un cimetière, disparu également existait à côté.

Eglise de Saint-Georges

L'ancienne abbaye de Saint-Georges, située proche Saint-Martin, dépendant autrefois de la paroisse de Saint Pierre des Bois, possédait une église qui fut vendue en 1792 avec les autres bâtiments du couvent à M. Jean-Sébastien de Querhoent, époux de Marie-Joséphe Audet, décédé à Saint-Georges le 10 septembre 1821, laissant quatre enfants, dont Emile-Auguste, époux de Augustine-Julie-Sophie de Marescot, capitaine d'infanterie, qui eut Saint Georges en partage et en consentit la vente à M. Gestas. La famille d'Yerville en est actuellement propriétaire.

A la suite de la vente faite à M. de Querhoent, la nef de l'église a été abattue. Le chœur a été conservé, et les tombes de M. de Querhoent et de ses parents y furent déposées. Plus tard, ces tombes en ont été enlevées, et des plaques en marbre, placées sous le porche de l'église de Saint-Martin en consacrent la mémoire.

Puis l'église de Saint-Georges a subi le sort de beaucoup d'autres édifices religieux ; elle a passé à l'état de simple grange.

Nous n'entreprendrons pas de donner ici la description de ce qui reste de l'église ou chapelle de Saint-Georges. M. G. Launay, la faite d'une manière aussi savante que complète dans le *Guide du Touriste dans le Vendomois*, page 400, et dans son *répertoire archéologique de l'arrondissement de Vendôme*, page 51. Nous y renvoyons.

Chapelle de Saint-Mereau.

Une métairie, située dans le voisinage de l'Abbaye de de Saint-Georges-du-Bois, nommée Saint-Mereau, aurait été autrefois un prieuré ayant chapelle, maintenant disparue et sur laquelle les renseignements font défaut.

Eglise de Saint-Pierre-des-Bois.

A la paroisse de Saint-Martin-des-Bois a été réunie celle de Saint-Pierre-des-Bois qui formait un prieuré, cure de très peu d'importance.

Son église, qui n'existe plus avait saint Pierre pour patron.

D'après l'abbé Simon, c'est dans la nef de l'abbaye de Saint-Georges qu'autrefois Saint-Pierre était desservi. Mais la voûte étant tombée, on prit la grange pour en faire l'église paroissiale et c'est en 1682 que le Saint-Sacrement y fut déposé.

Une assemblée des habitants de Saint-Pierre constatée par acte dressé par Quantin, notaire à Montoire, eut lieu le 17 août 1783. D'après ce document leur église était en ruine à cette époque et menaçait de s'écrouler. Ne pouvant la faire réparer ils demandaient aux chanoines de Saint-Georges de transférer le service du culte dans un grand corps de bâtiment situé à 72 pieds de l'église de Saint-Pierre, non habité, et qui faisait autrefois partie de l'église de l'abbaye. Les chanoines y consentirent mais sous la condition que l'église de Saint-Pierre serait démolie et que les matériaux seraient employés aux réparations à faire à la nouvelle église.

Nous avons à signaler deux bénédiction de cloches qui eurent lieu, pour l'église de Saint-Pierre, savoir : l'une, la grosse, le 24 juin 1730, nommée Augustin et dont le parrain fut Pierre Des Loges, écuyer, sr de la Pommeraye. Sa durée ne fut pas longue, elle se cassa le 21 décembre suivant. Elle pesait 120 livres. Et la seconde, le 19 janvier 1766, nommée Eugénie, dont le parrain et la marraine furent Pierre Boscher, prieur de Saint-Pierre et Marie-Françoise Moulin.

IX. COMMUNE DE SAINT-RIMAY.

Chapelle de Saint Nicolas.

La chapelle Saint Nicolas était située près de l'ancien Hôtel-Dieu ou Maladrerie des Roches, rive gauche du Loir, au lieu dit la Cochonnerie, commune de Saint-Rimay.

La Maladrerie fut supprimée en 1699 et réunie à l'Hôtel-Dieu de Montoire. Quant à la chapelle elle est actuellement convertie en maison d'habitation. Les transformations qu'elle a subies n'ont guère laissé intacte que son abside, de forme circulaire, qu'il est facile de reconnaître, et qui est attribuée au XI^e siècle.

Elle dépendait de l'abbaye de Saint-Georges-des-Bois. En 1701 elle fut unie à la cure des Roches. Son titulaire était tenu de faire l'école aux enfants de la paroisse des Roches. Il était à la présentation de l'abbé de Saint Georges et à la nomination des habitants des Roches.

En 1751, le 31 janvier, par acte devant Huet, notaire à Montoire, eut lieu l'adjudication, au prix de 665 livres, des réparations à faire à la chapelle. L'adjudicataire fut Jacques Oger, charpentier à Montoire.

Les chapelains dont nous connaissons les noms sont :

De Guimont Ambroise, curé des Roches en 1552;

Berthereau, en 1622;

Reboulleau Nicolas en 1689;

Et les curés dont les noms suivent : Esnault Pierre ; Esnault Jean ; Chevais ; de sa Maison.

Après la Révolution, elle fut vendue comme bien national.

X. COMMUNE DE TERNAY.

Chapelle de Bois-Freslon.

A environ 1500 mètres à l'est du bourg de Ternay, dans la partie supérieure du versant septentrional du coteau qui domine la vallée du Loir, rive gauche, est assis l'ancien château féodal de Bois-Freslon, qui possédait autrefois une chapelle dont on peut reconnaître encore les restes. On y voyait les armes de la famille de Chaourses (d'argent à 5 fascés ou burelles de gueules), qui a possédé longtemps la terre de Bois-Freslon appartenant actuellement à M. et M^{me} Rouet de Clermont.

Chapelle de la Chenelière ou Chenolière.

La Chenelière qui portait autrefois le titre de seigneurie est une habitation rurale située à 2 kilomètres de Ternay.

Le Paige, dans son *Dictionnaire du Maine*, v^o Ternay, fait connaître qu'une chapelle, dite de Saint-Jean, y existait. Le seigneur du lieu en était le présentateur et son revenu était évalué à 1000 livres.

Chapelle de la Cour de Ternay.

A un kilomètre à l'ouest de Ternay se trouvait un ancien manoir seigneurial connu sous le nom de La Cour de Ternay, dont il reste de nombreuses traces de fondations.

On y remarque un souterrain creusé dans le rocher, servant maintenant de cave et qui paraît avoir été autrefois une chapelle. M. de Pétigny (*Histoire du Vendômois*, p. 487, nouv. édon) le signale en ces termes : « ... Les voûtes sont soutenues par des piliers à chapiteaux sculptés, et les parois couvertes de peintures qui ne représentent que des écussons et des dessins d'orne-

« ment mais dont le style rappelle les fresques de la
« commanderie d'Artins. »

Ces écussons, de forme allongée, et pointus, placés sur plusieurs rangs et à peu près disparus peuvent être attribués au XIV^e siècle. On en retrouve encore de la même époque ayant la même forme dans plusieurs chapelles et encore dans un souterrain dit la cave des Trois Tonneaux à Saint-Cyr-sur-Loire près Tours. En voir la description t. 8 du *Bulletin de la Société Archéologique de Touraine*, p. 271, par M. Lhuillier.

Chapelle de Croixval.

A environ 2 kilomètres de Ternay, dans la vallée de la Cendrine se trouve le domaine de Croixval, ancien prieuré de l'ordre de Saint Benoit placé sous le patronage de sainte Madeleine, dépendant de l'abbaye de Tiron et dont Ronsard a été titulaire. •

Ce prieuré avait une chapelle, dite de Sainte-Madeleine qui paraît remonter au XII^e siècle et dont il ne reste plus que la porte d'entrée avec quelques fractions de souterrains voûtés.

XI. COMMUNE DE TRÉHET.

Chapelle de Tréhet.

A l'état de ruine. — Située à environ 100 mètres au S. O. de l'église. Elle se trouvait partie dans le rocher et partie en dehors.

Elle dépendait probablement de la Maladrerie de Tréhet, qui fut réunie en 1696 à l'Hôtel-Dieu de Château-du-Loir.

XII. COMMUNE DE TROO.

Chapelle de la Maladrerie de Sainte-Catherine.

La Maladrerie de Sainte-Catherine et sa chapelle, maintenant à l'état de ruines, se trouvent à l'entrée orientale de Troò.

Sous les pleins cintres de la chapelle un maréchal a établi sa forge et l'intérieur de l'abside sert de grenier à foin (1).

Dans ce grenier se trouve une statue de grandeur naturelle qui était placée au-dessus de l'autel principal et qui paraît avoir été peinte; elle représente une Trinité (2).

La construction de cette chapelle doit dater de la fin du XI^e siècle ou commencement du XII^e (3).

Chapelle ou Eglise de Saint-Gabriel.

Située à mi-côte, au milieu des rochers, en partie taillée dans le roc.

Elle est considérée comme étant la plus ancienne des églises de Troò.

Détruite depuis longtemps, une maison neuve, bâtie vers 1864 sur ses fondations, servant actuellement de café, la remplace maintenant et un corps de logis, nouveau également, occupe la place de la sacristie.

En avant du rocher on remarque une statue de Saint Gabriel.

Chapelle de Saint-Mandé.

La chapelle de la léproserie de Saint-Mandé était située à l'ouest de Troò, en dehors de l'enceinte fortifiée.

(1) De Pétigny, page 432.

(2) Id.

(3) Id.

Elle a été démolie à l'époque de la révolution et les quelques ruines qui en restaient, actuellement détruites, composées de l'abside et de quelques pans de murs, isolées au milieu de la plaine, produisaient, vues de loin, un effet pittoresque.

En 1704, par acte passé le 9 juin devant Pillette, notaire à Troô, les chanoines de Troô protestèrent **contre** une taxe de 600 livres inscrite sur le propriétaire du revenu de la chapelle de Saint-Mandé au rôle du conseil du roi de juillet 1702, article 133, revenu prétendu aliéné, tandis que la chapelle était possédée par les chanoines pour le 4^e denier. Les chanoines prétendirent que cette taxe avait été faite par erreur attendu que cette chapelle appartenait depuis un temps immémorial à leur chapitre.

Chapelle ou Eglise de Saint-Michel.

Cette chapelle, sur laquelle les renseignements font défaut, était située auprès de la porte des fortifications, dite porte de Sougé, au couchant.

Il n'en reste plus qu'un pan de mur.

L'Eglise du Prieuré de N. D. des Marchais.

Ce prieuré était situé à une petite distance à l'est de Troô.

Le corps de logis existe encore en majeure partie, mais de l'église il ne reste plus que des ruines qui ne manquent pas d'intérêt. M. de Salies les a décrites dans sa brochure intitulée *De Vendôme à Troô*, à laquelle nous renvoyons.

Foulques le jeune, comte d'Anjou, et Aremburge, sa femme, en furent les fondateurs en 1124, et ils en firent

don ensuite à Guillaume, abbé de Marmoutier (v. Martenne, *histoire de Marmoutier*).

L'église était un lieu de pèlerinage en l'honneur de la Sainte Vierge.

Elle échappa à l'incendie qui détruisit en septembre 1548 le logis du prieuré. Restée debout, elle se maintint mais en mauvais état jusqu'à la Révolution.

Un état de lieu dressé par Pillette, notaire à Troô, le 29 mai 1749 constate les réparations dont elle avait besoin. Elle contenait alors les ornements suivants : Un Christ, 3 chasubles en camelot ou étamine, un missel romain, 2 coussins, 2 aubes, 2 corporaux, 5 purificatoires de toile blanche, 3 ceintures, 3 nappes, un parement d'autel de cuir doré, 2 chandeliers de cuivre et 6 de bois, 2 bouquets d'hiver, un calice, sa patène d'argent et 2 chopineaux d'étain.

Le 25 septembre 1678, une cloche, nommée Charles, fut bénite pour l'usage de N. D. du Marchais. Elle eut pour parrain François Lelièvre, chanoine de Troô, et pour marraine Charlotte Lelièvre, fille de Joseph Lelièvre, seigneur de la Voûte et de Françoise Ronsard.

Chapelle de Notre-Dame de Pitié.

Elle accompagnait le chœur de l'église paroissiale, du côté du nord, et s'ouvrait dans le transept de gauche.

Sa voûte s'étant écroulée, on prit sur partie de son emplacement de quoi faire une sacristie ; le surplus a été laissé à l'état de ruines dont il est resté le pignon avec une fenêtre ogivale.

Plusieurs sépultures ont eu lieu dans cette chapelle. L'état civil de Troô nous indique notamment celle de : 1^o Joseph Lelièvre, seigneur de la Voûte, le 11 octobre 1651 ; 2^o Charles Lelièvre, fils du précédent, capitaine au régiment de Chappe, époux de Elisabeth de Travant, le

18 novembre 1661 ; 3^e Pierre-François de Jouffrey,
24 octobre 1764, et 4^e Louise-Madeleine Lelièvre, dame
de la Voûte, le 7 décembre 1770.

*Chapelle de Notre-Dame de la rue du Milieu, actuellement
rue Haute, ou de Saint-Gabriel.*

Il n'en reste plus de traces. Peut-être existait-elle dans l'église de Saint-Gabriel, ou bien l'une a-t-elle été substituée à l'autre avec changement de vocable à la suite de reconstructions. Ce qui le ferait supposer, c'est la dénomination de chapelle Notre-Dame de la rue du Milieu, ou de Saint-Gabriel que l'on trouve dans un titre-nouvel, passé devant Pillette, notaire à Troô, le 1^{er} février 1768, concernant des immeubles situé au château du Louvre qui joignaient vers orient, « la route tendant de Saint-Gabriel ou chapelle Notre-Dame du Milieu à l'église, du couchant, le domaine de la Chefcerie, du nord, la place publique devant l'église. »

En 1514 elle était réunie au chapitre des chanoines de Troô.

Dans l'építaphe de 1539, de Louis Tourtay, que l'on voit dans l'église de Troô, il est signalé comme étant l'un des bienfaiteurs de cette chapelle.

Chapelle de la Voûte.

Une chapelle domestique attenante au logis seigneurial existait autrefois à la Voûte, sous le vocable de Notre-Dame de Lorette, et le seigneur de ce lieu en était le présentateur.

C'est à tort, croyons-nous, que quelques auteurs, notamment M. Dupré, indiquent qu'elle appartenait aux Augustins de Montoire. M. Dupré allant plus loin, dit que

le manoir de la Voûte était bâti près de Montoire et qu'il était la propriété des Augustins.

C'est qui a pu donner lieu à cette attribution erronée, c'est qu'en 1670, Joseph Lelièvre, seigneur de la Voûte et Geneviève de Tullière, sa femme, par acte du 10 février, devant Juignet, notaire à Montoire, ont constitué en faveur de leur chapelle de Notre-Dame de Lorette, une fondation de douze messes par an et que les Augustins ont été chargés d'y venir célébrer ces messes moyennant le don qui leur a été fait de 7 arpents de taillis en la forêt de Montoire.

Une copie de cet acte, communiquée par M. Gédéon de Trémault, est insérée dans le bulletin de la Société archéologique du Vendomois, année 1871, page 79.

En 1744, la chapelle de la Voûte avait pour chapelain le doyen du chapitre de Troô. Il en prit possession le 12 août constatée par acte, devant Sallé, notaire apostolique au diocèse du Mans.

Il résulte de cette pièce que la chapellenie de cette chapelle, dépendait alors de la chefcerie ou doyenné du chapitre des chanoines de Troô.

Lorsque Charles-Louis-Joseph Lelièvre, seigneur de la Voûte, donna à ferme la seigneurie de la Voûte, le 26 janvier 1740, devant Pillette, notaire, il chargea le fermier de fournir le pain, le vin et le luminaire au prêtre qui desservait sa chapelle.

Dans un inventaire fait au château de la Voûte en 1737, on trouve l'indication, sans autre explication, de deux titres en parchemin de la fondation de la chapelle de la Voûte, de deux requêtes et d'une lettre attachées à ces titres, d'un mandement et d'une permission de l'évêque du Mans.

XIII. COMMUNE DE VILLEDIEU.

L'ancienne église. La chapelle qui la remplaça.

La première église paroissiale de Villedieu était située dans l'enceinte fortifiée du prieuré.

Elle fut bâtie vers 1035. Etant tombée en ruine, elle fut démolie en vertu d'une autorisation donnée par Philippe de Luxembourg, évêque du Mans en 1492. Il n'en reste plus que quelques arceaux de la nef transformée en grange.

Une partie qui comprenait le chœur fut restaurée et transformée en chapelle par l'abbé de Vendôme, en vertu de l'autorisation épiscopale de 1492.

M. Moreau, dans son manuscrit cité par l'abbé Pousin, nous en a laissé une description qui s'appliquait encore à l'état où il se trouvait en 1793. Nous en reproduisons les principaux passages :

« Son intérieur étant assez grand, ses voûtes très
« élevées et élancées, avaient pour point d'appui des
« colonnes et colonnettes sveltes et légères... Deux
« grandes fenêtres terminées en ogives, l'une placée au
« haut de l'autel, dans le pignon de l'est, l'autre sous le
« mur latéral du nord éclairaient le chœur de la chapelle.
« Elle était encore éclairée par une grande fenêtre ronde
« divisée en six compartiments, placée au-dessus de la
« porte d'entrée. La statue de la Vierge reposait dans une
« niche pratiquée au-dessus de l'autel. A droite, on
« remarquait la statue de saint Jérôme, et à gauche celle
« de saint Martin.

« Dans cette chapelle il existait un lambris d'environ
« deux mètres de hauteur dans toute la longueur des
« murs latéraux. Il était très remarquable. Les montants

« et les traverses étaient garnis d'ornements à leurs
« extrémités très finement ciselés. Au milieu de chaque
« montant se trouvait un médaillon, sur le centre duquel
« apparaissait, en relief très saillant, une tête féminine
« ornée d'une coiffure, et vue de profil. La même coiffure
« ne se répétait dans aucun autre médaillon.

« Pour monter à la chapelle, il y avait un très large
« perron, de forme demi-circulaire, d'une quinzaine de
« marches ».

A la Révolution, la chapelle, devenue bien national, fut aliénée. Le magnifique lambris dont il vient d'être parlé le fut aussi et l'on ne sait pas ce qu'il est devenu. Les deux belles statues de saint Jérôme et de saint Martin furent mises en morceaux. L'autel fut démoli ; le devant d'autel seul échappa au désastre et on le voit encore dans l'église paroissiale au-dessus du banc de fabrique. Les murs de la chapelle demeurèrent intacts et lorsque les églises furent ouvertes ils étaient encore bien conservés, mais le propriétaire d'un jardin voisin en compromit la solidité par des déblais et vers le commencement de 1805 la moitié de la chapelle s'écroula. Son propriétaire désespérant de la voir jamais relevée de ses ruines vendit la partie qui était encore debout et surmontée d'un clocher, pour être démolie ce qui fut exécuté quelques mois après. (Cfr. abbé Poussin et manusc. Moreau).

Chapelle de Saint-Eutrope.

Petite chapelle située à Villedieu, qui a possédé des reliques de saint Eutrope, transférées en 1492 dans l'abbaye de Vendôme.

Elle est transformée maintenant en boutique de boucher.

Chapelle de la Ribochère.

Au nord de Villedieu, vers la limite de la commune, est située l'ancienne seigneurie de la Ribochère.

L'un des anciens propriétaires de cette seigneurie, Charles Ruau, y fit édifier une chapelle qu'il fit décorer de meubles et ornements convenables, dès l'année 1697, et y fonda, par acte du 13 août 1697, une messe à dire chaque semaine le samedi.

Par un autre acte passé à Paris en l'étude de Dutertre, notaire, le 6 mars 1721 (1) il augmenta cette fondation en la portant à une messe basse à célébrer par chaque jour de la semaine en la chapelle de la Ribochère lorsque le château de la Ribochère serait habité, puis en l'église de Villedieu lorsqu'il ne le serait pas. Il affecta à sa fondation une rente de 300 livres à prendre sur la métairie de la vallée, paroisse de Châtillon proche Villedieu, affermée 1000 livres à Gervais Herisson, et à cette libéralité il ajouta le don d'une maison appartenant au fondateur, située devant l'église de Villedieu, occupée par la d^{lle} de la Coudray, pour servir de logement au chapelain.

La terre de la Ribochère fut vendue en détail en 1818 ainsi que les matériaux du château abattu presque en entier (rebâti depuis) et la chapelle n'a pas été conservée.

(1) Pièce de notre cabinet.

NOTICE

SUR

LA ROCHE-TURPIN

COMMUNE D'ARTINS (L.-&-G.)

PAR

M. CLÉMENT,

Instituteur à Artins.

(Suite).

Propriétés et dépendances de la Roche-Turpin.

Acquisitions particulières par les seigneurs

Les seigneurs de la Roche-Turpin ne manquaient aucune occasion, quand ils le pouvaient, d'arrondir leur domaine. (voir ce chap. à Monogr.). Un de ceux qui ont contribué le plus à l'agrandissement du domaine de la Roche-Turpin, est Gilbert II (achat des fiefs d'Artins, la Mardelle, le Fresne, etc.) et, après lui, Fr. le Coigneux (achat de la terre de Fains).

Chapelle

La chapelle du château de la Roche-Turpin, où la permission de dire la messe avait déjà été donnée le 8 novembre 1609 à Gilbert II, existait probablement depuis longtemps. Ayant été abandonnée et délaissée par le marquis

de Crèvecœur qui n'habitait pas la Roche-Turpin, dame Monique Passart, épouse de M^e F. le Coigneux, demanda à l'évêque du Mans la permission de dire la messe dans la sudite chapelle. Mgr de Tresson, évêque du Mans, acquiesça à sa demande d'après une lettre missive datée du Mans le 22 juillet 1675, et le 3 octobre suivant, Pierre Beduet, prieur de L'homme, doyen rural du Troô, bénissait ladite chapelle.

Mais un autre évêque du Mans, Mgr de Froullay, à la date du 8 may 1729, interdit les chapelles domestiques dans son évêché à moins qu'on ne produisit les titres de fondation. Le seigneur de la Roche-Turpin produisit sans doute les titres désirables, car dès le 8 octobre 1725 l'évêque écrivait une lettre au curé d'Artins portant surseance de son mandement d'interdiction, et le 12 octobre suivant il accordait permission à M^{me} Le Coigneux de la Roche-Turpin pour recevoir les sacrements de pénitence et d'Eucharistie, pour elle, ses enfants et quatre domestiques — même les jours prohibés — et de faire dire la messe dans la chapelle de la Roche-Turpin.

Cette chapelle était située du côté de l'entrée du château ; les nervures et arceaux qui sont encore visibles dans une écurie appartenant à M. Vaslin, en sont sans doute les vestiges.

Droits honorifiques

Nous avons vu plus haut (à Gilbert II) que le seigneur de la Roche-Turpin avait le cheval sur lequel le duc de Vendôme était monté lors de la première entrée à Vendôme, droit que les seigneurs de la Roche-Turpin avaient de temps immémorial et que Gilbert fit valoir, comme nous l'avons vu, le 11 juin 1620.

Les seigneurs de la Roche-Turpin avaient aussi le droit d'avoir un huissier ou sergent qui pouvait contraindre

les nobles du Vendômois à payer les amendes par eux encourues, faute de devoirs faits à la Roche-Turpin (voir Gilbert II).

Aveux de la Roche-Turpin relevant de Vendôme

La Roche-Turpin était un des fiefs du château de Vendôme. Le seigneur de la Roche-Turpin devait foy et hommage lige au seigneur de Vendôme sans autre détail. La première foy hommage mentionnée dans les archives de la Roche-Turpin, est à la date du 20 août 1460 faite à Jean de Bourbon par Gillette Cholet, veuve de M^c Jean de Chambray, et la dernière est faite par Louis-Pierre Courtevaux, fondé de procuration de Elisabeth Frottier de la Messelière, au nom de Gabrielle-Elisabeth le Coigneux, sa fille, au bureau des finances d'Orléans, à cause du duché de Vendôme pour la Roche-Turpin, le 13 novembre 1748. (Voir les autres foy hommages dans Monogr.).

*Anciennes foy hommages à la Roche-Turpin
(les fiefs ne sont pas nommés)*

Foy hommage datée du jour de la Saint-Etienne d'août (3) 1363 faite à Jehanne Turpine, dame de la Roche-Turpin par... (le nom est effacé) de ce qu'il tient de ladite dame à 15 deniers de service payables à l'Angevaine (au 8 septembre qui est la fête de Notre-Dame d'Anjou).

Foy hommage du 20 juin 1365 faite à Madame de la Roche-Turpin par Jean Tufeau pour raison de ce qu'il tient de ladite dame (probablement de la Morandière).

Foy hommage datée du vendredy après la Saint-Vincent 1374, faite à Jean de Courtremblay, seigneur de la Roche-Turpin par Philippot-Chevrier de ce qu'il tient du seigneur, à 5 sols de service à l'Angevaine (La Bergerie ?)

Foy hommage faite après la nativité de Saint-Jean-

Baptiste 1374 par Jean de la Flotte à Jean de Courtremblay, seigneur de Poncé et de la Roche-Turpin, à cause de Madame sa femme, avec protestation de donner aveu dans le temps.

Foy hommage datée du samedi fête de Saint-Jean 1374 faite à Jean de Courtremblay par... (nom effacé) d'une pièce de vigne avec son fief de gagnier (1) qu'il tient à 13 sols de service le jour de Saint-Pierre ès-liens.

Acte passé sous le sceau de la justice de Troô le dimanche après l'Ascension 1374, qui contient la foy-hommage faite à M. de Courtremblay, seigneur de la Roche-Turpin, par Jean Tuffeau, de toutes les choses qui relèvent de la Roche-Turpin tant en fiefs que demeure, tenues à 20 sols de service payables à Notre-Dame de septembre.

Foy hommage datée du lundi après la Saint-Laurent 1375 à Jean de Courtremblay à cause de sa femme par Haliquant de Bourot de ce qu'il tient audit seigneur à 3 livres de cire par chacun an.

Foy hommage datée du mardi après la Sainte-Catherine vierge 1377 faite à Jean de Courtremblay à cause de Madame Jehanne Turpine sa femme, par Tiéfaine, femme de feu Jean Rançay ou Ponsay de ce qu'elle tient dudit seigneur à 2 sols 6 deniers de service la veille de Pâques,

Extrait des remembrances de la Roche-Turpin du 22 juin 1390 dans lesquels Ambroise Boust, veuve de Louis Le Maire, déclare être tenue à foy hommage de la Roche-Turpin pour une maison, cave et jardin, situé à Villavard et d'une pièce de terre au-dessous de ladite maison.

Foy hommage du 1^{er} may 1395 faite à Madame Jehanne Turpin, par Jacquet de la Godelinière pour tout ce qu'il

(1) Gagnier. Terme de coutume. Toute sorte de biens provenant de la terre.

tient d'elle à 60 sols de service pour un cheval de service.

Les autres foy hommage où les fiefs sont nommés, sont à la suite de ces fiefs (voir fiefs de la Roche-Turpin).

Justice

Les seigneurs de la Roche-Turpin avaient, comme tout seigneur haut justicier, un bailli, un procureur fiscal, un greffier qui était le plus souvent le tabellion ou notaire du château.

Les plaids ou assises se tenaient en un logis qui se trouvait auprès des caves à l'entrée du château. Tombant en ruines et gênant peut-être la circulation dans l'allée principale de la Roche-Turpin à la Commanderie, pour une raison ou pour une autre, le seigneur de la Roche-Turpin acheta un bâtiment aussi tout près de la porte du château, faisant partie de la ferme du Grand Coigneu. La justice s'y rendit désormais et encore aujourd'hui, bien que transformé en grange, ce bâtiment s'appelle « l'Audience ».

D'après une ordonnance rendue par Mgr Louis de Bourbon, comte de Vendôme, le 10 juin 1445, on voit que Jean de Chambray s'était présenté plusieurs fois pour faire audit comte la foy hommage simple pour raison de sa terre de la Roche-Turpin et qu'il avait été refusé, attendu que l'on exigeait la foy hommage lige. Ce que le seigneur de Chambray a fait. Pour ce et en considération des services rendus aux comtes de Vendôme, ledit comte accordé au seigneur de la Chambray, la haute justice dans sa terre de la Roche-Turpin.

Quittance du 27 janvier 1710 donnée à Madame la marquise de Bellabre, dame de la Roche-Turpin à la quelle somme elle avait été taxée par arrêt du Conseil du 11 août 1708 pour son droit de haute, moyenne et basse justice de la Roche-Turpin.

Quittance du bailli de la Roche-Turpin pour ses gages fixés à 30 livres par an, etc.

Greffe, plaids, assises

Parmi les nombreuses remembrances (1) du greffe, beaucoup de registres et cahiers qui contiennent les procès qu'avaient entre eux les sujets de la Roche-Turpin.

Le plus ancien de ces registres contient 101 feuillets de papier qui est la plumitif (2) des assises tenues à la Roche-Turpin depuis 1468 à 1481.

Ces procès étaient pour la plupart ceux que l'on voit encore entre voisins — à propos de poules, de dommages faits « par des bêtes à cornes, de raies de terre, de vols de blé, etc. » — ce qui prouve que la chicane a existé de tout temps.

Rien de bien curieux à démêler parmi ces griffonnages la plupart illisibles, des anciens tabellions et greffiers de la Roche-Turpin. Notons cependant une ordonnance du juge de la Roche-Turpin du 19 septembre 1651, portant « défense à tous hostelliers de vendre et débiter du vin pendant le service divin » et un procès-verbal par Jacques Tissart, bailly de la Roche-Turpin, d'un bris de la prison de la Roche-Turpin où était enfermé Carluche et constatant que le sieur de la Barre (commandeur d'Artins) était venu avec plusieurs gentilshommes et leurs valets pour enlever de force le dit Carluche, le 19 septembre 1683.

Notons encore une requête de « Augustin Lambron, pauvre thonnellier d'Artins, qui déclare que s'étant trouvé

(1) Remembrance. — Représentation de quelque chose qui la met en mémoire. Vient d'un vieux mot gaulois, membrer, qui signifiait se ressouvenir (D^{re} de Trévoux).

(2) Plumitif. — Minute qu'un greffier écrit à la hâte et en abrégé quand le juge prononce à l'audience. D'ailleurs c'était le nom qu'on donnait autrefois à toutes les écritures qu'on fournissait en justice.

chez son frère à Ternay, la dame de Rully, le bailli de Bessé et un appelé Bellamy lui avaient recommandé de renoncer à dire que c'était le nommé Jacques Buisson qui avait violé sa fille, il devait déclarer que ledit viol avait été fait par Jacques Denis, sieur de Thierceville, et qu'alors ils lui donneraient 500 livres et un logement. Ledit Lambron n'en voulut rien faire, disant que ce serait le faire pendre. Mais s'étant trouvé à Montoire à l'audience pour affaire il avait été arrêté par gens apostés par ladite dame et fait prisonnier dans les prisons de Montoire et « mis dans un cachot ayant été fait deffense au geollier de le laisser parler à qui que ce soit ». — Il y resta « 3 semaines et nourri d'un peu d'eau et de pain ». Six sergents et « un autre homme vêtu de gris (le bourreau ?) lequel avait des cordes sous son bras disant qu'il le menait pendre s'il ne faisait la déclaration que ladite dame lui avait proposée de faire contre ledit Denis ». Notre homme eut peur et fit tout ce que l'on voulut, seulement il fit une requête adressée au Parlement de Paris, demandant « bonne et valable justice ».

A cette requête est jointe une demande d'enquête du Parlement de Paris à la date du 9 août 1753. On ne sait ce qui en résulta.

Forêts, Bois

La Roche-Turpin possédait autrefois beaucoup de bois dont les principaux étaient :

Huit-vingt-dix arpents (170) et 1/2 quartier de bois appelés les bois de Moncenais ou Monfenaïs (aujourd'hui les Fenas ?) sis paroisses de Ternay et Saint-Martin, joignant les bois des Hayes, d'autre côté aux bois des Oudet freslon, au chemin de Ternay à Saint-Georges, d'autre bout au chemin de Fosse-Morand aux bois de Fains et à la tenue de la Maladrerie.

Herbert Turpin, fils aîné de Guillaume Turpin, vendit tous les Monfénais le 8 septembre 1318 à l'abbé et couvent de Saint-Georges du Bois avec un chapon et un septier d'avoine qu'il avait sur une maison proche ledit bois, moyennant 800 livres avec rétion du devoir d'une livre de cire la veille de la Chandeleur pour tout droit sans foy hommage.

Nous voyons ensuite à propos de cette vente une copie collationnée par Harouard, en 1608, contenant :

1^o L'amortissement fait par Charles, fils de France, comte de Valois, d'Alençon, Chartres et d'Anjou (le père de Philippe VI de Valois), de l'acquisition faite par l'abbaye de Saint-Georges-du-Bois, d'Herbert Turpin, moyennant quatre années de huit vingt livres payées par l'abbaye.

2^o De l'amortissement de ladite acquisition faite par Bouchard, comte de Vendôme, le jeudy après la fête de la Sainte-Croix en may 1322, moyennant 300 livres tournois.

Les religieux de Saint-Georges-du-Bois continuèrent de payer une livre de cire à la Roche-Turpin la veille de la purification ; dans plusieurs déclarations cependant, il est dit 2 livres de cire (voir Monogr.). Ces bois étaient défrichés en 1608 d'après une déclaration à la date du 17 mars faite par Pierre, abbé de Saint-Georges-du-Bois, à M^e Gilbert II, d'une pièce de terre en labour appelée Monce-nais, autrefois en bois contenant huit vingt dix arpents.

Les autres bois étaient 9 arpents de bois à Gâtines avec le droit d'usage dans les étangs de Montrouveau, — 12 arpents 67 perches, appelés le bois de la Curée, proches Gâtines, — 6 arpents de haute futaie près la Roche-Turpin, — 5 arpents de bois taillis auprès du château, plus 4 arpents de charmes aussi auprès du château, — 12 arpents de bois taillis à Saint-Georges-des-Bois, dépendant de Fains, — le parc de la Vacherie de 12 arpents, — le

parc des Fontaines, aux Essarts, de 3 arpents et un arpent à la Mort-aux-Loups, même commune.

Rivière, pêche, bac

Les seigneurs de la Roche-Turpin avaient droit de garenne à eau défensable en le Loir, depuis les moulins d'Artins, jusqu'au gué de Sensé.

La pêche fut louée vers 1520, 20 livres par an. — En 1556, 15 livres seulement, puis « 10 escus ». Le montant du bail varie sans cesse, en 1629 il était de 24 livres. — Cent ans plus tard en 1724, la pêche était louée 55 francs par an. En 1793, le pêcheur Massot payait 130 livres (voir le nom des pêcheurs et détail à Monogr.).

Fr. le Coigneux, seigneur de la Roche-Turpin, eut une contestation au sujet des limites de son droit de pêche sur le Loir avec le seigneur des Hayes et Ternay, d'après une liasse (art. 12, chap. 13) où se trouvent plusieurs « déclarations et attestations de personnes habitant la Roche-Turpin et autres lieux et par des curés qui constatent que l'on a enlevé des titres de la Roche-Turpin et notamment un pau (pieu ou pal) qui était dans le Loir avec les armes de la Roche-Turpin et qui formaient les limites du droit de ladite seigneurie sur le Loir (du 8 may au 25 juillet 1676) ». Il s'en suivit un procès qui fut perdu par le seigneur des Hayes.

La Roche-Turpin possédait aussi le droit de passage et de bac sur le Loir depuis que l'antique pont de pierre était écroulé (1555).

« Le 14 juin 1689, Fr. le Coigneux fait assigner M^e Pierre Fredureau, curé d'Artins, devant le juge d'Artins attendu qu'il ne payait pas le droit du bac et que le curé fut condamné à une amende et aux dépens, le tout monté à 114 livres 10 sols, que le curé fut obligé de consigner entre les mains du procureur. Or le curé interjeta appel

de cette sentence devant le juge de Vendôme ; là il prouva qu'il s'était toujours servi du bac du seigneur et avait payé une somme de 50 livres par an à laquelle il était abonné qu'il ne s'était jamais servi d'un petit bateau à lui appartenant sur ladite rivière, que pour aller porter les sacrements aux Essarts et autres maisons au delà de la rivière et pour faire passer ses dimes. En conséquence la sentence du juge d'Artins fut infirmée et il fut ordonné que ladite somme de 114 livres 10 sols lui serait restituée. »

Le passage et bac d'Artins était loué 170 livres vers 1700, 100 livres seulement en 1741, 300 livres en 1793.

Moulins de la Roche-Turpin et Arthins.

Le premier acte qui fasse mention des moulins de la Roche-Turpin, est une déclaration du 25 octobre 1474, fournie à dame Gillette Cholet par Michau Ragon, d'un moulin à blé situé en les chaussées d'Arthins près l'église avec les banquiers (1), banniers (2) et moutault (3) dudit moulin de la Roche-Turpin autant qu'il y en a en la paroisse de Sougé. En plus un tiers de pré à l'Ecluse et 8 boisselées au Pont d'Artins, soit 6 livres de rentes.

Le 6 novembre 1521, Macé Ragon vendait à Philippe Taffu, receveur à Montoire, 18 boisseaux de froment, mesure de la Roche-Turpin, de rente annuelle à prendre sur le moulin de la Roche-Turpin.

Le 26 août 1524, Antoine Berry, valet de fourrière du

(1) Banquiers. — Obligation qu'ont les vassaux d'aller moudre leurs blés au moulin du seigneur. C'était pareil au droit de banniers.

(2) Banniers. — Droit qu'a le seigneur de contraindre ses sujets de moudre à son moulin.

(3) Moutault. — Ce que payent les vassaux pour moudre leurs blés au moulin banal du seigneur.

roy, a vendu à N.-H.-Fr. Carreau, seigneur d'Ambloy, époux de Jehanne de Roussart, maître d'hôtel de Madame mère du roy, un moulin à blé situé en la chaussée d'Artins et les appartenances avec les banniers, moultaut dudit moulin, tant en la terre de la Roche-Turpin qu'en celle de Ponsay, Sougé, Arthins, tenu du seigneur de Chambray au devoir de 10 livres de rente annuelle, moyennant 95 livres. Ledit vendeur l'avait acquis de Me Jehan Mangoust, prestre demeurant à Bessé, lequel l'avait acquis de Henry Ragon, à présent demeurant audit moulin comme il appert par le contrat de vendition faite par ledit Ragon à Mangoust.

Enfin, le 15 septembre 1524, Henri Ragon vendait à N.-H.-F. Carreau, le moulin à blé de la Roche-Turpin moyennant 200 livres à réméré, et le 15 novembre suivant, Macé Ragon lui vendait 2 septiers de blé mouture (mesure de Montoire) de rente à prendre sur ledit moulin.

L'acte de retrait dudit moulin est du 10 juin 1525 et dont le seigneur d'Ambloy fut payé de ses « frais et loyaux coûts. »

Le 10 octobre 1527 Macé Ragon vendait à Pierre de la Curée, 4 septiers de blé mouture de moulin, mesure de la Roche-Turpin, assis sur tous ses biens, meubles et immeubles, moyennant 60 livres payées comptant.

Le 5 janvier 1528, Jean Ragon, maréchal à Artins, frère de Henry Ragon a vendu à Me Pierre de la Curée, 2 boisseaux de blé, mouture de rente à prendre sur le moulin de la Roche-Turpin.

Sentence rendue ou siège de Baugé le 7 may 1548 entre Pierre de la Curée demandeur en complainte en cas de saisie et de nouvelleté contre Jean Bouju, défenseur, au sujet d'un demi-quartier de terre où était anciennement le moulin de la Roche-Turpin, tenant d'un côté à la rivière, d'autre à la pasture du défenseur, d'un bout

au pré de la Commanderie, un chemin entre deux, d'autre bout au chemin à aller au gué de la rivière, lequel demandeur conclu à être maintenu en la possession dudit quartier de terre. Le défenseur ayant dit qu'il n'avait moyen d'empêcher ladite maintenue, Pierre de la Curée a été maintenu et gardé en possession du quartier de terre.

La Roche-Turpin avait-elle des droits sur un moulin aux Roches? Toujours est-il que nous trouvons (art. 21 du chap. 14) une sentence du palais du 9 avril 1551 qui condamne Jean Tourtay, meunier du moulin des Roches, à payer à M^e Pierre de la Curée, seigneur de la Roche-Turpin, une rente de 50 sols foncière et inféodée à lui due sur ledit moulin des Roches. — En tout cas c'est le seul acte qui le relate.

Le 23 avril 1554, Jean Clément, agent de la Roche-Turpin, avocat au siège royal du Mans, donnait à bail à Jean Lemoine pour le temps à compter de la date du bail à la Purification en suivant du moulin de la Roche-Turpin sur les chaussées moyennant 12 livres.

Ayant sans doute besoin d'argent à la suite de l'assassinat de son mari pour les procédures qu'elle engagea, Charlotte Errault a vendu le 3 mars 1564 à faculté de réméré pendant 4 ans, aux religieux et couvent de la Trinité de Vendôme, 20 septiers de grains, mesure de la Roche-Turpin, que ladite dame avait droit de prendre sur le moulin de Nouvelle (ou Nouvette) situé en la paroisse de Neuville (1) près l'abbaye de l'Etoile avec tous les droits que ladite dame pouvait avoir en ladite rente, moyennant 600 livres. Au dos, acte du 12 octobre 1577 par Simoneau, notaire à Vendôme, par lequel ladite dame a exercé le réméré de la rente moyennant 600 livres.

(1) Neuville. — Commune du canton de Châteaurenault (Indre-et-Loire).

Le 10 juin 1595, bail par Charlotte Errault à Léonard Hullin, marchand-laboureur et fermier de la Mardelle à Artins, du moulin de la Roche-Turpin moyennant 35 septiers de blé mouture, lequel moulin était précédemment loué à Fr. Souriau.

Voici un curieux mémoire, probablement d'un meunier, malheureusement sans date et sans signature, adressé sans doute à Madame Charlotte Errault. Ce mémoire nous fait voir la situation malheureuse des campagnes pendant les guerres de religion, beaucoup de maisons étant abandonnées, ainsi qu'on va le voir : (chap. 14, art. 24).

« Mémoire et état des sujets des moulins de la Roche-Turpin à Sougé, Arthins, Beauvoir et l'Aillerie.

« Mémoire des défailants et de ceux qui sont morts et délogés de leurs maisons qui sont sujets au moulin de Madame de la Curée. »

SOUGÉ		A ARTHINS	
La maison de Jean Crépon,	mort	La maison de feu Jehan Bros-	
— de Yvon Boucher	—	sier, à Coiffée,	vide
— de Jean Vallet	—	— de Nicolas Dou-	
— de feu l'officier		mette, à Coiffée	
Terroyau	—		défail.
— de Jehan Bellamy	—	— de Pierre Mosny,	
— de Jacques Pelletan	—	à Coiffée	—
— de Jehan Chapillon	vide	— de Pierre Danseux	—
— de Math. Granger		— de sire Godefroy,	vide
à Vallée	--	— de Pierre Godet,	défail.
— de P. Baglan,	rebelle	— de Jehan Belot,	vide
— de Pierre Berquier		— de Etien. Rougeau	—
	mort	— de Jehan Legroux	—
— de Martin Guillard	vide	— de Léon ^d Brossier	—
— de Abraham Beau-		— de Michel Lepleige	—
doin	—	— de René Brossier	—
— de Julien Granger	—	— de Thomas Tardif	—
— de Jehan Hariau	—	— de Chandosné	—
— de René Luquet	—	— de Tafforeau	—
— de Andr. Savatier,	mort	— de la Cassine	—
— de Bressiau	—	— de Jehan Hamelot	—
— de feue Chesnelle	—	— de Jehan Tariot	—

— de Guérineau —	La maison de Julien le Maryé, déf.
A BEAUVOIR (Arthins)	— de La Chanerye —
La maison de Louis Daumas, rebel.	— de Mart. Doumette vide
— de Court, vide	— de Jul ⁿ Bourgreau —
— de la Bergerie —	— de Mat. Bourgreau —
— de Thomas Lallier —	— de Pierre Tardif —
— de Chauvin —	— de Deshais —
A LAILLERIE (Arthins et Thernay)	— de Julien Noras —
La maison de Pierre Poulin, défaut.	— de Michel Plantain —
— de Julienne de	— de Pier. Bougreau —
l'Aillière vide	— de Gatien Bougreau —
	— de Laur. Norais, défaut.
	— de Vve Courson —

« Madame je vous envoie les noms et prénoms de vos subjects qui sont mors et de ceux qui ont delessé leurs maisons tant en la paroisse d'Arthins, Sougé, Montrouveau, Beauvoir et l'Aillerye, qui est une grande perte pour vous et tous les jours premiers ? subjets et ce qui est de reste ne peuvent venir à votre moulin ».

Le 8 décembre 1600, Jean Paquault, intendant de M. de la Curée, passait un marché avec des charpentiers pour réparer le moulin et maison du meunier de la Roche-Turpin

Le 13 mai 1602, ledit moulin était loué à Fr. Pinson et Jehanne Courson, sa femme, moyennant 33 septiers de blé mouture, une couple de chapons et deux douzaines d'anguilles.

En 1605, M^e Jean des Loges, seigneur d'Artins, vendait à M^e Gilbert de la Curée, moyennant 14.000 livres, la terre et seigneurie d'Artins et de la Mardelle et ses dépendances et tous les droits sur un moulin situé sur les chaussées d'Artins, appelé le moulin des Ailliers ou des Lailliers

Voici les plus anciennes pièces relatives à ce moulin :

Déclaration du 16 avril 1505 à M. Calais de la Ferrière tenant le bail de la seigneurie d'Artins par Macé Souriau des 4/10 invidis d'un moulin, appelé moulin d'Arthins

ainsi qu'il se comporte en maison, moulin, moutault, banquiers et sujets avec terres, prés et jardins, tenant d'un côté au moulin à blé que Thomas Ragon tient de la seigneurie de Ponsay, d'autre au Loir, d'un bout à Geoffroy Tardif et à Pasquier Tardif.

Le 9 juillet 1523, Jacques des Loges, seigneur d'Arthins passait un marché par devant Morin, notaire, avec Julien Souriau, charpentier, pour bâtir le moulin fouleret (1), moulin à fouler le drap, et dont il est question dans beaucoup de pièces.

Le meunier du moulin d'Arthins, Souriau, eut à soutenir un très long procès avec les religieux de l'abbaye de l'Etoile au sujet de rentes et de droit que les religieux prétendaient sur ce moulin. On ne sait pas qui eut raison.

Le 31 août 1526, Jean Souriau, vendait à Adam Laillier 2 septiers de blé mouture de rente à prendre sur la moitié du moulin à blé situé sur les chaussées près l'église, tenu en fief de la seigneurie d'Arthins aux devoirs accoutumés moyennant 31 livres.

Bail devant Morin du 25 octobre 1531 par Jacques des Loges à Toussaint Danseur pour 6 ans du moulin à fouler drap et un demi-arpent de pré, moyennant 10 livres par ans pour les trois premières années.

Un règlement fut fait le 3 décembre 1613 entre les propriétaires des trois moulins à blé étant sur le Loir et et chaussées d'Arthins :

- 1^o Adam David (moulin de la Commanderie) ;
- 2^o Moulin du seigneur de la Roche-Turpin ;
- 3^o Léonard Heullin (moulin d'Arthins) ;

(1) On appelle encore fosse à drap un endroit profond du Loir dans les îles des moulins, où on aperçoit au fond de l'eau une grosse poutre, probablement l'arbre de couche dudit moulin.

lesquels conviennent que les réparations à faire à ladite chaussée, doivent être par tiers.

Sentence rendue à la Roche-Turpin le 16 novembre 1621 qui condamne le Commandeur à contribuer à la réfection de la chaussée pour un tiers et René Blanchard, son fermier, à l'indemniser. Donne acte à Jean Gaillard, propriétaire du moulin des Ailliers, de l'offre qu'il fait de contribuer pour son tiers suivant et conformément au procès-verbal fait devant le bailli de la Roche-Turpin, le 3 août 1621 en vertu d'un jugement du 27 juillet précédent.

Information faite le 18 juin 1626 à la requête du procureur fiscal par Claude Lemaistre, bailli de la Roche-Turpin contre Jean Bottier, Jacques Berquier et Jean Gaillard, prisonniers, pour avoir pris du poisson dans le Loir. Interrogation subie par Jean Gaillard l'un des coaccusés, du 28 juin 1627 (plutôt 1626).

Le 27 mars 1628, Pierre Heulin, demeurant à présent à Gombergean et Jean Gaillard, moulinier du moulin des Ailliers, remettaient les titres concernant leur moulin à M. de la Curée. (Ils l'avaient sans doute vendu, ou du moins en partie, au seigneur de la Curée ?)

Les deux moulins étaient afferlés à Jeanne Barois, femme de Jean Jacquet.

En 1677 ils étaient loués moyennant 500 livres par an. La même somme en 1683-1689 ; mais en 1699 ils sont loués 531 livres (voir détail et fermiers dans Monogr.).

Bail devant Vié le 20 décembre 1726 par Pierre Jouanne, intendant de Mr Gabriel le Coigneux pour 9 ans, à Fr. Bréon et à Marie Durand, sa femme, des moulins banaux aux charges et 550 livres. M^{re} Gabriel le Coigneux sans avoir égard au bail ci-dessus, les a données aux mêmes, moyennant 559 livres et 9 sols (25 octobre 1732).

Le 1^{er} décembre 1732, une sentence de Ponsay condam-

nait Julien Tafforeau, fermier à Launay, paroisse d'Artins, à aller moudre audit moulin banal de la Roche-Turpin et à 3 mois de fausse mouture. Appel de cette sentence.

Le bailli de Vendôme, 8 août 1733, met cet appel au néant.

Executoire de dépens du 27 septembre 1733 par le bailli de Vendôme contre Tafforeau et signification, 17 octobre 1733.

Commandement du 3 mars 1736 à Tafforeau de payer le contenu de l'exécutoire. Autre commandement du 22 février 1749, Tafforeau demeurait alors au Ris, paroisse des Essarts. — 3^e commandement du 6 juillet 1758 par M^{me} de Crosnières, à Tafforeau fils, demeurant aux Roches. Il est peu probable que le fils ait payé pour son père, mort depuis plusieurs années.

Dans une semblable sentence rendue aussi à Ponsay le 17 juillet 1734, Pierre Bourguigneau était condamné à retourner moudre au moulin d'Artins et lui faisait défense de méprendre à l'avenir sous les peines de coutume et à payer 3 mois de fausse mouture. Il y eut appel à Vendôme et signification comme à Julien Tafforeau il n'y a qu'un seul commandement du 10 juillet 1736 et sans doute que Pierre Bourguigneau paye tout de suite les frais.

Bail des moulins à Louis Martin pour 6 ans (13 juillet 1747, moyennant 670 livres).

Principales métairies de la Roche-Turpin

LA VACHERIE sise commune de Montrouveau, louée en 1639 à Servais Dupin moyennant 7 vingt dix livres (150 livres), à Fr. Coutous en 1677 moyennant 120 livres par an, à Mathieu Desraist en 1692 pour 115 livres par an, à Marin Riverain et à Suzanne Daumas, sa femme, veuve de R. Desraist en 1714 pour 115 livres, à Marin Riverain,

en 1731 pour 118 livres et 6 poulets, à Marin Riverain en 1743 pour 138 livres (voir les détails à Monogr.). Commandement fait à Gabriel le Coigneux comme propriétaire de la Vacherie pour le paiement d'une taxe de 800 livres à laquelle a été imposée la Vacherie, comme aliénation de biens d'église, suivant le rôle arrêté en conseil le 28 octobre 1702 fait par Ratier, huissier royal au baillage de Blois résidant à Onzain, le 16 juillet 1706.

Extrait du 28 juin 1673 pour prouver que la *métairie* de la Vacherie n'est pas une aliénation d'église, et requête du seigneur de la Roche-Turpin le 28 juin 1797 à M. d'Armenonville, directeur des finances, pour être déchargé de ladite taxe.

Quittance de 21 s. 3 d. de cens et rentes dues sur la Vacherie à la seigneurie de Gâtines pour 9 ans de 1735 à 1743.

LA DELOUCHERIE, sise commune des Essarts. Louée en 1696-1700 à René Tafforeau pour 60 livres. Acte devant Letrat, notaire à Artins, du 17 août 1683, par lequel M. le Coigneux avait fait saisir sur Louis Goupil, fermier de la Deloucherie, un cheval faute de paiement de loyers dudit lieu. Ledit Goupil cède le cheval à M. le Coigneux pour 36 livres. Le 20 décembre 1683, Mathurin Elineau et Marie Bonnefoy, sa femme, se sont alloués avec leur famille à M. le Coigneux, pour 3 ans, pour demeurer à la Deloucherie pour y garder et nourrir 2 mères vaches à moitié escroix, etc.

LA GALOCHÈRE, commune d'Artins, autrefois fief, car il y avait très anciennement un colombier. Le 2 juin 1528, Pierre de la Curée la vendait avec faculté de réméré pendant 3 ans à dame Alezon d'Argouges, veuve de N.-H. Jean Georget, seigneur de Vaud et des Roches de Sougé, moyennant 1000 livres. La métairie de la Galochère était autrefois chargée de 5 sols de devoirs annuels à l'Angevine.

Elle fut louée en 1650 à Math. Ozane à moitié, en 1597 à René Moreau pour 32 septiers de blé, 200 boisseaux d'avoine, 50 boisseaux d'orge mélarde, 5 boisseaux de pois et 7 escus soleil. 100 ans plus tard en 1691 elle n'était louée à Georges Loyau que 80 livres. Une tempête épouvantable arrivée dans la nuit du 14 au 15 mars 1751 causa 85 livres de dégâts aux bâtiments. En 1734 elle était louée à Paul Souriau 950 livres, 6 chapons et 12 poulets par an. En 1739 au même, pour le même prix, ainsi qu'à son fils en 1746. Le dernier bail est du 16 avril 1793, moyennant 2.100 livres, 12 poulets et autres charges par le marquis de la Rochebousseau à Pierre Fr. Garanger.

Cette métairie fut vendue en partie le 29 fructidor an II à Pierre Guettier, laboureur à Artins, pour les citoyens François Massot, Fr. Guettier, Fr. Barbereau, Martin Guettier, Julien Guettier, Jacques Bellamy, Pierre Guettier, Nicolas Bellamy, Pierre Guettier, Fr. Guettier, Laurent Bourgeois, René Desserre, Jean Courson, Pierre Bourguigneau, demeurants à Artins, et Jean Ouvrard, demeurant aux Essarts, pour la somme de 84.000 livres et aux frais.

LA BERTOISIÈRE, à Artins, près la Roche-Turpin, entre le château et la Caillerie ; métairie démolie vers 1600 et dont il ne reste qu'une fondation informe. Louée en 1473 à Germain Daumais moyennant 16 livres par an et 10 septiers d'avoine. Le 10 février 1530, Pierre de la Curée la vendait à Mathieu Quelain tenue de lui à foy hommage simple et à 12 deniers de services moyennant 1200 livres et à réméré. Il n'exerça le réméré que vers 1542 ; mais le 28 avril 1545 Pierre de la Curée vendait de nouveau à Charles Mesnager fils, la seigneurie des Bertoisières et dépendances, contenant 60 arpents proche la Roche-Turpin, avec rétentio de 3 d. de services à Notre-Dame de Septembre, moyennant 1,600 livres et faculté de réméré

« toutes et quantes fois le vendeur voudra ». Affermée en 1553 à Jacques Luquet « moyennant 4 septiers de blé pour chacune septrée de terre et 4 septiers d'orge et avoine pour chacune septrée de terre ». Le dernier bail pour 6 ans est fait par Charlotte Errault en 1581 à Ambroise et Olivier Caille moyennant 400 fr. par an.

LA COURTINERIE, commune de Montrouveau, vendue la moitié le 2 juin 1612 par Jean Roger, seigneur des Rochettes, mari de Jacqueline Taffu à Gilbert II moyennant 2.550 livres, l'autre moitié lui fut vendue par Antoine Taffu le 6 juillet 1612, moyennant 2.250 livres.

LA LOUCHERIE, aux Essarts (probablement Deloucherie ?) Transaction le 24 février 1716, entre Madame Pollard, veuve Le Coigneux, Charles Lemoine et Françoise du Mortier, sa fille, par laquelle on voit que Simon Dumortier avait fait bail à Louis Goupy de la Loucherie et que sur ladite métairie il était dû à la Roche-Turpin une rente inféodée de 2 septiers de blé, froment, payables à la Toussaint; que ladite métairie avait été si fort dégradée que l'on ne pouvait percevoir ladite rente, ce qui avait engagé le seigneur de la Roche-Turpin de saisir la métairie, pour quoi les parties étaient sur le point d'entrer en procès. Pour l'éviter, ladite dame Le Coigneux a remis ladite métairie auxdits Dumortier, lesquels se sont engagés à payer ladite rente.

Mais cette rente n'était pas encore payée en 1739, car le 21 mars de cette année, assignation est donnée à la requête de Gabriel le Coigneux à Charles et à Philippe Lemoine frères, pour se voir condamner à payer la rente mentionnée ci-dessus et payer les arrérages échus. Ladite sentence est rendue à Couture le 21 mars 1739 et les condamne en outre aux dépens. Les Lemoine cèdent alors, car Brée de la Huberdière, agent de la Roche-Turpin, leur donne deux quittances : l'une le 30 novembre 1740

de 200 livres et l'autre 28 novembre 1742 de 66 livres à compte sur lesdits arrérages. Mais le 18 janvier 1749, ils reçoivent encore une signification de payer ladite rente (voir détails à Monogr.).

Principaux fiefs de la Roche-Turpin

Fief de Bois-Freslon à Ternay

Aveu et dénombrement du 27 avril 1413 fourni à M^e Jehan d'Angennes, seigneur de Ponsay et la Roche-Turpin, à cause de Jehanne de (Courcelle) Courtremblay sa femme, par Jehan de Trou, de son hébergement de Bois-Freslon avec 17 arpents de bois où il y a garenne, deux étangs proches Bois-Freslon entre les bois, le tout à Ternay. Doit foy-hommage simple et trois livres de cire de service la veille de Noël et loyaux aides, etc.

Dénombrement du 11 décembre 1466 fourni à Gillette Chollet, comme ayant le bail des enfants de M^e Jehan de Chambray et d'elle à cause de la Roche-Turpin par Pierre de Gonzoles, de son fief de Bois-Freslon consistant en maisons et domaine de 16 arpents environ. Déclare y avoir justice et autres droits.

Aveu et dénombrement du 4 juin 1513 fait à Jehan de Chambray par Antoine Du Verger pour raison du fief de Bois-Freslon consistant en manoir, maisons, autres bâtiments, etc., le tout de 38 à 40 arpents, avec justice moyenne et basse et autres droits. Doit f. h. s. et 1 livre de cire à la Purification.

Testament reçu le 2 juillet 1571 par Simon Boisset, notaire à Chartres, contenant fondation par Anne de Gonzolles, veuve de Germain de Chourses, dame de Bois-Freslon, d'une chapelle à Bois-Freslon, attendu que le château est trop éloigné de la paroisse.

Offres signées Harouard du 16 juillet 1596 faite à M. de

la Curée par César de Clermont commé ayant la tutelle des enfants mineurs de Renée d'Harcourt, sa femme et de lui pour le fief de Bois-Freslon.

Copie en 76 feuillets par Harouard, le 21 juin 1609, d'un décret fait aux requêtes du Palais le 9 novembre 1602 qui adjuge à Antoinette de Chourches, femme autorisée de M^{re} André de Vieuxpont, son mari, la terre et seigneurie de Bois-Freslon, consistant en maison et autres bâtiments, bois, fiefs, cens, vignes, étangs, métairies de Fosseclaire, Lavau, Nasse, le petit Bois-Freslon, de Fains, de Ternay et de la Chaise, moyennant 12.050 escus.

Testament reçu par Pierre Coumon, notaire à Bois-Freslon, le 12 septembre 1619, contenant les dernières volontés de dame Madeleine de Chourses, épouse de M^e Gédéon de Thianges, seigneur de la Belinière et Bois-Freslon.

Liasse de procès entre Fr. le Coigneux et Fr. du Bellay au sujet de la mouvance de Bois-Freslon en 1686.

Aveu et dénombrement fait le 12 janvier 1704 à G. le Coigneux par Jean de Vieuxpont pour Bois-Freslon qu'il tient à foy-hommage simple. Château, fuye, chapelle, écuries, garenné à conils (lapins) et 40 arpents de terre, verger, étangs, doit une livre de service à Purification.

Du 24 juin 1709, acte reçu par Julien Lecler, notaire à Saint-Quentin, contenant foy-hommage à Madame le Coigneux, par Godefroy de Chourses, héritier de Jean de Vieuxpont, pour Bois-Freslon, tenu à une livre de cire par an.

Copie par Baglan, huissier, le 17 octobre 1716 à M. le Coigneux, d'un acte reçu par Jacquet, notaire à Ternay, contenant les offres faites par demoiselle Charlotte de Saint-Laurent, le 27 septembre 1716 pour Bois-Freslon.

Dénombrement reçu par Jacquet le 2 septembre 1722, fourni à Jacques le Coigneux, par Godefroy de Chourses,

seigneur de Beauregard, de sa terre de Bois-Freslon.

Aveu et dénombrement par Michau, du 10 novembre 1738, fourni à G. le Coigneux par Elisabeth de Choursès, veuve de Fr. du Bellay pour raison de Bois-Freslon.

Fief de l'Aunay à Ternay

Aveu et dénombrement du 25 juin 1410 à Jean d'Angennes, seigneur de la Roche-Turpin, par Jean de la Flotte, du fief de l'Aunay, sis à Ternay, consistant en maisons, terres, près, vignes, bois, pâtures et menus cens et rentes, droit de vente, reliefs. Droit de donner mesure à ses estagiers ajustée au jalon de la Roche-Turpin pour le blé et le vin, pour raison de quoi lui est dû 2 deniers et 1 pinte de vin. Justice sur toutes lesdites choses, droit d'épars (1) (épaves) et aubaine (2). Pour ce qui est dû au seigneur de la Roche-Turpin, un cheval de service, pleige (3), gage.

Aveu et dénombrement du 7 février 1458 à Jean de Chambray par Jean de la Flotte de l'Aunay.

Foy-hommage le 22 may 1488 par demoiselle Jehanne Queretin, tutrice de Guillaume de la Flotte, son fils, à Jean de Chambray pour l'Aunay.

Aveu et dénombrement du 7 mars 1492 à Jean de Chambray par Fr. Dampierre à cause de Jehanne de la Flotte, sa femme, du fief de l'Aunay.

Aveu et dénombrement du 30 octobre 1512 à M. de

(1) Epars. — Droit d'un seigneur haut justicier par lequel les choses égarées qui se trouvent dans sa seigneurie et qui ne sont réclamées de personne, lui appartiennent.

(2) Aubaine. — Droit qu'un seigneur a sur la succession d'un étranger qui meurt dans un pays où il n'est pas naturalisé. C'était un droit contraire à l'hospitalité et à la liberté naturelle, aussi était-il appelé autrefois « droit haineux ».

(3) Pleige. — Caution judiciaire qui s'oblige devant le juge de représenter quelqu'un ou de payer ce qui sera jugé contre lui.

Chambray, par Nicolas de Milleville, seigneur de Fains, à cause de Jehanne de la Flotte, sa femme, de l'Aunay.

Acte du 19 février 1555 pour constater que Guy de Dampierre s'est transporté à la Roche-Turpin pour faire foy-hommage à Gilbert de la Curée pour son fief de l'Aunay.

Acte du 21 mars 1559 qui constate que ledit jour, Jean de Dampierre fils, s'est transporté à la Roche-Turpin pour faire foy-hommage de l'Aunay.

Le 7 septembre 1562, Louis de Dampierre, seigneur de la Chenosliere, Fains, a été à la Roche-Turpin faire foy-hommage de l'Aunay.

Le 5 juillet 1567, foy-hommage par le même à Charlotte Enault.

Georges Fredureau au nom de M^{lle} Jacqueline du Bellay, veuve de L. de Dampierre, s'est présenté à la Roche-Turpin faire foy-hommage pour l'Aunay le 12 mai 1571.

Foy-hommage du 18 novembre 1580 par Jacqueline du Bellay, veuve de L. de Dampierre, pour fief de l'Aunay à Charlotte Enault.

Acte du 15 janvier 1607, qui constate que Gilles de Dampierre, seigneur de Fains, s'est présenté à la Roche-Turpin pour faire foy-hommage de l'Aunay.

. Procuration donnée le 30 décembre 1608 par Madame de la Morinière de Dampierre à Jacques Laillier, notaire, pour composer avec le fermier de la Roche-Turpin pour le rachat et droits dus par elle à cause de l'Aunay.

Sentence du 13 juillet 1632 rendue aux plaids de la Roche-Turpin entre le procureur fiscal de la Roche-Turpin, demandeur d'une part et M^e Achille du Gast, seigneur d'Artigny, seigneur à cause de sa femme de la Chauvalinière (vieux Ranay) et l'Aunay, défendeur.

Assignation dn 25 février 1658 à M^{re} René de Jussac, seigneur de Fains, à comparoir à la cour de la Roche-Turpin pour se voir condamner à bailler aveu de l'Aunay.

Le 20 septembre 1712, Madame le Coigneux, donnait à bail à Renée Bellamy, veuve Georges Loyau, le lieu et métairie de l'Aunay, paroisse de Ternay, moyennant le prix de 245 livres par an.

Fief de la Meraudière ou Morandière, à Artins

Acte du 6 octobre 1554 qui contient foy-hommage à Gilbert de la Curée par Jacques Aubry, avocat, pour la Meraudière, doit 1/2 livre de cire et 12 d. de service le 8 septembre.

Le 22 août 1564, Jacques Aubry s'est transporté à la Roche-Turpin pour faire-hommage pour la seigneurie de la Morandière.

Du 12 septembre 1570, foy-hommage à Charlotte Errault par André Brossier pour la Morandière, anciennement appelée la Chevenne, acquise par lui de Jacques Aubry, doit mêmes services.

Le 10 novembre 1607, aveu et dénombrement à Gabriel de la Curée par A. Brossier, de la Morandière, contenant 27 arpents, tenant d'une part aux terres de la seigneurie de Ternay, d'autre aux terres de Pineau, d'autre au chemin de la Commandrie, au gué Domette, doit 1/2 livre de cire et 12 d.

Le 2 juin 1608, foy-hommage par Nicolas Brossier, puis le 18 décembre 1612 par André Brossier à Gilbert II pour la Morandière.

Acte par de l'Epine, notaire à Blois, le 20 avril 1658, qui contient dénombrement à Nicolas-Alexandre de Gouffiers, seigneur de la Roche-Turpin, par Jacques de Laistre, de la Morandière, aux mêmes devoirs.

Offres du 27 juin 1674 à la Roche-Turpin par demoiselle Marie Brossier, veuve de N.-H.-Jacques de Laistre, de rendre aveu et payer les droits.

Expédition par Bourot, notaire à Blois, d'un aveu et

dénombrement du 28 mai 1683, à François le Coigneux, par Marie Brossier, veuve de Laistre pour Morandière, 30 arpents de terre.

Du 11 février 1704, aveu par Marie Brossier, de la Morandière, qui consiste en maison inhabitable et 27 arpents de terre friche.

Du 20 juillet 1711, foy-hommage par Pierre-Marie de Laistre, pour Morandière.

Foy-hommage du 13 septembre 1720, par Jean-Ferdinand Brossier, président au baillage de Bellesme, pour Morandière.

Du 18 novembre 1734, foy-hommage à Gabriel le Coigneux, par Pierre-Christophe d'Avesges, mari de Françoise Brossier, de la Morandière, contenant 40 arpents où étaient autrefois une maison et autres bâtiments tenant d'un côté aux taillis de Pineau, au parc Tuffeau, aux bruyères et parc de la Houssairerie, d'autre au chemin de Villedieu à Ternay, d'un bout au chemin de Croix val à la Borde, au chemin de l'Aillerie aux Caves, d'autre bout à l'aitrise des Caves. Doit foy-hommage simple, 12 d. et 1/2 livre de cire.

(A suivre.)

LES

CANONS DE M. DE ROCHAMBEAU

PAR

M. A. DE TRÉMAULT

A l'approche du jour où l'on verra ériger la statue du Maréchal de Rochambeau, on veut rappeler d'après des documents en partie inédits tirés des archives de la Mairie de Vendôme, l'histoire oubliée des deux canons que lui offrit le Congrès des Etats-Unis, et qui compromirent un moment l'existence de la municipalité de Vendôme.

On sait combien fut glorieuse pour les armées américaine et française combinées, la capitulation qu'elles imposèrent le 19 octobre 1781, dans York-Town, aux Anglais, commandés par Lord Cornwallis.

Lorsque la nouvelle de ce grand événement fut connue en France, elle provoqua un mouvement d'enthousiasme général. Le gouvernement s'y associa et donna pour célébrer cette victoire des ordres auxquels la ville de Vendôme s'empessa de se conformer, car elle avait pour cela de puissantes raisons particulières, puisqu'il s'agissait de glorifier un de ses enfants.

Rien ne peut faire connaître mieux aujourd'hui les sentiments qui animaient alors les habitants de Vendôme,

que les termes de la proclamation que leur adressa la municipalité pour les convier à la cérémonie qui eut lieu le 16 décembre 1781.

On la trouve transcrite sur le registre municipal. Elle est conçue en ces termes :

« Vu la lettre de Mr l'Intendant du 30 novembre
« dernier, (1781) portant qu'il sera fait un feu de joie,
« le jour que le *Te Deum* sera chanté dans l'église
« collégiale, en actions de grâce de la victoire remportée
« à York, en Amérique sur les Anglais, par l'armée
« de France combinée avec celle des États-Unis de la
« dite province, et comme Mr le C^{te} de Rochambeau,
« Lieutenant général des Armées du Roi, et gouverneur
« de notre ville, est un des illustres généraux qui ont
« remporté cette victoire, que nous avons à nous glorifier
« de l'avoir vu naître dans l'enceinte de nos murs, et
« voulant lui marquer la joie extrême que nous sentons
« de l'honneur qu'il vient d'acquérir, nous invitons,
« (quoique ce ne soit pas l'usage) les bourgeois à être
« sous les armes, le jour du feu de joie, et à se trouver
« dimanche, 16 du présent mois à une heure de relevée,
« sur la place d'armes, habillés décemment et avec leurs
« armes, et à rejoindre leurs drapeaux et Capitaines
« pour assister au *Te Deum* et feu de joie qui se fera
« ensuite, les engageant à ne tirer que lorsque les
« officiers les commanderont ; Et sera la présente publiée
« en les places et carrefours de cette ville.

« Donné à l'hotel de ville, par nous Maire et Echevins,
« le 13 décembre 1781.

« Signé DE FLOSVILLE, lieutt du Maire.

« FOURNIER, COURTOIS, MORARD, COUTURIER,

« BEAUSSIER, proc^r du roi. »

On sait que l'une des conditions de la capitulation accordée à l'armée anglaise avait été de remettre aux vainqueurs sa nombreuse artillerie.

Le Congrès américain voulant donner un témoignage de gratitude des services rendus, qui devint en même temps un souvenir de la victoire remportée, décida d'offrir à chacun des Commandants en chef des deux armées combinées, le général Washington et le comte de Rochambeau, deux des pièces de canon qu'ils venaient de conquérir.

Lorsqu'il rentra en France, M. de Rochambeau ramena avec lui ses deux canons et en décora la cour de son château de Rochambeau.

C'est plus tard, en 1792, qu'ils devinrent pour la municipalité la cause des plus sérieux embarras, et la mirent dans une situation si périlleuse que son existence en fut un moment compromise.

Voici les renseignements que les archives municipales fournissent à ce sujet.

Une correspondance, qui n'a pas été conservée, relative à ces canons, fut échangée en 1789, entre la ville de Vendôme et M^{me} la Comtesse de Rochambeau, qui résidait dans son château de Rochambeau, tandis que son mari était absent pour le service du roi. Cette dernière, pour des motifs que l'on ne connaît plus, décida de remettre ses deux canons en dépôt à la ville de Vendôme. La remise en fut faite dans les conditions rapportées dans le procès-verbal qui en a été dressé puis ensuite transcrit sur le registre de la ville (R. 20^o 94).

Il s'exprime ainsi :

« L'an 1789, ce jourd'hui trente et unième et dernier
« jour du mois d'aout, Madame la Comtesse de Rocham-

« beau, suivant sa missive d'hier, a envoyé dans cette
« ville les deux pièces de canon que le Congrès des États-
« Unis d'Amérique a donnés à Mr le Comte de Rocham-
« beau son mari. Le Corps municipal et Comité perma-
« nent a envoyé pour les escorter, à une lieue de la
« Ville, un détachement de la milice nationale, com-
« mandée par Mr de Torquat, Capitaine des Chasseurs.
« Les dits canons parvenus sur le pont de l'hôtel de
« ville ont été reçus par le Corps municipal, et précédés
« de la musique de l'Ecole royale militaire, ont été
« conduits, en présence d'une députation du corps
« municipal et du Comité, au Collège royal et Ecole
« militaire de cette Ville, pour y rester en dépôt, sui-
« vant le désir de M^{me} la Comtesse de Rochambeau et
« être remis à Mr le Comte de Rochambeau à sa première
« réquisition.

« Les dits canons sont de métal tirants six livres de
« balles, montés sur leurs affuts et roues en bois, avec
« leurs avant-trains garnis de leurs seaux et de deux
« écouvillons, deux porte-mèches, un refouloir, un
« tirebourre, le moule à gargousse. Les ceuillers et
« épinglettes manquent.

« Pris sur les Anglais le 19 octobre 1781, lorsque les
« places de Yorck et de Gloucester en Virginie ont capi-
« tulé, et présentés à son Excellence le C^{te} de Rocham-
« beau par le Congrès des États-Unis d'Amérique en
« considération de la part glorieuse qu'il a eue au succès
« de cette expédition.

« Ils sont marqués aux armes de mon dit sieur de
« Rochambeau, autour desquelles est le cri de guerre de
« mon dit sieur de Rochambeau : *Vivre en preux, y*
« *mourir.*

« Ce dont nous avons dressé le présent procès-verbal
« dont sera donné copie à monsieur le C^{te} de Rocham-

« beau, et ont Messieurs le Supérieur de l'Oratoire et
« les officiers du détachement signé avec nous.

« OLIVIER, pre de l'Oratoire, supr.

« PARAIN, lieut^t; MEREUX, s.-lieut^t; DE FLOSVILLE,
« lieut^t de maire; LEMAITRE; BEAUSSIER DE LA
« BOUCHARDIÈRE, médecin de Monsieur, frère du
« roi; BUSCHERON DE BOISRICHARD, du Comité;
« MORARD, MOULNIER, BEAUSSIER, du Comité;
« CHAPEAU, Curé de la Madeleine, membre du
« Comité; MEREUX, DE TORQUAT, MEREUX,
« SERGENT. »

C'est un mois plus tard, en septembre 1792, quand les événements les plus graves se précipitaient, que les canons devinrent pour la municipalité l'occasion des plus grands périls.

Le Directoire du département faisait les plus grands efforts pour procurer des armes aux troupes de volontaires qui marchaient à la frontière. Il eut connaissance que deux canons étaient en dépôt à l'Oratoire de Vendôme. Il demanda à la municipalité de les lui remettre (1); mais celle-ci semble ne pas s'être empressée de lui répondre. Etonné et mécontent sans doute de ce silence, le Directoire envoya en mission auprès du Conseil général un sieur Gidoïn qu'il chargea de les réclamer. Gidoïn n'arriva sans doute à Vendôme que tardivement dans la journée du 13 septembre. Il vit d'abord le greffier du Conseil, et sur l'avis donné par celui-ci de la présence d'un envoyé du Directoire, le Conseil général de la commune fut convoqué d'urgence et s'assembla à

(1) Il lui avait d'abord promis en échange deux pièces de moindre calibre.

dix heures du soir. L'heure insolite et tardive de la réunion montre combien la situation paraissait grave et pressante.

Le procès-verbal de cette séance contient des détails intéressants.

Il donne d'abord les noms de toutes les personnes présentes, maire, officiers municipaux, notables, procureur de la commune et greffier, auxquels étaient venus se joindre deux administrateurs du Directoire du district, puis il mentionne qu'après avoir entendu lecture de la délibération du Directoire de Loir-et-Cher demandant qu'il lui fut fait envoi des canons de M. de Rochambeau remis en dépôt aux mains de la municipalité et où le procureur de la commune, le Conseil constate dans son premier considérant qu'aucune loi n'autorise le département à déposséder les municipalités de leurs canons. Il rappelle ensuite que, lors de la première levée, la ville a envoyé quatre-vingt-cinq jeunes gens, et après, de mois en mois, nombre de recrues pour la défense de la patrie, que depuis la loi du 22 juillet, au lieu de soixante hommes demandés pour son contingent, elle en a fourni un nombre bien supérieur et qu'elle a fait des sacrifices pécuniaires pour procurer des défenseurs à la France, qu'à la suite de tous ces sacrifices elle ne pourrait plus assurer sa propre sécurité si elle ne conservait les deux canons qui sont, d'ailleurs, un dépôt qui lui a été confié par un de ses concitoyens, auquel ils ont été donnés par un peuple libre, qu'ayant envoyé déjà au département tous les fusils de calibre pour armer les gardes nationales marchant à l'ennemi, la privation de ces canons et de toutes autres armes réveillerait la malveillance et l'audace de nombreux malintentionnés qui ne sont retenus que par la crainte... Enfin il arrêta que « le sieur Gidoïn sera « prié de faire agréer au département les sincères regrets

« du Conseil de ne pouvoir ajouter les deux canons dont
« il s'agit, absolument nécessaires pour la sûreté et la
« tranquillité publique du district, aux nombreux sacri-
« fices que la ville et le district de Vendôme ont faits
« pour maintenir la liberté et l'égalité, et que copie du
« présent sera remise au sieur Gidoïn. »

Celui-ci retourna à Blois immédiatement, pour rendre compte sans délai de sa mission, car on voit dès le lendemain 14, le département prendre un nouvel arrêté insistant pour que les canons lui fussent envoyés.

Le Conseil de la commune s'assembla le 16. « La
« matière mise en délibération, où le procureur de la
« commune, sur l'assurance donnée par le sieur Gidoïn
« que M. Soulet, commissaire du pouvoir exécutif, était
« dans le département et se rendrait aujourd'hui dans
« cette ville, il fut arrêté à la majorité, qu'il serait différé
« à l'exécution dudit arrêté, et qu'il serait fait part à
« Soulet, par un mémoire qui lui serait remis, des motifs
« du Conseil. »

Mais tous ces atermoiements avaient épuisé la patience de l'autorité supérieure. Par un arrêté du 17, le Directoire du département prononça la suspension du Conseil général de la commune et ordonna la radiation sur le registre de celle-ci de la délibération du 16.

Ce coup devait réduire à néant les résistances de la municipalité. Dans l'espoir de le parer, elle prit dès le lendemain 18, une nouvelle délibération où il est fait observer que les canons sont de calibre anglais impairs et ne peuvent servir à faire la campagne, après quoi il est déclaré « que le Conseil général de la commune se trouve
« dans la nécessité absolue de prêter la plus prompte
« obéissance et de consentir à ce que le district accom-
« plisse sa mission ».

En conséquence, il est arrêté que pour prévenir toute

insurrection pouvant résulter de l'enlèvement des canons ou de l'exécution de l'arrêté du département, il sera donné à l'instant réquisition au commandant de la garde nationale de la ville à l'effet de faire conduire les canons à Blois, par douze hommes et un officier de canoniers. MM. Boutrais et Hégron, officiers municipaux, et Deschamps, notable, furent chargés d'accompagner à Blois le détachement de canoniers pour porter au Conseil du département des explications « sur les motifs qui ont animé « le Conseil général de la commune, solliciter, pour le « bien public, la levée de la suspension dudit Conseil, et « enfin de requérir l'envoi promis par l'arrêté du « 14 septembre de deux pièces de canon de calibre « inférieur. »

C'est ainsi que fut faite la livraison des canons de M. de Rochambeau. Que sont-ils devenus? Nul ne le sait.

Mais ni la soumission tardive de la municipalité, ni les explications fournies par elle ne purent détourner le coup qui la menaçait.

Le 22 septembre, les administrateurs du district se rendirent à la maison commune où, dès leur arrivée, ils notifièrent au Conseil général l'arrêté du Directoire les nommant commissaires, à l'effet de rayer sur le registre des délibérations de la municipalité, l'arrêté pris par le Conseil le 16 précédent.

Il fut procédé séance tenante à cette radiation et, aussitôt après, à la notification de l'arrêté du district du même jour, nommant les commissaires désignés pour remplacer les membres du Conseil général de la commune suspendus par le Directoire du département.

Le même jour, à cinq heures du soir, les commissaires chargés de remplacer la municipalité furent installés, et tous les efforts de celle-ci pour résister aux exigences du département et faire respecter le dépôt qui lui avait été

confié furent inutiles et n'aboutirent qu'à la faire suspendre.

Cependant, les membres de la municipalité suspendue ne restèrent pas longtemps sous le coup de cette disgrâce, car une lettre du ministre de l'Intérieur, Roland, en date du 30 septembre, les avisa de la levée de la suspension qui leur avait été infligée et les invita à reprendre leurs fonctions.

Comme épilogue à l'histoire des canons de M. de Rochambeau, on peut citer le passage des mémoires historiques sur le Vendomois de M. Duchemin de la Chesnaye, où il dit qu'après le retour des Bourbons, le roi (Louis XVIII) accueillit favorablement les réclamations que lui avait adressées M^{me} de Rochambeau au sujet de la perte de ses canons, et que, pour les remplacer, il lui en envoya deux beaucoup plus petits au mois d'avril 1818; puis il continue ainsi :

« M^{me} de Rochambeau qui les a fait placer à la porte
« de l'antichambre de son château a donné à cette occasion un grand dîné aux officiers du régiment de cuirassiers d'Angoulême en garnison à Vendôme, aux
« autorités, ainsi qu'aux dames et habitants notables de
« la ville et des environs, avec une table de quatre-vingts
« couverts pour les pauvres de Thoré, sa paroisse et des
« lieux circonvoisins, lesquels furent servis particulièrement dans la cour du château, avec autant d'ordre que
« d'abondance, tant en vin que bonne chère, sous les
« croisées de la salle à manger où étaient les convives
« distingués qui avaient été invités. — Divers toasts
« furent portés dans les deux tables. »

SOCIÉTÉ ARCHÉOLOGIQUE

Scientifique & Littéraire

DU VENDOMOIS

38^e ANNÉE -- 4^{me} TRIMESTRE

OCTOBRE 1899

La Société Archéologique, Scientifique et Littéraire du Vendomois s'est réunie en Assemblée générale le jeudi 12 octobre 1899, à deux heures.

Etaient présents :

MM. de Sachy, président ; R. de Saint-Venant, vice-président ; Nouel, secrétaire ; Colas, bibliothécaire-archiviste ; Renault, conservateur du Musée ; Jean Martellière, l'abbé Lefebvre, Lemer cier, Thauvin, Letessier, membres du bureau ; et MM. Brize, L. Buffereau, Empaytaz, l'abbé Haugou, P. Jourdain, de la Serre, de Nadaillac, Royau, Thillier.

M. le Président déclare la séance ouverte.

xxxviii

17

Renouvellement partiel du Bureau pour 1900

On procède aux élections pour remplacer quatre membres sortants qui sont :

MM. G. de Sachy, président ;
de Trémault, trésorier, rééligible ;
Thauvin ;
Lemercier.

Il y a 16 votants ; le dépouillement du scrutin donne le résultat suivant :

Sont élus pour trois ans, à partir du 1^{er} janvier 1900 :

MM. R. de Saint-Venant, président ;
de Trémault, trésorier ;
Garnier, conseiller général de Montoire ;
Peltureau.

DESCRIPTION SOMMAIRE

Des Objets entrés au Musée depuis la séance d'octobre 1899

NOUS AVONS REÇU :

De M^{me} L. PIÉDOR-LECOY, de Tours, en souvenir de ses père et mère,
M. et M^{me} Théophile LECOY :

Deux grands vases en verre de Bohême ; ces deux vases modernes sont très beaux et fort bien gravés. Ils sont en forme d'urnes, montés sur pieds, avec anses et couvercles. Les gravures qui représentent des animaux de chasse, cerfs, biches, se détachent en blanc mat sur la couverte rouge des vases.

Remerciements sincères à M^{me} L. Piédor-Lecoy.

BIBLIOGRAPHIE

M. le Bibliothécaire-Archiviste fait connaître les ouvrages entrés à la bibliothèque depuis la séance d'octobre 1899.

NOUS AVONS REÇU :

I. — DONS DES AUTEURS ET AUTRES :

1^o *Cartulaire de la Madeleine de Châteaudun*, par L. Merlet et L. Jarry, membres de la Société Dunoise.

Offert par M. Jeufosse, de Châteaudun, par l'intermédiaire de M. Rabouin.

2° *Histoire de Cléry et de l'église collégiale et chapelle royale de Notre-Dame-de-Cléry*, par Louis Jarry, membre de la Société archéologique d'Orléans. — Très beau volume in-8, avec de nombreuses planches dans le texte.

II. — ENVOI DU MINISTÈRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE :

1° *Bulletin du Comité des travaux historiques et scientifiques, section des Sciences économiques et sociales* — année 1898.

2° *Romania* — tome XXVIII, juillet 1899.

3° *Comité des Travaux historiques et scientifiques, Bulletin historique et philologique* — année 1898, nos 3 et 4. — *Bulletin archéologique* — année 1898, 2^e livraison, tome XVIII ; table des matières.

4° *Journal des Savants* — nos de juillet, août, septembre et octobre 1899.

III. — ENVOI DES SOCIÉTÉS SAVANTES — ÉCHANGES :

1° *Société archéologique et historique de l'Orléanais* — Bulletin tome XII, n° 165, 1^{er} trimestre de 1899.

2° *La Province du Maine* — nos de septembre et octobre 1899.

3° *Société d'Emulation d'Abbeville* — Bulletins trimestriels 1, 2, 3, 4 de 1898, et 1, 2 de 1899.

4° *Mémoires de la Société d'Emulation d'Abbeville* — tome I^{er}, Les reliures artistiques et armoriées de la Bibliothèque communale d'Abbeville ; L'œuvre gravé de Jacques Aliamet, 1897. — Tome III, La chronique de Centule. — Tome XX de la collection, 4^e série ; tome IV, 1^{re} partie.

5° *Travaux de l'Académie nationale de Reims* — années 1897-98, tomes I et II.

6° *Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne* — tome XIV, 1898.

7° *Société archéologie de Touraine* — tome XII, 3^e trimestre de 1899.

8° *Bulletin de la Société archéologique du Midi de la France* — série in-8, n° 23.

9° *Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts de la Sarthe* — années 1899 et 1900, 1^{er} fascicule.

10° *Bulletin de la Société archéologique d'Eure-et-Loir* — n° 240, septembre 1899.

11° *Société philomatique de Paris* — 8^e série, tome X, 1897-1898.

12° *Report of the U. S. national Museum under the direction of the Smithsonian Institution, for the Year ending June 30, 1896.*

13° *Bulletin monumental* — 7^e série, tomes III et IV.

14° *U. S. Department of agriculture, Division of biological survey, North American Fauna* — n° 15.

15° *Transactions of the Academy of science of Saint-Louis* — vol IX, nos 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8, 9, 10, 11, 12.

16° *Société Dunoise* — Bulletin n° 119, juillet 1899.

17° *Bulletin de la Société des Amis des Sciences et Arts de Rochecouart* — tome IX, n° 11.

18° *Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne* — 2^e série, tome XV, 1899.

19° *Bulletin de la Société des Antiquaire de l'Ouest* — 2^e série, tome XX, avril, mai, juin 1899.

20° *Revue de Saintonge et d'Aunis* — XIX^e volume, 5^e livraison, septembre 1899.

21° *Bulletin et Mémoires de la Société nationale des Antiquaires de France* — 6^e série, tome VIII ; Mémoires 1897-1898. — *Mettensia* II — Mémoires et documents — fondation Auguste Prost.

IV. — ABONNEMENTS ET ACQUISITIONS :

1° *Revue numismatique*, dirigée par A. de Bartélemy, G. Schlumberger, E. Babelon ; secrétaire : J.-A. Blanchet — 4^e série, tome III, 2^e et 3^e trimestres 1899.

2° *Revue de Loir-et-Cher* — août, septembre et octobre 1899.

3° *Achives historiques du Diocèse de Chartres* — nos d'août, de septembre et d'octobre 1899.

La séance est ouverte par une communication de M. le marquis de Nadaillac sur le « *progrès économique des Etats-Unis* ».

Le savant conférencier a commencé par faire ressortir d'une manière générale l'augmentation de ce qu'il appelle la féodalité industrielle à mesure des progrès de la démocratie. Les ouvriers sont devenus les servants des machines qui exécutent les travaux de la grande industrie.

Nulle part, dans le monde, plus qu'aux Etats-Unis, on ne trouve ce caractère du travail industriel et même agricole.

Pendant une demi-heure, l'érudit orateur, si compétent sur toutes les questions économiques et sur ce qui se rapporte aux Etats-Unis, a vivement intéressé son auditoire en mettant sous ses yeux les progrès incroyables et menaçants réalisés par les Américains dans les diverses branches de la grande industrie, depuis quelques années. Il a fait toucher du doigt à son auditoire le danger que court la fortune de la vieille Europe en face du développement fantastique de la puissance industrielle de la grande république américaine. Ces faits, peu connus en Europe, ont vivement frappé les membres de la Société dont les applaudissements ont souligné à diverses reprises les principaux passages de cette intéressante communication.

E. N.

NOTICE

SUR

LA ROCHE-TURPIN

COMMUNE D'ARTINS (L.-&-C.)

PAR

M. CLÉMENT,

Instituteur d'Artins.

(Suite).

Fief de la Bergerie à Artins (et les Essarts)

Dénombrement du 17 août 1649 à Jehanne Hennequin, dame de la Roche-Turpin, par Philippe Tafforeau et Ch. Gaillard, de la Bergerie, consistant en corps de logis, colombier, grange, étable, cour, courtil, terre de 30 arpents tenu de la Roche-Turpin à foy-hommage simple, et à 2 s. 6 d. pour le colombier et 5 sols pour le logis, à l'Angevaine.

Aveu et dénombrement le 27 may 1659, au marquis de Crèvecœur, par Ch. Gaillard et R. Bourgeois de la Bergerie.

Saisie du 22 août 1659 sur Gaillard, faite par lui d'avoir

payé le droit de rachat de plusieurs gerbes de blé et établissement de commissaires.

Foy et hommage du 1^{er} juin 1664 par Jeanne Gaillard, veuve de Cl. Moreau, pour la Bergerie, puis quittance de 55 livres pour les droits, signée Mandroux.

Procédures faites contre les propriétaires et détenteurs inconnus de la Grande-Bergerie, depuis le 30 juin 1731, jusqu'au 18 février 1732. Saisie des grains. Vente desdits grains et commissaires.

Sentence du 13 mai 1734 qui donne acte à Anne Moreau, veuve de Pierre Chesneau, de foy-hommage à Gabriel le Coigneux pour la Bergerie, à 2 s. 6 d. pour bâtiments, et 2 s. 6. d. pour colombier, à l'Angevine.

Bois de Monfénais à Ternay

(Voir plus haut *Forêts-Bois*).

Aveu et dénombrement du lundy après Notre-Dame d'août 1365, à Jeanne Turpine, par Pierre des Hayes, seigneur des Hayes, de son bois de Montfénais contenant 15 arpents et de 3 oboles de cens qui lui sont dus au jour de Saint-Georges par la Maladrerie qui tient le lieu appelé le Vieux-Cellier, doit foy-hommage, un arc et un boullon de service la veille de Pâques fleuries.

Acte daté du lundi après la Sainte-Croix en may 1378, contenant foy-hommage à Jehan de Courtremblay par Guillaume des Hayes pour Monfénais. Doit en outre un arc sans corde et un boullon empenné de pennes, une flèche de paon de service garnie de plumes au jour de Pâques fleuries.

Acte par Bresiau du 17 mai 1409, fourni à Jehan d'Angennes, par Jehanne des Hayes, de 16 arpents de bois, appelés les Monfénais tenant au bois de Jehan de la Flotte, 3 mailles de cens dus par la Maladrerie de Ternay ; sa

justice qu'il tient de Madame la comtesse de Vendôme, doit foy-hommage, un arc sans corde, un boullon empenné de plumes de paon de service au jour de Pâques fleuries et autres droits quand le cas y échet.

Fief du Plessis-Marcé à Montrouveau

Contrat devant Belin, notaire au Châtelet, le 3 may 1614 par lequel Marguerite le Civier, veuve de M^e Henry le Comte, tutrice de ses enfants, a donné à titre de rente à Jacques Buisson, le Plessis-Marcé, moyennant 300 livres de rente foncière.

Procédures faites à la requête du procureur fiscal d'Artins, pour le seigneur de la Roche-Turpin, contre le sieur Louis Buisson pour le contraindre à exhiber les titres en vertu desquels il possède la seigneurie du Plessis-Marcé en 1661.

Vente du Plessis (sans date) par Etienne Buisson, élu à Vendôme, au sieur de Menou pour 6500 livres. Le Plessis-Marcé contenait 230 arpents.

Foy-hommage du 27 avril 1724 à Madame le Coigneux par M^e René-Louis de Menou pour raison du fief et seigneurie de Plessis-Marcé, relevant de la Roche-Turpin à 1 maille à fleurs de lys, payable à l'Angevaine.

Fief de la Bouguerie à Artins (devait être la Bergerie ou du moins la Petite Bergerie).

Aveu et dénombrement du 2 may 1409 à Jehan d'Angennes par Pierre Chevrier de la Bouguerie, contenant un arpent et 2 pièces de terre contenant 10 septrées de terre, doit foy-hommage au seigneur.

Foy-hommage du 22 may 1489 à Jehan de Chambray par Jacques Chevrier, du fief de Bouguerie, doit 5 sols à l'Angevaine.

Foy-hommage du 18 avril 1516 à Jehan de Chambray, par Jehan Eschampot, fondé de procuration de demoiselle Marguerite Renard, veuve Regnard Gaubert, pour raison de 50 livres de rente qu'elle a droit de prendre annuellement sur le bordage de la Bouguerie, paroisse d'Artins, doit foy-hommage sans rachat, tailles, aides.

Foy-hommage à Pierre de la Curée le 17 janvier 1527 par Pierre Bretheau de la Bouguerie, doit 5 sols de service à l'Angevine.

Fiefs de Pins et Turnay ou Turné (1) à Villavard

Principaux seigneurs. — Copie du 19 février 1527 par Michel d'Huisseau, bailli de la Roche-Turpin d'un contrat de mariage entre N.-H.-Jean Georget, seigneur de la Voulte, et demoiselle Jehanne Richomme, reçu par Devezzen, notaire à la Flèche, le 11 janvier 1526, par lequel Jacques Richomme, seigneur de la Gaberie, et Jehanne le Couvreur, sa femme, s'obligent d'acheter les $\frac{2}{3}$ des fiefs de Pins et Turnay pour former la dot de leur fille, lesdits fiefs situés à Villavard.

Copie du 19 février 1527, par Michel d'Huisseau, d'un contrat passé devant Charles, notaire à la Flèche, le 14 janvier 1536, par lequel François de la Carrelière, seigneur de la Morinette, a vendu à H.-H.-J. Richomme, les fiefs et seigneuries de Pins et Turnay, qu'il avait acquis de Jean Georget, escuyer de cuisine de M. le Dauphin avec réméré, moyennant 1.000 écus d'or.

Copie du même du 19 février 1527 d'un contrat du

(1) Trois frères, Jean, Pierre et Geoffroy de Turné, prirent la croix, et à cette occasion firent en 1217 des donations au monastère de la Trinité (Pièces manuscrites originales appartenant à la Société archéologique du Vendômois). Le fief de Turnay s'appelait encore la Roche-Beaudoin.

19 avril 1526, par lequel Jean Georget a vendu à Fr. Carreau, seigneur d'Ambloy, les $\frac{2}{5}$ de Pins et Turnay, moyennant 1800 livres avec réméré jusqu'à janvier prochain.

Acte par Boulton, notaire en la Cour du Sentier, le 23 juin 1555, par lequel Fr. Tergat a vendu à Nicolas Tergat son frère, moitié indivise qui lui appartenait de la succession de ses père et mère dans lesdits fiefs de Pins et Turnay, moyennant 2.000 livres.

Partage fait entre Georges et François Tergat le 1^{er} janvier 1559 de Pins et Turnay, François a pour sa part :

« Les fiefs et seigneuries de Pins et Turnay avec le manoir, cave, bergerie, cave des vaches, la fuye et issue, contenant 1 arpent $\frac{1}{2}$ et 10 chainées $\frac{1}{2}$, 1 arpent 20 chainées aux champs Poitevin, 2 arpents près la Métairie de Villavard, 17 arpents, 3 arpents aux Pastis, 42 chainées au Petit pré, $\frac{1}{2}$ arpent à Crèveœur. »

A Georges Tergat : La maison des métayers et dépendances, 1 arpent $\frac{1}{2}$ dans le champ Potevin, $\frac{1}{2}$ arpent 1 arpent 3 boisselées aux Nouzeaux, 1 arpent $\frac{3}{4}$ à la Petite Septrée, 4 arpents au chemin commun, 9 arpents 3 quartiers, 4 arpents 3 quartiers, 1 arpent $\frac{1}{2}$ aux Obreaux, les vignes et tailles de Mulon et Onzain. Le puits reste commun et le deuxième lot relève du premier à 2 d. de cens.

Le 27 décembre 1564 Georges Tergat vend à Louis le Maire ses biens de Pins et Turnay moyennant 2.800 livres et 40 écus de vin de marché.

Le 11 juin 1565, François Tergat vend à Louis Chevalier et Madeleine de Baugé, Pins et Turnay moyennant 1.600 livres.

Le 7 janvier 1566, Jean de Lavau et Marie Bodineau, vendent à Jean Norgieu et à Louis Le Maire à chacun

1/3 de la seigneurie de Turnay plus le fief de la Cochetière, même paroisse, moyennant 3.000 livres.

Le 23 septembre 1621, vente par Baptiste du Bois de la Barre et Jeanne Authier, sa femme, à Jean de Perray, seigneur de Baulieu et à Françoise Savart (ou Favarre) les fiefs de Pins et Turnay, moyennant 3.000 livres relevant de la Roche-Turpin.

PLAIDS, CENSIFS. — Sans importance pour notre notice. On y voit que Bellamy, huissier à la Roche-Turpin, assigne le 8 mars 1647 à la requête du procureur fiscal de la Roche-Turpin, M^e Barthélemy de Vigny pour exhiber à la Roche-Turpin les titres en vertu desquels il jouit des fiefs de Pins et Turnay.

AVEUX, FOY, HOMMAGE. — Foy-hommage du 7 septembre 1366 à Jehanne Turpine par Pierre des Hayes, sire de Pins, de son hébergement qui fut jadis à Jean de Ternay. Outre la foy-hommage doit un roucin de service.

Dénombrement le 14 septembre 1437 à M^{re} Jean d'Angennes, dit Sapin, seigneur de Rambouillet, Ponsay, la Roche-Turpin, à cause du fief de la Roche-Turpin par J. Georget de son manoir, hébergement et domaine de son fief de Pins, tenu à foy-hommage simple et 1/2 cheval de service.

Dénombrement du 4 novembre 1452 à Jean de Chambray par Jean de Creffours, de Turnay et Pins, proche son hébergement de Pins (doit id).

Dénombrement en 1462 à Jean de Bourbon par Gillette Chollet, dans lequel elle porte en arrière-fiefs de la Roche-Turpin, Pins et Turnay.

Dénombrement le 5 juin 1495 à J. de Chambray par J. Georget, de Turnay.

Dénombrement le 17 juin 1514 à J. de Chambray par J. Georget, pour Pins et Turnay.

Foy-Hommage le 16 janvier 1527 à Pierre de la Curée par Fr. Bodineau, pour 1/3 de Pins et Turnay.

— le 27 avril 1528 à Pierre de la Curée par J. Georget, pour 2/3 de Pins et Turnay.

-- le 14 juin 1529 à Pierre de la Curée par Fr. Bodineau, pour Métairie de Turnay.

— le 22 octobre 1535 à Pierre de la Curée par J. Tergat, pour fiefs Pins et la Martinerie.

— le 13 mai 1540 à Pierre de la Curée par J. Tergat, pour fiefs Pins et la Martinerie.

— le 17 juillet 1551 à Pierre de la Curée par Jacquine Poussin, veuve Tergat, pour Pins et Turnay.

— le 6 octobre 1554 à Gilbert de la Curée par J. Tergat, pour Pins et Turnay et la Martinerie à Authon.

— le 13 avril 1558 à Gilbert de la Curée par Fr. Bodineau, pour Turnay.

Le 8 décembre 1564, Charlotte Errault et Louis le Maire ont composé pour les droits de vente et l'acquisition du fief de Pins et avec les nommés Tergat pour la seigneurie de la Martinerie à Authon, lequel devait foy-hommage simple et 20 sols de services à la Toussaint, à 200 livres et un cent d'avoine.

Du 20 join 1567, foy-hommage à Charlotte Errault par Louis le Maire, pour la moitié des bois acquis de Georges Tergat, dépendant de Pins et Turnay, l'autre moitié étant à Joachim Authier, lequel doit foy-hommage simple par despié (1) de fief.

Foy-hommage du 25 juin 1571 à Charlotte Errault par Joachim Authier, procureur de M. le Prince de Navarre (Henri IV), pour Pins et Turnay.

(1) Despié ou Jespiez — veut dire distraction, démembrement du fief. — Terme de jurisprudence féodale.

Acte sous signature privée au château de la Roche-Turpin, le 30 avril 1573, par lequel on voit que Louis le Maire, seigneur des Landes, et Marie Rouer, veuve Joachim Authier, possédaient par indivis Pins et Turnay; que s'étant adressés à Charlotte Errault, pour obtenir que chacun desdits détenteurs fissent en particulier la foy-hommage de ce qui leur appartenait dans lesdits fiefs, ladite dame avait consenti.

Le 29 novembre 1597, Jean Norgieu s'est transporté au château de la Roche-Turpin, faire et porter foy-hommage pour son fief de Pins.

Acte du 18 février 1605, portant que Marin Boulton et Marion le Comte, sa femme, se sont transportés à la Roche-Turpin pour y faire foy-hommage simple de ce qu'ils tenaient à Villavard relevant de la Roche-Turpin.

Aveu du 1^{er} octobre 1608 à Gilbert II par Baptiste du Bois, sieur de la Barre, qui avoue être homme de foy-hommage simple à cause de Jeanne Authier, sa femme, pour fief de Pins, Doit 1/2 cheval de service.

Aveu et dénombrement du 12 avril 1650 à Jehanne Hannequin par Françoise Savarre, veuve de J. du Perray, pour Pins et Turnay.

Arrêt du Parlement, rendu le 27 février 1669, qui condamne le sieur de Courbeville à exhiber à la veuve Le Comte, en qualité de dame desdits fiefs de Pins et Turnay, tous les contrats d'acquisition par lui faits dans l'étendue desdits fiefs comme étant aux droits de la veuve Joachim Authier qui a été reçue foy-hommage, pour Pins et Turnay, par la dame de la Roche-Turpin.

Acte par Luneau, notaire à Villavard, le 10 mars 1704, qui contient aveu et dénombrement à M. le Coigneux par R. de Lugré de la Billarderie, bailli de Saint-Mars en Touraine, à cause de Marie Le Comte, sa femme, pour Pins et Turnay.

Foy-hommage, le 9 novembre 1715, à M^{me} le Coigneux par Marin Rouillon, officier du goblet du roy, pour Pins et Turnay.

Du 27 avril 1726, foy-hommage simple à la dame de la Roche-Turpin par messire Marin Rouillon, ancien officier du roy, des fiefs de Pins et Turnay.

Fief parti de Ponsay

ACQUISITIONS, — Contrat devant Morin, notaire à Montoire, le 18 janvier 1533, par lequel noble et discret Oger de Chambray, abbé commendataire de Joug-Dieu et prieur commendataire de Beaumont-le-Roger, a vendu à Messire Pierre de la Curée 50 sols de cens et rente avec le fief, justice et seigneurie, sur 18 arpents de terre aux Minerais (Poncé); 50 sols de rente sur le moulin des Roches de Ponsay; 1 pièce de vigne appelée Chesnerie, à Ponsay, et 1/2 arpent audit lieu; 1 denier de franc devoir sur le moulin de Ponsay, à Artins; tout le droit qu'il avait en la seigneurie de Ponsay à lui advenu par la succession de Messire Jean de Chambray, son frère aîné; 50 livres de rente que lui était tenu de faire ledit seigneur J. de Chambray sur des biens assis en Normandie, à lui échus de ladite succession, le tout moyennant 2000 livres.

Le 22 février 1558, Gilbert de la Curée vendit à Jean de Chambray les 2/7 et le 1/3 de la seigneurie de Ponsay et de celle de Hauteville, moyennant huit vingt seize livres 7 sols 6 deniers (176 livres 7 sols 6 deniers).

FOY-HOMMAGES, AVEU. — Foy-hommage le lundi après Pâques fleuries 1376 à Messire Jehan de Courtremblay, à cause de Ponsay, par Messire Haliquen de Bourot, pour raison des choses qu'il possède dans le fief tenu à 5 sols de services payables à la Saint-Etienne d'août (3).

Foy-hommage du vendredy après Lætare (4^e dimanche

de carême) 1376 faite au sieur de Courtremblay, à cause de Ponsay, par Jehan le Picart, pour ce qu'il tient au fief dudit seigneur, à 4 sols de service à la Saint-Pierre ès-liens (1^{er} août).

Aveu et dénombrement fourni à dame Louise de Louville, veuve de Gilles de Chambray, le 2 décembre 1608, à cause de Ponsay, par Gilbert II, de son fief justice et seigneurie, de son fief parti de Ponsay consistant en moulin à blé, banquiers, maisons, logis et appartenances dudit moulin situé au bourg d'Artins, avec la contrainte de tous vassaux et sujets, tant à Artins qu'à Sougé.

Demoiselle Jehanne de la Houssaie veuve de Jehan Lhermite, sieur de la Rougerie, est femme de foy-hommage simple dudit fief parti de Ponsay, pour raison de son domaine justice et seigneurie du Bas-Pineau et du fief Bertrand. Plus 12 deniers de cens à lui dus sur certains héritages situés à Ponsay, lieu des Minerais. Plus tient dudit Ponsay sa quarte partie du fief des quatre seigneurs de Sougé : 1/4 appartenant à la Flotte, 1/4 au seigneur des Roches et l'autre 1/4 à l'abbaye de l'Etoile. Outre la foy-hommage simple doit 12 deniers à la Saint-Michel du mont Gargan (sans date).

Fief de la Berthelinière, à Authon

PROPRIÉTÉ. — « Ce fief était autrefois possédé par les seigneurs de la Roche-Turpin. Il n'est aujourd'hui qu'un fief mouvant de cette châtellenie. De ce fief, il y a quelques petits fiefs qui en relèvent, comme le moulin de Villepain, Chèze et autres, par rapport auxquels fiefs il y a eu procès entre le seigneur de la Roche-Turpin et celui de la Berthelinière. Il paraît même que les procès ne sont pas terminés ; c'est pourquoi nous avons jugé de réunir

sous un même point de vue tout ce qui peut avoir de rapport au fief de la Berthelinière afin d'y avoir recours à l'occasion. » (Ecrit vers 1748).

Contrat devant Targot, notaire à Tours, le 17 mai 1531, par lequel Jehan de Chambray (1), curé de Lavenay, fondé de procuration de Messire P. de la Curée, a vendu à réméré aux religieux, abbé et couvent de Marmoutiers, la seigneurie, lieu et fief de la Berthelinière avec le moulin Nouvet, à Authon, dépendant de la Roche-Turpin, moyennant 1500 livres.

Le 26 juillet 1582, Charlotte Errault vendait à Georges Tergat 3 écus $\frac{2}{3}$ (11 livres) et 2 chapons de rente foncière que ladite dame avait droit de prendre le jour des Morts sur la Berthelinière. Laquelle rente ledit acquéreur tiendra de ladite dame, à cause de son fief de la Berthelinière, à 6 deniers de cens, payables au jour des Morts. La dite vente moyennant 66 écus $\frac{2}{3}$ et 12 écus pour les épingles.

FÉODALITÉ PASSIVE. — Foy-hommage le 28 décembre 1660, à la Roche-Turpin, par R. Toustans, sieur de Bellair, pour la Berthelinière.

Procuration du 1^{er} novembre 1705 par M. Le Fevre de Caumartin à François Mesnard, pour faire foy-hommage au sieur de la Roche-Turpin. Fait et porté par François Mesnard, écuyer, sieur de Conichard, à la seigneurie de la Roche-Turpin, pour la Berthelinière, devant Jean Mérillon, bailli de la Roche-Turpin.

Assignation donnée par Pinson, huissier à Montoire, le 10 février 1731, à la requête de Messire G. le Coigneux à Messire Louis le Grand de Marisi, à comparoir à l'audience de la Roche-Turpin, le 15 mars prochain, pour y exhiber les contrats et titres en vertu desquels il jouit des

(1) Fils naturel de Jehan de Chambray, sieur de Poncé.

fiefs de la Berthelinière et de Chêze. Il les avait achetés de M. de Caumartin.

Acte fait au château de la Roche-Turpin, qui donne acte et reçoit la foy-hommage faite au sieur le Coigneux par le sieur Jean Rouillard, fondé de procuration de Messire François le Grand, pour la Berthelinière, la Chêze, etc., sis à Authon et environs et relevant de la Roche-Turpin, à foy-hommage simple et 1 cheval de service à mutation de seigneur.

Foy-hommage le 28 juin 1734 au seigneur de la Roche-Turpin par Jean Rouillard, procureur fiscal du Fresne (château à Authon), fondé de procuration de M. Joseph Petiot de la Luizant, tuteur de demoiselles Augusta-Félicité et Anne-Françoise-Charlotte le Grand de Marisy, et du sieur Charles le Grand, tuteur au ventre de la dame de Marisy, pour raison des fiefs de la Berthelinière, Chêze, la Rocherie relevant de la Roche-Turpin, à foy-hommage simple et 1 cheval de service.

Aveu du 13 décembre 1736 par le même, présenté le 5 décembre dernier au seigneur de la Roche-Turpin et blâmé par le procureur fiscal de la Roche-Turpin; il s'en suivit un procès qui, commencé en 1736, n'était pas encore terminé en 1745.

Fief du moulin de Gravelle, à Neuville (Indre-et-Loire)

Contrat du 27 février 1577, par lequel Charlotte Errault a vendu à Catherine Thironneau 5 septiers de blé-méteil de rente à prendre sur le moulin à blé de Gravelle, moyennant 400 livres, vente retraite par le seigneur.

Le 1^{er} août 1564, Gilbert de la Curée a vendu à Marguerite de Gennes, veuve Jean Rouverdaïne, 5 septiers de blé-méteil à prendre sur le moulin de Gravelle, tenu du fief d'Authon, à cause de la Roche-Turpin, à 1 denier de cens à la Toussaint, moyennant 200 livres.

Retrait en 1565, etc.

Moulin Nouvet, à Authon

Bail, le 3 août 1535, par Messire J. de Chambray, prestre fondé de procuration de P. de la Curée, à Guillemain Bachier, du moulin de Nouvet, moyennant 20 septiers de blé et 6 chapons par an.

Le 29 septembre 1535, Pierre de la Curée cède à Jean, son fils, étudiant à Poitiers, le moulin de Nouvet, sur lequel il retient la foy-hommage et autres droits de fiefs.

Ledit moulin est vendu à réméré à Pierre Devezen, puis définitivement au sieur Drouyn le Comte.

Déclaration du 20 novembre 1606 à Gilbert de la Curée par Macé le Comte, des maison, étable, grange, moulin à blé, appelé le moulin Nouvet, avec les biefs et arrière-biefs, etc. ; doit 12 deniers de cens à l'Angevaine.

Fief du moulin de Villefrain, à Authon

Foy-hommage simple le 9 septembre 1546 à Charlotte Errault par Simon le Gendre, pour son fief de Villepain ; doit 1,2 cheval de service évalué à 5 livres la totalité.

Le 26 janvier 1570, le moulin de Villefrain appartient aux Limetains.

Le 30 juin 1632, foy-hommage simple (par despies de fief du 19 mars 1571) à Gilbert II par Mathias Broittier, curé d'Authon, pour une rente de 2 septiers de blé qu'il avait à prendre à cause de sa cure, sur le moulin Villefrain (doit rachat à muance (1) de curé).

Le 27 août 1561, foy-hommage simple à Charlotte Errault par Louis et Pierre les Limetains, pour 1/3 du moulin de Villefrain (mêmes devoirs).

Du 17 novembre 1607, à Gilbert II avec par P. Lime-tain de son moulin de Villefrain, avec prés, noues, bois, etc ; 17 arpens 1/2 de terre à rive de Brande.

(1) Muance, veut dire mutation.

15 pièces de procédures entre Gilbert II et Gariçon, curé d'Authon, au sujet d'une rente de 2 septiers de seigle dus audit curé par le moulin de Villefrain et dont il refusait de donner sa déclaration. Une sentence à la Roche-Turpin, du 22 juin 1632, condamne Messire P. Gariçon à donner déclaration aux assises prochaines de ladite vente de 2 septiers et payer le droit de rachat à chaque mutation de curé; le condamne aux dépens. Le curé fait appel de cette sentence; mais le baillage de Vendôme met l'appel au néant.

Déclaration du 8 juillet 1628, fournie au fief de Neuville, membre de l'abbaye de Marmoutiers, par P. Limetaïn, de 3 septiers de blé, mesure de Châteaurenault, qu'il a le droit de prendre sur le moulin de Villefrain.

Le 4 mars 1641, P. Limetaïn vend à Fr. Duchêne le lieu seigneurial de Villefrain, tenu à foy-hommage simple de la Roche-Turpin.

Sentence à la Roche-Turpin, du 27 juillet 1648, qui ordonne la saisie féodale du moulin de Villefrain, faite par François Duchesne d'avoir exhibé son contrat d'acquit et payer les droits dus, et ordonne en même temps que des Commissaires seront établis à ladite saisie. Grosse liasse de procédures à cet effet.

Dénombrement du 18 décembre 1648 à Jehanne Hennequin par Etienne Dubois, sieur de la Potrie, du moulin de Villefrain; doit foy-hommage simple à muance de seigneur et de vassal 1/4 de cheval de service.

Fief de la Haute-Métairie, à Authon

Foy-hommage simple du 9 septembre 1567 à Charlotte Errault par Math. Savart, de la Haute-Métairie, contenant 60 arpents et bâtiments, etc... Doit foy-hommage simple et 1 cheval de service avec les maitres de la Chèze, la Rocherie.

Foy-hommage simple le 9 avril 1669 au seigneur de la Roche-Turpin par Urbain Morel, pour raison de la Haute-Métairie, etc., etc.

Fief de Chèze et métairie de la Rocherie, à Authon

Foy-hommage simple du 15 mars 1548 au seigneur de la Roche-Turpin par Paul Chabot, baron de Clervaux.

- du 31 may 1555 au seigneur de la Roche-Turpin par Paul Chabot, baron de Clervaux.
- du 18 juillet 1567 à Charlotte Errault par Paul Chabot, pour son fief de Chèze, tenu à un cheval de service.

— du 2 avril 1599 à Messire de la Curée par Louise de Villiers, pour son fief de Chèze et moulin de Rocherie.

Acte du 23 juin 1599, par lequel le sieur Denis, sieur de Cosnillère, fermier judiciaire de la Roche-Turpin, cède au sieur Pierre de l'Estage, fermier du Fresne, le droit de racheter le cheval de service dû à la Roche-Turpin par la mort de Jacqueline de Montigny, femme de Paul de Chabot, pour seigneurie de la Chèze, moyennant 50 écus.

Foy-hommage simple du 20 novembre 1606 à Gilbert II par Louise de Villiers, doit 1 cheval de service.

- du 2 may 1640 au seigneur de Roche-Turpin par Nicolas de L'Aunay.

— du 5 octobre 1658 à Jehanne Hannequin par Pierre de L'Aunay, avec aveu et dénombrement de la seigneurie et fief de la Chèze, consistant en bâtiments et 12 arpents $\frac{3}{4}$ de terre, 3 arpents de clos dont 1 arpent de vigne. La Rocherie, consistant en bâtiments et 62 arpents. Le droit de pêche en la Braisne, garenne située aux Caves et perrière proche Villefrain, avec cens et

rentes sur plusieurs héritages. Doit foy-hommage simple et 1/2 cheval de service.

Ce dit aveu fut blâmé à la Roche-Turpin, le 25 février 1649, et il s'ensuivit un procès. Dans les pièces de procédure, on remarque un extrait de l'aveu de la Roche-Turpin donné à Jean de Bourbon le 13 juillet 1462, dans lequel le fief de la Chèze est porté.

Le 7 septembre 1660, foy-hommage simple par Pierre de l'Aunay pour la Chèze, tenue de la Roche-Turpin à 1 cheval de service payable à la Saint-Georges à mutation de seigneur et d'homme.

Vente du 18 août 1717 par Messire de Caumartin à M. le Grand de Marisy, mémoire sur la Chèze qui prétend constater que ce fief relève de la Berthelinière et non de la Roche-Turpin.

Lettres à M. le Coigneux par M. de Marisy sur cette mouvance.

Fief de la Mandrouzière, à Authon

Aveu du 28 may 1409 à Jean d'Angennes, seigneur de la Roche-Turpin, par Pierre du Perray de 1/2 de la Mandrouzière; doit 7 sols 6 deniers pour le 1/8 d'un roussin évalué 60 sois. La Mandrouzière contenant 22 arpents 3/4. Aveu du 12 novembre 1455 à Jehan de Chambray par

Berthelot du Perray.

— du 18 septembre 1471 à Jehan de Chambray par J. Marchand.

— du 29 novembre 1492 à Jehan de Chambray par Th. le Clerc et Macé Marchand.

— du 28 novembre 1509 à Jehan de Chambray par Julien le Clerc.

Foy-hommage du 7 juin 1547 à Pierre de la Curée par Arthus Cochon, pour 1 septier de blé qu'il a droit de

prendre sur Jehan le Clerc, assignée sur la Mandrouzière, etc.

Fief de la Martinerie, à Authon

Aveu du 4 juin 1409 à Jehan d'Angennes par veuve Robin le Mercier dudit lieu, contenant 35 arpents; 7 sols de cens dus par plusieurs personnes; simple voirie jusqu'à 7 sols 1/2 et au-dessous. Doit 1/2 roussin évalué à 30 sols.

Aveu du 22 juin 1478 à Jehan de Chambray par J. Terriot, etc.

— du 15 may 1498 à Jehan de Chambray par J. Quérior, etc.

— du 17 juillet 1551 à Pierre de la Curée par Jacquine Toussaint, veuve J. Tergat.

— du 10 juin 1561 à Gilbert de la Curée par Nicolas Tergat de la Martinerie. Doit hommage simple et 20 sols de service à la Saint-Georges.

DÉCLARATIONS DES FIEFS D'AUTHON. Vont du 16 décembre 1407 au 9 avril 1658. Il y en a beaucoup aussi dans les déclarations de la Roche-Turpin (voir E. 93, 94 et 95).

Viennent ensuite différents petits fiefs sans importance, savoir : *Le Couldray*, 7 septrées de terre à Villefault, dénombrement du 16 juin 1410 à Jehan d'Angennes; *L'Ormeau*, à Villavard; *La Tricochère*, aux Hayes, aveux de 1378 à 1540.

(A suivre.)

L'AFFAIRE BABŒUF

D'APRÈS DES NOTES LAISSÉES

PAR

FEU LE MARQUIS ACHILLE DE ROCHAMBEAU

Les pages qu'on va lire ont été trouvées dans les papiers de notre très regretté collègue le marquis de Rochambeau. Peut-être aurait-il désiré les revoir et les compléter avant de les faire paraître ; mais telles qu'elles sont, elles nous ont paru dignes de figurer au *Bulletin*. Nous croyons qu'elles présentent un réel intérêt. Le lecteur en jugera.

R. S. V.

Nous n'avons pas la prétention de donner ici une notice biographique sur Babœuf, ni même l'analyse de son procès.

Notre travail est purement biographique.

La Haute-Cour qui a jugé Babœuf et ses coaccusés a siégé à Vendôme et de nombreux volumes et journaux ont été publiés sur ce sujet et imprimés, plusieurs à Vendôme, quelques-uns à Paris. Ces publications passionnèrent au plus haut point les esprits à la fin du XVIII^e siècle. Elles vont faire l'objet de cette étude.

On sait que Babœuf, imbu des idées démagogiques les plus avancées, avait réuni autour de lui les nombreux débris du parti jacobin. Une conspiration formidable se trama contre le Directoire et contre l'ordre social tout

entier. Il s'agissait de partager le sol, d'élargir les bases de la constitution de 1793 et d'égorger à peu près tous les dissidents. Au mois de mai 1796 (21 floréal an IV), Babœuf fut arrêté et envoyé avec une partie de ses complices devant la Haute-Cour de justice, assemblée à Vendôme.

Après dix mois d'instruction, les débats furent ouverts le 22 ventôse an V (30 mars 1797).

L'acte d'accusation relevait principalement contre les prévenus les délits d'embauchages de soldats au service du gouvernement, d'excitation à la guerre civile et à commettre des crimes, enfin de complots ayant pour but de changer la forme du gouvernement établi. Le nombre des accusés (quarante-sept), la quantité considérable des témoins entendu, les plaidoiries des huit avocats, le réquisitoire prononcé par le ministère public et le résumé du citoyen-président eurent tant d'importance que les débats ne purent être clos que le 7 prairial (25 juin), c'est-à-dire au bout de cinquante-six jours.

Pendant tout le cours de ce long procès, Babœuf et ses amis ne cessèrent pas d'étonner les juges par leur attitude digne et résolue; il semblait que ce fussent non des accusés mais des triomphateurs. La peine de mort fut prononcée contre Babœuf et Darthé; d'autres accusés furent renvoyés devant les tribunaux ordinaires; plusieurs furent acquittés.

Après avoir entendu la lecture de l'arrêt qui les condamnait à la peine capitale, Babœuf et Darthé se levèrent de leur banc et se frappèrent en pleine poitrine avec des armes qu'on leur avait fait parvenir pendant l'audience. Ils tombèrent aussitôt sans connaissance et lorsque, le jour même, on les conduisit à l'échafaud, ils n'étaient plus à proprement parler que des cadavres.

Nous allons essayer d'énumérer toutes les publications

auxquelles donna lieu ce colossal procès. Nous suivons, autant-que possible, l'ordre chronologique.

1^o Copie de la procédure commune à Babœuf et coaccusés prévenus de conspiration contre la sûreté intérieure et extérieure de la république, 1 vol. de 111 pages, in-8, imprimé à Vendôme chez Morard-Colas. Il contient le procès-verbal constatant l'état des pièces à vérifier, les déclarations des témoins, le procès-verbal de lecture de déclaration de témoins aux prévenus, l'ordonnance de traduction devant le jury contre Babœuf, et autres, le procès-verbal de déclarations du jury contre Gracchus Babœuf, etc., l'ordonnance de prise de corps contre les nommés Babœuf, Buonarotti, Germain, Darthé, etc., l'ordonnance de traduction devant le jury d'accusation contre les nommés Cochet, Toulotte, Rossignol, Lepelletier et Jorry; l'ordonnance de prise de corps contre Cochet, Toulotte, Lepelletier et Jorry, etc. Il ne parut pas moins de trois journaux à Vendôme et un à Paris pendant la durée de ce fameux et colossal procès et ces quatre journaux furent exclusivement consacrés, au compte-rendu des débats.

2^o Journal des séances du travail de la Haute-Cour de Justice établie à Vendôme et recueil des pièces relatives à la conspiration imputée à Babœuf, Drouet et coaccusés par J. B. C. Morard. — A Vendôme, de l'imprimerie de Morard-Colas, rue Ferme, n^o 1057, an IV de la république, in-8. Le premier numéro de ce journal est précédé d'un *prospectus* qui explique le but et les conditions de la publication. « Devenir le narrateur de ces scènes « importantes (celles de la Haute-Cour), c'est s'obliger à « transmettre fidèlement aux hommes de l'âge présent « et à la postérité un récit vrai, dégagé de passion et de « préjugés. Nous prenons cet engagement. La position « des accusés jusqu'au moment où la justice d'une

« grande nation aura prononcé, nous paraît infiniment
« respectable ; jusques-là, nous les verrons non comme
« des coupables, mais comme des prévenus. Transporter
« en idée nos lecteurs dans la salle des séances du tri-
« bunal, leur représenter ce qui y sera dit, ce qu'ils y
« entendraient, ce qu'ils y verraient, tel est notre but.
« Nous ignorons la durée des séances, nous ne pouvons
« donc proposer un abonnement par mois. Tous les
« jours, depuis l'arrivée des accusés à Vendôme, il sortira
« de nos presses de quoi satisfaire la curiosité de nos
« abonnés ; 20 feuilles composées de chacune 16 pages
« in-8 coûteront 12 francs espèces métalliques, etc. »

Le prospectus était suivi d'*Extraits de l'acte constitutionnel de 1795 concernant la compétence des juges en matière criminelle et constitution de la Haute-Cour de justice. Liste des jurés de la Haute-Cour.* Le juré du département de Loir-et-Cher était Pierre-Louis Gautry, de la commune de Bracieux, y demeurant. Chaque numéro porte cet en-tête :

*Journal
des Séances de la Haute-Cour
de Justice*

—
MORARD.

Au verso du titre est une introduction. Elle indique que chaque numéro du journal devra se composer de deux parties. Une première partie comprendra les pièces officielles, une seconde un récit des événements. Le prix de l'abonnement est de 12 francs pour vingt feuilles composées de 16 pages in-8 non compris le port. Nous n'en connaissons que deux échantillons incomplets tous deux. Un qui appartient à la Bibliothèque nationale,

sous le n^o Lb $\frac{42}{345}$; l'autre, beaucoup plus important, fait partie de la riche collection de M. Pochet-Deroche.

Amateur éclairé et d'une complaisance inépuisable, M. Pochet-Deroche a réuni une immense collection de journaux, placards et écrits relatifs à la révolution de 1789 et à celle de 1848 : nous ne saurions trop le remercier de la manière aimable dont il a mis à notre disposition ses trésors historiques.

L'exemplaire de la Bibliothèque nationale contient deux numéros, M. Pochet-Deroche en possède un assez grand nombre.

3^o Journal de la Haute-Cour de justice ou l'écho des hommes libres, vrais et sensibles. — Par Hésine, Vendôme, 20 fructidor an 4 au 7 prairial an 5 ; — 73 numéros in-4. Feuille révolutionnaire, très hostile à la Haute-Cour. Le premier numéro porte la date du 20 fructidor an 4 (6 septembre 1796). Il est imprimé à Vendôme chez Soudry, marchand libraire, place d'Armes, n^o 299. On lit, à la dernière page de chaque numéro, l'avis suivant : « On s'abonne chez le citoyen Hésine, à Vendôme. Le « prix de l'abonnement est de trois livres par quinzaine « pour Vendôme et de trois livres quinze solz, port franc, « pour les autres communes. Le tirage des jurés et les « récusations des accusés entraîneront des lenteurs qui « occasionneront des lacunes dans ce journal. Le premier « abonnement durera jusqu'au quinzième numéro. »

Le ton de cette feuille est des plus virulents, le sarcasme et l'injure s'y étalent sans vergogne, mais on y trouve de nombreux et curieux détails sur ce que nous pourrions appeler les *faits divers vendomois* de la Haute-Cour.

A peine deux numéros ont paru, que sa publication est arrêtée et une concurrence du journal d'Hésine surgit à Vendôme ; c'est le journal Soudry-Rouzet ; nous en parlerons après celui-ci.

Au bout de vingt jours, la feuille d'Hésine reparait, non plus imprimée par Soudry avec qui il s'est brouillé, mais par Cottereau. L'auteur ne signe plus *Hezine* par un z mais *Hésine* par un s. Poursuivi par la police de la Haute-Cour, il s'est réfugié à Pont-Levoy et y rédige son journal. Mais ce n'est pas sans difficultés, aussi se plaint-il amèrement d'être la victime d'un abus de pouvoir de la part des chefs de la Haute-Cour : « Pourquoi, écrit-il, « la loi révolutionnaire du 21 floréal a-t-elle été appliquée « à la petite commune de Vendôme ? C'est, dit-on, parce « qu'il était nécessaire d'assurer l'indépendance de la « Haute-Cour qui y réside. Il est notoire et constant pour « tout le département de Loir-et-Cher que la loi du 17 fructidor proposée par Bourdon (de l'Oise) a été provoquée « par l'administration de Vendôme uniquement dans le « dessein d'éloigner de ses murs l'ex-commissaire et « rédacteur du journal de la Haute-Cour de justice. »

Mais les poursuites continuent et nous lisons dans les *Variétés* du n° 14 : « Emprisonnement et licenciement « d'un volontaire qui avait travaillé, à l'impression de ce « journal. Dénonciation de Messieurs du Conseil Vendômois et de M. Dejean contre l'auteur qui, ne pouvant, « selon ces Messieurs, résider à Vendôme, n'a pas le « droit d'y faire imprimer ni circuler sa pensée qui est « une émanation, une modification de sa nature, de son « être. »

A la date du 20 pluviôse an V (8 février 1797) Hésine a quitté Pont-Levoy et réside à Blois. Le 23 ventôse an V (13 mars 1797), il est arrêté pour contravention à la loi du 17 fructidor relative à la police de Vendôme.

A la fin du n° 41, nous lisons la note suivante publiée par la femme d'Hésine qui signera désormais le journal de la Haute-Cour : « Le mandat d'amener délivré contre « le citoyen Hésine, sur la dénonciation inconsiderée de

« l'administration centrale pour avoir inséré dans sa
« feuille une pièce du procès de Floréal, vient d'être levé.
« Ce citoyen est maintenant frappé d'un mandat d'arrêt
« pour contravention prétendue à la loi du 17 fructidor,
« relative à la police de Vendôme. Il est à remarquer
« qu'il était le 23 dans le canton de Pont-Levoy où il
« a ses parents et ses propriétés, porteur du mandat
« d'amener qui l'appelait à Vendôme et qui lui avait été
« notifié le 20 à Pont-Levoy ; que le point du canton de
« Pont-Levoy où il a été trouvé est distant de Vendôme
« de plus de onze lieues de poste ; que, de plus, la loi
« du 17 fructidor n'atteint que les *ex-fonctionnaires*
« *publics destitués* et les citoyens en état d'accusation,
« lorsqu'ils ont recouvré la liberté par l'effet de l'amnis-
« tie ; qu'il est, lui, ex-fonctionnaire public révoqué (1),
« qu'il était seulement en état d'arrestation, lorsqu'une
« commission de la Convention brisa ses fers, le 6 bru-
« maire an IV. Toutes ces considérations décisives n'ont
« pu le garantir de la fureur des passions. Il est enlevé à
« sa femme, à ses enfants, à ses travaux patriotiques,
« ses mains pour la troisième fois chargées de fers.
« L'indignation généreuse que cette nouvelle et atroce
« persécution fait bouillonner dans son âme l'élèvera à
« la hauteur de caractère et d'indépendance nécessaires
« pour sa cause, qui ne sera, pour le fonds, que la lutte
« d'un écrivain courageux, défenseur des droits sacrés
« du peuple et de la sainte égalité contre le royalisme et
« l'aristocratie. »

L'affaire d'Hésine suit son cours ; le 2 germinal an V
(22 mars 1797), il annonce qu'il a été mis en état d'arres-

(1) Le numéro 21 de son journal nous apprend qu'au 18 frimaire
an 2, il était secrétaire du district de Blois et qu'il était fort versé dans
les connaissances mathématiques.

tation à Vendôme, le 28 ventôse, cinq jours avant, et qu'il va être l'objet d'une procédure criminelle sur un délit imaginaire et sans aucun fondement; malgré l'innocence dont il se vante, il est condamné à la déportation, il nous l'apprend lui-même dans le n° 56; il a du reste l'intention d'appeler en cassation de cette sentence. En effet dans un numéro subséquent, il met en vente au prix de 6 sous la *Requête en cassation de deux jugements prononcés par le tribunal criminel de Loir-et-Cher contre le citoyen Hésine*. Enfin, le journal finit avec le n° 73 qui contient le verdict du jury et les suicides de Babœuf et de Darthé.

Qu'était-ce, en somme, qu'Hésine? Nous manquons de renseignements sur son compte : d'après le peu que nous avons pu en recueillir dans les feuilles publiques du temps, nous savons qu'il avait sa famille et ses propriétés à Pont-Levoy, qu'il était au 18 brumaire an II secrétaire du district de Blois et qu'il était fort versé dans les connaissances mathématiques. Il était marié et avait quatre enfants.

Pour être aussi complet que possible, nous citerons un passage du journal de Soudry-Rouzet, (n° 29 daté du 22 décembre 1796) qui le peint sous un triste jour :
« Pourquoi donc un homme se plait-il à calomnier
« l'administration et à la peindre comme tyrannique ?
« Pourquoi ce même homme déchire-t-il tous les citoyens
« qui ont quelque réputation ? Pourquoi soulève-t-il les
« soldats contre leurs chefs ? Pourquoi fait-il des accusa-
« teurs nationaux de la Haute-Cour de justice des simu-
« lacres de Fouquier-Tinville ? Pourquoi compare-t-il la
« Haute-Cour au Tribunal de sang qui mit en deuil la
« France, et fit pleurer les deux continents ? Pourquoi ?
« C'est que cet homme est teint du sang de ses sembla-

« bles (1); c'est qu'il est amnistié, destitué; c'est qu'il n'a
« de refuge que dans l'ombre, de protection que dans le
« crime, d'espoir que dans l'anarchie; c'est que cet
« homme est et s'appelle *Hézine* et que ce nom exécrationnel
« est plus connu dans les bureaux de la police que celui
« de Babœuf dans ceux du gouvernement. (Extrait de la
« feuille du jour, n° 231). »

Voici les Réflexions d'un abonné sur le paragraphe précédent.

« Les dernières réflexions de cet homme sont moins
« virulentes que les premières : ce n'est pas que les
« sources du crime, où son esprit prend toutes ses gen-
« titesses, soient épuisées; mais les rigueurs de la saison
« rendant (dans ce moment) plus difficiles les moyens
« d'existence de toutes les bêtes féroces, nous pensons que
« les embarras de celle-ci ont ralenti ses efforts et étouffé
« ses hurlements calomnieux. Peut-être aussi, le compère
« s'aperçoit-il qu'il prêche dans le désert; car, excepté
« quelques bêtes de compagnie, dont l'existence devient
« chaque jour aussi inquiète, aussi fragile que la sienne,
« tous ses lecteurs n'en sont pas moins partisans du
« gouvernement qu'il veut détruire, des autorités consti-
« tuées qu'il peut avilir, et surtout du Tribunal respec-
« table et constitutionnel dont il veut attaquer les mem-
« bres inébranlables, et retarder les opérations.

« Nous ne sommes point étonnés qu'une rapsodie
« hebdomadaire de réflexions incendiaires ne produise
« aucun effet dans un pays, où la paix règne et où elle

(1) Ces imprécations contre *Hézine* étaient justifiées par ce fait, qu'il avait, dit-on, le 8 décembre 1793, provoqué, et même commandé l'assassinat de plusieurs prêtres et paysans chouans prisonniers, passant ce jour là par Blois où il résidait en qualité de procureur syndic du département de Loir-et-Cher. *Notes manus. de Rochambeau.*

« ne reçut jamais de violentes secousses, dans un pays
« enfin où l'attachement au gouvernement actuel est
« prouvé invinciblement par l'acceptation unanime de
« l'acte constitutionnel et par la grande confiance dont
« vient de l'honorer le corps législatif. »

La Bibliothèque nationale ne possède pas le journal d'Hésine, nous ne l'avons trouvé que dans la collection de M. Pochét-Deroche.

4^e *Journal de la Haute-Cour de justice établie à Vendôme*, in-16. On s'abonne chez le citoyen Soudry, imprimeur-libraire. Le prix de l'abonnement est de trois livres par mois, franc de port.

Un mois se composait, comme pour le journal de Morard de 120 pages d'impression. Fondé pendant l'interruption qu'éprouva le journal d'Hésine-Cottureau, celui de Soudry commença le premier vendémiaire an V (22 septembre 1796) et parut régulièrement tous les jours jusqu'au 12 vendémiaire an V (3 octobre suivant) inclusivement. Il était rédigé par un nommé Rouzet et semble, dans le principe, lui avoir appartenu. C'était, suivant Hésine, un abbé qui se serait fait chasser de Pont-Levoy où il était instituteur en 1788, pour certain badinage *très naturel* avec ses élèves : républicain comme Poncelin, faisant le procès du 13 vendémiaire, distillant le fiel le plus amer sur tous les patriotes de Loir-et-Cher, il n'aurait eu les sympathies d'aucun parti.

A ce moment, la feuille Soudry-Rouzet a été interrompue pendant quelque temps, car on lit cet avis imprimé en gros caractères à la fin du n^o 8 du journal d'Hésine (23 novembre 1796) : « Gare, gare, gare !
« Rouzet et Juteau qu'on croyait morts font pleuvoir
« demain sur Vendôme une grêle de journaux, 48 feuilles
« d'impression. Combien payeront-ils les lecteurs ? »
Cette interruption se trouve expliquée par le passage

suivant du même journal d'Hézine n° 13 (21 décembre 1796) : « Ce qui n'est pas moins dispendieux pour le
« trésor public, c'est cette nuée de gardiens, guichetiers,
« porte-clefs, marchands, commis, employés au service
« de la Haute-Cour. Ah ! grand Dieu ! quel attirail que
« celui d'un pareil tribunal ! Le moindre de ces goujats
« est aux appointements de 1500 francs ; il est à remar-
« quer qu'ils ont tous été ramassés dans la fange impure
« du royalisme. On distingue, à leur tête, le fameux abbé
« Rouzet, auteur du pseudo-journal de la Haute-Cour,
« jouissant comme secrétaire de M. Daude, guichetier
« en chef de la prison, ex-concierge du châtelet d'une
« indemnité de 2400 francs. Si nous en croyons la renom-
« mée, le journal de cet abbé Rouzet fut d'abord imprimé
« sous la protection de l'administration municipale dont
« il est le digne favori ; il était alors l'égoût de toutes les
« impertinences, calomnies, mensonges, fables qu'il plai-
« sait à Messieurs du Conseil Vendômois d'imaginer
« contre les meilleurs républicains ; mais depuis que
« Rouzet et Juteau son collaborateur, conservateur des
« hypothèques, ont été pris sur le fait, la main dans le
« sac, et flétris par un jugement qui venge le peuple et
« ses amis de leurs forfaits, ils sont plus réservés. Ils se
« contentent d'imprimer les réquisitoires de vieillard, les
« rapports de Coffinhal, d'Audier Massillon et autres
« pièces de la plus haute importance ; leur feuille en un
« mot est devenue le *journal officiel* de la Haute-Cour :
« comme personne ne le lit, que cet ouvrage est couvert
« du même mépris que les auteurs, on demande aux
« frais de qui il est imprimé. Du reste, dans les numéros
« de décembre 1796 la signature de Rouzet a disparu et
« on lit, à la fin, cet avis qui ne laisse aucun doute sur
« la situation du journal : On souscrit à Vendôme chez
« le citoyen Soudry, *éditeur et propriétaire du journal*.

« Rouzet et Juteau n'en sont donc plus que les rédacteurs. » Après une trentaine de numéros, la feuille de Soudry change de format et devient in-4 ; c'est Hésine lui-même qui nous l'annonce dans le n° 21 de sa feuille. A partir de cette époque, la publication du journal de Soudry n'est plus aussi régulière, elle a lieu seulement à un intervalle de quelques jours et lorsque la matière est suffisante pour former un numéro.

Le journal de Soudry-Rouzet n'existe pas plus à la Bibliothèque nationale que le précédent, celui de Cottereau-Hézine. Nous l'avons trouvé aussi dans la collection de M. Pochet-Deroche. Mais, il ne possède que quelques numéros isolés tandis qu'il a la collection complète du journal de Cottereau-Hézine.

5^e Débats du procès instruit par la Haute-Cour de justice contre Drouet, Babœuf et autres, recueillis par des sténographes.

Première séance, du 2 ventôse an V (20 février 1797). Chiffre de l'imprimeur Baudouin. A Paris, de l'imprimerie nationale, tome 1^{er}, in-8. Journal imprimé à Paris, chez Baudouin, imprimeur du Corps-législatif, place du Carrouzel, n° 662. Il paraissait par livraison de 16 pages, chaque livraison numérotée et toutes les pages paginées d'une manière uniforme pour composer un volume. Le prix de l'abonnement pour soixante feuilles in-8 en petits caractères est de dix francs pour les départements franc de port et de huit francs pour Paris.

Le premier volume contient 30 numéros. On y lit la composition de la Haute-Cour et l'ouverture des débats avec le compte-rendu de 16 séances qui eurent lieu à partir du 2 ventôse an V (20 février 1797). Tous les quatre ou cinq jours, la Cour prend un jour de repos, elle siège indifféremment tous les jours sans en excepter le dimanche. Parmi les défenseurs officieux des accusés,

cités dans ce volume, nous avons remarqué Ballyer père, Catherinet, Morard et Ballyer fils.

Nous y relevons aussi quelques noms vendômois, ceux de Beaussier, officier de santé, médecin de la Haute-Cour, de Tacquet et de Moulinneuf, experts en calligraphie.

6^o Débats du procès instruit par la Haute-Cour de justice, séante à Vendôme, contre Drouet, Babœuf et autres recueillis par des sténographes, tome 2^e; in-8 (chiffre de l'imprimeur Beaudouin) à Paris, chez Beaudouin, imprimeur du corps législatif, place du Carrouzel, n^o 662.

Second volume du journal officiel des débats de la Haute-Cour. Il se compose de 32 livraisons, chaque livraison numérotée et les pages paginées comme le volume précédent. Il rend compte de 13 séances qui ont eu lieu depuis le 21 ventôse (11 mars) jusqu'au 5 germinal (25 mars) inclusivement.

7^o Débats du procès instruit par la Haute-Cour de justice séante à Vendôme contre Drouet, Babœuf et autres recueillis par des sténographes, tome 3^e, in-8 (chiffre de l'imprimeur Beaudouin). A Paris, chez Beaudouin, imprimeur du corps législatif, place du Carrouzel, n^o 662.

Ce troisième volume se compose de 40 numéros; il rend compte de 16 séances. Les derniers numéros contiennent l'avis suivant : « La livraison des trois
« volumes pour lesquels on a souscrit devait se terminer
« au n^o 90; mais ces débats étant sur le point de finir,
« nous prolongeons le troisième volume jusqu'au dernier
« numéro de la fin de ces mêmes débats, sauf à l'abonné
« à nous tenir compte de l'excédent des feuilles.

« Nous le prévenons qu'un 4^e volume faisant suite aux
« débats contiendra le résumé des accusateurs nationaux
« et les défenses des accusés et des défenseurs, ce qui

« complètera cet ouvrage. Ceux qui veulent recevoir les numéros 91 et suivants peuvent nous remettre le montant de 4 livres pour Paris, 5 livres pour les départements ; ce que nous présumons être suffisant. Au surplus nous comptons sur l'honnêteté de l'abonné, comme il peut être assuré de la nôtre, s'il y a lieu à rendre de part et d'autre. »

8^o Discours des accusateurs nationaux, défenses des accusés et de leurs défenseurs, faisant suite aux débats du procès, instruit contre Drouet, Babœuf et autres. Tome 4^e in-8 (chiffre de l'imprimeur Baudouin). A Paris, chez Baudouin, imprimeur du Corps législatif, place du Carrouzel, n^o 662. Ce volume se compose de trois parties distinctes. La première est intitulée : Discours des accusateurs nationaux près la Haute-Cour de justice, prononcé par le citoyen Bailly, l'un d'eux, à la suite du débat, dans l'affaire du représentant du peuple Drouet, de Babœuf et autres, accusés de conspiration contre la sûreté intérieure de la République. Séances des 7, 8 et 9 floréal. La seconde est intitulée : Défense générale des accusés. Elle renferme la défense de Germain, celle de Buonarotti, celle de Pillé par Catherinet, celle de Laignelot, celle de Ricord, celle d'Antonelle et les répliques de Viellard, accusateur public, enfin la défense de Babœuf. La troisième partie est le résumé du président de la Haute-Cour, à la suite des débats (séances des 2, 3, 4 et 5 prairial). Dans celle du 5 prairial, la Haute-Cour rend son jugement définitif sur les accusés.

9^o Discours des accusateurs nationaux près la Haute-Cour de justice, prononcé par le citoyen Bailly, l'un d'eux à la suite du débat, dans l'affaire du représentant du peuple Drouet, de Babœuf et autres, accusés de conspiration contre la sûreté intérieure de la République. A Vendôme, de l'imprimerie de la Haute-Cour. An V. in-8.

Ce volume n'est qu'une réimpression partielle du tome quatre des Débats du procès, cité plus loin. Il se vendait à part.

10° Liberté-Egalité. Ministère de la police générale de la République. Extrait des registres des délibérations du directoire exécutif. Paris, le 23 floréal, an IV de la République française, une et indivisible (12 mai 1796).

Ce volume de 128 pages in-8 imprimé à Vendôme chez Morard-Colas, contient l'arrêté du directoire ordonnant que les accusés seront traduits devant le directeur du jury, l'inventaire des pièces du 28 prairial an IV, les déclarations de témoins, l'ordonnance de traduction devant un jury spécial de Babœuf et autres (23 messidor an IV), le procès-verbal de déclaration du jury contre Gracchus Babœuf, etc. (du 23 et 24 messidor an IV), l'ordonnance de prise de corps contre Babœuf, Buonarrotti, Germain, etc.

11° Procès-verbal d'installation de la Haute-Cour de justice. Discours des président et accusateurs nationaux du 18 vendémiaire an V (10 octobre 1796). Marque de libraire : un coq becquetant une grappe de raisin. A Vendôme, de l'imprimerie de la Haute-Cour, chez Morard-Colas, rue Ferme, n° 1057. An V. Brochure de 13 pages in-8. Compte-rendu de l'installation de la Haute-Cour avec un discours de Viellard. Exécution de quelques formalités légales et clôture de la séance par un discours du président.

12° Recueil des actes d'accusation des prévenus dans l'affaire de Drouet, ex-représentant du peuple, Babœuf et consorts. Marque de libraire : sur un piédestal rond et formé de trois marches, une femme la main droite appuyée sur les faisceaux de la justice et la main gauche sur une lance avec le bonnet phrygien au bout. A Vendôme, de l'imprimerie de la Haute-Cour, chez Morard-

Colas, rue Ferme, n° 1057. An V de la République. Un volume de 140 pages in-8, divisé en 6 actes d'accusation. Le premier concerne Babœuf, Buonarotti, Germain, Darthé, Didié, Pillé, Massard, Ricord, Fion, Laignelot, Lindet etc. Le second, du 2 thermidor an IV, est dirigé contre Toulotte, Cochet, Lepelletier, Rossignol et Jorry. Le troisième contre Navez est daté du même jour. Le quatrième est formulé par le Conseil des Cinq-Cents (Corps législatif) contre le représentant du peuple Drouet. Le cinquième est celui de Fossard, Rayebois et Cordebart, daté de Cherbourg, 15 fructidor an IV. Le sixième est celui de Maurice Roy, du 7 brumaire an V.

13^e Haute-Cour de justice. Copie des pièces saisies dans le local que Babœuf occupait lors de son arrestation. A Paris, de l'imprimerie nationale. Frimaire, an V. 1 vol. in-8.

Babœuf, arrêté dans une maison de la rue de la Grande-Truanderie en vertu d'un mandat du directoire du 19 floréal an IV (8 mai 1796) fut amené le 21 devant le ministre de la police générale. Un carton renfermant des papiers avait été saisi au moment de son arrestation. Ce carton avait été ficelé et scellé, représentation lui en fut faite par le ministre de la police. Il déclara le *reconnaître pour lui appartenir*, il reconnut le scellé pour être sain et entier; ouverture fut faite du carton et Babœuf déclara *reconnaître les papiers y contenus pour avoir été trouvés dans la chambre où il était au moment de son arrestation*.

Examen fait de ces papiers en sa présence, il se trouva vingt-deux liasses contenant quatre cent quarante-sept pièces, non compris les journaux. Toutes ces pièces furent cotées et paraphées, tant par Babœuf que par le commissaire de police. Ce sont les copies textuelles de ces pièces qui forment ces deux volumes. Nous n'y

voyons absolument que des correspondances relatives au mouvement insurrectionnel qui devait envelopper Paris dans ses filets; chacun des douze arrondissements à son centre d'action et ses instructions particulières. Tout le plan de l'insurrection est compris dans les quelques lignes suivantes; extraites de la 7^e pièce de la 2^e liasse :

« Comme vous et nous serions les moteurs, les directeurs
« de cette scène, il nous serait facile de nous concerter
« si bien qu'au même instant, à un signal convenu, les
« barrières fussent soigneusement gardées, qu'un poste
« de braves se trouve en observations vers Mont-Rouge
« où se débouche, dit-on, un souterrain qui conduit là
« du palais du Luxembourg.

« Les faubourgeois de Marceau se répandraient avec
« les casernes des rues Mouffetard et de l'Ourcine vers
« et dans la caverne directoriale, égorgeant tout ce qui
« s'oppose ou paraît s'opposer. Les quartiers populeux
« des Halles tombent dans les Tuileries, cernent les
« Conseils, s'y introduisent et font de même leur terrible
« office. Cependant le faubourg Antoine, les Gravilliers,
« après avoir jeté de fortes réserves dans les faubourgs
« Denis et Martin dont les phalanges ont elles-mêmes été
« jeter des réserves dans le faubourg Antoine, Charonne,
« Popincourt, etc, accourent, moitié par les boulevards,
« moitié par la grande rue Denis et par la rue de la
« Ferronnerie, la rue Honoré, se joindre vers la place de
« la Révolution. »

Et dans celle-ci extraites des 34^e et 35^e pièces de la 8^e liasse :

« Tuer les Cinq, les sept ministres, le général de l'intérieur et son état-major, le commandant temporaire et son état-major; s'emparer des salles des Anciens et des Cinq-Cents;

« Faire main-basse sur tout ce qui s'y rendrait; s'em-

« parer des barrières et ne laisser sortir qui que ce soit
« sans des ordres formels et précis; s'emparer du
« télégraphe du Louvre et de celui de Montmartre; se
« rendre maître de la rivière. Il est essentiel que l'on
« ait Meudon et l'artillerie qui s'y trouve au nombre de
« 80 pièces de 8 et de 4, etc., etc. »

14^e Haute-Cour de justice. Suite de la copie des pièces saisies dans le local que Babœuf occupait lors de son arrestation. A Paris, de l'imprimerie nationale, 2^d volume, nivôse, an V. Parmi les pièces les plus remarquables contenues dans ce volume, on remarque *l'acte d'insurrection adressé au peuple par le Comité insurrecteur de salut public* et intitulé : *Egalité, Liberté, Bonheur commun*. L'ouvrage est terminé par une table alphabétique des noms de personnes contenus dans les deux volumes, répertoire très curieux et fort utile.

15^e Déclinatoires de plusieurs accusés des 13, 15, 17 et 25 fructidor an V, devant la Haute-Cour de justice séante à Vendôme. A Paris, de l'imprimerie de Vatard, in-8.

16^e Réquisition des accusateurs nationaux près la Haute-Cour de justice sur les déclarations de plusieurs accusés des 13, 15, 17 et 25 fructidor an IV.

Jugement de la Haute-Cour du 19 vendémiaire an V qui rejette les déclinatoires, ordonne qu'il sera passé outre à l'instruction du procès. A Vendôme, de l'imprimerie de la Haute-Cour. Chez Morard, rue Ferme, n^o 1057, an V. Brochure de 30 (25+5) pages in-8.

17^e Jugement de la Haute-Cour de justice qui statue sur la validité de la procédure instruite contre Babœuf et cinquante-trois de ses co-accusés. Séance du 25 brumaire an V. Brochure in-8 de 20 pages. Sans date, ni nom d'imprimeur; paraît imprimée chez Morard à Vendôme.

18° Réquisitions des accusateurs nationaux près la Haute-Cour de justice sur les excuses proposées par vingt-trois haut-jurés, le citoyen Bailly portant la parole. Séance du 27 brumaire an V. A Vendôme, de l'imprimerie de la Haute-Cour, chez Morard, rue Ferme, n° 1057, Broch. in-8 de 20 pages.

19° Rapport sur les excuses proposées par plusieurs haut-jurés, fait à l'audience du 27 brumaire, an V. A Vendôme, de l'imprimerie de Soudry, marchand libraire, place d'Armes, n° 299. L'an V de la république. Brochure de 24 pages in-8, marque de libraire dans le titre : un faisceau formé de deux drapeaux tricolores, une palme de victoire et un bâton avec un bonnet phrygien au bout.

20° Haute-Cour de justice. Procès-verbal de la formation du tableau du Haut-Jury, (du 29 brumaire an V). A Vendôme, de l'imprimerie de la Haute-Cour, chez Morard-Colas, rue Ferme, n° 1057. Brochure in-8 de 62 pages.

21° Haute-Cour de justice. Extrait du procès-verbal de la séance publique de la Haute-Cour de justice du 29 brumaire, an cinquième de la République pour la formation du Haut-Jury. Tableau de hauts-jurés sortis par la voie du sort. Pièce in-8 de 3 pages datée du 30 brumaire, an V.

22° Haute-Cour de justice. Tableau du Haut-Jury formé en conséquence de trente récusations sans motifs. Pièce in-8 de 3 pages, datée du 5 frimaire, an V.

23° Au nom du peuple français, la Haute-Cour de justice, séante à Vendôme, département de Loir-et-Cher rend un jugement daté du 13 frimaire, an V. Pièce in-8 de 6 pages.

24° Ordonnance du président de la Haute-Cour pour

assigner trente-et-un jurés. Pièce in-4, datée de Vendôme, 21 frimaire, an V.

25^e Jugement de la Haute-Cour de justice qui ordonne un remplacement de cinq jurés, pièce in-8, datée du 9 nivôse, an V (16 pages).

26^e Jugement de la Haute-Cour de justice qui rejette la demande de Babœuf afin d'audition de 4 témoins par lui indiqués. Brochure de 20 pages, sans date ni nom d'imprimeur ; paraît avoir été imprimé à Vendôme, chez Soudry.

27^e Copie de l'instruction personnelle au représentant du peuple *Drouet*. Paris, de l'imprimerie nationale. Frimaire, an V, 1 vol. in-8 de 286 pages.

28^e Les détenus en la maison de justice de Vendôme à la Haute-Cour de justice. A Vendôme, de l'imprimerie de Cottereau-Pinçon, rue Poterie, n^o 403, l'an V. Brochure importante datée du 17 nivôse, an V (6 janvier 1797) dans laquelle sont développées quatre propositions formulées par les accusés Lamberté, Buonarotti, Goulard, Taffoureau, Vergne, Vadier, Massard, Crespin, Fion, Ricord, P. A. Antonelle, etc.

29^e Jugement du 20 nivôse an V qui sans s'arrêter à la protestation des accusés, ordonne l'exécution de celui du dix du même mois. A Vendôme, de l'imprimerie de la Haute-Cour, chez Morard-Colas, rue Ferme, n^o 1057. Brochure de 15 pages in-8.

30^e Jugement rendu par la Haute-Cour de justice, le premier pluviôse, an V (20 janvier 1797). Pièce in-8 de 10 pages, imprimée à Paris par Baudouin.

31^e Haute-Cour de justice. Extrait du jugement rendu par la Haute-Cour de justice le premier pluviôse, an V de la République. Pièce in-8.

32^e Réplique du citoyen Viellard aux citoyens Laignelot et Ricord. A Vendôme, de l'imprimerie de Soudry, place

d'Armes, n° 299. Brochure de 20 pages in-8, terminée par vignette patriotique que nous avons déjà signalé au n° 19. Cette réplique se trouve dans les compte-rendus généraux de Baudouin (4^e volume, page 346).

33^e Protestation motivée des citoyens accusés d'avoir pris part à la prétendue conspiration du 21 floréal par laquelle ils récusent et déclinent la Haute-Cour de justice, comme incompétente pour procéder contre eux dans cette affaire. A Paris, de l'imprimerie de R. Vatar, rue de l'Université, n° 139 ou 926, in-8. Cette brochure qui n'a pas moins de 107 pages est une longue consultation juridique par laquelle les accusés espèrent prouver aux jurés de la Haute-Cour leur incompétence. Ils réclament surtout contre l'*accusation en masse*. « Il a été publié et « non contesté, disent-ils, que le jury d'accusation du « département de la Seine s'est assemblé le 23 messidor, « qu'il s'est séparé le 24 à six heures du matin, qu'il a « entendu comme témoin le dénonciateur Grisel, encore « en violation des lois sous l'empire desquelles nous « vivons, qui ne souffrent pas la cumulation monstrueuse « des rôles de dénonciateur et de témoin.

« Il a été également publié et non contesté que les « jurés ont fait le 23 messidor un diner et un souper « splendides, on ne sait à quels dépens ; que c'est à la « suite de la dernière orgie qu'ils ont prononcé en masse « le lieu à accusation contre à peu près soixante citoyens « et sans se donner la peine d'examiner, en particulier, « la cause de chacun. »

Cette protestation est signée : Baudin, Goulart, Clerex, Taffoureau, Mugnier, Crespín, Cordas, Morel, Laignelot, Amar, Théodore Lamberté, Drouin, Cochet, Philipp, Pillé, Antoine Ficquet, Breton, Vadier, Vergne, Dufour, Ricord, Blondeau, Thierry, Lambert, G. Babœuf, Ch. Germain, Massard, Moroy, Didier, Cazin, Toulotte,

femme Breton, Sophie Lapierre, femme Monnard, Marie-Adelaïde Lambert, Darthé, Buonarrotti, Maurice Roy.

34° Sur la prétendue conspiration du 21 floréal. Treizième reprise des méditations du ci-devant hermite des environs de Paris à l'occasion d'une lettre insérée aux pages 9 et suivantes du second volume des pièces à conviction. A Vendôme, de l'imprimerie de Cottureau-Pinçon, rue Poterie. Brochure in-4, datée de Vendôme, 12 pluviôse, an V (31 janvier 1797), comprend 12 pages. On lit en note de la page 1 : « L'onzième reprise ainsi que la douzième paraîtront quelque jour ou ne paraîtront pas. La dernière cependant pourrait être de quelque utilité. Mais j'ai crain, je le confesse, que la manière n'en parut trop adoucie et trop peu naïve au gouvernement qui ne veut pas qu'on le flatte. » Cette brochure est signée par Pierre Antoine, marquis d'Antonelle, compromis dans la conspiration de Babœuf.

35° Sur la prétendue conspiration de 21 floréal. Seconde déclaration que fait le ci-devant hermite des environs de Paris, après avoir pris connaissance de trois volumes de pièces à conviction. A Vendôme, de l'imprimerie de Cottureau-Pinçon, rue Poterie. Cette brochure signée par Antonelle est datée de Vendôme 17 pluviôse, an V (5 février 1797) se compose de 12 pages in-4 dans lesquelles l'auteur s'applique à tourner en ridicule l'appareil de la Haute-Cour et les griefs qu'elle impute aux accusés.

36° Sur la prétendue conspiration du 21 floréal. A Vendôme, de l'imprimerie de Cottureau-Pinçon, rue Poterie, n° 403. L'an V^e. Premier appendice de la seconde déclaration du ci-devant hermite des environs de Paris, signé : P. A. Antonelle et daté de Vendôme, 26 pluviôse, an V (14 février 1797). Brochure de 6 pages in-4 dans laquelle l'auteur s'applique à démontrer que

toute la conspiration de Babœuf et autres n'est que l'œuvre des rêveries et de l'imagination de quelques journalistes et avocats sans valeur.

37° Haute-Cour de justice. Exposé fait par les accusateurs nationaux près la Haute-Cour de justice. Viellard portant la parole dans la séance du 6 ventôse, an V (24 février 1797). Brochure in-8 de 71 pages. De l'imprimerie de Baudouin, imprimeur du Corps législatif, place du Carrouzel.

38° Haute-Cour de justice. Pièces lues dans le cours de l'exposé fait par l'accusateur national (pièce n° 14) à l'ouverture des débats. Séance de 6 ventôse an V (24 février 1797). De l'imprimerie de Baudouin, imprimeur etc. Brochure de 80 pages in-8 contenant 26 pièces déjà publiées dans les comptes-rendus généraux et les pièces justificatives de l'exposé ci-dessus n° 14.

39° Sur la prétendue conspiration du 21 floréal. Mon examen de conscience ou le détenu à Vendôme interrogé par le ci-devant hermite P. A. Antonelle. A Vendôme, de l'imprimerie de Cottureau-Pinçon. rue Poterie, n° 403. L'an V^e.

Curieux pamphlet dans lequel Antonelle, compromis dans la conspiration de Babœuf, tourne assez spirituellement en ridicule l'accusation et les juges. Il fut acquitté par la Haute-Cour. Cette brochure se compose d'un avant-propos de 6 pages et de 36 pages de texte in-4; elle est datée de Vendôme 3 floréal, an V (22 avril 1797).

40° Corps législatif. Conseil des Anciens. Rapport fait par Regnier sur une résolution du Conseil des Cinq-Cents relative à des citoyens acquittés par la Haute-Cour de justice et réclamant, de ce chef, une indemnité. Séance du 17 nivôse, an VI. Brochure de 6 pages in-8. Imprimerie nationale.

41^o Résolution du Conseil des Cinq-Cents du 24 frimaire, an VI, accordant cette indemnité. 2 pages in-8.

42^o Défense de Félix Lepelletier par Amédée Lepelletier, adressée aux jurés et juges de la Haute-Cour, séante à Vendôme. Paris, imprimerie de R. Vatar, an V de la République, pièce in-8.

A la suite de ces pages, l'auteur n'a pas mis le mot FIN ; il est donc probable qu'il avait l'intention de compléter cette nomenclature des ouvrages nés de l'affaire Babœuf ; nous n'avons pas trouvé dans ses papiers, trace d'autres découvertes.

R. V. S.

LA MÉTÉOROLOGIE EN 1899

A VENDOME

L'année météorologique 1899 a présenté deux saisons remarquables : 1^o l'hiver qui a été très doux ; 2^o l'été qui a été très chaud.

HIVER 1899

Moyenne	{	Décembre 1898.....	5,16
		Janvier 1899.....	6,36
		Février 1899.....	6,67
		Moyenne de l'hiver.....	6,06

La moyenne de cet hiver surpasse la normale de 2^o47.

Depuis 1849, cet hiver se classe comme un des plus doux connus ; il occupe le n^o 3 de cette série :

Moyenne de l'hiver	{	1877	7,01
		1869	6,94
		1899	6,06

Le mois de janvier est surtout remarquable ; il se classe le n^o 3 de cette série :

Moyennes de janvier	{	1877	6,91
		1875	6,41
		1899	6,36

Gelées très faibles. J'ai relevé :

Décembre, nombre de jours de gelée	7
Janvier, — — —	6
Février, — — —	12
Total	25

et aucun de ces jours n'a été sans dégel, c'est-à-dire que le maximum a toujours été supérieur à 0^o. Aussi, pas de glace sur les étangs capable de porter les patineurs.

Un seul jour de neige, le dimanche 29 janvier, jour de la fermeture de la chasse ! Environ 8 centimètres.

Enfin deux orages à signaler : le 2 janvier, avec tempête, et le 12 février, avec grêle et cas de foudre aux environs de Vendôme.

A noter encore le maximum du 10 février qui a atteint à mon abri 19°6 et 21° aux Capucins, observatoire de M. Renault. Ce chiffre était sans exemple à Vendôme.

J'écrivais au *Bulletin* de notre société, année 1896, p. 135, dans une étude sur les hivers à Vendôme : « On remarquera la longue période de 1885 à 1895 (11 ans) sans hivers doux ; il est probable que nous touchons à quelques hivers exceptionnellement doux ». Ma prédiction s'est réalisée, car nous avons eu à la suite quatre hivers doux :

1896, moyenne	4,01
1897, —	4,79
1898, —	4,56
1899, —	6,06

Serait-il imprudent d'annoncer un hiver froid pour 1900 ? et spécialement un mois de janvier très froid ?

PRINTEMPS 1899

Le printemps a été ordinaire, un peu frais :

Moyennes	{	Mars.....	6,63
		Avril.....	10,43
		Mai.....	12,85
		Moyenne du printemps..	9,97

La moyenne de ce printemps est inférieure de 0°57 à la normale et la moyenne de mai inférieure de 1°.

A la suite de cet hiver très doux et d'un printemps frais, la végétation était très belle ; les fourrages très abondants ; les blés superbes ; les avoines seules laissaient à désirer à cause de la sécheresse de mai.

ÉTÉ DE 1899

Passons à l'été qui a été très beau, très chaud. et très sec.

Moyennes	{	Juin	17,99
		Juillet	20,05
		Août.	21,80
		Moyenne de l'été.	19,95

La moyenne de cet été surpasse la normale de 1°61. Il se classe troisième depuis 1849 :

Moyennes de l'été	{	1859	20,62
		1870	20,03
		1899	19,95

Passons en revue chaque mois :

Juin, très beau, sans être exceptionnel. Sa moyenne de 18° l'emporte de 0°68 sur la normale. Le maximum du mois est de 30°6 le 28. Onze jours de chaleur. Très beau ciel ; nébulosité plus faible que la normale. Végétation superbe.

Juillet, très beau, chaud, et très sec. La moyenne 20°05 surpasse la normale de 0°88. Vingt jours de chaleur, dont 6 de grande chaleur, c'est-à-dire où le thermomètre a dépassé 30°. Le maximum du mois a été 33°1 le 21.

Nébulosité 38, exceptionnellement faible ; c'est-à-dire quantité de soleil surpassant beaucoup la normale.

Jusqu'au 8, la terre était suffisamment arrosée et la végétation très belle. Après le 8, la grande sécheresse commence. Sous un soleil ardent, en l'absence presque complète de pluies, l'évaporation devient extrême et tout brûle. Les fosses sont à sec ; le manque d'eau se fait sentir dans les campagnes.

On a commencé à couper les blés dès le 15 et la moisson était terminée à la fin du mois. Récolte exceptionnelle de blé ; il faut remonter à 1874 pour trouver une récolte un peu supérieure à celle-ci. La vigne fait merveille et oublie ses maladies sous ce soleil ardent.

Août. La chaleur va toujours en croissant. Après une moyenne de 20° pour juillet, nous atteignons 21°8 pour août, chiffre qui surpasse de 3°25 la normale et qui classe ce mois aux plus chauds du siècle.

Le mois d'août 1898 avait déjà été exceptionnellement chaud et dans un article inséré au *Bulletin* de 1898, p. 324, je l'avais classé le deuxième du siècle après 1842. Aujourd'hui il perd son rang et devient troisième ; août 1842 restant toujours le premier comme chaleur.

Moyenne d'août 1898	21,45
— — 1899	21,80

Le dernier mois d'août est en résumé le plus chaud observé à Vendôme depuis 1848 (52 ans).

Août 1899 nous offre 29 jours de chaleur dont 10 de grande, chiffre inouï qui serait le plus grand connu. Août 1898 n'en a offert que 23 avec 11 de grande, il est vrai. Le plus grand chiffre connu ici était 24 jours de chaleur en août 1871 (1).

Le maximum du mois a été 35,7 le 4. Noter la journée du 5 août qui est une des plus chaudes observées à Vendôme :

Minimum	21,5
Maximum	<u>35,3</u>
Moyenne	28,4

Le jour le plus chaud connu ici reste le 19 juillet 1881, où le thermomètre a atteint 37°4 et la moyenne 28°6.

J'avais fait observer (*Bulletin* 1897, p. 243) que de 1848 à 1897 il n'y avait pas eu de mois d'août très marquant comme chaleur et qu'il fallait s'attendre à revoir des mois d'août plus chauds que ceux-là. Cette prévision s'est, comme on le voit, largement réalisée, puisque nous venons de subir en 1898 et 1899 deux mois d'août absolument exceptionnels et dont la température ne saurait être guère dépassée. On peut se risquer à prédire que nous n'en reverrons pas de semblables de si tôt et personne ne s'en plaindra.

(1) Août 1842, à l'Observatoire de Paris, a donné 28 jours de chaleur.

La nébulosité de ce mois d'août a été très faible (27 1/2), c'est-à-dire que l'insolation a été très grande.

Sécheresse extrême. Si on ne consultait que le pluviomètre on serait trompé, vu que la quantité d'eau à Vendôme s'est élevée à 44 millimètres, chiffre voisin de la normale, mais il faut noter la grande pluie d'orage *locale* du 15 au matin qui s'est élevée à 22 millimètres et qui déduit du chiffre total le réduirait à 22 millimètres pour les régions voisines. Le manque d'eau est devenu général ; la végétation herbacée était brûlée.

AUTOMNE DE 1899

Bel automne.

Moyennes	{	Septembre.....	16,77
		Octobre.....	11,87
		Novembre.....	7,45
		Moyenne de l'automne...	12,03

La moyenne de cet automne surpasse la normale de 0°76.
Passons en revue chaque mois :

Septembre. La chaleur s'est encore prolongée pendant la première décade de septembre, qui a offert 6 jours de chaleur dont 2 de grande, les 5 et 6. Le 5, le thermomètre a atteint 31°8, chiffre très élevé pour ce mois. La moyenne du mois, 16°77, est un excès de 0°77 sur la normale.

La sécheresse n'a cédé qu'à l'époque de l'équinoxe, époque ordinaire des pluies. Du 22 au 30, il est tombé 45 millimètres d'eau ; en y ajoutant 21 millimètres tombés le 1^{er} octobre, on obtient un total de 66 millimètres en 10 jours, qui a mouillé la terre suffisamment pour les travaux des semailles et même a ramené un peu d'eau dans les fosses.

La vendange a commencé autour de Vendôme dès le 18, mais elle n'a été générale que le 25. Récolte abondante et belle.

Octobre. La moyenne du mois, 11°87, surpasse la normale de 0°87.

Le mois a été froid en commençant ; la moyenne des deux premières décades est au-dessous de la normale. Mais la fin a été très belle et la moyenne de la troisième décade surpasse la normale de 3°08.

Il n'a pas gelé sous abri à ma station, mais il y a eu denombreuses gelées blanches.

La nébulosité d'octobre (37) est très faible ; le mois a été très clair. Très belles couvrailles.

Ce mois doit être noté comme sec, malgré un total de pluie de 51^{mm}6, peu différent de la normale, à cause de la grande pluie de 21 millimètres du 1^{er}, qui réduit à 30 millimètres la pluie des trente jours suivants.

Novembre. Le baromètre a été excessivement haut pendant ce mois. La moyenne (762) surpasse la normale de 7^{mm}4. Pendant la première décade, la hauteur a été ordinaire, mais pendant les deux autres (du 11 au 30) le baromètre s'est tenu à une hauteur excessive (766 de moyenne).

La température moyenne du mois, 7°4, dépasse la normale de 0°63. La première décade a été exceptionnellement chaude et a offert une moyenne de 12°4, en excès de 4°3 sur la normale. Le reste du mois a été froid, avec un vent de N E persistant.

Le phénomène le plus marquant de ce mois est la température et l'orage du 2. Ce jour-là, le thermomètre a atteint 22°2 à ma station et 22°6 aux Capucins, chez M. Renault.

Ce chiffre est absolument inouï pour novembre. Le plus haut chiffre observé à Vendôme depuis cinquante ans était 20°6, le 4 novembre 1881. Le soir du même jour a éclaté sur notre région, un violent orage, comparable à ceux d'été. Depuis six heures et demie jusqu'à huit heures, les éclairs étaient incessants et les coups de tonnerre également. Grande pluie accompagnée de grêle à un moment ; quantité de pluie 15^{mm}5.

Ce mois a été très sec. La quantité totale de pluie est de 30^{mm}8, tombée en 5 jours, du 1^{er} au 10. Si on en défalque la

grosse pluie d'orage (15^{mm}5) du 2, il ne reste que 15^{mm}3 pour le reste du mois. Aucune pluie du 11 au 30. Mois encore très clair.

La gelée n'a commencé que le 20 à mon observatoire et la fin du mois a donné 6 jours de gelée.

La végétation a été très belle. On se souviendra à Vendôme de la beauté des chrysanthèmes et de la magnifique exposition qui en a été faite sous le marché couvert, du 16 au 19.

Au 30 novembre se clôt l'année météorologique 1899. J'en donne le résumé pour finir.

ANNÉE MÉTÉOROLOGIQUE 1899

Baromètre : moyenne à midi, 756^{mm}76, en excès de 2^{mm} sur la normale.

Thermomètre : moyenne de l'année, 12°0, en excès de 1°06 sur la normale.

Avec un hiver très doux, un été très chaud, un automne très beau, on obtient nécessairement une moyenne d'année exceptionnelle.

La moyenne 12°0 de 1899 est la plus élevée de toutes mes observations depuis 1865 (35 ans).

En remontant à 1849, où commencent les observations de Vendôme par MM. Renou et Boutrais, on ne trouve que l'année 1859 qui puisse être comparée à 1899. La moyenne de M. Renou, à sa station de la rue Saint-Bié, a été, pour 1859, de 11°94, et M. Boutrais, rue Poterie, a donné 12°13. On peut donc admettre une moyenne de 12°0 pour 1859, dans Vendôme.

D'autre part, il résulte des résumés faits par M. Renou pour les observations de Paris depuis un siècle, que l'année 1899 serait la plus chaude depuis 1834. Cette dernière année a offert les mêmes caractères que l'année courante. Après un hiver très doux, un été exceptionnellement chaud qui est resté dans la mémoire des gourmets sous la forme d'un vin exquis.

Pluie, total des douze mois : 546^{mm}3, inférieure de 35^{mm}8 à la normale. Ce total ne donne pas une idée exacte de la pluie

dans notre région ; il y a eu, à Vendôme, plusieurs pluies exceptionnelles qui ont haussé le total. Pour des régions voisines la quantité est bien moindre ; ainsi, à Châteaudun, M. E. Roger n'a trouvé que 454^{mm}0, quantité inférieure de 117^{mm}7 à la normale, et au Parc-Saint-Maur (Seine) M. Renou n'a obtenu que 380^{mm}7, quantité inférieure de 190^{mm}5 à la normale et la plus faible hauteur de pluie depuis 1873 qu'il observe à cette station.

Pour tout le monde, en effet, l'année 1899 est une année exceptionnellement sèche.

Le manque d'eau dans les fosses, presque toutes à sec depuis cet été, les sources et beaucoup de puits taris ; l'obligation pour les cultivateurs des parties élevées d'aller chercher de l'eau dans des tonneaux pour leurs bestiaux jusqu'au mois de décembre, resteront les signes caractéristiques de cette sécheresse.

Nébulosité. La nébulosité de 1899 se chiffre par 46,3 sur 100, inférieure de 9,25 à la normale. Cette année est très claire, une des plus claires connues.

Orages. On a noté à Vendôme 27 orages ; sauf les mois de décembre et de mars, on en a constaté dans tous les autres mois.

E. NOUEL.

NOTICE SUR LANDES

PAR

M. RABOUIN

(Suite)

CHAPITRE QUATRIÈME

Justice *(suite)*

Après la seigneurie de Landes, venait par ordre d'importance, au point de vue judiciaire, la châtellenie de Moulins.

La justice de ce lieu, qui s'exerçait sur quelques hameaux et sur cinq ou six maisons du bourg situées sur la paroisse de Saint-Lubin, était souvent en conflit avec celle de Landes ; ainsi, le 27 juin 1680, Pierre Hardouin, du village de Bourges, se présente devant le bailli de Landes et « dit qu'il ne comparoissoit que pour ne pas « être condamné par défaut et qu'il requéroit son renvoi « devant le juge de Moulins, son juge naturel et de son « domicile » ; le renvoi fut prononcé.

Le seigneur de Moulins tenait aussi des assises à des époques indéterminées ; il avait, paraît-il, le droit d'établir les règlements de police, car on voit, le 16 juillet 1687, le bailli du lieu prononcer plusieurs peines correctionnelles. On trouve surtout à ces assises des aveux et déclarations de possesseurs de terres ou fiefs relevant de cette seigneurie. Le châtelain surveillait avec soin ses droits féodaux ; ainsi, « en vertu d'une ordonnance du « lieutenant ordinaire de la justice de Moulins, le pre-

« mier sergent de cette justice saisit, le 14 juin 1601, le
« lieu et manoir de Saint-Sauveur, sis au bourg de Landes,
« sur le censif de Moulins, appartenant aux chapitre et
« chanoines de Saint-Sauveur de Blois qui n'avaient
« point fait, en temps utile, aveu et déclaration au sei-
« gneur suzerain. »

Les plaids se tenaient dans une des salles du château de Moulins et étaient présidés par un bailli, qui était ordinairement un des procureurs postulants du siège de Landes.

L'exercice et la délimitation du ressort de ces différentes justices donna lieu souvent à des conflits entre les seigneurs (1).

(1) Nous en relaterons seulement un qui prit un caractère très aigu : le seigneur du Grand Villeruche, possesseur d'un fief de très minime valeur, était voisin et rival de M. de Bault, seigneur de Landes, son suzerain, qui l'emportait de beaucoup en noblesse, en considération et en richesse ; aussi le plus petit incident était-il un sujet de querelle ?

Après la mort d'un sieur Hoguet, arrivée dans une des maisons du hameau de Villeruche, qui relevaient de la justice de Landes, le bailli du vicomte apposa les scellés ; lors de leur levée, le 18 février 1683, Messire Jehan Marin de Bonvoust, seigneur du Grand Villeruche, intervint et demanda les clefs des coffres qui étaient sous scellés et sur le refus du procureur fiscal, « il brisa les scellés à coups de marteau, « en disant qu'il se f.... ichait (le mot existait déjà) de la justice de « Landes, qu'il n'en dépendait pas, qu'il saurait se pourvoir ailleurs », et prenant le procureur fiscal par le bras, il le poussa rudement à la porte. A la suite d'une information et après audition de sept témoins, le procureur fiscal de Landes ordonna que le « sieur de « Bonvoust seroit saisi au corps et constitué prisonnier es prisons du « baillage pour estre interrogé sur les faits et plaintes ci-dessus et « qu'il y soit retenu jusqu'à ce qu'il ait subi son interrogatoire. » Ce décret de prise de corps ne fut pas signifié à M. de Bonvoust *en personne*, mais seulement lu devant l'auditoire de la justice de Landes par le sergent, qui avait sans doute des raisons très personnelles pour ne pas se trouver en face et à portée du bras d'un châtelain aussi emporté et aussi violent. M. de Bonvoust, comme on le pense bien, ne se constitua pas prisonnier et le procureur fiscal aurait bien pu s'épargner cette formalité naïve de constater *de visu*, le 13 mai 1683, que le sei-

Il était souvent difficile de connaître les limites des circonscriptions judiciaires ; ainsi, à Villeruche (village de 10 ou 12 maisons), il y avait trois justices : 1^o Celle du Petit Villeruche, relevant du baillage de Landes.

2^o Celle de la seigneurie du Grand Villeruche, ressortissant à Villerogneux.

3^o Et celle de la Guillotière, fief au milieu de Villeruche et dont il ne restait plus qu'un colombier en 1666 ; elle fut réunie et incorporée à la vicomté. De l'ancien château de la Guillotière relevaient le fief et la justice du Nuise-

gneur de Villeruche ne se trouvait pas dans les geoles des baillage et vicomté de Landes.

Le procureur fiscal du baillage de Landes remplissait les mêmes fonctions à la justice de Villeruche ; il vit bientôt, le malheureux ! qu'on ne peut servir deux maîtres à la fois, surtout deux gentilshommes voisins et rivaux. M. de Bault, trouvant que son procureur fiscal manquait d'activité et d'énergie, le révoqua ; et le successeur, plein d'un beau zèle, demandait, dès le 26 mai même mois, dans ses conclusions « que le sieur de Bonvoust soit déclaré convaincu d'avoir, par violence « et mépris, rompu et brisé les sceaux de la justice de Landes ; pour « réparation de quoi, demeurera le sieur de Bonvoust déchu de la « possession de son fief et seigneurie de Villeruche comme le tenant « en foy et hommage de mon dit seigneur (de Landes), qui en aura « désormais la propriété et jouissance comme de sa vraie chose, pour « l'attentat qu'il a commis tant aux armes de mon dit seigneur qu'à « justice ; qu'il lui demandera pardon à genoux et teste découverte, « sans espée ni éperons et dira que ça esté par emportement et non par « entreprise de sa justice ; que cette déclaration et reconnaissance sera « leüe publiquement aux prosnes des messes paroissiales de ce ressort « et affichée à la porte de l'auditoire, mesme au pilory du marché de « Landes ; auquel lieu il fera pareille déclaration et reconnaissance et « il demandera aussi pardon à justice et sera condamné à 150 livres « d'intérêts, 100 livres envers mon dit seigneur, à tous dépens et « dommages-intérêts et deffense lui sera faite pour l'advenir de rien « dire, sous peyne de punition corporelle. » Le bailli rendit le même jour un jugement conforme à ces conclusions si sévères. M. de Bonvoust en appela, mais, malgré nos recherches, nous n'avons pu connaître la suite donnée à cette affaire ; nous savons seulement que M. de Bonvoust était encore seigneur de Villeruche en 1689.

Dans le cahier des doléances du Tiers-Etat Vendomois pour les

ment (1); c'était la justice des ressorts infiniment petits. On a souvent écrit sur la multiplicité des tribunaux d'appel sous l'ancien régime et sur les abus qui en résultaient; nous en avons ici un exemple curieux : le fief et justice de Nuisement (une seule ferme) ressortissait à la Guillotière, la Guillotière à Landes, Landes (en cette partie), à Vendôme, Vendôme à Beaugé et enfin Beaugé au Parlement de Paris. Il fallait passer par six justices avant d'avoir un arrêt définitif.

Une justice peu occupée était celle de Chassay, château et village de 7 ou 8 maisons au N-O de Landes, autrefois de la paroisse Saint-Martin.

En 1649, un sieur Raimbault demeurant en ce village, cumulait les fonctions de notaire et de sergent et louait des terres à l'Oratoire de Vendôme (2).

Il n'existait pas toujours de greffier à ce siège; ainsi, le 28 novembre 1669, « sur la remontrance faite

Etats généraux de 1614, il est dit : « Art. XXI : Supplient lesdicts du « Tiers-Etat Sa Majesté... faire ordonnance que tous seigneurs et « gentilzhommes ellissent domicile en la prochaine ville de leur demure « et jurisdiction de laquelle ils dépendent, pour y recevoir tous exploits « et commandements de justice affin d'éviter plusieurs inconveniens qui « arrivent journellement pour la crainte que les sergents et autres minis- « tres de justice, ont de se transporter en leurs maisons et pour les « menasses et voies de faict dont aucuns usent à l'endroit d'iceux. » *Bulletin de la Société archéologique du Vendômois*. Tome IX, page 145.

Il paraît que les plaintes étaient fondées et générales, car il y fut fait droit par une ordonnance du roi, d'avril 1667, qui prescrivit « aux seigneurs demeurant es chateaux et maisons fortes d'élire leur domicile « en la plus prochaine ville. »

(1) Dans la convention arrêtée en 1329 entre les comtes de Blois et de Vendôme analysée plus haut, il est question du Nuisement au fief de Villeruche-les-Landes, valant 20 l. 8 s. de rente. La justice de la Guillotière est mentionnée dans la déclaration faite en 1666 par M. de Bault (page 302, année 1898).

(2) Bail devant Lebreton, notaire à Vendôme du 11 février 1649.

« par le procureur fiscal qu'il n'y avait pas de greffier en « ladite justice » le bailli commit et installa, séance tenante, en cette charge le sieur Guillaume Brunet, praticien.

Souvent des conflits étaient suscités par les officiers et agents des différentes justices locales ; nous en trouvons un exemple pour la châtellenie de Villiers.

Elle relevait du comté de Bury et avait un baillage ressortissant au siège présidial de Blois.

Les habitants des deux villages de Villiers et de la Hoctière n'étaient point appelés aux assises de Landes.

Le seigneur de Villiers, à l'instigation de son procureur fiscal, eut, en 1675, la prétention d'avoir pour justiciables les habitants des hameaux de la Cuillas et de Pitouille et il leur défendit de comparoir aux assises et plaids de Landes. Ils obéirent et n'y assistèrent pas le 14 novembre 1675 ; mais condamnés à 15 sols d'amende par le bailli de Landes, ils vinrent « à la quinzaine, demander « à être relevés du défaut et de l'amende prononcés « contre eux, offrant à l'advenir à comparoir comme « cy-devant ; sur quoy le bailly releva les habitans « du deffault et de l'amende et il leur fut enjoinct « de comparoir aux assises qui seront ci-après tenues, « sous peyne de chacun 60 sols d'amende pour chacun « deffault et contravention. »

Le procureur fiscal de Villiers, qui avait soulevé ce conflit, dut abandonner ses prétentions peu fondées.

Le couvent de Marmoutiers avait ou au moins prétendait avoir aussi droit de seigneurie et de justice sur le fief de Nioches qu'il possédait à Landes depuis longues années. Dans un bail devant Pétard, notaire à Landes du 2 mai 1754, le prieur commendataire de Lavardin (membre dépendant de Marmoutier), loue la métairie des Maisons Rouges autrefois appelée Nioches, et il impose

« au fermier la charge de recevoir les officiers du sieur
« Abbé lorsqu'ils iront tenir les plaids et assises dudit fief
« de Nioches et les nourrir, ainsi que leurs chevaux, à ses
« frais et dépens. »

Nulle part nous n'avons trouvé mention de cette justice.

Pour l'instruction des crimes et même des délits, la justice séculière trouvait aide et assistance dans l'Eglise qui lui prêtait sa publicité réelle et ses foudres spirituelles. Pour obtenir des témoignages et des révélations, le juge faisait publier par le curé, au prône de la messe paroissiale, un monitoire ou quérémonie contenant le récit du crime ou vol, les circonstances dans lesquelles il s'était accompli, avec obligation, sous peine d'excommunication, à ceux qui en avaient connaissance de révéler à leur curé ce qu'ils savaient. Nous en trouvons à Landes un exemple pour une affaire peu importante : le 8 mai 1674, une quérémonie fut lue aux prônes des messes paroissiales des églises de Saint-Lubin et de Saint-Martin pour un vol de quelques fagots de paille et de foin ?

Le curé lisait aussi tous les trois mois un édit rendu à Paris, en février 1556, par Henri II et prescrivant certaines mesures afin de prévenir les accouchements clandestins et les infanticides. Pour obéir à cet édit, les filles enceintes allaient déclarer leurs grossesses au bailli, mais le plus souvent au discret tabellion qui en dressait acte ; elles poussaient même leur confession jusqu'à faire connaître l'auteur..... de leur malheur.

Jusqu'en 1790, on trouve des déclarations de cette nature dans les minutes des notaires (1).

(1) Même à notre époque, les juges de paix dans les cantons ruraux (les successeurs des baillis) reçoivent parfois des confidences de cette nature ; ils en prennent note officieusement pour le cas où un accident

Un droit, qui, avec notre organisation judiciaire moderne, nous paraît bien étrange, est celui qu'avaient les seigneurs d'établir, de leur propre autorité, des notaires sur leurs domaines. Le vicomte de Landes, en sa qualité de seigneur haut justicier, possédait ce droit de tabellionage et il en usait en le concédant à titre viager ou en le louant pour un temps limité à qui bon lui semblait ; ainsi, après le décès de Lubin Vollant, notaire à Landes, messire de Bault, seigneur du lieu, par acte du 15 juin 1679 devant Requille, notaire royal à la Tombe, (1), fit bail à Souchay, déjà procureur fiscal du vicomté, pour 9 ans, de l'office de notaire-tabellion à Landes. Le même jour, 15 juin 1679, Souchay demanda au juge expédiant et obtint, séance tenante, à titre provisoire, la permission d'instrumenter pendant quatre mois, à la charge de se pourvoir devant le bailli du siège de Landes pour se faire recevoir définitivement.

Lubin Volant cumulait les fonctions de procureur fiscal du vicomté, de notaire royal au comté de Blois et de sergent royal au présidial de Blois, qualités qui lui sont données en l'inventaire dressé le 9 mai 1679, après son décès.

Dans cet inventaire, le droit du seigneur de Landes à la propriété des minutes du notaire est nettement établi, Il y est dit en effet, après l'analyse sommaire des papiers et dossiers : « Lesquelles minutes ont été rendues à mon
« dit seigneur de cette justice et ce en conséquence tant
« des baulx faits par deffunct M. de Cormeray et de
« Rivière, seigneur de cette justice, passés devant

involontaire, au moment de l'accouchement, amènerait la mort de l'enfant.

(1) La Tombe est une ferme isolée de la commune de Françay, limitrophe de celle de Landes, il y avait une justice qui rendit encore un jugement le 30 avril 1727.

« M. Buisson, notaire à Blois les 21 et 22 avril 1649, que
« de ceulx faits par mon dit seigneur. »

Il y eut pendant longues années deux notaires à Landes : l'un, notaire royal au scel établi aux contrats de la baronnie de Bury, au comté et baillage de Blois ; l'autre, notaire-tabellion au vicomté de Landes, instrumentant seulement dans l'étendue des paroisses de Landes ; il prenait souvent le titre de notaire royal au comté de Blois, mais il n'en avait pas le droit. Les deux offices furent plusieurs fois en la possession d'un seul titulaire.

Au milieu du siècle dernier, on trouve encore des baux à terme, du notariat-tabellionnage de Landes. Le seigneur le louait comme une ferme, les clauses du bail sont à peu près les mêmes ; c'était un revenu dépendant de son domaine et dont il tirait parti pour le mieux de ses intérêts. C'est dans ces conditions que nous voyons M. de Vézeaux, marquis d'Herbault, seigneur de Rancougne, Landes et autres lieux, demeurant en son château d'Herbault, louer pardevant les notaires du marquisat pairie d'Herbault, le 4 octobre 1748, « à François Pétaud,
« notaire audit marquisat d'Herbault, y demeurant, à
« titre de ferme et prix d'argent, pour le temps et espace
« de neuf années entières et consécutives, à partir du
« jour et fête de Toussaint prochain (1748), le notariat
« au marquisat pairie d'Herbault, en *la collocation et*
« *résidence de Landes, s'étendant es paroisses de Saint-*
« *Lubin et de Saint-Martin dudit Landes et hameaux*
« *de Beyne, Bourges ee autres lieux dépendant desdites*
« *paroisses*, sans aucune réserve, que ledit preneur a dit
« bien savoir et connaître ; pour par lui en jouir en tous
« honneurs, profits, prérogatives y attachés, à la charge
« par le preneur de remettre au seigneur à la fin dudit
« bail, toutes les minutes des actes qu'il passera et d'en
« tenir répertoire jour par jour. Le preneur a reconnu

« que remise lui avait été faite par le procureur fiscal de
« douze liasses de minutes passées par le sieur Bossé,
« son prédécesseur depuis le 16 juin 1737 et que le pro-
« neur remettra, à la fin du bail, au trésor des archives
« dudit Herbault. »

« Le bail était en outre fait pour et moyennant la somme
« de trente-cinq livres de ferme, payables au seigneur bail-
« leur au jour et fête de Toussaint de chaque année. »

CHAPITRE CINQUIÈME

Taille.

La principale contribution perçue sur les roturiers et manants des campagnes était la *Taille*, impôt établi sur la propriété foncière et le produit du travail de chaque habitant.

La noblesse, le clergé et quelques privilégiés ne la payaient pas. Vexatoire et arbitraire comme tous les impôts sur le revenu, la taille était impopulaire et lourde pour les habitants des campagnes.

Elle fut souvent la cause de difficultés.

De nombreuses réclamations s'élevaient d'abord à l'occasion de la répartition par les collecteurs du montant de la taille entre les habitants de la paroisse, d'après les facultés présumées de chacun ; à tort ou à raison, on accusait de vénalité, de partialité et d'incapacité (1) les pauvres répartiteurs ; chacun se prétendait trop imposé et réclamait.... rien de nouveau sous le soleil !

Ensuite survenaient des difficultés relatives au recouvrement de la quote-part à la charge de chaque habitant, dans le montant de la taille imposé à la paroisse

(1) Des assemblées de communautés d'habitants dans le Dunois, par M. Merlet, pages, 44, 45, 47.

par l'intendant de la généralité. Cet impôt était reçu par les collecteurs personnellement et solidairement responsables, même par corps, c'est-à-dire qu'à défaut de paiement à l'échéance, ils étaient mis en prison où ils restaient jusqu'au versement des termes exigibles. Ils avaient 16 deniers par livre pour leurs peines et leur responsabilité (1).

En outre les collecteurs, après délibération prise en assemblée générale, avaient à soutenir, au nom de la communauté des habitants, des procès contre ceux qui se prétendaient exempts de la taille, en vertu de privilèges dont ils voulaient étendre l'importance, au préjudice des autres taillables de la paroisse.

C'est ainsi que nous trouvons à Landes, des procès engagés dans les deux paroisses à l'occasion de demandes faites par les curés en radiation de taille (2).

Une difficulté de cette nature s'éleva en 1789, entre les habitants de la paroisse de Saint-Martin et le prieur-curé de Tourailles; cette affaire, par suite des événements politiques qui se succédèrent alors, n'eut probablement pas de solution judiciaire; mais on y trouve des renseignements curieux sur les droits des curés et on sent les idées nouvelles qui commencent à se faire jour.

« Le dimanche 11 juin 1789, les habitants de la
« paroisse de Saint-Martin se réunirent en assemblée
« générale, issue des vespres, à la porte et sous la gale-
« rie de l'église, à la requête du syndic de l'assemblée
« municipale de la *paroisse de Landes, élection de Ven-*
« *dôme.*

(1) Les percepteurs reçoivent actuellement 2 % sur les vingt premiers mille francs.

(2) Nous avons relaté sommairement un de ces procès. — Bulletin de juillet 1899, page 141.

« Le syndic annonça qu'il avait été assigné, ainsi que
« les membres et habitants de la paroisse de Saint-
« Martin, élection de Vendôme, par M^e Coustard, prêtre,
« prieur-curé de Tourailles, en radiation de cote s'éle-
« vant à 7 livres 10 sols de principal de taille et à 8 livres
« 19 sols d'imposition, pour raison de sept arpents de
« terre exploités par ledit curé et situés paroisse de
« Saint-Martin et qu'il avait convoqué l'assemblée géné-
« rale des habitants pour avoir leur avis sur ladite
« imposition ainsi que leurs moyens de défense. »

Les assistants, après avoir conféré entre eux, déclara-
rent qu'il y avait lieu de s'opposer à la radiation de
cote demandée et autorisèrent le syndic à poursuivre par
tous moyens de droit, après avoir obtenu préalablement
l'autorisation de Messieurs les députés composant le
bureau intermédiaire du département de Vendôme et
Châteaudun.

« Ils donnaient comme moyens de défense que ces
« sommes sont modiques en comparaison de ce que
« paient les autres taillables et que le sieur prieur-curé
« de Tourailles n'eut pas dû élever cette réclamation
« puisque les réglemens, en autorisant les sieurs curés
« à faire valoir jusqu'à l'exploitation de quatre charrues
« dans leur paroisse, ne leur permettent pas d'user de
« ce privilège dans une paroisse qui leur est étrangère
« et que le sieur prieur de Tourailles est d'autant moins
« dans le cas de jouir de l'exemption de taille dans la
« paroisse de Saint-Martin de Landes qu'il fait valoir
« déjà dans sa paroisse de Tourailles, les domaines et
« terres dépendant de son bénéfice et qu'il lève lui-
« même sa dime qui est d'un revenu considérable. »

Procès-verbal de cette assemblée générale fut dressé
par Pétaud, notaire à Landes qui fut, pendant plusieurs
années, syndic de la paroisse de Saint-Lubin.

Cette affaire, si toutefois elle arriva jusqu'aux officiers de l'élection, fut une des dernières qu'ils eurent à juger, car, quelques mois plus tard, la taille était abolie ou plus exactement l'impôt prit un autre nom avec aggravation pour le contribuable.

Les fonctions de collecteurs s'étendaient ordinairement sur toute la paroisse, cependant il y avait des exceptions ; les hameaux du Petit et du Grand Chassé formaient, avec ceux du Petit et du Grand Beyne, une communauté distincte pour l'élection des collecteurs, la répartition et le paiement des tailles. On voit ainsi les habitants, de ces villages se réunir, au nombre de sept, le 10 novembre 1670 « au Petit-Beyne, lieu ordinaire de
« leurs assemblées, pour traiter et délibérer des affaires
« d'entre eux et notamment pour nommer et eslire
« des asséeurs et collecteurs pour faire asséer et lever
« les tailles desdits villages en l'année prochaine 1671,
« d'après la commission qui leur sera envoyée par le
« Président de l'Election de Vendôme et iceux habitants,
« après en avoir meurement conféré et advisé ensem-
« blement, ont, d'une unanime voix et commun accord,
« nommé et esleu pour asséeurs et collecteurs, deux
« habitants de ces villages et les chargèrent de faire
« la repartition et la levée de la taille et d'en porter le
« montant au bureau de la recepte de Vendôme et de
« rapporter bonne et valable quittance. » Lebeau, notaire à Landes, dressa procès-verbal de cette assemblée.

La cause de ces difficultés et de ces procès existait depuis longues années et vainement on avait réclamé des modifications aux lois et règlements concernant la taille ; ainsi, le Tiers-Etat du Vendômois, dans son cahier de doléances rédigé pour les Etats-Généraux de 1614, demandait :

« ART. XXIII, Qu'une paroisse ne soit pas de deux
« Elections ; que les tailles excessives dans l'Election de
« Vendôme par suite d'une répartition défectueuse,
« soient diminuées. »

« ART. XXXII, Qu'il plaise aussi à Sa Majesté modérer
« et restreindre le nombre excessif de ceulx qui se pré-
« tendent privilégiés et exempts de la contribution des
« tailles soubz le pretexte de se dire officiers tant de sa
« maison que des princes et princesses et soubz quelque
« autre pretexte que ce soit (1). »

CHAPITRE SIXIÈME

Dime.

La dime, rétablie par l'Eglise au deuxième concile de Macon en 585 et par Charlemagne dans ses Capitulaires, était un impôt qui suscita souvent les plaintes et les doléances des paysans, et fut cause, par son application rigoureuse, de difficultés et de procès sans cesse renaissants entre les décimateurs et les habitants des campagnes.

Dans le principe, cette contribution en nature avait été instituée au bénéfice du curé qui desservait l'église du village et y demeurait ; mais, avec le temps, détournée de sa destination primitive, elle profita aux seigneurs et à des moines de communautés plus ou moins éloignées qui ne rendaient aucun service au pays.

Nous avons vu plus haut que l'abbaye de Fontaines-lès-Blanches possédait, par suite d'acquisitions et de donations, divers droits de dime sur les deux paroisses de Landes.

(1) *Bulletin de la Société archéologique du Vendomois*. Tome XXI, page 145 et suivantes.

De toutes les dimes perçues à Landes, la plus riche était celle de Rivière, levée sur les gros et menus grains, vins et autres objets déterminés par la coutume; à cause de son importance, elle était connue sous le nom de *grande dime*. Sur son produit les religieux de Fontaines étaient tenus, en qualité de gros décimateurs, de livrer au curé de Saint-Lubin une redevance en nature pour son gros ou portion congrue (1) et d'entretenir en bon état le chœur de l'église et le clocher.

En fait, cette dime, à cause des charges qui la grevaient, n'était pas très avantageuse pour l'abbaye de Fontaines-lès-Blanches qui, vers 1677, au cours d'un procès intenté par le curé et les marguilliers au sujet de réparations importantes à faire au chœur et au clocher, abandonna tous ses droits au couvent de St-Sauveur de Blois.

Ce couvent ou chapitre de Saint-Sauveur de Blois possédait antérieurement une partie de la dime de Rivière perçue sur les deux paroisses de Landes, dans le fief de Philippe de Saint-Martin, chevalier, (*Philippus de Sancto Martino, armiger*). Elle lui provenait de la cession qui lui en avait été faite pour douze années, par Isabelle, veuve de Jehan de Nourray, ainsi qu'il est dit en une charte en latin du lundi après la Saint-Martin d'hiver de l'an 1276, devant l'official de la cour de l'archidiaconé de Vendôme en Vendômois (*sic*) (2).

Cette cession n'avait été consentie que pour douze années, mais plus tard, les religieux acquirent de Isabelle, veuve de Jean de Nourray, dénommée plus haut et de Philippe de Nourray « le droit et la seigneurie, la pro-

(1) Voir *Bulletin* de 1898, page 67, l'importance de cette redevance.

(2) Cette charte est contenue en un vidimus de Jean Bèchebien, clerc tabellion juré du scel aux contraux de la Chastellenye de Blois, du samedi penultième jour de juillet 1415. (Archives dép.).

« priété et la possession qu'ils avoient et pavoient avoir
« en quelque manière que ce feust en la disme de
« Riviere..., seant au terrouer de Lande en Vendômois
« pour le pris de quatre vins livres et douze livres de la
« monnoie courant, paieiz et nombrez à la dicte Isabelle
« et au dict Philippe. » Cette dernière vente fut confir-
mée et ratifiée en une charte donnée au mois de juillet
1283, par Robert d'Estouteville, sire de Hoalmont et du
Boschet en Vendosmois (1). Le consentement de ce
seigneur était nécessaire parce que, est-il dit en la
charte dernière énoncée, cette dime de Rivière « mou-
vait de son fié et son rerefyé (2). »

Les mêmes religieux de la collégiale de Saint-Sauveur-
possédaient aussi sur le territoire de Landes, la dime
dite des Veaux, acquise de Guyot de Droë, escuyer et de
Aalix, sa femme, pour le prix de six vingts livres de
monnaie tournoise; faisaient également partie de cette
vente tous droits de domaine, saisine, seigneurie, pro-
priété et possession, raisons et actions que les vendeurs
avaient et pouvaient avoir; contrat en fut dressé devant
le bailli de Blois en 1298. Cette vente fut ratifiée par
Hue de Poncé qui donna le mardi après les octaves de
Pâques de l'an 1298, une charte dont nous copions ici
quelques passages à cause de son importance relative-
ment à la suzeraineté de la seigneurie de Landes : (3)

« A tous ceuls qui verront cestes présentes lettres,
« Hue de Ponçay, chevalier, salut en notre seigneur :
« Saichent tuit que Guillaume Guyot de Droë, escuyer et
« Aalix, sa femme, avoient vendu à honorables hommes

(1) Aujourd'hui le Bouchet-Touteville, c^{ne} de Crucheray.

(2) D'après un vidimus par le bailli de Blois en 1415. Inventaire des
Archives départementales de Loir-et-Cher. Clergé seculier.

(3) *Archives départementales*

« les doïen et le Chapitre de Saint-Sauveur de Bloys,
« la disme qu'ils avoient ès paroisses de Lende, qui est
« appelée la disme des Vaus, movent de nos fiefs, à tenir
« les dis doïen et chapitre ou nom de laditte église pési-
« blement et à touz jourz mes. Nos, à la prière et à la
« requeste des devant diz Guyot et Aalix, voulons, rati-
« fions et confirmons ladicte vente et voulons ensurque-
« tout les diz doyen et chapitre tiengnent ladicte disme
« ou nom de ladicte église deshors en avant pèsiblement
« et franchement à touz jourz mès toute amortie. » (1)

Le même couvent de Saint-Sauveur avait encore acquis le 23 avril 1507, « devant Grossin, clerc tabellion juré du
« scel royal établi aux contracts de la chastellenye de
« Blois, de Jehan Lesbaÿ, escuyer, seigneur de Landes,
« pour le prix de 105 livres tournois et 35 sols de vin de
« marché faisant, la sixième partie de toute la disme de
« Putoille (actuellement Pitouille) et le premier pris (*sic*)
« sur toute la disme avec le quart et demi-quart de la
« moitié d'icelle disme, assise en la paroisse de Saint-
« Lubin de Landes. » (1)

La perception en nature de cette dime n'était pas facile en pratique ; elle se compliquait encore par l'exercice du droit qu'avait le curé de la paroisse de *prélever de trois gerbes l'une* sur la dime de la ferme de la Cuillas, dépendant du fief de Pitouille, d'après la même charte.

Le même jour 23 avril 1507, « Marc Phélippeaux, seigneur de Villiers, suzerain du fief de Pitouille, reçut du doyen et chapitre de Saint-Sauveur, les droits de vente, profits, quint et requint qui lui étaient dus pour cette vente faite à main mortables et il lui fut fourni un vicaire, homme vivant et mourant. »

En outre des dimes ci-dessus indiquées, les doyen et

(1) *Archives départementales.*

chapitre de Saint-Sauveur possédaient « une rente de
« cinq sextiers de froment à la mesure de Vendôme, à
« prendre chascun an sur cinq éral's et leurs aparte-
« nences, assis à Lande en la rue de Glatigny. » Cette
rente leur fut donnée au mois de mai 1281, par Jehan
Marpaut, escuier ; les religieux devaient rendre « à ce
« seigneur et à ses hoirs chascun an quatorze deniers de
« servise, à Lende, le lendemain de la feste de Toz
« Sainz et lui fournir un vicaire, à la mort duquel ils
« devaient, pour reliefs et rachats, vingt sols de monnaie
« courante de Blois. Le paiement était fait le jour du
« brandouer (1). »

La concession de cette rente, la réserve des droits
seigneuriaux, le paiement à Landes de la redevance
donnent à croire que Jehan Marpaut était un des cha-
telains du pays.

Une autre communauté, celle des maîtres et frères de
l'Hôpital de Vendôme, remplacée par l'Oratoire de la
même ville, avait ou prétendait avoir un tiers de la dime
Sainxon Happereau à Pitouille et un trente-deuxième de
la dime de Rivière. Ces droits sont portés en l'état ou
rouleau dressé en 1364 des biens de cet hôpital(2).

Aux décimateurs déjà indiqués, il faut ajouter les deux
seigneurs de Landes, ceux des chatellenies du pays :
Villiers, la Hocetière, Pitouille, Moulins, Villeruche, Chas-
say, et les curés des deux paroisses.

Les dimes de Landes étaient ainsi partagées entre sept
ou huit intéressés, ayant des droits très inégaux comme
quotité et comme étendue des terres décimables.

(1) Le 1^{er} dimanche de carême, fête des brandons ; l'original de
cette donation est aux archives de Loir-et-Cher.

(2) Dictionnaire raisonné des biens et droits de la maison de l'Ora-
toire de Vendôme, rédigé en 1788 et 1789. Manuscrit n° 484 de la
Bibliothèque communale de Vendôme, p. 49.

Une autre cause de difficultés provenait de la différence de taux dans la perception de la dime ; on prélevait une gerbe sur vingt dans une partie de la paroisse de Saint-Martin et seulement une gerbe sur vingt-et-une dans le surplus de cette paroisse et dans celle de Saint-Lubin. Ce n'était pas en fait la dime dans le sens strict du mot, mais bien à peine un vingtième.

Enfin le curé partageait avec les religieux ou seigneurs du pays pour certains produits du sol et percevait la totalité pour d'autres.

Aussi que de difficultés et par suite de querelles et de procès entre les intéressés. Pour éviter ces ennuis et l'odieux de la perception directe en nature, les curés et les religieux louaient autant que possible leurs droits à des cultivateurs, le plus souvent au sergent (huissier) du bailli ; les fermiers des dimes étaient les tyranneaux très redoutés des cultivateurs ; généralement ils faisaient preuve d'une exigence et d'une âpreté extrêmes ; forts des traités qui leur conféraient les droits des décimateurs, ils les exerçaient avec la plus grande dureté (1). Si le clergé et la noblesse de l'ancien régime ont été chargés des malédictions des paysans quand la Révolution a éclaté, il faut en chercher une des causes dans la rapacité inexorable des fermiers des dimes qui fréquemment avaient recours à la violence et aux voies de fait (2).

(1) Les 9 et 12 août 1650, l'abbé de Saint-Sauveur et le fermier des dimes poursuivent devant le bailli de Landes, un cultivateur du pays qui avait rentré sa récolte dans sa grange, sans appeler le fermier de la dime pour compter les gerbes, *javelles* et *brassées* d'orge récoltée dans son champ.

(2) Des querelles surgissaient parfois dans les champs à l'occasion du partage en nature ; le 24 août 1725, une difficulté s'éleva entre le fermier des dimes du seigneur de Landes et le représentant du curé de Saint-Martin (qui intervint personnellement), au sujet de trois gerbes de blé réclamées par les intéressés. Le conflit s'envenima et

La dime et la taille ont été remplacées par les contributions directes, augmentées des centimes additionnels parfois aussi importants que l'impôt principal ; la note à payer est-elle diminuée ?

Le bail ci-après analysé des dimes de la paroisse de Saint-Martin, fait bien connaître l'importance et la nature des produits perçus en nature, ainsi que leur partage entre le curé et les autres bénéficiaires.

Le curé de Saint-Martin, par acte devant Pétard, notaire à Landes, du 14 juin 1787, donna à bail pour 3, 6 ou 9 années :

« I^{ent}. Les deux quarts seulement des grosses dimes
« appartenant au bailleur, conjointement avec les sei-
« gneurs de Landes et de Villeruche, possesseurs des
« deux autres quarts, telles qu'elles ont coutume d'être
« perçues et levées et consistant seulement en grain et
« vin.

« II^{ent}. Plus toutes les dimes noales (1) appartenant
« au bailleur répandues dans les quatre quarts des grandes
« dimes.

« III^{ent}. Enfin toutes les menues et vertes (2) dimes
« appartenant au bailleur et qu'il a le droit de percevoir
« généralement sur tout ce qui se fait à la charrue, à la
« marre ou autrement dans l'étendue de sa paroisse et
« dans la tournée (3) ordinaire, conjointement avec le

fut suivi de violences, coups, calomnies, injures réciproques etc., etc. ; après enquête et audition de témoins, le bailli d'Herbault condamna le 9 décembre 1726, le fermier du seigneur à faire des excuses au curé, en présence de deux personnes honorables de la paroisse et à payer seulement la moitié des frais s'élevant à 60 livres 13 sols. Il s'agissait au début de trois gerbes de blé !!

(1) Les dimes noales étaient imposées aux terres récemment mises en culture ou dont le genre de produit avait changé.

(2) Les vertes et menues dimes étaient levées sur les fèves, pois, lentilles, chanvre, lin, etc.

(3) Voir ci-après la nature et l'importance de la tournée.

« curé de Saint-Lubin, de Landes et les chanoines de
« Saint-Sauveur de Blois.

« A la charge par le preneur de bien et dûment lever
« et percevoir les dimes à raison de la vingtième sur
« tout ce qui est au-delà du chemin de Landes à Ven-
« dôme du côté de Pray et dans les climats de Chassé et
« de Beine, et dans le surplus de la paroisse à raison
« de la vingt et unième seulement. »

Le bail était fait moyennant un fermage annuel de :
150 livres d'argent, 4 muids et demi de blé (54 hectolitres)
deux muids et demi d'avoine (30 hectolitres) mesure de
Blois, 150 fagots de paille, 4 chapons et poulets.

Le curé se réservait la dime sur le chanvre et le lin
que sa servante filait à la quenouille pendant les longues
soirées d'hiver.

Pour la perception des dimes de la paroisse de Saint-
Martin, le fermier se trouvait en concurrence et souvent
en conflit avec 1^o le seigneur de Landes, 2^o celui de Vil-
leruche, 3^o les religieux de Saint-Sauveur et 4^o le curé de
Saint-Lubin.

Sur la paroisse de Saint-Lubin, l'intervention dans le
partage des dimes des seigneurs de Villiers, la Hoctière
et Moulins rendait la perception plus difficile encore.

Lorsque les fermiers faisaient défaut, ce qui arrivait
en temps de guerres et de troubles, les curés et sei-
gneurs de Landes percevaient directement la dime en
nature. Les religieux de Saint-Sauveur, qui habitaient
Blois, chargeaient de ce soin un habitant du pays, qui
après la moisson, reconnaissait leur devoir une quantité de
blé et d'avoine variable suivant la récolte; ainsi ils
reçurent 10 septiers de blé et 10 septiers d'avoine en
1333; 2 muids de froment et 2 muids d'avoine en 1344;
4 muids de blé et avoine par moitié en 1350; 5 septiers
de blé et 5 septiers d'avoine en 1353.

CHAPITRE SEPTIÈME

Instruction publique.

L'instruction publique ne fut pas autrefois aussi négligée que certains le prétendent de nos jours.

De tout temps, on a reconnu l'utilité, la nécessité de répandre l'instruction ; des documents authentiques font connaître l'importance que ne cessèrent d'y attacher les évêques du diocèse de Chartres dont notre pays fit partie jusqu'en 1697. A plusieurs fois, des mesures et des prescriptions synodales furent prises pour organiser les petites écoles dans toutes les paroisses ; ainsi, dans une séance tenue le mercredi après la Saint-Vincent 1324, le chapitre de l'église cathédrale de Chartres recommanda à tous les curés d'avoir dans leur paroisse, une école élémentaire ; plus tard, en 1487, l'évêque Miles d'Illiers, dans ses statuts synodaux, ordonne aux curés d'avoir dans les églises et dans les hameaux suffisamment importants, des clercs capables pour montrer aux enfants les premiers principes (1).

Un de ses successeurs, Louis Guillard est plus formel et dit en 1526 « qu'il y aura dans chaque paroisse des « écoles publiques, s'il est possible, et à leur défaut, un « prêtre ou un clerc suffisamment érudit pour instruire « les enfants, leur montrer les premiers principes, leur « expliquer l'Oraison dominicale, le Symbole et tout ce « qui se trouve dans l'alphabet ainsi que les préceptes « du Décalogue, leur apprendre à aimer Dieu, fuir le « vice et obéir à toutes les prescriptions de la religion « chrétienne (2). »

(1) *In ecclesiis et locis magis populosis et quorum proventus ad hoc sufficere poterunt, rectores habeant clericos qui etiam sciant et possint pueros in litteris primitivis erudire.*

(2) *Habeat quælibet parrochia, si fieri potest, scholas publicas, ad*

Le même évêque, dix ans plus tard, en 1536, demande que les écoles des filles soient séparées de celles des garçons (1).

Le pouvoir royal s'occupa également de l'enseignement primaire. Il établit ce que nous appelons l'*instruction obligatoire*. Deux ordonnances de Louis XIV en 1694 et 1698, une de Louis XV en 1724, prescrivent l'exacte fréquentation des écoles ; le soin et la surveillance de l'instruction du peuple furent confiés aux curés, aux évêques et aux congrégations (2). On trouve, pendant le règne de Louis XIV, de nombreux arrêts du Conseil d'Etat approuvant des levées par les paroisses de deniers pour payer les salaires des maîtres d'école (3).

Non seulement les prescriptions des rois et des évêques furent exécutées selon les moyens et les ressources dont on disposait alors, mais on voit aussi dans bien des paroisses, les curés prendre sur leur patrimoine pour fonder, auprès de leur église, des petites écoles destinées à recevoir gratuitement les enfants pauvres.

Nous en avons un exemple à Landes où la générosité de M. Morillon, curé de l'église de Saint-Lubin, mit fin

quas proficisci possint infantes ; sin minus, sit semper sacerdos aut clericus sufficienter eruditus, qui possit pueros docere, illisque qui familiariter interpretari primas litteras, Orationem dominicam, Symbolum et alia quæ in alphabeto continentur, præceptaque Decalogi et jam ab ea ætate doceat eos diligere Deum, vitia fugere, christianæque religionis jugum subire.

(1) Caveat si fieri potest ut filiæ seorsum et non cum masculis student.

(2) Histoire de la civilisation française, t. II, p. 260, 261 par M. Rambaud, ministre de l'Instruction publique, membre de l'Académie française, et Ecole du village pendant la Révolution, p. 14, par M. Babeau.

(3) Inventaire des Arrêts du Conseil d'Etat par M. Valois, (Imp. nat. 1893), n° 10246 et *passim*.

à l'état précaire des petites écoles établies depuis longues années et leur assura durée et prospérité jusqu'en 1789.

Par actes devant Souchay, notaire et tabellion royal au comté et baillage de Blois, résidant à Landes les 7 août et 29 septembre 1721, « Vénérable messire François
« Morillon, prestre, curé de Saint Lubin, donna à la
« boîte de N. D. de cette église, une somme de douze
« cents livres tant en placements sur divers habitants
« qu'en deniers comptants, à la charge par les mar-
« guilliers de cette église de payer chaque année, la rente
« produite par cette somme à un prestre habitant Landes,
« servant de vicaire au curé de Saint Lubin et qui devra
« notamment tenir les écoles, enseigner gratuitement les
« enfants pauvres qui seront mâles (1) et faire le caté-
« chisme les jours de dimanches et de festes pendant le
« cours de l'année, à l'heure la plus commode pour les
« enfants et dire en ladite église la prière pendant le
« carême, les dimanches et festes. »

Il a été en outre expliqué que « s'il existait dans la
« paroisse un maître ou une maîtresse d'école, le produit
« de cette fondation pourrait lui être remis en totalité ou
« en partie, selon que le curé avisera bon être et qu'à
« défaut de prêtre ou autre personne faisant l'école, la
« rente ci-dessus devrait être distribuée aux pauvres. »

Aussitôt l'école fut installée dans une maison qu'on loua auprès de l'église de Saint-Lubin et fut dirigée par M. Morillon jusqu'à sa mort arrivée en 1725 (2).

(1) Il n'est question que des garçons ; dans les campagnes, l'instruction des filles fut négligée jusqu'au commencement du siècle.

(2) A la suite de l'acte de décès de M. Morillon sur les registres de la paroisse de Saint-Lubin, on lit son éloge en ces termes : M^{re} Morillon était riche devant notre bon Dieu, des œuvres d'une charité tendre et abondante pour les pauvres, comblé du mérite des peines in-

Quelques années plus tard, les marguilliers de la boîte de charité, comprenant les bienfaits de l'instruction, voulurent s'associer aux œuvres de leur curé et rendre sa fondation durable ; ils achetèrent le 2 février 1737, des héritiers Marquenot, par contrat devant Lebeau, notaire et tabellion royal colloqué à Landes, demeurant à Rincé, paroisse de Lancosme : une maison, dite des petites écoles, située près de l'église Saint-Lubin de Landes, composée d'une chambre à feu, grange, étable, cour devant, jardin derrière et au bout de la maison, contenant deux boissellées environ (10^a 12^c), joignant d'amont la traite qui conduit de la place à la rue de Chateaurenault, d'abas la rue qui conduit de ladite place à la rue de Châteaurenault et de solaire ladite place de l'église.

Cette vente faite au profit de la boîte de charité, fut arrêtée et signée sous la galerie de l'église de Saint-Lubin, du consentement des manants et habitants de la paroisse, réunis en assemblée générale. Nous nous sommes un peu étendu sur la désignation de cette maison qui sert encore aujourd'hui d'école de filles (1). Les habitants de Landes profitent toujours de l'acquisition faite au commencement du siècle dernier, par leurs ancêtres et un curé de Saint-Lubin.

Cette fondation faite au profit de la confrérie de N. D.

croyables et des soins infatigables qu'il s'est donnés pour l'éducation et l'instruction de la jeunesse, consacrant ses précieux jours à ce pénible travail.

(1) En 1836, la municipalité installa une école dans cette maison, malgré les réclamations des membres du bureau de charité ou de bienfaisance, qui, dans une délibération du 14 août 1836, signée par MM. Poussin, Rabouin père, Ligneau et Pesré, curé, soutenaient que cette maison, provenant de l'acquisition faite par la boîte de charité, appartenait au bureau de bienfaisance.

fut transférée à la boîte de la charité appelée aussi boîte de l'instruction de la jeunesse ; le marguillier-procureur était chargé de son administration ; le dernier fut élu en assemblée générale du 28 octobre 1788.

En outre il existait, pour les petits enfants, une école où l'on enseignait à lire et un peu à écrire ; en 1760, une dame Camus tenait cette petite école dans une maison lui appartenant.

En 1789, la fondation dont nous venons de parler et par suite l'école furent supprimées et le 6 juillet de la même année, la maison fut louée pour douze livres par an. On réserva le grenier au-dessus pour mettre, selon l'usage, les *moissons* de blé dues à l'église.

On voit que cette maison d'école n'était ni luxueuse ni importante comme les constructions faites actuellement aux frais des contribuables.

Après 1789, à Landes, comme dans la plupart des communes, l'instruction ne fut point donnée à la jeunesse pendant plusieurs années.

CHAPITRE HUITIÈME

Foires et Marché

Pendant plusieurs siècles et à différentes reprises, les seigneurs et habitants de Landes tentèrent vainement d'établir un marché et des foires.

Ce bourg alors important se trouvait en effet dans des conditions très favorables ; placé dans un pays fertile, distant de quatre lieues de Blois et de cinq de Vendôme, traversé par de grandes voies autrefois très fréquentées, il réunissait tous les éléments de prospérité et on pouvait espérer que ce marché deviendrait florissant au détriment de celui d'Herbault, dont la population était peu élevée ; mais il en fut autrement.

Nous allons relater les différentes tentatives qui eurent lieu.

Par lettres-patentes données à Blois, au mois de mars 1572 (1) « Sur l'humble supplication de son cher et bien
« aimé Nicolas du Pezant, seigneur de Landes, le roi
« Charles IX, pour mieux repopuler le lieu et place de
« Landes et pour faire chose profitable pour le bien de la
« chose publique et des habitants d'environs, créa et
« établit audit lieu de Landes, un marché chacune
« semaine et deux foires par chacun an, c'est à sçavoir :
« ledit marché au jour du jeudi et les foires : l'une, la
« vigile de la feste de Saint-Félix, au mois de mai, l'autre
« la vigile de la feste de Saint-Thomas (2). Voulons et
« consentons, est-il ajouté, que pour tenir lesdites foires
« l'on puisse faire lever et dresser halles, loges, étaux et
« autres choses nécessaires et en tels cas requises comme
« ils verront être à faire et au cas appartenir, en faisant
« tenir les marchands en sureté et faire jouir des privi-
« lèges, franchises et libertés qu'ils ont accoutumé de
« jouir et user en autres foires dudit pays. »

Il était difficile, dans les temps de guerre civile et de troubles, d'établir un marché et des foires ; ils ne réussirent point, si toutefois une tentative fut sérieusement faite. On peut en douter d'après les termes de l'édit donné par Henri IV, à Montceaux au mois de juillet 1607 : « Prenant en considération que l'exécution des
« dites lettres-patentes ci-dessus relatées, n'avait été
« poursuivie, ni l'établissement desdites foires et
« marché fait, et que s'il y a eu aucun établissement,

(1) Dans un mémoire rédigé pour les habitants de Landes en 1790, il est dit que ces lettres-patentes ont été données à Senarpont en avril 1572 (Bibl. de Blois, papiers de M. de la Saussaye).

(2) St-Félix 30 mai, St-Thomas 21 décembre.

« il a cessé à présent, confirma les lettres-patentes
« données par Charles IX et en tant que de besoin créa,
« érigea et établit le marché du jeudi et les foires pour
« être tenues les jours de vigile des fêtes de Saint-Félix
« et de Saint-Thomas, outre celle existant d'ancienneté
« le premier septembre (1).

Et pour favoriser l'agriculture et le commerce ainsi que l'établissement de marchés et foires dans les plus petites localités, Henri IV ajouta à cet édit les dispositions suivantes :

« Voulons, ordonnons et nous plaist que tous marchands et autres y puissent aller, séjourner, vendre, troquer, débiter, échanger et acheter librement toutes sortes de denrées et marchandises licites et convenables et jouissent et usent de tels et semblables droits et privilèges que l'on a coutume de jouir et user elsewhere autres foires et marchés de notre royaume de semblables qualitez, pourvu toutes fois que ceux dits jours n'y ait à quatre lieues à la ronde de ladite terre et seigneurie de Landes, autres foires et marchés auxquels ces présentes puissent préjudicier. »

Cet édit fut donné « sur la très humble supplication de Claude Le Fuzelier, escuyer, seigneur de la Motte et de Cormeray et de la terre et seigneurie de Landes, en considération des bons, agréables et recommandables services qu'il a faits aux feuzs rois nos prédécesseurs, que Dieu absolve et à nous (Henri IV), tant au fait de nos guerres que charges qu'il a eues en icelles que autres en plusieurs sortes et manière et espérons qu'il fera ci-après et ainsi que continuent nous faire ses deux fils qui ont toujours été employés pendant les

(1) Cette foire, qui n'est plus qu'une assemblée ou fête patronale, a lieu maintenant le premier dimanche de septembre.

« dernières guerres pour nos services et continuent
« encore nous faire chacun jour. »

Les considérants élogieux qui précèdent venant du roi, montrent que Claude Le Fuzelier était un gentilshomme dévoué à Henri IV, brave dans toutes les expéditions militaires où il prit part et habile dans les négociations qui lui furent confiées ; les enfants suivaient le noble exemple de leur père. On les voit avec plaisir, employer leur crédit mérité par des services rendus à l'Etat, pour la création de foires et marché utiles au pays.

Ces lettres-patentes furent lues et enregistrées au baillage de Blois, le 14 juin 1608, à la charge par le Sr Claude Le Fuzelier et ses successeurs, « de tenir lesd. « foires et marché en foy et hommages du roy, d'en « porter la foy et la rendre par aveu en la Chambre des « Comptes de cette ville, sauf et sans préjudice au pro- « cureur dud. seigneur, de se pourvoir pour le droit de « septrage (1) requis par ses conclusions. » Elles furent ensuite publiées et enregistrées en la Chambre des Comptes du roy à Blois, le 19 décembre 1609.

On voit que le baillage de Blois, en enregistrant l'édit d'Henri IV, avait fait certaines réserves ni claires ni précises, qui bientôt donnèrent lieu à des difficultés déferées au Conseil du roi par Jean Le Fuzelier, escuyer, seigneur de Landes, contrôleur ordinaire et provincial des guerres en Bretagne. Alors intervint une ordonnance royale du 18 mars 1614, adressée au bailly de Blois et contenant notamment les dispositions suivantes :

« Nous, de l'avis de notre Conseil, qui a vu les lettres
« de concession, acte d'enregistrement d'icelles, établis-
« sement desdites foires et marché, où sont vérifiés par-

(1) Droit de mesurage sur les grains vendus au marché.

« ticulièrement tous les droits qu'il (le seigneur de
« Landes), doit lever à cet égard ; voulant le traiter aussi
« favorablement que les autres seigneurs du pais et
« comté de Blois, aiant semblable concession, tant en
« considération des services rendus par le deffunt Sr de
« la Motte, son père, aux feux rois nos prédécesseurs
« que ceux par lui rendus tant en sa charge que autres
« missions où il a été employé pour nos services ; Vous
« mandons et ordonnons, par ces présentes, signées de
« notre main, que vous ayez à faire jouir ledit seigneur
« de Landes et de Rivière, pleinement et paisiblement
« de tous et chacun des droits portés par ledit établisse-
« ment desd. foires et marché, tels et semblables et dont
« jouissent les autres seigneurs du pays ; contraignant et
« faisant contraindre tous les marchands et autres qu'il
« appartiendra au paiement desd. droits par les voies et
« contraintes accoutumées en tels cas, nonobstant oppo-
« sitions ou appellations quelconques, pour lesquelles et
« sans préjudice d'icelles, ne voulons être différé ; le
« tout, sans vous arrêter à la restriction que vous avez
« faite d'iceux, que ne voulons empêcher l'effet des pré-
« sentes ; mandant à cette fin à notre procureur de pré-
« ter le consentement nécessaire afin que notre volonté
« soit suivie, car tel est notre plaisir. »

M. Le Fuzelier eut donc complètement gain de cause ; les difficultés suscitées au baillage de Blois furent repoussées en termes impératifs par le Conseil du roi. Le seigneur de Landes put alors jouir paisiblement des privilèges et des avantages qui lui avaient été concédés sur les foires et marché, savoir : droits de mesurage, pesage à crochets, aunage, septrage, hallage et de boucherie. Une pancarte ou tarif des droits à percevoir sur les grains, le vin et autres marchandises mises en vente, fut établie par M. Le Fuzelier, d'après les avis des

maitres-auneurs, mesureurs, ajusteurs et autres maitres-jurés des corporations de la ville de Blois.

Les droits perçus étaient peu importants, car ces foires et marchés n'étaient pas fréquentés ; aussi, lorsqu'en 1653, M. de Bault devint propriétaire de la seigneurie de Landes, il s'occupa activement de donner de l'importance au marché. Pour arriver à ce résultat, il commença par faire annoncer aux assises du 26 février 1654, que « dorénavant les plaids se tiendraient au jour de jeudi, « de huitaine en huitaine, à dix heures du matin » et qu'il était « enjoint aux habitants et justiciables de la « seigneurie de ne vendre aucuns grains ou vin en destail « à autre mesure que celle de Landes ; pourquoy faire, « ils auront chacun un boisseau et mesure, les caba- « retiers des pintes, le tout à l'estalon et mesure de « Landes et même aux cabaretiers, sous peyne de confis- « cation. » Ces mesures ne produisirent aucun résultat sérieux ; il fallait en effet pour rendre le marché prospère et fréquenté, qu'il fut garni de toutes les productions naturelles du pays et des provisions d'un usage journalier et aussi que les vendeurs fussent certains d'y trouver le placement de leurs marchandises et les acheteurs un choix suffisant de denrées et objets utiles.

Pour y parvenir, M. de Bault, par contrat devant M^e Vollant, notaire à Landes, le 16 juin 1666, fit avec trois cultivateurs des environs, diverses conventions d'après lesquelles ils « devaient, pendant quatre années, garnir le « marché de Landes de toutes sortes de grains conve- « nables par toutes les saisons, de sorte que les mar- « chands qui y viendront pour acheter se puissent four- « nir et ne soient pas obligés de s'en retourner sans « grains. Plus seront tenus d'acheter sur la fin du mar- « ché tous les grains qu'y sy trouveront de reste et qu'y « n'auront pas été vendus, en sorte que les particuliers

« qui y seront venus pour vendre leur grains ne soyent
« pas en la nécessité de s'en retourner sans avoir de
« l'argent pour subsister en leurs affaires. »

Les entrepreneurs du marché devaient « traiter hon-
« nêtement les marchands soit vendeurs soit achapteurs
« et lever doucement et sans bruit les droits ordinaires
« sur les grains, bestiaux et marchandises. »

Pour faire prospérer cette entreprise, M. de Bault leur prêta pour trois ans une « somme de trois mille
« livres sans aucun intérêt et loua les greniers du grand
« logis de Rivière et la salle du bas pour y mettre les
« grains pour faire subsister le marché (1). »

Mais bientôt le traité fut abandonné ou résilié par les entrepreneurs ; le marché et les foires ne furent pas rétablis, au grand regret de M. de Bault ; il perdit en grande partie les sommes qu'il avait avancées.

M. de Bault espérait peut-être que le marché et la mesure de Landes iraient de pair avec ceux de Blois, Vendôme et des autres localités voisines, mais sa déception fut grande ; il ne put, malgré ses soins et même ses sacrifices d'argent, rétablir le marché qui fut délaissé et abandonné même par les habitants de Landes ; ainsi en 1669 et 1670, il n'y avait pas à ce marché du blé en quantité suffisante pour établir la mercuriale et à l'occasion d'un procès, le bailli de Landes dut se faire représenter l'extrait de l'évaluation des grains à la halle de Blois.

(1) M. de Bault attachait une grande importance à l'exécution et à la réussite de cette convention ; dans une lettre qu'il écrivait de Paris le 15 août même année (1666) à M. Vollant, notaire, il est dit : je vous recommande mes intérêts et mes affaires qui sont entre vos mains et surtout le marché ; faites y donc pour le mieux. L'adresse de la lettre porte : à M. Lubin Vollant, mon notaire royal et tabellion à Landes.

Le marché se tenait sur la place de l'église de Saint-Lubin et sous des halles construites vers 1610 par la famille Le Fuzelier.

Les choses restèrent en cet état jusqu'en 1720, époque à laquelle M. Dodun, contrôleur général des finances du royaume, déjà seigneur d'Herbault, devint acquéreur de la vicomté de Landes et se trouva ainsi propriétaire de deux seigneuries voisines ayant chacune un marché : l'un, celui de Landes abandonné, l'autre, celui d'Herbault fréquenté et bien approvisionné.

M. Dodun ne fit rien pour le relèvement ni pour la suppression du marché de Landes, mais il favorisa l'accroissement de celui d'Herbault où il venait de construire un château important et où, par son crédit, fut installé un grenier à sel au mois d'octobre 1723.

C'est donc à tort qu'on a dit et écrit que M. Dodun, par son autorité et son influence, fit transférer à Herbault le marché de Landes, qui, en fait n'existait plus depuis bien des années, comme il est établi plus haut ; le marché d'Herbault au contraire était depuis longtemps florissant et bien garni de grains de toute nature, ainsi que le constatent des mercuriales ininterrompues remontant à la fin du XVI^e siècle (1).

Plus de soixante ans plus tard, au mois de décembre 1790, après l'abolition des droits seigneuriaux, les habitants de Landes, profitant du mouvement des idées nou-

(1) Le fait suivant fait connaître l'importance du marché d'Herbault : le marquis de Rothelin, qui vendit la terre d'Herbault à M. Dodun quelques mois plus tard, afferma le 28 juin 1711, par acte notarié, pour un loyer annuel de 600 livres, le droit de mesurage des grains sur le marché d'Herbault ; la taxe à percevoir était de deux deniers par boisseau.

Le 22 décembre 1743, le même droit de mesurage fut affermé 700 livres par an à huit habitants d'Herbault.

velles et se basant sur les édits énoncées plus haut, tentèrent encore une fois de rétablir le marché; à cet effet, ils firent publier et afficher à Blois, à Vendôme et dans les localités voisines, un avis annonçant un marché public dans leur bourg, le jeudi de chaque semaine. Les habitants d'Herbault s'y opposèrent et l'autorité compétente rendit le 11 janvier 1791, sur les conclusions du Ministère Public, un arrêté contenant « défense provisoire de s'assembler à Landes pour y étaler et vendre des denrées et marchandises en public avant qu'il en soit autrement ordonné. » Le 25 du même mois de janvier 1791, l'administration municipale de Landes interjeta appel de cette sentence devant « Nosseigneurs » de l'Assemblée nationale (*sic*) (1).

Nous ignorons, si l'Assemblée nationale put s'occuper de cette réclamation, mais il est certain que le marché ne fut pas rétabli au bourg de Landes.

CHAPITRE NEUVIÈME

Tournée.

Il existait à Landes un fait qui, sans être unique, est cependant assez rare : le territoire assez étendu situé entre la route de Landes à la Chapelle-Vendômoise et le chemin allant du haut du bourg aux village et château de Moulins, était, comme on disait alors *en tournée*, c'est-à-dire faisait partie une année de la paroisse de

(1) Les moyens et raisons invoqués par les habitants de Landes, sont consignés dans deux mémoires faisant ressortir les droits militant en leur faveur et les avantages en résultant pour le pays.

Dans la réponse des habitants d'Herbault, il est dit que la charte de fondation de leur marché avait été donnée en avril 1489 par Charles VIII et qu'elle avait été confirmée en 1735 par lettres-patentes de Louis XV. Ces pièces se trouvent à la bibliothèque de Blois.

Saint-Lubin et l'année suivante de celle de Saint-Martin.

Les habitants du château et du village de Moulins et des hameaux des Maisons-rouges, de Bourges, de Veau-gilet, du moulin de Cholet et d'une maison du bourg, faisaient ainsi alternativement partie de ces deux paroisses. Les terres et maisons comprises dans ce territoire devaient la dime et la taille alternativement dans l'une et dans l'autre de ces paroisses. On trouve sur les registres tenus par les deux curés des actes de baptêmes, mariages et inhumations concernant la famille du seigneur de Moulins et les habitants de ces villages.

La population du territoire en tournée était assez importante ; on y comptait cent communiant au milieu du XVIII^e siècle (1).

Dans les assises devant le bailli, les villages en tournée figuraient séparément.

Les assemblées générales des deux paroisses, lorsqu'il y avait à délibérer sur des intérêts communs, se réunissaient à la porte et sous la galerie de l'église où se trouvait alors la tournée, sous la présidence du curé.

Cet état de choses, qui existait déjà en 1333 (2), ne prit fin qu'en 1790 par la réunion des deux paroisses en une seule commune.

Les habitants des villages en tournée paraissent même avoir formé une communauté particulière ; ainsi, « le 26 avril 1722, à l'issue des vespres, comparurent devant le notaire-tabellion royal, les personnes de messire Jacques Chenet, curé de Saint-Martin, messire

(1) Etat des bénéfices du diocèse de Blois, déjà cité.

(2) Dans un accord arrêté en 1333 entre les Couvents de Marmoutier et de Fontaines-les-Blanches, il est dit que la métairie de Nioches était située sur la *paroisse* de Saint-Martin et de Saint-Lubin, « in parochiâ Sancti Martini et Sancti Leobini de Landâ carnotensis diocesis », Cartulaire blésois de Marmoutier n° 600.

« Nicolas-Claude Chereau, curé de Saint-Lubin, et....
« tous paroissiens et habitants desdites paroisses de
« Saint-Lubin et de Saint-Martin *alternativement*, convo-
« quez et assemblez aux sons des cloches des deux
« paroisses, aux diligences desdits sieurs Curez qui ont
« remontré auxd. habitans que, dans le lieu appelé le
« grand semetière, enclavé en la paroisse de Saint-Lubin,
« lequel lesdits curés ont déclaré estre commun esdites
« paroisses, attendu qu'il est dans le climat de tournez
« esdites deux paroisses, il y a deux vieils ormeaux qui
« dépérissent, desquels on peut en tirer quelques deniers
« pour employer aux réparations d'icelui; pourquoy ils
« ont requis le notaire de vouloir bien se transporter
« aveq eux et lesdits susnommés et faire dresser procès-
« verbal d'adjudication d'iceux, après en avoir publié
« par trois jours de feste et dimanche, estre cejourd'hui
« à vendre au plus offrant et dernier enchérisseur
« comme étant bien d'église », etc.

La vente fut faite pour 122 livres 2 sols 6 deniers,
« payables entre les mains des procureurs, fabriciers des
« deux paroisses pour employer, ainsi qu'il a été convenu,
« aux réparations et augmentations qu'il conviendra faire
« aud. semetière afin d'empêcher les bestiaux entrer et
« paistre en icelui. »

Dans la même assemblée tenue au pied de la croix du cimetièrre, il fut reconnu par les mêmes curés et assistants, que les deux paroisses possédaient en commun les fers servant à préparer le pain pour le sacrifice de la messe et un dais donné aux deux paroisses lorsqu'elles se réunissaient pour des processions dont le nombre et le cérémonial étaient fixés par l'usage.

Ce grand cimetièrre, appelé ainsi par opposition aux petits existant autour des églises, était placé à l'Est, au-dessus du bourg, sur le territoire en tournée, sorte de

terrain neutre ; il était clos de murs qui subsistaient encore au milieu de ce siècle.

Il servait aux deux paroisses, on y faisait encore des inhumations en 1684 et on y allait en procession à certaines fêtes.

(A suivre).

CHRONIQUE

Congrès des Sociétés savantes pour 1900

Le 38^e congrès des Sociétés savantes de Paris et des départements s'ouvrira, à la Sorbonne, le mardi 5 juin 1900 (mardi de la Pentecôte), et continuera ses travaux jusqu'au 8. Le samedi 9, aura lieu la séance générale de clôture dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne.

La 24^e session des Sociétés des Beaux-Arts des départements s'ouvrira à Paris, le mardi 5 juin 1900.

Les séances auront lieu dans la salle de l'hémicycle de l'Ecole des Beaux-Arts du mardi 5 au vendredi 8 juin.

La séance générale de clôture aura lieu dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne le samedi 9 juin, à 2 heures précises.

TABLE

Séance du 12 Janvier 1899

Liste des membres présents	Page 5
Comptes de l'année 1898	6
Budget de 1899	7
Description sommaire des objets entrés au Musée depuis la séance d'octobre 1898	8
Bibliographie	14
Installation des membres du bureau	21
<i>Le Cartésianisme à Vendôme, le Père Nicolas-Joseph Poisson, supérieur du Collège de l'Oratoire (suite), par M. l'abbé Clément, aumônier du lycée</i>	23
<i>Numismatique vendomoise ; deux grandes médailles de Cesar, duc de Vendôme, et sceau du cardinal Louis de Vendôme, par M. Jules Chautard</i>	47
<i>Biographie vendomoise ; les Alvergnats de Droué, par M. E. Nouel</i>	55
<i>Orages d'hiver à Vendôme, par M. E. Nouel</i>	60
<i>Notice sur Landes (suite), par M. Rabouin</i>	69
<i>Chronique</i>	81

Séance du 13 Avril 1899

Liste des membres présents	85
Description sommaire des objets entrés au Musée depuis la séance de janvier 1899.	86
Numismatique	92
Bibliographie	96
<i>Notice sur la Roche-Turpin, commune d'Artins (L.-et-G.), par M. Clément, instituteur à Artins.</i>	102
<i>Notice sur Landes (suite), par M. Rabouin</i>	139
<i>Le Cartésianisme à Vendôme, le Père Nicolas-Joseph Poisson, supérieur du Collège de l'Oratoire (suite et fin), par M. l'abbé Clément</i>	164
<i>Piganiol de la Force, par M. E. Nouel</i>	176
<i>Chronique</i>	180

Séance du 6 Juillet 1899

Liste des membres présents	181
Désignation des membres admis depuis la séance d'avril	181
Description sommaire des objets entrés au Musée depuis la séance d'avril 1899	182
Numismatique	183
Bibliographie.	190
Nomination d'un membre correspondant du ministère de l'instruction publique	191
<i>Notes sur les anciennes chapelles et églises du canton de Montoire</i> , par M. Malardier, ancien juge de paix à Montoire.	195
<i>Notice sur la Roche-Turpin, commune d'Artins (suite)</i> , par M. Clément	226
<i>Les Canons de M. de Rochambeau</i> , par M. A. de Trémault	252

Séance du 12 octobre 1899

Liste des membres présents	261
Renouvellement partiel du Bureau pour 1900	262
Description sommaire des objets entrés au Musée depuis la séance de juillet 1899	262
Bibliographie.	262
<i>Notice sur la Roche-Turpin (suite)</i> , par M. Clément	265
<i>L'affaire Babeuf</i>	282
<i>La Météorologie en 1899</i> , par M. Nouel.	306
<i>Notice sur Landes (suite)</i> , par M. Rabouin	314
Chronique.	350

Le gérant : F. EMPAYTAZ.

Vendime. — Imprimerie F. Empayta.

Princeton University Library



32101 063571663

Vol. 38
ue, scien
Vendôme.

~~Forrestal~~
ANNEX
~~Summer 1984~~

